

# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

23e Législature — 4e session

Vol. 2 - Séances du 18 décembre 1951 au 23 janvier 1952

**1951-1952**

Texte établi par David Dubois et Donald Chouinard

---

Orateur : l'honorable Alexandre Taché







**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**23e Législature – 4e session**

**Vol. 2 - Séances du 18 décembre 1951 au 23 janvier 1952**

**1951-1952**



Séance du mardi 18 décembre 1951

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 163 concernant la succession Hugh Quinlan ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Votre comité recommande de prolonger au 9 janvier 1952, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, les promoteurs payant les amendes prévues par le Règlement.

Le rapport est adopté.

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 9 janvier 1952, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, les promoteurs, payant les amendes prévues par le Règlement.

Le rapport est adopté.

**Projets de loi:**

**Jugements en matière alimentaire**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 relatif à l'exécution de certains jugements en matière alimentaire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des mines de Québec**

**L'honorable M. French (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 modifiant

l'article 227 de la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. French (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 227 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196), modifié par l'article 11 de la loi 13 George VI, chapitre 57, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 11, le suivant:

"12° Pour permettre, dans les endroits dénudés et sans arbres, le jalonnement aux coins de chaque claim, au moyen de marques différentes des marques prescrites par l'article 60."

**L'honorable M. French (Compton):** Pour la fixation des angles, on pourra remplacer les piquets de bois par des tas de pierres surmontés d'une fiche. Dans les places dénudées et sans arbres, il est pratiquement impossible de respecter les dispositions de la loi.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** L'amendement est trop général. Le gouvernement devrait préciser dans sa loi quel mode de démarcation il adopterait. Ainsi, les intéressés sauraient de quoi il en retourne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi a été suggérée par M. O.-A. Dufresne, le meilleur sous-ministre des Mines du Canada et une autorité sur le continent nord-américain. On ne peut pas fixer une règle générale dans le bill, puisqu'il s'agit précisément de prévoir des cas particuliers.

L'Ungava a 311,000 milles carrés, soit presque autant que le reste de la province. Sous les régimes libéraux, cette région était fermée à la civilisation. Grâce au travail de l'Union nationale, elle est aujourd'hui d'une activité fébrile, productive.

Il est de notre devoir de faciliter le "staking", si l'on veut que l'Ungava continue de se développer. Les libéraux critiquent la loi parce qu'ils sont des rétrogrades. Hier, ils empêchaient le progrès; aujourd'hui ils veulent empêcher les efforts de développement du gouvernement et le progrès minier de toute la province.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je remercie le premier ministre de sa courtoisie. Il ne s'agit nullement de retarder le progrès, mais simplement de placer des petits tas de pierres ici et là<sup>1</sup>.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 40 sans l'amender.

**L'honorable M. French (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 40 intitulé: Loi modifiant l'article 227 de la loi des mines de Québec, soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à insérer dans la loi les dispositions projetées pour faciliter le jalonnement de claims miniers dans les endroits dénudés et sans arbres."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est irrégulier parce qu'il ne veut rien dire et qu'il donne au comité des instructions qui ne peuvent être exécutées par ce dernier, ce qui le rend inopérant et contraire au Règlement de la Chambre.

**M. l'Orateur**, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare bien fondé le point d'ordre soulevé par le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), parce que l'amendement, tel que proposé, demande de donner au comité des instructions à l'effet d'insérer dans la loi "les

dispositions projetées" sans définir ce qu'elles sont, et il déclare ledit amendement irrégulier et nul.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Marcotte, Matte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Riendeau, Rennie, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 70.

**Contre:** MM. Chaloult, Dupré, Earl, Kirkland, Marler, Rochon, Ross, 7.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

La motion principale est alors adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 164 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) en biffant le premier paragraphe du sous-article 14;

b) en biffant, dans la première ligne du deuxième paragraphe qui devient premier paragraphe dudit sous-article, le mot "cependant";

c) en biffant, dans la première ligne de la page 2, le mot "cinquante".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 166 exemptant d'impôts municipaux et scolaires les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc., avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:



1. L'article 1 est modifié en remplaçant tous les mots des deux dernières lignes, à la page 3, ainsi que tous les mots jusqu'à la fin, à la page 4, par ce qui suit:

"de toutes taxes scolaires, cette exemption devant être effective à compter du 1<sup>er</sup> mai 1943, aussi longtemps que lesdits immeubles seront occupés par la Jewish Peretz School Inc. conformément aux fins pour lesquelles elle a été constituée en corporation."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 184 modifiant la charte de la ville de Dolbeau, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant dans les avant-dernière et dernière lignes, à la page 2, les mots: "(Lesdites résolutions annexes A et B)".

Et les annexes A et B sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 185 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 5 est modifié:

a) en biffant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots "Décrétée par la présente loi de même qu'à celle";

b) en ajoutant, à la fin, les mots suivants:

"Quant à la présente annexion, la municipalité d'Ascot-Nord recevra une indemnité de mille dollars."

#### Projets de loi:

##### **Charte de la cité de Rivière-du-Loup**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 164 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Jewish Peretz School**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 166 exemptant d'impôts municipaux et scolaires les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Charte de la ville de Dolbeau**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 184 modifiant la charte de la ville de Dolbeau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Charte de la cité de Sherbrooke**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 185 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 155 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

a) en biffant, à la fin du paragraphe a, les mots "(reproduit comme annexe A)";

b) en biffant, à la fin du paragraphe b, les mots "(reproduite comme annexe B)";

c) en biffant, à la fin du paragraphe c, les mots "(reproduite comme annexe C)";

d) en biffant, à la fin du paragraphe d, les mots "(reproduite comme annexe D)".

2. Et les annexes A, B, C et D sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 170 modifiant la charte de la cité de Sillery, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en biffant, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe 3 du sous-article 526a, les mots "ou annuelle, selon le cas".

2. L'article 5 est modifié:

a) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du sous-article 6, le mot "trimestriellement" par le mot "mensuellement";

b) en biffant, dans la dixième ligne du sous-article 6, la virgule qui est posée après le mot "fédéral";

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 176 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié:

a) ce qui suit est ajouté immédiatement après le premier paragraphe comme deuxième paragraphe:

"[92. Dans le cas de construction d'égouts, les propriétaires de chaque côté de la rue et dont les terrains longent la rue où se trouve l'égout sont cotisés à deux dollars et cinquante le pied courant sur l'étendue du front dudit terrain. Tout surplus est payé par la cité; cette disposition ne s'applique que pour l'avenir; il n'y aura pas de remboursement à ceux qui ont payé davantage.";

b) le numéro "[92" du deuxième paragraphe, qui commence par les mots "Les propriétaires", est biffé;

c) ledit deuxième paragraphe qui commence par les mots "Les propriétaires" devient le troisième paragraphe de l'article 4.

2. L'article 10 est biffé.

3. Les articles 11, 12, 13 et 14 deviennent respectivement articles 10, 11, 12 et 13.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 183 modifiant la charte de la cité de Hull, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 4 du sous-article 18, les mots "gouvernement local" par les mots "gouvernement provincial".

2. L'article 18 est modifié en y ajoutant à la fin, après le mot "cité", ce qui suit:

", tant et aussi longtemps que Hull Concrete Products Ltd. demeurera propriétaire. Advenant un changement de propriétaire, une imposition du coût de la construction du service d'égout est autorisée pendant une période de 30 ans."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 187 validant certaines résolutions et certains contrats passés par la corporation municipale de Saint-David-de-Falardeau et par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-David-de-Falardeau, dans le comté de Chicoutimi, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les deux dernières lignes, les mots "ledit contrat reproduit comme annexe 1".

2. L'article 2 est modifié en biffant, dans les deux dernières lignes, les mots "ledit contrat reproduit comme annexe 2".

3. Et les annexes 1 et 2 sont biffées.

## **Projets de loi:**

### **Charte de la ville de Jacques-Cartier**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 155 modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Charte de la ville de Sillery**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 170 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 176 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Charte de la cité de Hull**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 183 modifiant la charte de la cité de Hull.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Résolutions et contrats pour Saint-David-de-Falardeau**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 187 validant certaines résolutions et certains contrats passés par la corporation municipale de Saint-David-de-Falardeau et par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-David-de-Falardeau, dans le comté de Chicoutimi.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** revient sur le salaire des employés du service civil. Ces serviteurs du public sont insuffisamment payés en regard du coût très élevé de la vie, précise-t-il.

Il (M. Marler) demande des explications au sujet d'un salaire de \$1,200.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Il s'agit d'une sténo. Il y a 27 bureaux de placement dans la province; les chefs du bureau ont des traitements allant de \$2,200 à \$2,400.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Et que dire de cet autre salaire de \$2,500, celui-là, qui n'a pas changé depuis 1948?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Il s'agit d'un mécanicien. Il avait \$2,000 en 1944. Son salaire initial a été de \$600.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Six cents dollars payés par les rouges.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Deux mille dollars en 1944, c'était beaucoup plus que \$2,500 en 1951. Le coût de la vie a beaucoup augmenté. Il faut que le gouvernement fasse quelque chose s'il veut rendre justice à ses employés et obtenir d'eux un rendement convenable.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons augmenté les salaires de plus de

\$7,000,000. Tout récemment, *L'Action catholique* a parlé des salaires payés par le gouvernement fédéral. Les rapports démontrent qu'on paie, à Ottawa, des salaires de \$600, \$700 et \$800. Des commis reçoivent \$1,200. Nous faisons mieux que cela. Nous allons continuer à améliorer la situation en tenant compte des possibilités de l'administration ainsi que des besoins de différents services.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** veut savoir la nature du travail des inspecteurs, notamment en ce qui concerne les accidents de travail et l'hygiène.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Il y a 183 inspecteurs. En ce qui concerne les bureaux de mécaniciens et d'électriciens, il y avait eu, en 1950, 205,000 inspections et on avait émis 813,000 permis, 108,000 certificats et 12,982 licences.

Dans le domaine de la tuyauterie, il y a eu, en cinq ans, 46,000 inspections, 1,779 examens. On a émis 9,474 licences. De 1944 à 1949, 24 inspecteurs ont donné 3,300 cours gratuits de plomberie sanitaire dans les villes de la province. Et le *Financial Post* a pu écrire selon M. Robert Davidson, secrétaire de l'Association nationale des entrepreneurs en plomberie et chauffage: "À l'exception de la province de Québec, le nombre des apprentis formés au Canada a peine à compenser le taux de la mortalité dans les métiers de la plomberie et du chauffage."

Dans le Québec, l'an dernier, 3,649 jeunes gens ont appris ces métiers, à comparer avec 511 pour tout le reste du Canada ensemble. Si cette condition persiste, il en résultera que, dans l'espace d'une génération, la vaste majorité des entrepreneurs en plomberie et chauffage viendront de Québec. Dans Québec seulement, on compte, à l'heure actuelle, 2,945 compagnons dans la plomberie et 3,101 compagnons dans le chauffage.

Il se fait, dans les établissements industriels et commerciaux de la province, 40,000 inspections par an pour ce qui est de l'éclairage, de la ventilation, de la sécurité, de la protection contre l'incendie.

Nous avons aussi un service d'hygiène industrielle. Il fait des recommandations au sujet de la poussière, de la température, de la qualité de l'eau. Et il (l'honorable M. Barrette) donne en exemple un rapport rédigé à la suite d'une enquête à Magog. Le travail s'effectue avec l'entière collaboration des

employeurs et des employés, dit-il. Patrons et syndiqués sont très contents des résultats accomplis et ont exprimé à maintes reprises leurs remerciements. Actuellement, une enquête a lieu à Shawinigan, à la Carborendum<sup>2</sup>.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le nombre des accidents de travail augmente-t-il ou diminue-t-il?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Le nombre total des accidents augmente, mais, proportionnellement au nombre des ouvriers, il diminue. Il y a eu 95,000 accidents de travail en 1951, ce qui veut dire que, proportionnellement au nombre des ouvriers, le nombre des accidents a diminué de 5 % environ ces dernières années.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** M. le ministre est-il satisfait des résultats obtenus?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Il est difficile d'être entièrement satisfait d'une réduction de 5 %. Il faudrait pouvoir réduire de 50 % le nombre des accidents, mais une diminution régulière, si petite soit-elle, depuis trois ans indique que le travail accompli pour la prévention est excellent.

Il parle des maladies industrielles. Mon département reçoit de toutes parts des remerciements et des félicitations pour le travail accompli en ces dernières années, ajoute-t-il. Des cliniques ont été ouvertes par les compagnies et par la Commission des accidents du travail. L'an dernier, on y a fait 15,000 examens d'ouvriers de l'industrie minière. Il y a deux cliniques dans le Nord, à Bourlamaque et à Rouyn.

Dans la région des mines d'amianté, chaque ouvrier a sa fiche sanitaire. Chaque ouvrier est ainsi continuellement suivi. Un certain nombre de compagnies minières demandent maintenant à leurs employés de passer périodiquement un examen aux rayons X. Cela évite un grand nombre de maladies, l'aggravation de certains cas qui autrement pourraient devenir mortels ou constituer un fardeau additionnel pour la société.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les poussières d'amianté constituent un danger plus ou moins continu. Est-ce que le ministre pourrait me dire si l'on a amélioré récemment le sort des ouvriers sur ce point? On a discuté de cette question assez longuement, il y a deux ou trois ans. Que s'est-il fait depuis? Est-ce que les mêmes conditions existent ou en parle-t-on moins? Le gouvernement a adopté une nouvelle politique pour combattre la silicose, l'amiantose et autres maladies industrielles.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Des progrès considérables ont été accomplis dans ce domaine; les ouvriers eux-mêmes l'admettent. En 1947, nous avons rencontré les représentants des syndicats, des ingénieurs, des médecins, des techniciens, etc., afin d'étudier ce problème. Un programme avait été tracé et nous l'avons suivi à la lettre. Le président de la Fédération de l'amianté me disait récemment que nous l'avions réalisé et que les ouvriers étaient entièrement satisfaits.

En 1950, à la clinique de Thetford, on a procédé à 3,300 examens. À celle d'Asbestos, 2,500. Les grosses compagnies encouragent aussi leurs employés à consulter régulièrement un médecin. Les compagnies minières de l'amianté ont dépensé pour éliminer la poussière, en 1950, \$4,500,000, mettant en pratique des recommandations qui leur avaient été faites à la suite de visites de nos inspecteurs, de nos ingénieurs et de nos médecins. Depuis quelques années, les compagnies ont dépensé \$12,500,000 dans ce domaine, ce qui représente plus de \$300 par personne. Il y a eu des efforts considérables et nous constatons les résultats.

Cependant, nous devons continuer de suivre constamment les usines, car il se produira sûrement de nouveaux cas et de nouvelles maladies dans les industries. Il faut donc analyser la poussière et calculer la précipitation de cette poussière. Il y a des poussières qui ne sont absolument pas nocives, contrairement à d'autres. Les experts disent qu'il n'y a pas de meilleure protection au monde que celle exercée par nos compagnies d'Asbestos.

À Saint-Jean, à la compagnie Crane, des améliorations considérables ont été apportées. On dit même que l'on pourrait aller y travailler en habit bleu ou noir. Le danger de maladie est entièrement disparu. Dans certaines usines d'amianté, tout danger est aussi disparu. Les compagnies se sont pliées très bénévolement aux demandes qui leur ont été faites.

Il n'existe plus aucun danger dans les manufactures où l'on fabrique des habits, des gants, des freins et divers autres objets avec de l'amianté. Là encore, à la suite de la mise en pratique de suggestions faites par nos inspecteurs. Les grandes entreprises en sont rendues à demander et à solliciter la venue de nos spécialistes, afin de leur permettre de faire travailler leurs ouvriers dans les meilleures conditions.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Est-ce que ces conditions existent partout?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Je ne puis dire partout. Nous avons éliminé le mal partout où nous avons eu des plaintes. Le président de la Fédération de l'amianté, avec lequel je m'entretenais

récemment, m'exprimait sa satisfaction de voir la situation sous contrôle. On possède aujourd'hui un appareil au moyen duquel on peut constater si le poumon se développe normalement, si le sujet examiné est atteint au cœur, aux poumons ou ailleurs. C'est là un complément indispensable des moyens que l'on avait autrefois de déceler ces maladies.

**M. Chaloult (Québec):** Si les organisations ouvrières sont satisfaites, pourquoi n'en parlent-elles pas dans leur mémoire? Il interroge le ministre au sujet des conditions qui existent présentement à Thetford, Asbestos et East Broughton.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Leurs représentants m'ont dit leur satisfaction.

**M. Chaloult (Québec):** Depuis quand a-t-on atteint ce point?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Depuis 1947.

**L'honorable M. Labbé (Mégantic):** Les travaux ont débuté en 1945 et nous avons été témoins.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Ces travaux ont été constamment suivis par les représentants des associations ouvrières.

**M. Chaloult (Québec):** Il y a aussi le cas de Canada Cement.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Là encore, il y a eu des améliorations constantes. La Canada Cement a dépensé, depuis un an et demi, \$2,000,000 à \$3,000,000 pour faire disparaître la poussière. D'ailleurs, cette poussière-là ne semble pas dangereuse.

**M. Chaloult (Québec):** Le ministre est-il en état de soutenir que le ciment n'est pas comme l'amiante ou la silice?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Nous n'avons jamais reçu de plaintes venant d'industries où l'on fabrique du ciment.

**M. Chaloult (Québec):** Je m'intéresse particulièrement à cette question car l'on se propose d'établir une fabrique de ciment dans mon comté sous peu<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Le Dr Bellemarre a poursuivi, pour le compte du

ministère, des études poussées, tant en Europe qu'aux États-Unis, dans le domaine de l'hygiène industrielle. Il s'est taillé une belle réputation qui dépasse nos frontières.

Il loue le travail qui s'accomplit, sous la direction du Dr Fernand Grégoire, à l'Institut Lavoisier, au sanatorium de Rosemont. Le Dr Grégoire, dit-il, un jeune médecin, est le seul au pays à posséder certains diplômes, après de longues études à l'étranger; l'Institut est équipé de façon moderne et un médecin européen, André Salmont, qui l'a visité récemment, a déclaré que nous n'avions rien à envier à aucun pays du monde en ce qui a trait à cet institut.

On possède aujourd'hui un appareil au moyen duquel on peut constater si le poumon se développe normalement, si le sujet examiné est atteint au cœur ou au poumon ou ailleurs. C'est là un complément indispensable aux moyens que l'on avait autrefois de déceler ces maladies.

Pour ce qui est de l'industrie de l'amiante, nous avons des rapports qui disent que les gens sont satisfaits. Il fallait diminuer la poussière. Pour parvenir à cela, il fallait faire l'analyse de la précipitation. Cela a été fait.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le ministre du Travail pourrait-il me dire s'il y a eu diminution de nombre chez la classe d'ouvriers qui reçoivent des indemnités pour des affections pulmonaires?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** L'amiantose est une maladie qui n'a été que récemment diagnostiquée. Il existe nombre de gens qui l'avaient contractée il y a assez longtemps déjà, dans le passé, alors qu'elle n'était pas connue, et qui, lorsqu'ils se font examiner maintenant, sont trouvés atteints. Mais, pour ce qui est des cas d'amiantose récemment contractée, la diminution est de 50 %. Pour l'inspection des édifices publics, rien n'est négligé dans ce domaine.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Pour ce qui est des électriciens et installations électriques, dit-il, le montant est de \$166,000, ce qui représente une augmentation de \$31,000 sur le montant correspondant pour 1951-1952. Qu'est-ce qui explique cette augmentation?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** L'augmentation que l'on avait prévue comme nécessaire était de \$25,000. Les courses faites par les inspecteurs sont plus nombreuses et plus longues. À part cela, on a augmenté d'un sou le mille l'allocation accordée aux inspecteurs pour leurs frais

de voyage. En une année, cela représente une augmentation de 15 %. Avec l'augmentation du millage, le montant prévu, de \$466,000, sera entièrement dépensé.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** n'est pas satisfait de ces explications. Il trouve que l'augmentation est plus considérable qu'elle ne devrait l'être selon les explications fournies par le ministre. Puis il s'informe du tarif payé aux inspecteurs pour leurs frais de déplacement.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)**: Six sous (6¢) le mille.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**: Cela, avec l'augmentation, fait sept sous (7¢) le mille?

**L'honorable M. Barrette (Joliette)**: Oui. En plus de ce tarif, on accorde aux inspecteurs \$450 par an pour l'usure de leur voiture. Cependant, le montant est réduit si l'inspecteur ne fait pas au moins 6,000 milles au cours de l'année. Le taux, pour cette indemnité pour usure de l'automobile, est de \$75 par 1,000 milles.

On a l'intention d'augmenter le personnel chez les inspecteurs, pour le groupe des électriciens. Divers services demandent de nouveaux inspecteurs. Il y a des distances plus longues à couvrir; par conséquent, les frais de voyage sont plus considérables. Tout le montant prévu sera dépensé. À part cela, le tarif des frais de voyage, pour l'hiver, à compter du 1<sup>er</sup> novembre, est de neuf sous le mille, au lieu de sept.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil supérieur du travail (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**: Récemment, le ministre du Travail a annoncé qu'il avait l'intention de nommer un comité d'experts, qui sera peut-être le Conseil supérieur du travail, pour étudier les lois ouvrières et les codifier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Les lois de la province de Québec sont les meilleures en Amérique. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les

chefs ouvriers. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas lieu d'y apporter des améliorations.

Quant à la question de code du travail, il devra contenir toutes les lois ouvrières et toute la législation sociale. Nous avons nommé un comité d'études pour réviser déjà la loi des syndicats coopératifs. Dans l'ensemble, ces lois forment corps, mais nous voulons continuer d'obtenir tous les renseignements qui nous sont nécessaires pour donner à la province de Québec la législation ouvrière la meilleure, la plus juste et la plus adéquate, garantissant les droits de chacun et basée sur les besoins de l'heure. C'est un travail énorme.

Nous voulons avoir l'opinion des meilleurs cerveaux représentant et les organisations ouvrières, et les organisations patronales, et cet éternel oublié qu'on appelle l'intérêt public. On ne peut pas considérer les droits de certains groupes seulement à l'exclusion des autres. Il faut considérer la démocratie dans son ensemble; autrement, ce n'est plus de la démocratie.

Ce travail est commencé et le ministre du Travail s'en occupe activement. J'en profite pour souligner le travail souvent obscur, mais efficace, de cet homme ouvrier lui-même et dévoué jusqu'au bout à la classe ouvrière. Son dévouement et son désintéressement sont reconnus de tous.

Il n'hésite pas, dit-il, à saisir l'occasion pour mettre en relief les hautes qualités du ministre du Travail. C'est sa mission spéciale et son devoir de rendre justice aux ouvriers. Sa mission est de s'occuper des ouvriers et il le fait par conviction et habitude. Il connaît comme pas un leurs besoins. Il a commencé sa vie comme mécanicien et il est aujourd'hui l'un de nos hommes publics qui s'expriment avec le plus de correction et d'élégance, l'un de ceux qui font preuve de la plus haute culture. Sous sa direction, nous voulons faire un code du travail qui soit le plus parfait possible. Il est le meilleur homme que le gouvernement n'ait jamais eu au ministère du Travail.

Jamais, sous aucun gouvernement, les unions ouvrières n'ont connu une telle prospérité. Les conditions de travail ont été améliorées de façon patente sous l'égide du ministre du Travail. Jamais dans l'histoire de la province, la main-d'œuvre n'a reçu un traitement aussi équitable que celui qu'offre le gouvernement de l'Union nationale, qui a été le premier à accorder aux travailleurs le droit de libre association. Nous voulons faire connaître les droits des travailleurs sans injustice pour personne.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**: Le premier ministre veut-il dire que le Conseil supérieur du travail sera chargé de façonner le code du travail?

Un comité est-il déjà nommé ou est-ce simplement un projet?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons déjà alerté nos propres spécialistes et nous en avons consulté beaucoup d'autres. Notre intention est de nommer un comité qui aura le soin de compiler tous les renseignements, toutes les opinions, de condenser, pour que le gouvernement puisse ensuite étudier et qu'il en sorte une législation qui soit un modèle du genre.

**M. Chalout (Québec):** Je crois que ce projet de code du travail est très important. Il répond à un vœu de toutes les organisations ouvrières. Tout le monde réclame un code du travail. Mais il y a code du travail et code du travail. Ce dernier ne vaudra que par ceux qui le rédigeront. On parle de nommer des patrons, des ouvriers et des représentants du public. Il serait peut-être bon d'y ajouter deux sociologues.

On se vante, dans le Québec, d'avoir des lois chrétiennes, conformes aux directives des autorités religieuses. Il faudrait donc des spécialistes capables de faire l'unanimité autour d'eux, puisqu'il y a plusieurs écoles, pour voir à ce que le code du travail demeure dans cette catégorie, pour intercaler dans le texte les principes chrétiens de sociologie qu'il convient de respecter dans une loi de ce genre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le comité que nous nommerons devra nécessairement entendre des sociologues. Nous voulons avoir toutes les opinions et les examiner à la lumière de la justice. Mais ce n'est pas tout d'avoir de bonnes idées, il faut aussi savoir les rédiger. Il n'y a rien de nouveau sous la calotte des cieux et bien des grands avocats sont capables de créer une loi, mais ils ne peuvent pas la rédiger clairement.

La rédaction est aussi importante que l'idée. On peut avoir une belle étoffe, mais il faut un tailleur compétent pour en faire un bel habit. La rédaction d'une loi est l'habillement des idées qu'on y trouve. Le gouvernement, dans la préparation du code de travail, veut viser à la perfection. Mieux vaut marcher tranquillement. Petit train va loin. Depuis 1945, il y a des progrès énormes et les chefs ouvriers l'admettent. Nous voulons faire encore mieux. Nous visons à la perfection. Elle n'est pas de ce monde, mais on a plus de chances de la trouver avec l'Union nationale qu'avec l'opposition.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le gouvernement se propose-t-il de faire des amendements à la loi des relations ouvrières?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai reçu, la semaine dernière, deux importantes délégations ouvrières, l'une représentant la CTCC<sup>4</sup> et l'autre, la Fédération provinciale du travail. Nous attendons une troisième délégation cette semaine, celle de la CIO<sup>5</sup>. Elle va nous soumettre elle aussi un mémoire. Nous l'étudierons en même temps que les autres et c'est à la lumière des renseignements qu'ils nous fourniront que nous ferons ces amendements. Il est important d'assurer à l'ouvrier une véritable liberté dans le choix de son union.

Le gouvernement va soumettre un premier amendement, dès cette session, pour modifier le ministère du Travail en même temps que le secrétariat de l'incorporation des compagnies, dans le but d'empêcher les unions d'employeurs qui ne sont pas des unions, les unions de boutique. L'ouvrier doit être absolument libre d'appartenir à l'union de son choix. Il ne faut pas que ce soit la liberté pour les uns et l'intimidation pour les autres.

Nous aurons une loi pour permettre aux organisations ouvrières *bona fide* et au ministère du Travail l'occasion de se rendre compte des demandes faites au secrétaire provincial, au sujet de la formation de syndicats. Il est bon que le département du Travail sache ce qui se passe et puisse à l'occasion faire entendre les revendications des ouvriers. Ce sera le meilleur moyen d'empêcher les unions de boutique et de faire respecter la liberté par tout le monde.

Je ne suis pas de ceux qui parlent de la liberté sans la pratiquer et s'en prévalent sans l'exercer. Tout en sachant que la perfection n'est pas de ce monde, nous y tendons, et l'on peut être assuré qu'il y a plus de chances de l'atteindre avec nous qu'avec l'opposition.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Concernant

la question de subventions à certaines unions pour des réunions d'études, mon ministère a octroyé de \$100 à \$200 et, dans le cas de semaines d'études, la subvention pouvait atteindre \$1,000.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales ouvrières, salaires et dépenses (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** soulève la question de la différence dans la moyenne des salaires payés dans le Québec et en Ontario. La

différence était de \$2, il y a cinq ans; elle est aujourd'hui de \$4.53<sup>6</sup>. On a tâché de l'expliquer en disant qu'il y avait plus d'industries lourdes dans l'Ontario, industries où l'on paie des salaires plus élevés. Mais je me suis livré à une étude sommaire, si l'on veut, des salaires dans trois industries qui n'appartiennent pas à l'industrie lourde. Dans les produits du cuivre, par exemple, on trouve une moyenne de \$32.29 pour le Québec et de \$41.60 en Ontario. Dans le textile, on trouve \$42.47 pour le Québec et \$46.16 en Ontario. Dans le vêtement, Québec affiche \$35.90 contre \$39.95 en Ontario.

On peut se demander pourquoi cette différence augmente au lieu de diminuer. Il y a 50 ans, on aurait pu prétendre que nos ouvriers n'étaient pas aussi qualifiés qu'en Ontario, mais j'ai toutes les raisons de croire qu'il n'en est plus ainsi aujourd'hui et que leur compétence vaut celle des Ontariens. Il devrait y avoir quelque chose à faire de ce côté. Il n'y a pas de doute que l'augmentation globale des salaires depuis cinq ou six ans est considérable dans notre province, puisqu'elle est de l'ordre de \$700,000,000. Mais cette augmentation globale doit être plus forte en Ontario. Le ministre pourrait-il nous dire comment il pourrait corriger cette situation?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Je ne mets pas en doute la bonne foi du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), mais je trouve que l'on ne devrait pas étudier chaque industrie séparément. Ce qui me paraît extraordinaire, c'est que l'on constate une différence quand on examine les statistiques officielles et qu'on ne voit plus cette différence dès qu'on examine la situation d'une industrie donnée. Je ne crains pas d'affirmer que, dans la culture du tabac, la comparaison des salaires est nettement à l'avantage de la province de Québec.

Par ailleurs, l'Ontario n'a adopté que plusieurs mois après nous le décret fixant des salaires minimums dans certains corps de métiers. Dans le cas des bûcherons, il y a une différence de \$7 à \$8 en faveur de l'Ontario. Or, les statistiques ne disent pas toute la vérité. Par exemple, il n'en coûte, dans Québec, que \$1.50 par jour pour se nourrir, alors que les bûcherons ontariens doivent payer au moins \$2.25.

Les statistiques ne nous donnent pas justice dans l'ensemble. J'admets qu'il y a une différence, mais elle n'est pas de l'ordre que l'on dit. D'après les statistiques fournies, les salaires sont beaucoup plus élevés dans le Québec que dans les Maritimes et ils le seraient davantage dans la Colombie canadienne

que dans l'Ontario. Nous allons bientôt établir nos propres statistiques. Je l'ai demandé à l'Association des manufacturiers canadiens. Nous pourrions alors faire des comparaisons plus exactes.

Il y a toujours le fait que l'Ontario a eu bien avant nous de grandes industries. Nous comptons sur les nouvelles industries suscitées par le développement des ressources naturelles pour rétablir l'équilibre. Il y a aussi le fait que l'Ontario bénéficie de la proximité des grands centres américains et que les salaires ont une tendance générale à s'abaisser à mesure que l'on va vers l'Est. Mais je ne crois pas que les statistiques fédérales nous donnent justice. Nous avons dans plusieurs domaines des salaires supérieurs à ceux de l'Ontario et l'essor industriel que connaît aujourd'hui le Québec finira sûrement par nous donner l'équivalence dans la moyenne générale.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

L'explication du ministre vaut peut-être pour les bûcherons, mais elle ne peut valoir pour les industries que j'ai mentionnées. Dans les industries du cuir, du textile et du vêtement, la marge est considérable entre les salaires payés dans le Québec et ceux de l'Ontario. Pour le cuir, par exemple, les employés de cette industrie dans le Québec reçoivent \$9 de moins que ceux de l'Ontario.

Comme ces statistiques sont basées sur les salaires de 708,000 employés dans le Québec et 1,031,000 dans l'Ontario, il semble qu'elles aient été prises à plusieurs sources différentes. Cela révèle que, si la situation n'est pas alarmante, elle n'est pas satisfaisante. Si on prend des cas particuliers, on peut trouver que certains salaires dans la province de Québec sont supérieurs, mais, dans l'ensemble, ils sont inférieurs à ceux de l'Ontario.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Il est possible que l'infériorité des salaires dans le Québec, par rapport à l'Ontario, provienne du fait qu'il y a plus de jeunes gens et de jeunes filles de 16 à 20 ans qui travaillent dans le Québec que dans la province voisine. Les statistiques indiquent, par exemple, que, lorsqu'il y a 200 jeunes gens dans notre province qui travaillent dans une industrie donnée, il n'y en a que 100 du même âge en Ontario. Et les gens de cet âge sont forcément payés moins cher.

**M. Chaloult (Québec):** Il y a une industrie textile dans mon comté et les travailleurs se sont plaints souvent de recevoir moins que ceux de l'Ontario. Je mets en doute l'affirmation du député de Joliette (l'honorable M. Barrette) relativement au



fait qu'un plus grand nombre d'adolescents travaillent dans le Québec qu'en Ontario.

Je me suis toujours intéressé à la question du salaire dans les provinces de Québec et d'Ontario. C'est une question importante et troublante. La Chambre de commerce de Montréal a étudié ce problème et elle a cherché des explications à cette anomalie. L'une d'entre elles serait que l'Ontario s'est industrialisée plus vite que le Québec et qu'il a choisi des industries qui comportent des salaires plus considérables, comme l'industrie lourde. C'est une explication, mais elle est insuffisante. Quand on étudie la question à fond, on constate que, pour les industries similaires, on relève des salaires plus élevés en Ontario que dans le Québec.

La conséquence, c'est qu'il se fait une migration vers l'Ontario. Au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, où les familles sont nombreuses, il y a beaucoup d'Acadiens qui doivent se chercher des emplois ailleurs. Or, ils ne songent même pas à venir dans Québec. Ils s'en vont tout droit en Ontario. Ils y vont parce que les salaires sont plus élevés dans l'Ontario. On y a même créé des groupements pour les accueillir à Toronto.

La différence des salaires entre les deux provinces paraît injustifiable. On devrait s'employer à la faire disparaître. Il me semble qu'un effort devrait être fait pour combler cet écart. Je représente un comté où il y a de l'industrie textile et les ouvriers me disent que leurs salaires sont inférieurs à ceux que reçoivent les ouvriers de l'Ontario, employés dans la même industrie.

Au point de vue social, c'est une situation injuste parce que, d'une manière générale, nous avons des charges de famille plus élevées que dans l'Ontario. J'admets qu'à cause de nos familles nombreuses la moyenne d'âge des ouvriers doit être moins élevée chez nous. Mais le fait que tant de jeunes des autres provinces vont s'établir dans l'Ontario doit contribuer à rétablir l'équilibre. Pourquoi vont-ils en Ontario?

Cette différence dans les salaires constitue une injustice sociale pour la province de Québec parce que les charges dans le Québec sont plus lourdes que dans l'Ontario.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Ce ne sont pas les jeunes gens qui s'en vont dans l'Ontario, mais ce sont les employeurs ontariens qui viennent les chercher. Quand le salaire est de \$1.50 l'heure, on leur en offre \$2 parce que notre main-d'œuvre est mieux formée et plus habile. Nous formons des ouvriers spécialisés dans tous les domaines.

D'après le *Financial Post*, 3,649 jeunes gens du Québec se sont spécialisés, l'an dernier, dans les métiers de la tuyauterie, contre 511 pour le reste du Canada. On fait appel à nos ouvriers parce qu'on les sait pleinement qualifiés. Cela nous ramène à ce qu'affirmait le *Financial Post*, à l'effet que, si cela continue, les entrepreneurs dans les métiers du bâtiment seront dans l'avenir uniquement des gens de la province de Québec.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je suppose bien que l'Ontario paie aux autres ouvriers les mêmes salaires qu'il paie à ceux qu'il fait venir de Québec. Si les industries de l'Ontario réussissent à attirer nos ouvriers spécialisés, c'est évidemment parce qu'elles paient de meilleurs salaires.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Peut-être, mais les salaires fixés ici par les ordonnances sont des minima et c'est sur ces minima que l'on base les statistiques. En Ontario, seulement 13 %<sup>7</sup> des salaires participent à cette statistique, tandis que, dans le Québec, ils sont tous inclus.

**M. Chaloult (Québec):** Je suis surpris d'entendre le ministre parler de la sorte. La statistique fédérale a la réputation d'être bien faite et, si elle ne nous rend pas justice, on devrait y voir. Il se fait tout de même des choses bien, à Ottawa, et j'ai toujours entendu dire que le service fédéral des statistiques était bien organisé. De toute façon, si les statistiques fédérales ne nous donnent pas justice, est-ce qu'il n'est pas du devoir du gouvernement d'intervenir?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne mets pas en doute la bonne foi de ceux qui font ces statistiques. Elles sont bien faites, mais seulement avec les éléments qu'on leur fournit. Il est incontestable que les conditions dans le Québec sont 2,000 ou 3,000 fois meilleures qu'elles ne l'étaient il y a quelques années, et le progrès s'accroît sans cesse. On n'est nulle part au monde mieux que dans la province de Québec.

Je crois que les statistiques constituent des généralisations presque toujours dangereuses. On peut leur faire dire ce que l'on veut. Il n'y a pas de statistiques complètes. Pour être complètes, il faudrait qu'elles tiennent compte de tous les facteurs. Mais une chose est certaine, c'est que la sécurité sociale est supérieure dans le Québec que dans l'Ontario. Je crois aussi que les compagnies du Québec se montrent plus généreuses quand il s'agit

de fournir à leurs employés des habitations à bon marché ou d'autres mesures de sécurité sociale.

Ce sont des avantages dont les statistiques ne peuvent pas tenir compte. Pour l'enseignement spécialisé, nous dépassons de plusieurs coudées toutes les autres provinces et nous ne sommes inférieurs à aucun État américain. Il n'y a pas d'autre endroit en Amérique du Nord où les conditions de travail se sont améliorées aussi rapidement qu'au Québec.

Ce qui est regrettable, c'est que nos bons cerveaux s'en vont aux États-Unis après avoir été formés. Mais cette situation déplorable, qui est une hémorragie douloureuse, est moindre dans le Québec que partout ailleurs. La province de Québec, en effet, est celle qui conserve le mieux ses talents.

**M. Chaloult (Québec):** Peut-être à cause de la langue?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne crois pas que la langue soit un obstacle. De toute façon, la province de Québec est celle qui réussit le mieux à garder ses talents. Il est vrai que les Canadiens français s'en vont ailleurs, mais ils ont toujours aimé voyager, se déplacer. Mon ami du comté de Québec parle des Acadiens. Je regrette qu'il existe entre Canadiens français et Acadiens un peu de friction. Les Acadiens ne veulent pas se dire Canadiens français. Ce sentiment dépend un peu de la nature. Il y a une tendance de la population des Provinces maritimes à se déplacer vers les autres provinces.

Le député de Québec parle aussi de dictons. Mais il ne faut pas croire tout ce qui se dit. On prétend que les salaires sont moindres dans la province de Québec. Je ne veux pas parler du comté indépendant de Québec, mais il y a des gens qui ont tendance à tout rabaisser pour se faire un piédestal à leur taille. Il n'y a pas une province où la situation se soit plus améliorée que dans la province de Québec.

Les bûcherons gagnaient autrefois \$20 par mois et ils n'arrivaient pas à payer leur pension. Aujourd'hui, certains font une vie de millionnaire. Chez nous à Trois-Rivières, qui est la région par excellence de l'industrie papetière, des gens descendaient des chantiers où ils touchaient des salaires de \$20 par mois et ils devaient de \$100 à \$200 aux entrepreneurs. C'était de l'exploitation.

Aujourd'hui, cela a changé du tout au tout. Certains travailleurs de l'industrie du papier gagnent jusqu'à \$10,000 ou \$12,000 par année. C'est une amélioration gigantesque.

Dans l'industrie textile, le changement a été de 2,000 %. Dans l'industrie du papier, on a connu une amélioration gigantesque. Ceux qui reçoivent le plus en veulent encore plus. C'est naturel. Mais nous n'avons pas ici les marchés dont bénéficie l'Ontario et nous ne sommes pas comme elle à proximité des États-Unis. Il y a dans le sud de l'Ontario une agglomération humaine comme on en voit peu. Tout cela contribue à créer des débouchés et à faire monter les salaires. Mais nous avons connu des améliorations considérables et nous sommes orgueilleux de ce qui s'est réalisé sous l'administration du ministre du Travail actuel.

J'ai reçu, l'an dernier, le fils du président de la Compagnie Bata, une firme tchécoslovaque qui songait à établir une industrie dans le Québec. Il voulait qu'on lui garantisse que les salaires ne monteraient pas plus haut qu'un certain niveau. Je lui ai dit que je ne pouvais garantir une chose pareille. Et il a finalement décidé de s'établir dans l'Ontario. Ce n'est sûrement pas parce que les salaires y sont plus élevés.

**M. Chaloult (Québec):** Les statistiques officielles nous font une mauvaise publicité. On dit aux immigrés que c'est ici que les conditions ouvrières sont les pires. On répète ça partout à Paris et à Londres. C'est pour cela qu'ils fuient notre province comme la peste.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** On leur dit cela, mais c'est contraire à la vérité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a d'ailleurs certains immigrants dont nous n'avons que faire. Il y a aussi des gens qui viennent ici pour appliquer de belles théories, mais qui trouveraient bien davantage à les appliquer s'ils restaient en Europe. Car les conditions de travail y sont effrayantes. Les agriculteurs ne sont pas comme ici propriétaires des domaines qu'ils cultivent. Et, chez les ouvriers, ce sont des salaires de famine en France et en Italie. C'est pourquoi il faut se défier de certaines critiques qui nous viennent d'outre-Atlantique. Elles peuvent être vraies si on les applique aux conditions qui sévissent là-bas, mais elles ne trouvent pas toujours leur application ici.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Les conditions de vie sont infiniment supérieures ici. J'ai vu des endroits en Europe, comme à Nice qui est pourtant une bien jolie ville, où les gens achetaient le pain au morceau, des quartiers entiers dans certaines villes où il n'y avait ni eau ni lumière.

**M. Chaloult (Québec):** Il n'y a pas de doute que le niveau de vie est supérieur ici. Mais on nous fait une mauvaise publicité là-bas.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Quant à ça, c'est bien vrai.

**M. Chaloult (Québec):** Il y a actuellement une immigration considérable au Canada. Inutile de nous battre contre cela; il vaut mieux tenter d'en tirer un certain profit pour notre groupe. Et les immigrants s'en vont dans l'Ontario. La question pour nous, ce n'est pas de savoir si nous devons être pour ou contre l'immigration. Nous n'avons pas le choix. L'immigration existe. Et elle se fait maintenant au rythme de 200,000 par année. Mieux vaut l'utiliser à notre avantage. S'il y a une mauvaise immigration, il y en a aussi une bonne. Mais, justement, les bons immigrants ne viennent pas chez nous à cause de cette publicité qu'on nous fait à Londres et à Paris.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un fait qu'il y a en Europe des gens qui s'ingénient à diffamer la province de Québec. Il y en a aussi au pays. Il y a, à Ottawa, des gens qui devraient savoir mieux, qui devraient mieux comprendre leur devoir et qui s'ingénient à déprécier notre province. J'ai reçu ici un professeur français. Il m'a raconté qu'on lui avait déconseillé de venir dans notre province. Il a insisté et on lui a donné un passeport anglais. Il a fait le voyage à bord d'un avion de Trans-Canada Airlines (TCA) et n'a entendu que de l'anglais. À Dorval, on ne lui a parlé qu'en anglais.

J'ai reçu, il y a quelque temps, la visite du commandant d'un navire français, le "Jeanne-d'Arc". Il était accompagné du commandant de la marine canadienne à Québec. À un moment donné, j'ai adressé la parole à ce Canadien qui faisait visiter Québec aux officiers français. Il n'a pas répondu. J'ai répété. Pas de réponse. J'ai fini par constater qu'il ne parlait pas français. Il était venu présenter un Français au premier ministre de la province de Québec.

Imaginez-vous ce qui se serait produit si l'inverse était arrivé en Ontario, à Toronto. Car si, à l'inverse du commandant de marine venu me présenter, en anglais, le commandant de marine français, on allait présenter un officier anglais en français au premier ministre de l'Ontario, je crois que les deux visiteurs passeraient par le tunnel qu'on est en train de construire à Toronto.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ce serait la fin de l'Empire.

**M. Chaloult (Québec):** Je suis d'accord avec le premier ministre. Si les gens d'Ottawa, notamment ceux du ministère de l'Immigration, font une publicité si désastreuse à notre province, pourquoi n'établissent-ils pas des agences commerciales à l'étranger, notamment à Londres, Paris et Rome?

J'ai été fort étonné de voir, ces jours derniers, dans *L'Action catholique*, un article où l'on louait le travail du département de l'Immigration. Ces gens-là font un travail dirigé contre nous. La publicité est faite par un M. Georges Benoît et elle est faite contre nous. À l'ambassade canadienne, à Paris, on travaille contre nous. Si l'on nous fait une mauvaise publicité à l'extérieur, le gouvernement ne devrait-il pas prendre sur lui d'établir des agences commerciales à l'étranger, qui rectifieraient les faits? Nous pourrions donner aux Européens une image différente de notre province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut être juste pour tout le monde. Depuis l'arrivée à Ottawa de M. Saint-Laurent, il y a eu beaucoup d'améliorations. Non seulement dans certains départements, mais d'une manière générale. Certains ministres qui ne parlaient pas français font un effort pour m'écrire en français, et cela arrive souvent. C'est certes une grande amélioration sur ce qui existait auparavant. C'est une courtoisie appréciable.

Ce ne sont pas les ministres mais les fonctionnaires qui sont responsables de l'état actuel des choses, où l'on ne rencontre pas autant de largeur de vues. On me dit par exemple que le ministre de l'Immigration et de la Citoyenneté, M. Walter Harris, est sympathique à notre cause, mais pas ses employés. J'ai entendu dire par des gens près des autorités libérales que le nom de M. Harris est mentionné comme prochain premier ministre. Ce n'est pas de mes affaires, mais je tiens à souligner le progrès et à rendre justice à chacun.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** parle de la Commission du salaire minimum. Je dois dire que le gouvernement a produit une liste des employés de cette Commission, parmi lesquels je note les noms suivants: Alain Grandbois, auteur d'une biographie du premier ministre; Henri Larue, ex-député conservateur de Matane; Aimé Pageau, organisateur de l'Union nationale; Marcel Brulotte, un autre organisateur; Candide Rochefort, ex-député de l'Union nationale; Albert Sylvain, ex-candidat de l'Union nationale; Adelphe Tremblay, organisateur; Léo Tremblay, organisateur, etc. Ce sont des partisans qui sont à la Commission du salaire minimum et reçoivent des salaires maximums. Le

peuple, par l'entremise de la Commission, paie l'organisation de l'Union nationale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cela prouve que l'Union nationale a beaucoup de partisans, que l'Union nationale est le parti de tous.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je trouve, moi, que le gouvernement, au lieu de donner des salaires qui atteignent \$55,000 à une poignée d'organiseurs, devrait augmenter le salaire des fonctionnaires qui travaillent et ne font pas de politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est tout à fait délicieux d'entendre le chef de l'opposition. Il nous parle de M. Untel qui est une compétence incontestée dans son domaine. Il nous donne les noms de gens qui font bénéficier la province de leurs connaissances et de leurs talents. Il oublie que son raisonnement pourrait le mener très loin.

Les paroles du chef de l'opposition sont risibles. M. Garneau est un des meilleurs comptables de Québec et M. Rochefort, un chef ouvrier distingué. Il y a, à Ottawa, un certain juge, le juge en chef Thibodeau Rinfret, candidat libéral deux fois battu, qui retire un salaire de \$25,000 par année. Il y a les juges Taschereau, un ancien député libéral de Bellechasse, et Fauteux à la même cour, qui retirent \$20,000; l'honorable juge Antonin Galipeault, juge en chef de la Cour d'appel, ancien ministre provincial; les juges Bertrand et Bernard Bissonnette, à la Cour d'appel, ancien président de l'Assemblée législative, le juge Charles-Auguste Bertrand, à la Cour supérieure. Tous des gens qui n'ont jamais fait de politique! Tout le banc est comme cela. Il est peinturé en rouge et représente un salaire de \$500,000 par année. C'est effrayant! Trois salaires seulement représentent \$70,000 et l'opposition se plaint d'un total de \$55,000. Sous le régime de nos amis, 52 chefs libéraux tiraient \$100,000 de la Commission des liqueurs et n'allaient même pas chercher leur chèque. Filles de Jérusalem, pleurez sur vous-mêmes!

(Rires)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je suis un peu surpris des comparaisons faites par le premier ministre entre les employés dont je viens de mentionner les noms, avec les juges des plus hauts tribunaux du pays. Il est facile de badiner sur de pareilles questions, mais cela ne change rien à la situation que j'ai exposée. J'espère que le premier ministre n'insinue pas que ces juges continuent à

faire de la politique active. J'espère que le premier ministre n'a pas voulu attaquer l'intégrité des juges et que ses paroles ont dépassé sa pensée. Les cas que j'ai cités sont ceux de gens qui travaillent activement pour un parti politique. Je trouve que c'est un gaspillage.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

**Questions et réponses:**

**Dépenses sur emprunt américain**

**M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):**

1. Combien le gouvernement avait-il dépensé jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1951, à même l'emprunt de \$50,000,000 effectué aux États-Unis par le gouvernement de la province au cours du mois de mars 1951, pour:

- a) la construction de chemins;
- b) la construction ou la reconstruction de ponts?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** À la clôture, le 30 novembre 1951, avaient été dépensés à même l'emprunt précité:

- a) Pour la construction de chemins ..... \$10,722.680.65
- b) Pour la construction ou la reconstruction de ponts ..... \$ 219,619.66

**Travaux  
de la Chambre**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y aura quatre ou cinq lois qui seront étudiées dans la seconde partie de la session, en janvier.

Mon gouvernement n'est pas tenu de faire des élections avant 1953, mais, si je décide d'en faire, ce ne sera pas sans consulter mes amis d'en face.

**Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

des jours où l'on dira: Heureuses les femmes stériles  
et celles qui n'ont pas enfanté ni allaité."

La séance est levée à 6 heures.

---

**NOTES**

1. Selon le *Quebec Chronicle* du 19 décembre 1951, à la page 3, la majorité du débat s'est passée en anglais.

2. *L'Événement-Journal* du 19 décembre 1951, à la page 3, parle plutôt de l'établissement Carboneau de Shawinigan.

3. *L'Événement-Journal* du 19 décembre 1951, à la page 3, précise que la fabrique de ciment sera située à Beauport-Est.

4. Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

5. Il s'agit du *Congress of Industrial Organizations* (CIO), une centrale syndicale fondée en 1938 par un groupe de dissidents de la Fédération américaine du travail (FAT). Organisation combative, le CIO mène plusieurs grèves dans les années 1930 et 1940 et tente d'organiser les ouvriers sur une base industrielle favorisant ainsi la syndicalisation de tous les travailleurs d'une entreprise (ouvriers et ouvrières semi-qualifiés et non qualifiés) et non seulement les ouvriers qualifiés comme le pratiquent les syndicats de métiers membres de la FAT.

6. Selon *La Patrie* du 19 décembre 1951, à la page 2, il s'agit plutôt de \$4.31.

7. 25% selon *Le Nouvelliste* du 19 décembre 1951, à la page 16.

8. M. Duplessis cite ici un passage de la Bible, évangile selon saint Luc, chap. 23; verset 28: "Filles de Jérusalem, ne pleurez pas sur moi, mais pleurez sur vous-mêmes et sur vos enfants. Car voici venir



Séance du mercredi 19 décembre 1951

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 150 modifiant la charte de la cité de Québec.

**Projets de loi:****Charte de la cité de Québec**

**M. Matte (Québec-Est)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 150 sans l'amender.

**M. Matte (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Remboursement de droits:****The Protestant Industrial Rooms**

**M. Rennie (Huntingdon)** propose, du consentement unanime, que, le bill 114 concernant The Protestant Industrial Rooms de la cité de Montréal ayant pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de

ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction. Adopté.

**Jewish Peretz School**

**M. Rochon (Montréal-Saint-Louis)** propose, du consentement unanime, que, le bill 166 exemptant d'impôts municipaux et scolaires les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc. ayant pour objet de favoriser l'instruction, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Succession de Hugh Quinlan**

**M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges)** propose, du consentement unanime, que, le bill 163 concernant la succession Hugh Quinlan ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Travaux de la Chambre:****Horaire des séances**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'à partir du mardi 8 janvier 1952, et jusqu'à nouvel ordre, la Chambre tienne deux séances tous les jours de la semaine, sauf le samedi et le dimanche: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi, et la seconde, de trois heures à six heures de l'après-midi et de huit heures à onze heures du soir; et qu'à chacune de ces séances, l'ordre du jour soit réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je n'ai pas d'objection à cette motion, pourvu que le gouvernement fasse tout de même le nécessaire pour que les mesures présentées par les députés, les représentants du peuple, soient considérées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Elles seront considérées<sup>2</sup>.

La motion est adoptée.

#### Dépôt de documents:

##### Ministère de la Voirie, rapport 1950-1951

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie, pour l'année finissant le 31 mars 1951. (Document de session no 15)

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité siège durant quelque temps.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec

désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

8 Loi relative aux problèmes de législation agricole;

21 Loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers;

33 Loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province;

34 Loi concernant l'assistance publique;

37 Loi modifiant l'article 389 de la loi de l'instruction publique;

38 Loi concernant la Cour de magistrat siégeant à Grand-Mère et à La Tuque;

101 Loi concernant la succession Eugène Farly;

102 Loi modifiant la charte de la ville d'Asbestos;

103 Loi constituant en corporation l'Union du Commerce;

104 Loi changeant le nom de Joseph-Edgar Tanguay dit Adjutor Huot en celui d'Adjutor Huot;

105 Loi modifiant la charte de la cité de Granby;

106 Loi autorisant les commissaires d'écoles pour la ville de Rimouski à imposer une taxe d'éducation;

107 Loi modifiant la charte de la cité de Magog;

108 Loi modifiant la charte de la ville de Terrebonne;

109 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Michel;

110 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Donnacona, dans le comté de Portneuf;

111 Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu d'Alma;

112 Loi concernant la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec;

113 Loi étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Jean-de-Brébeuf et ses Compagnons Martyrs;

114 Loi concernant The Protestant Industrial Rooms de la cité de Montréal;

115 Loi autorisant les commissaires d'écoles de Bedford à vendre certains lots;

116 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

117 Loi changeant le nom de Protestant Foster Home Centre;



118 Loi régularisant le brevet de cléricature de Joseph-André Mayer;

119 Loi concernant la succession de Joseph de Grandpré;

120 Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Roland Milette;

121 Loi changeant le nom de Frederick Francis Myson en celui de Frederick Francis Griggs;

122 Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine;

123 Loi concernant la succession d'Arthur Yale;

124 Loi changeant le nom de famille de Frederick Augustus Blackadder Koettlitz et autres en celui de Blackadder;

125 Loi changeant le nom de la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal en celui de Federation of Jewish Community Services of Montreal et élargissant ses pouvoirs et ses buts;

127 Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Denis Pérusse;

128 Loi concernant la compagnie E. et A. Leduc Limitée;

129 Loi relative à la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King;

130 Loi modifiant la charte de la ville de Berthierville;

131 Loi modifiant la charte de la ville de Dorion;

132 Loi constituant en corporation la ville de Côte-Saint-Luc;

133 Loi modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire;

134 Loi refondant la charte de la ville de Sainte-Thérèse;

135 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

137 Loi modifiant la charte de la ville de Beauveville-Est;

138 Loi concernant le contrat de mariage de Bernard Houle et de Pauline Lefebvre;

139 Loi validant le titre de Canada Steamship Lines Limited à certaine propriété;

140 Loi modifiant la charte de la cité d'Arvida;

141 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Limbour, dans le comté de Gatineau;

142 Loi constituant en corporation l'hôpital d'Argenteuil;

143 Loi modifiant la charte de la ville de Lauzon;

144 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette;

146 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

147 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny;

149 Loi autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans la ville de Terrebonne;

151 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Julien Chouinard à l'exercice de la profession d'avocat;

152 Loi modifiant la charte de Les Frères mineurs capucins de Québec;

154 Loi relative à la ville de Coaticook;

155 Loi modifiant la charte de la ville de Jacques-Cartier;

157 Loi relative à Joseph-Jean-Jacques-Maurice-Louis Ship dit Gingras;

159 Loi changeant le nom de Marie-Bibianne-Simonne Guimont en celui de Marie-Bibianne-Simonne Authier;

161 Loi modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine;

162 Loi changeant le nom de famille d'Alfred Edward Snoswell *et uxor*, Edward Alfred Snoswell *et uxor*, William John Snoswell *et uxor*, Linda Joan Snoswell, Emily Edith Snoswell en celui de Jameson;

164 Loi modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup;

165 Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville;

166 Loi exemptant d'impôts municipaux et scolaires les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc.;

168 Loi modifiant la charte de l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours;

170 Loi modifiant la charte de la cité de Sillery;

171 Loi concernant la succession de feu Gervais Cousineau;

173 Loi modifiant la charte de la Bourse de commerce de Montréal;

174 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Dan Roston au nombre de ses membres;

175 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;

176 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

177 Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent dans le comté de Jacques-Cartier;

178 Loi concernant la succession de John Parker;

180 Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Rose;

181 Loi modifiant la loi constituant en corporation Les Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus;

182 Loi constituant en corporation Reddy Memorial Hospital;

183 Loi modifiant la charte de la cité de Hull;

184 Loi modifiant la charte de la ville de Dolbeau;

185 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

187 Loi validant certaines résolutions et certains contrats passés par la corporation municipale de Saint-David-de-Falardeau et par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-David-de-Falardeau, dans le comté de Chicoutimi;

188 Loi concernant l'octroi d'une licence à Léo Cappiello par l'Institut des comptables agréés de Québec;

189 Loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'apprentissage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande des précisions.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** La province de Québec a un système d'apprentissage qui est unique au monde et qui est très admiré du reste du pays et de l'étranger.

La besogne est maintenant partagée entre le ministère de la Jeunesse et celui du Travail. Ce dernier département ne s'occupe que de l'apprentissage dans les métiers de la construction. Pour éviter que les centres d'apprentissage ne fassent double emploi avec les écoles spécialisées, le reste est confié au ministère de la Jeunesse.

Dans les métiers de la construction, les centres d'apprentissage sont administrés par l'intermédiaire des comités paritaires. C'est un domaine où la coopération active des patrons et des ouvriers est nécessaire. Il faut voir à fournir à l'industrie la main-d'œuvre spécialisée dont elle a besoin, tout en prenant garde de ne pas encombrer les métiers, ce qui pourrait provoquer un avilissement des salaires.

Le ministre du Travail verse une souscription de base de \$20,000 à chaque centre d'apprentissage, sauf à Montréal où le centre reçoit \$225,000 annuellement. Il y ajoute, au besoin, des subventions spéciales pour aider à payer la construction de la bâtisse. Ainsi, à Montréal, le gouvernement s'est engagé à verser \$100,000 par année pendant quatre ans pour la construction d'un nouvel immeuble et le comité conjoint s'est lui-même taxé de \$600,000. C'est assez dire combien le système est apprécié. Jusqu'ici, le centre de Montréal occupait des locaux temporaires.

Il existe maintenant de tels centres dans les principales villes de la province et l'on en établira un autre l'an prochain, à un endroit qui n'est pas encore définitivement choisi.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quel est le nombre d'apprentis formés depuis le début de ce programme?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Il y en a eu 561 à Chicoutimi, en deux ans; 474 à Hull, durant la même période; 534 à Joliette; 1,044 à Sherbrooke; 4,920 à Montréal et 140 à Québec. Sur 13,315 apprentis des métiers du bâtiment pour tout le Canada, il y en avait, l'an dernier, 9,816<sup>3</sup> dans la seule province de Québec. Le but de ces centres est de former de bons artisans. Le stage est de six mois et l'apprenti est assuré d'obtenir immédiatement un emploi rémunérateur.

À mon passage en Angleterre, j'ai eu l'occasion d'y rencontrer le ministre du Travail. Il m'a dit qu'il y avait en Angleterre 1,500,000 chômeurs et que, par contre, il avait des demandes dans l'industrie pour 1,500,000 ouvriers spécialisés. C'est dire que, si l'Angleterre avait établi des centres comme les nôtres, elle n'aurait plus de chômage.

Il fut un temps où l'on manquait de 500 briqueteurs à Montréal seulement. Des constructions de \$28,000,000 ont été retardées à Montréal en raison du manque de briqueteurs. Les centres d'apprentissage se sont mis à l'œuvre et ont comblé l'écart. Ils continuent de former des artisans pour répondre aux besoins de l'industrie, sans encombrer les métiers. On apporte beaucoup de soin au maintien d'un juste équilibre.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** De quelle manière obtenez-vous ce résultat?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Nous avons invité, au début, les représentants des ouvriers et de patrons à se réunir et nous avons discuté cette question avec eux. Il a été convenu que l'on formerait le nombre d'apprentis alors requis par l'industrie, et qu'ensuite on ne ferait que remplacer ceux qui disparaîtraient.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Contribution à la construction d'un centre d'apprentissage à Montréal (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les mines contribuent grandement au développement de la province de Québec. Dans le Nouveau-Québec, nous avons découvert des richesses qui nous laissent entrevoir un avenir brillant. Le nouveau chef du Parti libéral, le chef absent, a déclaré, à Victoriaville, au cours de l'été dernier, qu'il approuvait la politique de

l'Iran et que la province de Québec, sous sa direction, deviendrait l'Iran de l'Amérique. Ce chef est allé chercher ses exemples dans un pays mahométan, ce qui pourrait d'ailleurs expliquer certaines attitudes. L'Iran a pris position sur certains problèmes et nous n'approuvons pas sa manière de voir. Des déclarations de cette nature sont susceptibles de nous faire un tort incalculable. La province de Québec connaît présentement un développement fantastique.

Il nous faut des capitaux pour développer notre province. Nous, de l'Union nationale, nous le répétons une fois de plus, nous disons aux capitaux étrangers, d'où qu'ils viennent, qu'ils sont les bienvenus, à condition que ceux qui les possèdent se conforment aux lois. La déclaration du chef absent, parlant au nom de son parti, est extraordinaire et inadmissible. Je proteste énergiquement contre de telles paroles et je veux fournir au chef parlementaire l'occasion de les dénoncer publiquement.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Jamais mon chef n'a déclaré vouloir suivre la politique de nationalisation de l'Iran. Mon chef s'est plaint, cependant, de concessions qui ont été faites à des conditions peu avantageuses pour la province. L'Iran reçoit une trop faible partie des revenus immenses que représente sa richesse pétrolière. Il a dit que, si les compagnies qui ont obtenu ces concessions produisent 10,000,000 de tonnes de minerai par an dans l'Ungava, cela rapporterait à la province un sou la tonne. Et il juge cela insuffisant. On a prétendu que la production pourrait atteindre 20,000,000 de tonnes par année. Cette prétention peut être optimiste, mais, si les faits la confirmaient, la province retirerait un demi-sou par tonne.

Je n'oublie pas que la province retirera, en plus de cette royauté, une taxe sur les profits, mais toutes les compagnies paient la taxe sur les profits. Quelle différence y a-t-il avec toutes les autres compagnies de la province? Aucune. Dans les circonstances actuelles, il y a une chose qui frappe. C'est qu'aux États-Unis, la richesse en minerai de fer se trouve dans les monts Massabi. Les grandes aciéries s'y sont approvisionnées depuis un grand nombre d'années.

Nous savons que les États américains, et tout particulièrement le Minnesota, qui est plus directement intéressé, quand il s'agit de minerai de fer, imposent des taxes considérables. De leur côté, les municipalités imposent aussi des taxes considérables. Non seulement le gouvernement de l'État en profite, mais les municipalités aussi. C'est, je crois, un rapport de 10 cents par tonne. Dans l'Ungava, nos richesses

seront exploitées pour un cent ou un demi-cent par tonne, selon qu'on produira 10,000,000 ou 20,000,000 de tonnes.

Ceux qui connaissent les mines de Massabi savent qu'elles rapportent des sommes considérables à l'État et aux municipalités et qu'elles représentent une partie importante des budgets de l'État. Dans Québec, il faudra se contenter de \$100,000 par an. Nous trouvons cela insuffisant.

J'admets que pour la mise en valeur de nos gisements de fer, dans l'Ungava, on dépensera des sommes très élevées et qu'on prendra de grands risques. J'admets qu'il est normal que les revenus des argents investis là-bas soient proportionnés à ces risques. J'admets aussi que, pour encourager le capital, il faut permettre au capital de trouver des profits raisonnables. Mais il y a une différence entre ce qu'on peut appeler profit raisonnable et le montant que touchera la province de Québec pour la mise en valeur des mines de l'Ungava. Si les capitalistes sont capables de payer des montants considérables pour exploiter les mines de Massabi, pourquoi ne le seraient-ils pas pour exploiter les mines de l'Ungava?

Des experts ont dit qu'il en coûterait de 35 à 50 cents la tonne pour transporter le minerai de fer sur le Saint-Laurent. Si la compagnie est en mesure de payer cela, pourquoi ne serait-elle pas capable de payer plus qu'un cent la tonne à la province? À mon point de vue, le loyer sera minime, comparativement aux profits qui seront réalisés.

Lorsqu'il a été question de louer un certain territoire minier à la compagnie Hollinger, dans l'Ungava, je me consolais parce qu'il s'agissait d'une compagnie canadienne et que cet aspect du problème n'a pas manqué d'être exposé. Les profits en définitive resteraient chez nous. Il y a deux ou trois ans, la compagnie Hollinger a transporté une grande partie de ses droits, je ne dis pas tous ses droits, à l'Iron Ore, qui est une compagnie étrangère. Le capital, au lieu d'être souscrit par des Canadiens, est souscrit par les grandes aciéries américaines. La part des Canadiens dans l'entreprise se trouve considérablement amoindrie.

Peut-être a-t-il été prudent d'intéresser les grandes aciéries américaines dans ce vaste développement minier. Mais, quand on s'est formé une opinion sur la nécessité de ce transfert, il ne fallait pas oublier que les gisements de Massabi étaient en train de s'épuiser, c'est-à-dire que la qualité du minerai qu'il restait à exploiter était moins bonne que celle du minerai de l'Ungava. On n'a peut-être pas tenu assez compte de la haute valeur de nos mines de fer et de leur importance, et nous n'en avons pas profité.

Sans doute que certains achats ont été faits dans le Québec par la compagnie et il serait enfantin de prétendre que nous n'en avons pas profité. Mais n'allons-nous pas confondre des avantages temporaires, comme les achats, avec des avantages permanents comme le rendement des mines?

La province retire beaucoup moins de ses exploitations minières en exportant le minerai brut aux États-Unis qu'en le traitant dans la province. J'espère que le jour viendra bientôt où notre minerai sera transformé dans la province, afin que nous puissions en retirer le maximum de bénéfices.

Je veux enfin parler de l'emploi du minerai de fer. Nous exportons aux États-Unis beaucoup trop de matières brutes. Il faudrait établir ici des industries manufacturières pour augmenter non seulement le nombre des emplois, mais aussi le montant des salaires. Il faudrait songer à établir dans la province une industrie sidérurgique.

Nos objections concernant les mines de l'Ungava tiennent à deux aspects particuliers: celui du loyer et celui de l'emploi du minerai. Nous espérons que le gouvernement en viendra à exiger un loyer plus élevé et à prendre des mesures pour l'établissement d'industries sidérurgiques dans la province.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition a pris des tangentes. Il n'a pas voulu contredire les déclarations fantastiques, inexplicables et intolérables de son chef, qui a comparé la province de Québec à un pays mahométan et qui a dit que son gouvernement deviendrait un gouvernement confisicateur, si jamais les libéraux prenaient le pouvoir. Ce chef a déclaré: "Quand je vois l'Iran se battre pour ses ressources, je me demande si la province de Québec n'est pas l'Iran de demain. Quand nous arriverons au pouvoir à Québec, nous allons adopter les mêmes méthodes que celles de l'Iran à l'endroit des capitaux étrangers."

Il a approuvé tout ce qu'a dit le chef absent. On se rappelle que le chef absent a dit qu'en voyant l'Iran se battre pour ses riches ressources naturelles, il se demande si la province de Québec ne deviendra pas l'Iran de l'Amérique, quand son parti sera au pouvoir. Il a ajouté qu'il adopterait les méthodes de l'Iran, à l'encontre des capitaux anglais et américains. Voilà ce qu'a dit le chef absent, et le chef de l'opposition n'a pas eu le courage de dénoncer cette déclaration.

À trois reprises, je ne sais pas pourquoi mais il l'a fait trois fois, le chef de l'opposition a dit "mon chef", mais pas un mot de condamnation pour les

déclarations qu'il a faites. Un silence approbateur. Cela montre bien à quel danger serait exposée la province de Québec si des gens irresponsables comme ceux-là prenaient le pouvoir.

Nous n'avons pas assez de capitaux dans la province de Québec. Nous avons besoin de capitaux étrangers. Et voici un homme qui fait des déclarations pour décourager les capitaux étrangers, de nature à faire passer la province de Québec pour une province qui ne respecte pas le bien d'autrui. Il s'agit d'une injustice d'une gravité exceptionnelle et je suis surpris que le chef de l'opposition n'ait pas ressenti cette injure. L'esprit de parti de l'opposition est tel qu'il lui fait oublier les intérêts de la province.

Je reproche à l'opposition de mettre la partisanerie politique au-dessus des intérêts de la province. La déclaration de M. Georges Lapalme, relativement à l'Iran, a causé un grand désappointement chez les libéraux comme partout ailleurs à l'Union nationale. Le peu de prestige de celui qui s'est permis de telles paroles amoindrit le mal, mais cela démontre tout de même une mentalité peu recommandable. L'opposition ne trouve rien à dire contre ça.

Le chef de l'opposition représente un comté où l'on s'adapte aux formules modernes et où l'on s'intéresse particulièrement au respect de l'institution privée et au placement de capitaux dans notre province. Il joue un double rôle. Je défie le chef parlementaire de l'opposition d'aller dans son comté parler de l'entreprise privée, dire trois fois "mon chef", en parlant de M. Lapalme, et appuyer les déclarations relatives à l'Iran.

Imaginez ce que ça veut dire: ceux qui ont de l'argent à placer afin de contribuer à mettre en valeur nos immenses ressources naturelles, dont nous commençons à toucher les fruits, ne venez pas dans la province de Québec, car on y trouve des principes mahométans au lieu de catholiques; on n'y a pas le respect des droits acquis, mais ceux de la confiscation. L'opposition déclare: Ce n'est pas le catholicisme qui nous inspire, mais le mahométisme.

Et dire que ce parti fut grand! Les ancêtres ou les libéraux doivent se tourner dans leur tombe, de honte, de découragement et d'humiliation, en entendant ces discours qui s'opposent tellement aux principes des libéraux et à la politique de la province de Québec.

Le chef de l'opposition interprète à sa manière le contrat de l'Ungava. Il passe sous silence certains aspects de la question. Il ne parle que de cents. L'opposition ne peut s'élever au-dessus des cents. Il n'envisage pas le problème dans son

ensemble. Avant l'Union nationale, rien n'avait été fait pour assurer l'exploitation des richesses minières de l'Ungava, un territoire de 311,000 milles carrés. C'était une vaste région absolument improductive, impraticable et déserte.

Sur 311,000 milles carrés, nous avons loué 300 milles carrés, à condition qu'on construise un chemin de fer de 260 milles de longueur, dont le coût sera de \$125,000,000, de façon à ouvrir à la civilisation tout l'Ungava. Autrefois, dans de tels cas, les régimes libéraux accordaient des subventions pour la construction des chemins de fer. Nous, nous n'avons rien accordé. Le chef de l'opposition ne parle pas de cela. Un chemin de fer, ce n'est pas important pour lui.

La compagnie paiera \$100,000 par an et, en plus, un impôt de 7 % sur ses profits, ainsi qu'une voie ferrée de \$125,000,000, et elle fera encore, en plus, \$100,000,000 de dépenses. L'Union nationale a jeté les bases d'une mise en valeur qui entraînera des profits se chiffrant à des centaines de millions de dollars. Il n'est pas un honnête homme, ayant une tête sur les épaules, qui puisse vraiment croire que ce n'est pas une œuvre de génie.

La compagnie qui va exploiter le territoire que nous avons loué va dépenser \$225,000,000 avant de retirer un seul sou. Quel est le capitaliste de la province ou de tout le Canada qui est capable d'affronter une telle dépense, non pour développer 311,000 milles carrés, mais 300 milles carrés seulement? L'opposition ne comprend pas ça. L'opposition a une drôle de façon d'envisager les choses. Quand elle parle de notre minerai pour un demi-cent ou un cent la tonne, quel massacre de la vérité! Je crois d'ailleurs que c'est plus par esprit de parti que par désir de fausser la vérité.

Le gouvernement, dit-il, s'est réservé le droit d'augmenter les taux et de rendre les conditions plus onéreuses dans 10 ans. L'Union nationale a posé un geste de grande envergure en prenant l'initiative de développer les ressources minières de l'Ungava, et cette exploitation rapportera des profits qui se chiffreront dans les centaines de millions.

Le projet a été recommandé par M. O. Dufresne, un expert de grande valeur, qui est reconnu comme le meilleur sous-ministre des Mines de toute la Confédération et l'un des meilleurs spécialistes canadiens dans les questions minières. C'est M. Dufresne qui a déterminé les conditions de la mise en valeur des gisements minéraux de l'Ungava. Personne ne peut mettre en doute sa compétence. M. Dufresne n'a pas fait un rêve, mais a étudié le projet à la lumière des réalités.

Il ne faut pas oublier que le Nouveau-Québec est voisin du Labrador terre-neuvien. Le développement de l'Ungava aurait pu fort bien se faire par Terre-Neuve, si l'Union nationale n'avait eu une politique vraiment progressive. Mais la province de Québec a pris les mesures pour retirer le plus possible des ressources de l'Ungava. Le point de départ et le point d'arrivée du chemin de fer sont dans la province de Québec. C'est un gros actif pour la province.

Tout le monde désire l'établissement d'usines sidérurgiques dans la province de Québec, mais il faut d'abord songer à créer des industries viables. Une mine de diamant pour laquelle il n'existe aucun marché ne vaut pas une simple mine de plomb. Ce n'est pas tout d'avoir des mines, il faut aussi avoir des marchés. Je défie le chef de l'opposition de prétendre que la production de fer de l'Ungava peut être absorbée par le marché canadien. On soulève des objections. On cite en exemple les mines de Messabi. Actuellement, les risques sont énormes. Ce n'est pas le temps d'étouffer ceux qui les prennent et qui travaillent pour le progrès.

C'était mon devoir d'attirer l'attention de la Chambre sur la déclaration du chef absent, à l'effet que la province de Québec pourrait devenir l'Iran de l'Amérique, et de déclarer que les capitaux étrangers sont les bienvenus chez nous, quelles que soient les déclarations inconsidérées du chef, du sous-chef et des lieutenants du Parti libéral.

**M. Chaloult (Québec):** J'entends exposer le point de vue nationaliste dans cette question de l'Iran. Les nationalistes, de tout temps, se sont occupés de l'exploitation de nos ressources naturelles. Il (M. Chaloult) rappelle l'attitude prise dès 1908, 1910 et 1912 par les Bourassa, les Lavergne, les Prévost, les Tellier. Tous, dit-il, se sont élevés contre l'exploitation de nos ressources naturelles par les étrangers. A-t-on exagéré dans le temps? Je ne le crois pas. Quand on joue un rôle oppositionniste, on est porté à aller un peu loin. Mais pareille attitude a donné de bons résultats. Je serai logique avec moi-même, tout en mettant à distance plus de mesure dans mes paroles.

L'Anglo-Iranian Oil est une compagnie anglaise qui, depuis des décennies, retire des profits énormes des puits d'huile de l'Iran, un pays très pauvre. M. Mossadegh<sup>4</sup> était justifiable de nationaliser l'industrie pétrolière, à condition de donner aux actionnaires une compensation adéquate. L'Angleterre aurait mauvaise grâce de se plaindre de la nationalisation quand le gouvernement Attlee a eu une politique hautement nationalisatrice. Elle vient de nationaliser ses plus importantes industries.

Je n'entends pas relier cette question de l'Iran avec le problème de l'Ungava. Je n'entrerais pas dans le débat soulevé jusqu'ici. Je suis favorable au développement de l'Ungava. Le gouvernement a bien fait de chercher à mettre en valeur les ressources naturelles de cette partie de la province. Je veux bien admettre que la compagnie qui a obtenu le contrat a pris des risques considérables. Mais, quand la loi relative à l'Ungava a été passée, j'ai fait des réserves sur les modalités. J'ai suggéré que le gouvernement reçoive davantage, que l'on donne plus d'encouragements aux techniciens de la province et qu'on établisse chez nous des industries pour le traitement du minerai.

Il existe au Canada plusieurs industries sidérurgiques. Il y a la Dominion Steel Co., de Sydney, qui dépense actuellement \$44,000,000 en développements; la Steel Co. of Canada, de Hamilton, qui dépense \$38,000,000; la Dominion & Steel qui investit \$16,000,000 à Hamilton; et l'Algoma Steel Co., de Sault-Sainte-Marie, qui augmente son capital de \$40,000,000. Ces aciéries utilisent principalement le minerai extrait de Steep Rock. Autant de compagnies qui dépensent des millions pour des hauts fourneaux et des améliorations. On tire profit du minerai de fer de l'Ontario, complété avec des produits venant de l'Ontario.

De l'avis de M. Howe<sup>5</sup>, dans un débat à la Chambre des communes, il était tout naturel que, lorsqu'il surgit une nouvelle mine de fer, il surgisse aussi des hauts fourneaux à une industrie sidérurgique dans la même région.

Dans la province de Québec, il n'y a pas d'industrie sidérurgique depuis 1833, alors qu'on a saboté les forges du Saint-Maurice, et nous possédons peut-être les plus riches mines de fer en Amérique. Je regrette qu'à Ottawa aucun Canadien français n'ait pris part au débat sur l'Ungava et que, de façon générale, les nôtres se désintéressent des problèmes budgétaires et financiers.

Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen d'établir des hauts fourneaux pour traiter le minerai chez nous? N'y aurait-il pas lieu de tendre à établir des hauts fourneaux sur la Côte-Nord ou sur la Côte-Sud, à Rimouski ou ailleurs, pour raffiner notre minerai de fer? Je pose la question. Deux savants de l'Université Laval ont prétendu qu'il était possible de construire des hauts fourneaux dans la province de Québec et de traiter le minerai de fer chez nous. Je sais que leur opinion a été contredite, mais elle reste quand même sérieuse. Son Excellence Mgr Labrie<sup>6</sup>, sans être un expert, a consulté des experts et a conseillé l'établissement de hauts fourneaux pour faire profiter sa région des richesses de l'Ungava. Sur la Côte-

Nord, on pourrait facilement obtenir le charbon de Sydney<sup>7</sup> et utiliser le port de Sept-Îles qui est ouvert toute l'année à la navigation.

Bon nombre de personnes qui étaient opposées à la canalisation du Saint-Laurent favorisent aujourd'hui le projet, parce que sa réalisation permettra de transporter le minerai de fer de l'Ungava aux États-Unis. J'estime que cela est contre nos intérêts. Sans doute, il est impossible de construire présentement des hauts fourneaux pour disposer de 10,000,000 à 20,000,000 de tonnes par année...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce sont des gens sans doute bien intentionnés, mais les théories des deux savants dont parle mon honorable ami ont été mises à néant par des savants de réputation internationale, par des experts de la Suède, dont on ne peut discuter la compétence. Pour ne pas dire ma pensée, leurs théories ne tiennent pas debout.

**M. Chaloult (Québec):** Je trouve cela difficile à admettre. Ils ont fait des études spéciales dans des pays d'Europe et je me refuse à croire que leurs théories ne tiennent pas debout. D'ailleurs, Mgr Labrie est de leur avis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Mgr Labrie est un excellent garçon, mais il ne connaît pas ça plus que vous ou moi.

**M. Chaloult (Québec):** Peut-être, mais il a consulté. On a émis la même opinion que lui, à Ottawa, et je crois que M. Drew<sup>8</sup> a dit que l'on devrait établir des aciéries ici.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cela prouve qu'on est exposé à se tromper quand on ne se mêle pas de ses affaires.

**M. Chaloult (Québec):** On ne devrait pas a priori rejeter le projet des deux savants, mais le soumettre à un comité d'études. S'il y a la moindre possibilité de traiter le minerai au Canada, on devrait en profiter. Il faudrait étudier tout cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est ce qu'on a fait et l'un a conclu que la théorie de vos amis est impraticable.

**M. Chaloult (Québec):** Il faudrait alors que nos opinions soient rendues publiques, pour qu'on puisse les contredire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous sommes en faveur de traiter le minerai au Canada, mais en temps et lieu. Nous avons créé une industrie à Sorel pour le minerai de Havre-Saint-Pierre. Cela démontre que, quand cela est possible, nous le faisons. Quand le temps sera venu, nous aurons les industries nécessaires. Pour le moment, c'est impossible.

**M. Chaloult (Québec):** S'il y avait une petite possibilité d'établir des hauts fourneaux dans la province de Québec, on devrait tenter de réaliser pareille entreprise. Nous devrions être les premiers à bénéficier des richesses de l'Ungava. Le minerai devrait être traité chez nous et on devrait sans tarder se mettre à l'étude de projets d'établissement d'usines sidérurgiques. L'important est que la province profite de ses minéraux et que ces derniers ne servent pas uniquement à enrichir les États-Unis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est ce que nous faisons.

**M. Chaloult (Québec):** Il m'intéresserait de

savoir où vous en êtes rendus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le projet est irréalisable présentement. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, l'Ungava était une terre désertique, sur laquelle on ne fondait pas d'espérances. À l'heure actuelle, nous prenons des mesures pour mettre en valeur les ressources de l'Ungava. Dès qu'il sera possible de faire quelque chose pour établir des usines sidérurgiques, nous le ferons.

**M. Chaloult (Québec)** demande au gouvernement de faire tout ce qui sera possible pour assurer l'exploitation des mines de l'Ungava au profit des Canadiens français.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):**

L'honorable M. Saint-Laurent a rendu un éloquent témoignage au député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) au sujet de l'exploitation des mines de l'Ungava.

La production de fer titane du Québec jouera un rôle primordial dans le programme de défense par des engins atomiques. Les gisements du Lac-Allard sont déjà en exploitation; il en sera bientôt de même près de Sainte-Marguerite, à 55 milles au nord de Montréal, et ailleurs. Le minerai extrait au Lac-Allard est le plus riche exploité dans le monde entier. On a déjà commencé à transformer ce minerai dans des raffineries modernes.

Il semblerait que le Québec pourrait être le fournisseur principal des 3,000 tonnes de titane dont les États-Unis auront besoin l'année prochaine. Le titane du Québec servirait au programme de mise au point de moteurs d'avion et de sous-marins atomiques. Le titane et ses alliages auront un grand rôle à jouer à l'âge atomique, précise-t-il.

C'est mon privilège de contribuer, comme député, à la défense de ce en quoi j'ai foi et de préparer un univers libéré de la guerre pour les générations futures.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Au total, 10 hauts fourneaux seront installés à Sorel pour traiter le minerai de titane. Initialement, le projet d'affinage du minerai à Sorel prévoyait cinq hauts fourneaux, mais cinq autres seront construits.

**L'honorable M. French (Compton):**

Présentement, un haut fourneau est en opération et quatre autres sont en construction. Un haut fourneau a une capacité de 150 tonnes de minerai et de scorie. Le scorie est expédié aux États-Unis pour la fabrication du métal de titane. Au cours des dernières années, un seul haut fourneau était en activité et il a produit 1,700 tonnes de fer et 1,600 tonnes de scorie de titane. La valeur de la production était de \$280,000.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** À part la fabrication de peinture blanche, le métal de titane est utilisé, à la suite de nombreuses découvertes, à des fins qu'on n'imaginait pas il y a 25 ans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Une filiale de la Kennecott Copper Company, la Quebec Titanium Company, a déboursé \$40,000,000 pour l'exploitation du titane au Lac-Allard sur la rive nord du Saint-Laurent.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** N'y aurait-il pas moyen de vendre une plus forte proportion de notre production d'amiante sous forme de produits manufacturés et de tirer un parti plus avantageux de cette importante ressource naturelle? L'amiante représente un tiers de la valeur totale de la production minérale de la province de Québec et nous avons entre 85 % et 90 % de la production mondiale. Or, 95 % de notre production est envoyée brute aux États-Unis. Avec ce quasi-monopole, pourquoi une plus grande partie de notre amiante n'est-elle pas ouvrée au pays? Est-ce qu'il n'y aurait pas avantage à en faire des produits finis plutôt que de vendre notre amiante à l'état brut?

**L'honorable M. French (Compton):** Il y a trois moulins au Québec qui fabriquent des objets en amiante.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Mais ça ne représente qu'une infime partie de notre production, ça.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Certains principes de l'économie politique peuvent prêter aux philosophies les plus diverses. Mais le bon sens a sa place partout. Que nous ayons les meilleures mines au monde ne vaut rien si nous n'avons pas de marchés. En dépit de toutes les belles théories que nous pourrions élaborer, il nous faut tenir compte des marchés. En Europe, nous avons la concurrence de la Russie. Notre grand marché, en ce qui concerne l'amiante tout spécialement, c'est les États-Unis. Au Québec, nous avons accompli dans le domaine de la fabrication des progrès considérables. Par exemple à Asbestos, on utilise les déchets de bois et on les mêle à de l'amiante pour en faire des murs aussi solides qu'en amiante seulement.

L'Asbestos Corp. dépensera d'ici deux ans et demi plus de \$10,000,000 près de Thetford pour agrandir ses usines, ce qui fera grossir sa liste de paye d'un million et quart de dollars dans un an et de \$2,500,000, un an plus tard. Le Canada produit plus qu'il ne peut absorber et il est nécessairement un pays exportateur parce que nos ressources naturelles sont à peine touchées, alors que le peuple américain vit déjà à même son capital. Les voies de communication sont excellentes avec les États-Unis et, en outre, cela stabilise notre monnaie. Entre la théorie et la pratique, il y a souvent un abîme. Le ministre du Travail me signale que le salaire moyen actuel des ouvriers de l'amiante est de \$1.24 l'heure.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les agrandissements dont vient de parler le premier ministre ne feront que faciliter la production et ne permettront pas de manufacturer des produits. Si on faisait passer le même argument dans d'autres domaines, dans celui du papier journal par exemple? C'est le même cas que l'amiante. Or, nous fabriquons le papier dans la province. Il serait possible de faire de même avec l'amiante.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce n'est pas pareil. Pour le papier, il faut du bois mou et il n'y en a qu'au Québec. Là, nous sommes indépendants et il est facile de contrôler. Les journaux sont une nécessité; pour faire de l'argent,



ils ont besoin d'annonces; pour publier des annonces, il leur faut du papier, et ce papier, nous l'avons. Dans le cas du fer, c'est différent, car il s'en trouve aux États-Unis, au Venezuela, au Mexique, etc. Si nos conditions ne sont pas acceptables, ils vont plus loin.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je parle de l'amiante et non du fer. La situation est identique à celle du bois mou, puisque nous contrôlons près de 90 % de la matière brute et que le reste vient de Russie. Les États-Unis doivent nécessairement venir chez nous. Malgré ça, nous exportons presque la totalité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est parce que le marché n'est pas suffisant. Il y a des produits qui peuvent remplacer l'amiante. Si les compagnies pouvaient s'installer ici et tout fabriquer chez nous, elles ne demanderaient pas mieux, elles éviteraient les tarifs. L'industrie de l'amiante paie d'excellents salaires. Incidemment, les Américains sont le peuple le plus riche au monde, mais ils vivent à même leur capital: toutes leurs richesses sont exploitées.

Combien de temps cela peut-il durer? Je ne le sais pas. Mais, nous, nous sommes au début et nous avons ce qu'il faut pour faire vivre des populations de plus de 15,000,000. Les États-Unis sont au crépuscule de leur force, car ils vivent à même leur capital.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** C'est justement en vertu de ce principe que je soutiens que nous devrions employer nos ressources dont nous avons le monopole pour nous. Pour revenir à l'amiante, il est évident que les États-Unis doivent acheter chez nous. Ce que je déplore, c'est que nous vendions notre produit dans sa forme brute.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** À Asbestos, une manufacture emploie 250 personnes. Mais ça ne serait pas pratique d'installer ici une manufacture où l'on fabriquerait seulement des gants d'amiante, des freins, des vêtements, etc. Notre marché domestique est trop limité. Aux États-Unis, la consommation est plus grande.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et, si nous n'exportons pas, notre dollar perdra de sa valeur.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ce sera le contraire si nous exportons des objets manufacturés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne faut pas oublier que les gens qui placent des \$200,000,000 en capitaux chez nous ne le font pas

pour nos beaux yeux. Ils espèrent en retirer certains avantages, comme par exemple faire fonctionner les usines qu'ils possèdent chez eux et dans lesquelles ils ont investi d'énormes capitaux.

La résolution est adoptée.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

### Travaux de la Chambre

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À la prochaine séance, on étudiera un bill qui a pour but d'amender le Code municipal, un autre de permettre de poursuivre dans d'autres provinces les maris qui abandonnent leur épouse, et un troisième concernant les monuments historiques. On continuera ensuite l'étude des crédits du ministère des Mines et l'on passera après à ceux du Conseil exécutif.

Au sujet du bill des monuments historiques, on pourra inclure dans ça le programme libéral.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Et le buste du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je croyais que le chef de l'opposition était plus sérieux et qu'il s'occupait des vrais bustes.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain matin, à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

## NOTES

1. Comme le rapporte *Le Soleil* du 20 décembre 1951, à la page 3, juste avant le début des travaux, le parquet de la Chambre fut envahi par une dizaine de guignoleux chantant leur fameux refrain: "La guignolée, la guignoloché, mettez du lard dedans nos poches."

2. *L'Événement-Journal* du 20 décembre 1951, à la page 8, contredit quelque peu l'unanimité des autres journaux sur la réponse de M. Duplessis. Il rétorque, selon le journal: "On étudiera la question."

3. *Le Canada* du 20 décembre 1951, à la page 2, parle plutôt de 15,000 apprentis au Canada et de 9,107 du Québec.

4. Mohammad Mossadegh (1880-1967) devient premier ministre de l'Iran en 1951. Il dirige le parti nationaliste du Front national; il tente de mettre en application la loi sur la nationalisation des ressources pétrolières, qui liquide l'Anglo-Iranian Oil Company. Cependant, l'opposition de la compagnie et des grands propriétaires fonciers font avorter l'opération. Désavoué par le chah, Mossadegh est arrêté par le général Zahedi qui avait reçu préalablement tous les pouvoirs des mains du chah Mohammad Reza. Mossadegh est emprisonné et libéré en 1956.

5. Il s'agit de Clarence Decatur Howe (1886-1960) qui a été ministre libéral fédéral du Commerce (1948-1957) et de la Production de défense (1951-1957).

6. Mgr Napoléon-Alexandre Labrie est le premier évêque du diocèse du Golfe Saint-Laurent.

7. Il est question ici de Sydney, Nouvelle-Écosse.

8. M. Drew est le chef du Parti conservateur fédéral à partir de 1948. Il est chef de l'opposition en 1951.

Séance du jeudi 20 décembre 1951

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 11 heures<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Subsides:**

**Budget des dépenses  
1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Johnson (Bagot)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je réclame que nos produits bruts soient ouverts dans la province de Québec, notamment l'amiante, dont nous produisons 90 %. Le gouvernement devrait employer son influence à amener les grandes compagnies minières produisant de l'amiante brut à ouvrir leurs produits dans la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aujourd'hui plus que jamais, ce n'est pas le temps de créer des appétits; il faut plutôt organiser la coopération de tous. S'il est un gouvernement qui a travaillé à assurer le développement de nos ressources naturelles, c'est bien l'Union nationale.

Si nous passions une loi pour dire que tous les produits bruts du Québec devront être ouverts dans la province de Québec, les États-Unis établiraient certainement un tarif prohibitif contre nos marchandises et useraient de représailles, et nous risquerions de rester avec notre production. Pour assurer le développement de nos ressources, il faut des

conditions qui soient justes pour les deux côtés. Ce n'est pas le temps de rêver. C'est le temps d'agir, et c'est ce que nous faisons. Nous développons nos ressources naturelles et nous nous occupons de trouver des marchés.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je prends note de la déclaration du premier ministre qui affirme l'impossibilité d'ouvrir dans Québec les ressources naturelles de la province. Je ne partage pas du tout les opinions exprimées par le premier ministre. L'exploitation de nos mines d'amiante par l'étranger dure depuis longtemps et il faudra bien un jour trouver un moyen de les fabriquer ici, au profit de la population ouvrière du Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons déjà commencé. Grâce à l'Union nationale, un moulin a été établi à Asbestos pour utiliser les sous-produits de l'amiante avec des sous-produits du bois. C'est la politique du gouvernement d'assurer le développement intégral de nos ressources naturelles en autant que c'est réalisable. Il faut tenir compte de tous les facteurs.

Le gouvernement provincial ne possède pas de pouvoir en matière internationale. S'il faisait voter une loi pour obliger les compagnies étrangères à ouvrir chez nous tous les produits qu'elles extraient de notre sol, il y aurait des complications internationales.

Au sujet de l'amiante, si nous avons ce monopole dont parle le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), il ne faut pas oublier que l'on pourrait employer des succédanés si nous imposions des conditions trop draconiennes pour son exploitation.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il n'est pas question de représailles de la part des États-Unis. Nous avons l'amiante et ils n'en ont pas suffisamment. Ils ont besoin de nos produits. Le premier ministre semble mettre de côté le fait que notre province fournit 85 % à 90 % de la production mondiale d'amiante.

Il (M. Marler) formule la même demande pour le zinc dont nous produisons 200,000,000 de livres chaque année, sous forme concentrée, dit-il, et que l'on envoie à l'étranger pour y être raffiné. Depuis longtemps le gouvernement parle de l'installation d'une raffinerie dans le Québec. Le gouvernement devrait faire bien attention au site où

on l'établira, car il y a du zinc dans le Nord-Ouest et aussi en Gaspésie. Ce projet se réalisera-t-il bientôt?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On dit qu'il faudrait une affinerie dans la province de Québec. Qu'on n'oublie pas le travail considérable que nous avons à faire; nous sommes obligés de rectifier le mal accumulé depuis 40 ans.

Des affineries, ça ne se bâtit pas comme ça. Il faut avoir le consentement de ceux qui peuvent les bâtir. Il ne peut être question d'entreprises étatisées. Il faut que l'entreprise privée se charge du travail.

Nous avons émis un décret, il y a quelques années, dans le but de construire une affinerie dans la région de Chicoutimi, mais il a été impossible de réunir les capitaux nécessaires à la réalisation du projet.

Déjà des industriels ont offert de fonder des raffineries, mais les conditions qu'ils posaient ne concordaient pas avec l'intérêt de la province et de la population du Québec. Le jour où les conditions du gouvernement seront rencontrées, il y aura lieu de faire des arrangements pour raffiner ici le zinc du Québec.

Récemment, j'ai reçu la visite du président du conseil d'administration de la New Jersey Zinc au sujet de l'aménagement d'une affinerie dans la province. J'ai répondu: "Faites des propositions concrètes!"

Je ne comprends vraiment pas l'opposition. Quand nous avons des réalisations à notre crédit, elle critique; quand nous prenons nos précautions pour protéger les intérêts de la population, elle critique encore. Il pourrait y avoir une, deux, trois affineries dans la province de Québec, quand les conditions posées par les industriels intéressés seront conformes aux intérêts généraux du Québec.

Le Québec ne peut procéder seul; il manque de capitaux. Son économie est en plein essor, mais nous devons procéder par ordre. Nous agissons, nous, au lieu d'injurier nos adversaires. Les États-Unis sont riches à millions. Pour continuer à mettre en valeur nos ressources minières, il faut des fonds et les prendre où ils sont. Mais, quand les capitaux se présentent, il importe de ne tolérer que les investissements conformes aux intérêts de la population. Nous avons toujours respecté ce principe. Nous procédons par ordre. Mais nous agissons au lieu d'injurier.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne partage pas l'opinion du premier ministre au sujet des capitaux. Ce ne sont pas les capitaux qui

manquent au Québec. Ce qu'il faut déplorer, c'est le manque de vision de ceux qui les possèdent. Le temps est passé où il fallait faire appel à l'étranger pour obtenir des capitaux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne reprocherai pas au chef de l'opposition de vouloir des renseignements. S'il était bien renseigné, il ne parlerait pas comme il le fait. En 1936, la province avait un gouvernement soi-disant libéral depuis une quarantaine d'années et la production minière était à peine de \$40,000,000. Il n'y avait pas de ministère des Mines; il n'y avait pas de laboratoires des mines; il n'y avait pas d'écoles permettant à nos jeunes compatriotes d'apprendre les métiers de la mine et de se préparer à occuper les emplois auxquels ils ont droit dans notre industrie minière. Nos prédécesseurs n'avaient pas pensé à tout cela. On peut en déduire leur compétence.

En 1936, nous avons nommé un ministre des Mines, le premier ministre des Mines de la province de Québec, qui est le ministre actuel des Finances. Il a constaté alors l'état alarmant de l'industrie minière de la province. En 1936, il était impossible d'avoir un géologue de la province; il était impossible pour un compatriote d'apprendre la géologie dans les écoles de la province après 40 années de régime libéral. Le premier ministre des Mines a distribué des bourses pour permettre à nos jeunes d'aller étudier la géologie à l'extérieur, à l'université Queen's. Par la suite, le ministre a fondé une école des mines tout à l'honneur de l'Université Laval.

Et, depuis 1944, nous avons continué à favoriser l'essor minier en nous guidant sur le plan d'ensemble, dressé en 1936. Nous avons créé des écoles spécialisées un peu partout pour que les Canadiens du Québec puissent prendre les places qui leur sont dues, au lieu de les laisser à des étrangers. Nous avons travaillé à intensifier l'essor de l'industrie minière et nous allons continuer. Sans vouloir faire de tort à personne, nous voulons placer nos compatriotes aux postes clés. Ce n'est pas créer des appétits, mais ce sont des réalisations.

Il n'est pas étonnant que la production annuelle de minéraux dans la province soit passée à plus de \$220,000,000. On dira que l'Union nationale n'a pas découvert les mines. Mais l'Union nationale a favorisé leur exploitation en formant une main-d'œuvre qualifiée, par l'ouverture d'écoles, et en construisant des chemins.

En ce qui concerne l'amiante, le gouvernement a encouragé la formation d'un embryon d'industrie de transformation.

Le bassin minier de l'Abitibi était autrefois dans l'orbite de l'Ontario. L'Abitibi était un champ d'action laissé à nos voisins de l'Ontario. Le gouvernement de l'Union nationale a rattaché par des routes l'Abitibi au reste de la province.

Les gisements de Chibougamau existent depuis toujours, mais ils étaient inaccessibles. Le ministre actuel a fait ouvrir une route. Ce fut d'abord un chemin provisoire, puis l'Union nationale a fait ouvrir une route moderne, une chaussée de \$4,000,000, qui relie maintenant Saint-Félicien à Chibougamau.

On a trouvé du zinc en Abitibi, à Barvue, une des plus importantes découvertes dans l'histoire de la province. Le zinc existait depuis longtemps, mais c'est sous l'Union nationale qu'on commence son exploitation. Partout dans la province, nous assistons à une série continue de réalisations rationnelles.

On découvre d'ailleurs des mines un peu partout grâce à un ministre des Mines compétent, qui encourage les prospecteurs, au lieu d'aller à la pêche et à la chasse comme ses prédécesseurs des anciens gouvernements.

En 1935, la Gaspésie était une terre de misère, négligée, où régnaient le découragement et la détresse. C'est l'Union nationale qui y fit entrer le soleil dans les foyers gaspésien, et la péninsule est sur le point de bénéficier d'un essor minier considérable. Il n'est pas étonnant que la valeur des minéraux et métaux extraits annuellement du sous-sol du Québec dépasse maintenant \$220,000,000.

Nous ne disons pas que l'Union nationale a découvert les mines, comme on nous le fait dire, mais elle a favorisé leur exploitation par la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, l'ouverture d'écoles, la construction de routes, etc. Pendant que le chef absent se sauve, l'Union nationale travaille à sauver la province.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le premier ministre a fait allusion à plusieurs sujets qui ne concernaient pas l'usine d'affinage. Il a parlé du ministère des Mines et de l'École des mines. Il a aussi fourni des statistiques.

Ce qui me frappe dans ces statistiques, c'est que la valeur de la production minière était de \$40,000,000, en 1936; elle est de \$220,000,000, en 1951. Mais il ne faut pas oublier certaines circonstances. Par exemple, le prix du zinc a considérablement monté. Le zinc se vendait \$0.15 la livre, en 1933; il vaut aujourd'hui \$0.90, soit six fois plus cher.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Villages miniers (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des tourbières (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Postes de sauvetage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. French (Compton):** Le président de la Noranda Cooper Mines, M. Murdoch, a dit qu'il allait développer les gisements à Gaspé et

que, dans quelques années, la production de cette région sera semblable à celle de Noranda. Mon ministère prévoit construire 65 milles de routes minières à Gaspé.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** La Gaspésie est un centre très important pour l'industrie. Mais on ne peut avoir de production minière importante, à moins de posséder un chemin de fer. Il est essentiel que le gouvernement entreprenne des démarches pour encourager la construction d'un bon chemin de fer en Gaspésie. Je ne vois pas comment les firmes Federal Zinc et Noranda pourraient mener à bien leurs projets d'exploitation des gisements gaspésiens s'il continue à ne pas y avoir de chemin de fer. Car je ne crois pas que l'on puisse sortir du minerai par les routes. Je demanderais au premier ministre quelles démarches il a faites dans le but d'assurer à la Gaspésie un bon chemin de fer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition semble oublier des faits élémentaires. La province de Québec connaît des développements fantastiques.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Deux ou trois raffineries de zinc seront peut-être construites au Québec, mais le gouvernement ne les construira pas.

Il (M. Marler) demande des renseignements supplémentaires au sujet d'un état financier de \$15,000,000 pour une raffinerie de zinc qui sera utilisée conjointement par six ou sept compagnies qui seront construites sur la rive du Saint-Laurent prochainement. Le député de Saint-Jean, ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), a fait une déclaration à cet égard cette année, lors d'une convention de la Chambre de commerce du Canada qui s'est déroulée ici, rappelle-t-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Une compagnie qui s'était auparavant montrée intéressée a retiré son appui.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il y a beaucoup de capitaux canadiens qui pourraient être investis au Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'exploitation des ressources naturelles du Québec doit être faite de préférence grâce à des capitaux canadiens-français. S'il y a un homme qui a encouragé ses compatriotes à placer des capitaux

dans le Québec, c'est moi. À maintes reprises, j'ai demandé à des compatriotes de placer des capitaux dans l'industrie du papier, mais sans succès. Il n'est pas suffisant d'avoir des capitaux, il faut vouloir les placer. Le Québec est une jeune province au point de vue économique; elle connaît seulement un progrès économique depuis 1945, et elle repose sur les bases établies par l'Union nationale en 1936. Il est ridicule de penser que nous avons les mêmes ressources financières que les États-Unis.

La Federal Zinc appartient à M. Pierre Beauchemin, propriétaire de la East Sullivan. C'est l'un des rares Canadiens qui ne se contentent pas du vieux, qui ne veulent pas s'arrêter mais pousser toujours de l'avant. M. Beauchemin est intéressé dans les opérations de la Federal Zinc et il est intéressé à construire une usine d'affinage en Gaspésie. Mais il n'est pas capable de tout faire tout seul. Il lui faut de l'aide. Un mariage, ça se fait à deux.

Quant aux chemins de fer, je suis content que le chef de l'opposition en ait parlé. S'il y a une province qui a été négligée dans le domaine des chemins de fer, c'est bien la province de Québec. Sous tous les gouvernements fédéraux, rouges ou bleus, elle a été traitée en parente pauvre, malgré que nous payions 33 % des taxes fédérales.

En 1951, il n'y a qu'un seul chemin de fer cahoteux reliant Québec à la région du Lac-Saint-Jean. Il y a le chemin de fer de Chicoutimi. Si l'on ne fait pas attention, on peut tomber deux ou trois fois en bas du train, tant le service est bon. Quelqu'un qui prend le train de Gaspé a le temps de s'arrêter parfois pour cueillir des bleuets et de rattraper le train sans risque de le manquer.

J'ai vu moi-même M. Donald Gordon, président du CNR; il est bien disposé. J'ai même vu le premier ministre du Canada, au sujet de la construction d'un chemin de fer. Nous avons déjà fait quelque chose pour les chemins de fer. Une compagnie de la province a acheté le chemin de fer de Mont-Joli, qui appartenait à des étrangers.

Le chemin de fer qui sera construit longera le Saint-Laurent de Matane, actuel terminus du chemin de fer du Bas-Saint-Laurent. Il y aura aussi un chemin de fer pour desservir la mine, de Mont-Louis à la mine située à environ 25 milles, de là à l'intérieur des terres. Les pourparlers sont avancés. Pendant que l'opposition critique et que le chef de l'opposition se sauve, l'Union nationale travaille.

M. Murdoch, de la Noranda, m'a révélé que la compagnie a repéré 75,000,000 de tonnes de minerai.

La mine de zinc appartenant à la compagnie de M. Beauchemin opérera bientôt. Je rends hommage à M. Beauchemin. Il est, malheureusement, l'un des seuls qui aient assez d'esprit d'entreprise pour placer ses capitaux dans le développement de nos ressources naturelles, alors que tant d'autres se contentent de conserver ce qu'ils ont, sans songer à développer davantage.

La Gaspésie recèle des richesses considérables. Nous connaissons bientôt une prospérité inouïe en cet endroit. J'ai déjà fait des prédictions. J'en fais une autre et l'on verra si elle ne se réalisera pas.

La résolution est adoptée.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 3 heures

### Projets de loi:

#### Code municipal

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4<sup>2</sup>.

### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Relativement à la réglementation des salles de danse, je fais remarquer que ceci ne concerne évidemment pas les permis des auberges publiques émis par la Commission des liqueurs, mais uniquement les salles de danse. Les auberges sont nécessaires pour le public voyageur et pour la sécurité. Le régime de la prohibition a été essayé et on a constaté qu'il n'était pas applicable. Je n'ai jamais vu tant d'ivrognes chez nous, à Trois-Rivières, que durant le temps de la prohibition.

Je crois que les autorités municipales sont celles qui peuvent juger le mieux de ces choses-là, parce qu'elles sont sur les lieux et soumises aux désirs du peuple. Elles peuvent s'entendre facilement avec les autorités religieuses pour la protection de la morale et de la jeunesse. Désormais, les permis de salles de danse, qu'elles soient payantes ou non, seront donc sous le contrôle exclusif des autorités municipales; c'est un témoignage de confiance envers leur compétence et le moyen le plus simple de régler le problème. Car nous ne pouvons pas faire la police dans chacune des 2,500 municipalités de la province. Chacun doit faire sa part.

Le ministre des Affaires municipales présentera sous peu un amendement à la loi des cités et villes pour que cet article s'applique également aux villes de 5,000 à 6,000 âmes. Il s'agit d'améliorations considérables et nous en attendons des résultats bienfaisants.

On remarquera que la décision des conseils municipaux prévaudra désormais sur toute autre, de sorte que leurs pouvoirs seront supérieurs à ceux du gouvernement en ce domaine.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je n'ai, pour ma part, aucune objection à donner ce pouvoir aux corporations municipales. Je suis aussi d'avis que c'est une question essentiellement locale, qui doit être décidée par les autorités des lieux. Nous allons peut-être un peu loin en leur permettant non seulement de réglementer les salles de danse, mais aussi de les prohiber. Mais les conseils municipaux prendront leurs responsabilités et, s'ils agissent de façon arbitraire, ils seront responsables devant leurs électeurs.

Nous voterons en faveur de la loi.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie les deux premiers alinéas de l'article 5 qui se lisent comme suit:

"5. L'article 481 dudit Code est modifié en y ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

"La corporation peut aussi, par règlement, décréter l'entretien de ce chemin, l'hiver, pour la circulation des véhicules automobiles, et prélever le coût de cet entretien par voie de taxation directe, sur tous les biens imposables de la municipalité ou sur les biens-fonds imposables d'une partie de la municipalité ou suivant ces deux systèmes de prélèvement dans les proportions que le règlement détermine."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'Union nationale avait réglé le problème de l'entretien des chemins d'hiver en créant des barèmes et en donnant des octrois généreux. Grâce à cette politique, le réseau d'hiver comprend aujourd'hui 20,000 milles de chemins, alors qu'il n'en comprenait autrefois que 3,000 milles. Le gouvernement paie la plus grande partie du coût, mais les corporations municipales doivent aussi faire leur part. C'est pourquoi nous en leur donnons explicitement le pouvoir, car il n'y avait rien à ce sujet dans le Code municipal.

L'article 5 est adopté.

On corrige certaines erreurs de rédaction dans le bill.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les taxes sont certainement à la mode, sous l'Union nationale!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les taxes justes.

Les articles 6 à 9 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 35 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Monuments historiques**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 42 relatif aux monuments, sites et objets historiques ou artistiques.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1.

Le comité étudie l'article 3 du chapitre 70 des Statuts refondus, 1941, remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner une commission existante ou en constituer une nouvelle composée de sept personnes compétentes, pour classer, sous la direction du secrétaire de la province, les monuments, constructions, sites et objets historiques ou artistiques présentant un caractère d'intérêt national.

"Le secrétaire de la province ou son représentant fait de droit partie de cette commission.

"Les services rendus par les membres de la Commission pour les fins de la présente loi sont gratuits; ils ont cependant droit à leurs frais de déplacement et de séjour hors du lieu de leur résidence."

**M. Chaloult (Québec):** Qui sera nommé sur cette Commission?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Je ne sais pas encore qui sera nommé sur cette Commission. Les membres anciens n'ont rien fait. L'ancienne Commission, dont les pouvoirs étaient mal définis, comprenait des membres inutiles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce sont des membres qu'on peut considérer comme des monuments historiques.

**M. Chaloult (Québec):** Ils ne se sont pas réunis. Elle n'a à peu près pas siégé jusqu'à présent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est ce qu'ils ont fait de mieux.



**M. Chaloult (Québec):** N'est-ce pas parce qu'ils n'avaient pas de budget qu'ils n'ont pu rien faire? A-t-on pensé à M. Paul Gouin pour faire partie de cette Commission?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, certainement.

**M. Chaloult (Québec):** Et monsieur Gérard Morisset<sup>3</sup>, qui est un spécialiste en ces questions?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y est déjà.

**M. Chaloult (Québec):** Il y a aussi le Dr Brassard qui a fait d'excellents travaux sur l'architecture. Il est une autorité en fait d'architecture canadienne.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Nous choisirons les meilleurs. Nous avons plusieurs noms. M. Paul Gouin lui-même est venu me voir et a demandé de faire partie de cette Commission, ce qui lui permettrait de faire un beau travail.

**M. Chaloult (Québec):** Je rends hommage à M. Paul Gouin. Il a accompli une œuvre merveilleuse pour la refrancisation de la province. Il a procédé avec tact et habileté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je devrais suggérer au député indépendant de Québec de nous désigner des noms. Il nous en a suggéré deux; nous les acceptons tous les deux. Je ferai remarquer au député que c'est nous qui avons permis à M. Paul Gouin de faire ce travail. C'est nous qui l'avons nommé conseiller technique de l'Exécutif. Il a conseillé le ministre dans la préparation de cette loi. Elle est très importante, car nos richesses historiques sont la manifestation d'une culture essentielle au progrès du Canada.

Je répète ce que j'ai dit: Cette loi est plus importante qu'elle n'en a l'air. Il y a des monuments historiques, des richesses du passé, qu'il faut conserver. Les cinq autres membres de la Commission seront nommés sur recommandation du secrétaire provincial.

**M. Chaloult (Québec):** J'estime aussi que c'est une loi importante. Tout cela est excellent. Mais cela n'est pas suffisant. Il faudrait une loi générale d'urbanisme. Toutes les provinces en ont une. Nos compatriotes canadiens-français ne

comprennent pas ce qu'est l'urbanisme. Ils le comprennent en tout cas moins que les Canadiens de langue anglaise ou autres. Quand nous parlons d'urbanisme quelque part, nous avons presque toujours des réactions défavorables.

Je citerai le cas de la maison des métayers du Séminaire de Québec, qui remonte à 1689. C'est l'un de nos plus beaux monuments historiques. On veut le démolir. M. Gérard Morisset a protesté, les journaux protestent également, et l'on persiste à vouloir faire disparaître cette maison. La Commission devrait avoir le pouvoir de l'exproprier pour la sauver de la démolition. Il faut à la Commission des pouvoirs et un budget. La loi sera un progrès sur l'ancienne, et je m'en réjouis. Mais je répète que la loi vaudra ce que vaudront les membres.

Le comité étudie l'article 5 du chapitre 70 des Statuts refondus, 1941, remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"5. Sont compris, entre autres, parmi les immeubles susceptibles d'être classés:

"a) les monuments préhistoriques, les terrains renfermant les vestiges de civilisation ancienne et les paysages et sites représentant un intérêt scientifique, artistique ou historique;

"b) les immeubles dont la possession est nécessaire pour isoler, dégager ou autrement mettre en valeur un monument ou un site classé.

"Avec l'autorisation du Conseil exécutif, la Commission peut acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble visé par le paragraphe b du présent article et réparer, rénover ou démolir toute construction qui s'y trouve lorsque cela est nécessaire pour la préservation ou la mise en valeur du monument ou site classé."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Est-il prudent de permettre à la Commission non seulement d'exproprier les monuments historiques, mais les propriétés adjacentes?

Il ne s'explique pas que la Commission puisse exproprier les propriétés adjacentes si le monument historique lui-même reste entre les mains privées.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Si la Commission n'a pas fonctionné dans le passé, c'est qu'elle n'avait pas de pouvoir. Nous aurons des garanties. Les membres de la Commission seront des hommes de bonne foi. On ne peut restreindre les pouvoirs des membres. Si l'on veut dégager les monuments historiques, il faut avoir le pouvoir d'exproprier.

**M. Chaloult (Québec):** Pourquoi parle-t-on de monument préhistorique? Je trouve la formule illogique.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** est d'accord.

Le comité étudie l'article 6 du chapitre 70 des Statuts refondus, 1941, remplacé par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"6. Sous réserve de l'article 7, le classement des immeubles est fait par la Commission, du consentement du propriétaire. Il devient définitif après avoir été approuvé, avec ou sans modification, par décret du Conseil exécutif, sur la recommandation de la Commission, et il a force de loi à compter de la publication de ce décret dans la *Gazette officielle de Québec* ou, selon le cas, à compter de la date fixée à cette fin par le Conseil exécutif."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Au sujet de la clause 6 de l'article 1, je soulève certaines objections quant à la procédure de classement qui place propriétaires et créanciers devant un fait accompli. Il existe des objections particulièrement sérieuses contre le classement des logis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Personne ne peut se plaindre. Le classement fait disparaître tout commerce. Le classement des monuments historiques empêchera certaines spéculations. Il n'y a d'injustice pour personne. L'objet de la loi est de considérer comme biens d'intérêt public les immeubles déclarés monuments historiques. J'insiste sur la nécessité de mettre en valeur les objets historiques. L'acquisition des immeubles voisins devient donc un accessoire indispensable de la conservation et de la protection des objets historiques.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le classement sortant un immeuble du commerce, les créanciers se trouvent dans l'impossibilité de faire quoi que ce soit, et de même les propriétaires, une fois un immeuble classé comme monument historique.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Rien ne s'accomplit sans le consentement du propriétaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** insiste sur le fait que rien ne s'accomplit sans le consentement du propriétaire. Le chef de l'opposition veut prolonger inutilement le débat.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 42 sans l'amender.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 40 modifiant l'article 227 de la loi des mines de Québec;
- bill 126 constituant en corporation la ville de Saint-Vincent-de-Paul;
- bill 167 constituant en corporation l'Institut Monseigneur Courchesne;
- bill 172 concernant un acte de donation par Philomène et Élise Desmarchais à la Corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs;
- bill 191 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean-Noël A. Thibert au nombre de ses membres.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 43 diminuant les taxes sur les petites successions, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la onzième ligne, le mot "succession" par le mot "personnes".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 192 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'annexe est biffée.

## Projets de loi:

### Taxes sur successions

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 43 diminuant les taxes sur les petites successions.

L'amendement est lu.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que ledit amendement soit maintenant adopté.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Charte de la cité de Saint-Jérôme

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 192 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

L'amendement est lu.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que ledit amendement soit maintenant adopté.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

## Questions et réponses:

### Route 2, paroisse de Berthier

**M. Dupré (Verchères):** 1. Quel a été le coût des travaux de construction de la nouvelle section de la route 2, dans la paroisse de Berthier?

2. Quel entrepreneur a exécuté les travaux et quel montant lui a été payé?

3. Quel a été le coût des achats ou expropriations de terrains?

4. Quels sont les noms des personnes de qui le gouvernement de la province a acheté ou exproprié des terrains, et pour quel montant dans chaque cas?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** 1. \$309,536.47.

2. Armand Sicotte & Fils ltée, \$233,973.03  
- Compagnie de construction de Québec, \$36,381.43.

3. \$47,661.41.

4. Alfred Pagé, \$7,902.08; Maurice Pagé, \$3,675; les Moniales dominicaines, \$1,975.10; les Clercs de Saint-Viateur, \$2,999.05; les Religieuses des Saints-Cœurs de Jésus et Marie, \$658.60; Alexandre Grégoire, \$4,206.93; Donatien Poulette, \$3,238.60; Joseph Rocheleau, \$12.80; Sylvio Brissette, \$1,414.60; Joseph Joly, \$20.10; Benoît Denis, \$1,782.96; Arthur Parent, \$3,147.55; Melchers Gin & Spirit Distillery Co. Ltd., \$7,899.50; Eddy Match Co., \$825.20; succession Olivier Gervais, \$991.40; Gaston Dostaler, \$1,412.17; Alfred Mousseau, \$912.70; Camille Ducharme, \$521.65; Théodème Cayer, \$992; Oscar Destremes, \$462.75; Émilien Brazeau, \$150.10; Percy Paquin, \$280.76; Antoine Cartier, \$321.45; Rosario Valois, \$1,100; Alfred Lefebvre, \$582.20; Wilbrod Lefebvre, \$176.16.

## Demande et dépôt de documents:

### Travaux de drainage

**M. Dupré (Verchères)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec et toute personne, société ou corporation, depuis le 15 février 1950 jusqu'au 30 novembre 1951, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles par correspondance ou autrement.

Adopté.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de session no 16)

## Subsides:

### Budget des dépenses 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**

interroge le premier ministre sur les sommes affectées au service de ciné-photo.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pour 1950-1951, les dépenses du service de la ciné-photo se sont élevées à près de \$315,000. Ce service est sous la direction d'un homme compétent, M. Georges Léveillé. L'utilité de cet organisme est plus manifeste que jamais.

Il (l'honorable M. Duplessis) critique l'Office national du film auquel il donne son nom anglais, National Film Board. Le ministre responsable, M. Winters, dit-il, est sans doute bien disposé et est un charmant garçon, mais des fonctionnaires, tel M. Grierson, ont dans le passé fait, dans des vues produites par l'Office national du film, de la propagande communiste. L'Office national du film a une tendance à prêcher la centralisation des pouvoirs, à vouloir établir cette centralisation sur les ruines de l'autonomie provinciale.

La province doit avoir un service de ciné-photo bien fait, pour répondre à l'Office national du film, à la publicité que celui-ci peut faire contre le Québec. La ciné-photo provinciale s'est attaché un expert de la plus grande valeur, en la personne de l'abbé Maurice Proulx. Ce dernier s'est rendu à Rome pour présenter au Saint-Père des films exécutés dans le Québec à l'occasion des manifestations qui ont marqué chez nous l'Année sainte. L'abbé Proulx a également réalisé des films qui ont favorisé l'établissement de nouvelles industries dans le Québec. La ciné-photo rend à la province des services signalés. Ce service coûte bien meilleur marché que l'Office national du film et ne fait pas de propagande communiste ou centralisatrice.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**

interroge le premier ministre au sujet des démonstrations ou autres événements à l'occasion desquels ciné-photo prend des films.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le service dispose actuellement de 10,000 à 15,000 films. Ce sont des films qui illustrent les réalisations et les possibilités de la province. L'Office de ciné-photographie provincial filme toutes les démonstrations d'intérêt public, comme les fêtes religieuses, les fêtes civiques, etc. On filme aussi tout ce qui peut faire connaître le développement de la province et servir à sa publicité. À titre d'exemple, le film tourné sur la culture du tabac dans la région de Joliette. On filme aussi les travaux de ferme qui peuvent jouer un rôle éducatif. En un mot, nous poursuivons une œuvre d'éducation, de constatation, d'histoire. C'est en somme un travail de publicité qui met en relief les traditions de la province, son avoir matériel et intellectuel.

Il (l'honorable M. Duplessis) insiste sur la compétence des employés de l'Office. Ils font consciencieusement leur travail, ajoute-t-il.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

Je ne mets pas en doute la compétence de l'abbé Proulx. Le premier ministre parlait d'un film sur la culture du tabac à Joliette. Ce n'est pourtant pas nouveau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'espère que le chef de l'opposition ne pense pas que nous filmions tout d'un seul coup. Lorsque nous cherchons à faire œuvre instructive, nous nous reprenons à plusieurs reprises pour mettre en relief les méthodes nouvelles, mettre en relief ce qui a été réalisé, ce qui se fait et ce qui peut être fait. C'est un travail méthodique que nous accomplissons.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**

demande le nombre de personnes travaillant au service intérieur du Conseil exécutif.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le personnel est de 253 personnes, dont 191 hommes et 72 personnes du sexe fort. L'augmentation du montant demandé est due à des augmentations de salaires et aussi à des augmentations de frais de voyage.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande des informations sur la brochure "Industry in Action" imprimée par la Geographical Society, l'an dernier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons eu des éloges de tout le monde au sujet de cette brochure. J'ai reçu d'un peu partout des témoignages d'appréciation, même des journaux indépendants ou prétendus libres. Avec la distribution, elle a coûté \$83,000. Nous avons même eu des félicitations de M. Godbout<sup>4</sup>, qui a écrit à M. Léveillé pour le féliciter.

Incidentement, M. Godbout est dehors après avoir été en dedans, tandis que l'autre est en dehors et ne sera jamais en dedans. La brochure sur le développement industriel du Québec a été distribuée aux États-Unis et en Europe. La publicité qui y est contenue a suscité plusieurs demandes de l'Europe quant aux possibilités industrielles au Québec. Les coûts en valent la peine pour le gouvernement.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** On verra ça en temps et lieu. Pour ce qui est du magazine, je crois que le témoignage de M. Godbout est juste et je dois moi aussi faire des compliments au premier ministre au sujet de ce volume.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Plusieurs industriels sont venus nous voir après avoir lu ce document qui donne un aperçu général satisfaisant des possibilités de la province de Québec.

Les montants votés pour la publicité ne sont pas dépensés par mon seul département. Il y a la publicité pour le tourisme, pour les relations commerciales et les relations industrielles; enfin tous les ministères y passent: Travaux publics, Industrie et Commerce, Voirie, etc.

La publicité dans les magazines américains est très importante. Elle coûte évidemment cher, mais elle rapporte pour les montants investis. Le département de la publicité, qui est dirigé par M. Léveillé, fait de l'excellente publicité avec de superbes résultats.

Une grande partie de la publicité gouvernementale est canalisée vers l'"International Publishing", dont M. Lallemant est président. Cette entreprise fait de la publicité pour le gouvernement depuis 20 ans et elle accomplit du bon travail. Elle a de l'expérience et donne des résultats. On la critique parfois, mais il y a toujours des concurrents qui aimeraient à avoir les contrats des autres. La publicité coûte cher aujourd'hui; les salaires des employés sont élevés, les tarifs postaux ont été haussés, etc. Heureusement, grâce à notre intervention, le prix du papier vient de baisser.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** De combien?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

D'un montant substantiel. Et, si ça peut intéresser le chef de l'opposition, je lui dirai que j'ai reçu de la part de tous les journaux des témoignages de gratitude, sans aucune réserve, des journaux indépendants comme des journaux soi-disant libéraux. Ça froisse ma modestie.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande des détails sur un montant de \$500 voté au club de baseball de Montréal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est un club très important qui fait beaucoup de renom pour Montréal. En outre, le baseball est un sport qui fait du bien; quand les gens vont au baseball, ils ne font pas de mal. Il faut aussi tenir compte du fait que le baseball est un sport très intéressant et des plus scientifiques, donnant une distraction saine. On m'a demandé une annonce dans le programme du club de baseball de Montréal et j'ai accepté avec plaisir. On m'a même remis deux billets complémentaires. Je pourrais les passer au chef de l'opposition afin qu'il puisse aller au baseball et se rappeler les "strike-outs" de son chef.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Vous ne serez pas là à ce moment-là.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je serai là comme le coroner à l'enquête.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ce n'est pas très attrayant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je serai là.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** On verra.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le chef de l'opposition voudrait une élection tout de suite?

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**  
Demain, tout de suite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Voyez comme ces gens-là méprisent la loi. Ils ne nous donnent même pas le temps de nommer les présidents d'élections. Ce sont des antidémocrates.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le premier ministre n'a pas accepté mon offre et je la retire.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
7. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je constate que l'auditeur des comptes publics de la province signale de nouveau au gouvernement, cette année, qu'il paie, dans ses achats, les plus hauts prix du marché.

Il disait, dans les *Comptes publics* de 1949, que les méthodes d'affaires du commerce et de l'industrie ne sont pas mises en pratique. C'est de cette façon, sans doute, que l'on a contribué à augmenter considérablement le budget cette année.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Si le chef de l'opposition remontait aux *Comptes publics* du temps des gouvernements libéraux, il verrait des remarques beaucoup plus sévères. L'auditeur fait simplement son devoir. Je dirai à mon honorable ami que la province de Québec est immense et nous ne voulons pas acheter tout au même endroit. Nous voulons encourager les marchés locaux et les petits magasins, particulièrement à la

campagne, faire profiter tous les coins de la province de ces achats.

Et nous ne faisons que payer les prix du marché, ce que dit d'ailleurs l'auditeur. Je tiens personnellement à ce que l'on continue cette politique de la décentralisation des achats plutôt que de l'encouragement des monopoles. Au lieu de favoriser les monopoles comme le voudrait l'auditeur, nous favorisons la décentralisation.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le premier ministre parle des petits marchands de la province que le gouvernement encourage pour décentraliser les achats. Cependant, par exemple, la maison Moore a vendu pour \$90,000. Le gouvernement a acheté des machines Powers pour plus de \$190,000 et des machines Remington pour \$217,680. Je crois qu'il y a lieu de faire de substantielles économies dans les achats, comme le recommande l'auditeur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le chef de l'opposition me fait rire. Si je lui donnais la liste? J'ai pleine confiance en la maison Martineau<sup>5</sup>. M. Martineau est un des citoyens les plus honorables de la cité de Québec. C'est un grand cœur. Je suis un ami personnel de M. Martineau et je m'en flatte. Je m'en honore, car c'est un parfait honnête homme qui vend sa marchandise meilleur marché que les autres. Un homme qui s'est fait seul et qui, grâce à ses activités sociales et philanthropiques, s'est créé une situation enviable dont je me réjouis.

Sous l'ancien régime, on louait les machines Powers au coût de \$90,000 par année et deux amis du chef de l'opposition se partageaient la commission sur ce loyer. Aujourd'hui, nous sommes propriétaires des machines et le loyer ne nous coûte pas plus de \$10,000 par année. Le député de Westmount-Saint-Georges fait de la politiciaille en mentionnant le nom de Martineau dans la discussion.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je dois comprendre que c'est M. Martineau qui vend les machines Powers. Je ne savais pas que l'honorable Gerald Martineau avait vendu de la marchandise au gouvernement, alors qu'un membre du Conseil législatif et moi-même avons seulement mentionné le nom de la firme N. Martineau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'est le chef de l'opposition qui a mentionné le nom de M. Martineau.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Non, j'ai cité la maison Remington Rand. Il y a augmentation de \$55,000 dans les crédits. Pourquoi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est dû au progrès de la province de Québec dans toutes ses régions. Il faut du personnel et des bureaux nouveaux, même dans l'Ungava.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**  
8. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En attendant la construction du pont de Valleyfield, un octroi est accordé à la compagnie de transport dont les bateaux circulent entre Valleyfield et Coteau-Landing.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait l'éloge du député de Beauharnois (M. Hébert). C'est l'un des meilleurs députés de l'Assemblée législative. Il a plaidé éloquemment la cause de ceux qu'il représente en cette Chambre. En attendant la construction d'un pont pour assurer un meilleur service entre les deux rives, nous accordons un octroi pour les bateaux.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**  
9. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission du service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Où on en est rendu dans la classification des employés civils qui est en cours depuis quelques années?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le travail continue. Dans bien des ministères le classement est fini et dans d'autres on progresse. Le travail s'est compliqué souvent du fait que, pendant que les commisiaires travaillent, les conditions changeaient.

Le gouvernement a donné des augmentations d'une valeur de \$8,000,000 par année. Nous allons continuer. Tous les mois nous accordons des augmentations, en autant que nos moyens et les circonstances le justifient.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Reste-t-il des départements où ce n'est pas fini?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le département du procureur général, par exemple, parce qu'il a des ramifications à travers toute la province.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quel est l'âge de M. Laforce<sup>6</sup>?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Laforce a dix ou douze ans de moins que le Dr Alfred Morisset, greffier du Conseil exécutif et ancien député libéral de Dorchester.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** questionne le premier ministre sur la Commission des loyers.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Commission des loyers a un personnel de 306 employés et cette branche de l'administration coûte \$1,300,000 par année à la province. C'est une initiative sociale coûteuse. C'est une contribution de plus de \$1,000,000 au bien-être social.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**  
10. Qu'un crédit n'excédant pas cent sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Électrification rurale, traitements et dépenses (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski et de Cabano (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Combien les autorités provinciales dépensent en tout pour les villes sinistrées?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En plus des octrois fixés après entente avec Ottawa, le gouvernement dépense pour la construction de ponts et d'édifices publics ainsi que pour payer une partie de l'intérêt des sommes empruntées par les sinistrés pour reconstruire leur maison. Le total des dépenses pour octrois et travaux publics est d'approximativement \$4,000,000. Les \$300,000 demandés par le Conseil exécutif pour 1952-1953 sont compris dans ce total.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 136 concernant la municipalité du canton Langelier, la municipalité scolaire de Rivière-Croche, les limites de ces municipalités et l'évaluation de certains biens situés dans lesdites limites, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les deux dernières lignes, les mots "(Ledit règlement reproduit comme annexe A)".

2. L'article 2 est modifié en biffant dans les deux dernières lignes, à la page 3, les mots "(Ladite résolution reproduite comme annexe B)".

3. Et les annexes A et B sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 145 relatif à la constitution en corporation de la ville de Fort-Chambly, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 8 est modifié:

a) en biffant le paragraphe *f* du sous-article 7°;

b) les paragraphes *g* et *h* deviennent respectivement paragraphes *f* et *g*.

2. L'article 29 est modifié en biffant, dans les dixième, onzième et douzième lignes du sous-article 528a, les mots "et servant exclusivement à la vente de marchandises ou affectés à des fins lucratives".

3. L'article 31 est modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du sous-article 604b, les mots "vingt-cinq" par le mot "quinze";

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du sous-article 604c, les mots "vingt-cinq" par le mot "quinze".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 179 concernant la Commission scolaire de Saint-Laurent et ses commissaires, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant le deuxième paragraphe qui commence par les mots "Attendu qu'il est opportun" et qui finit par les mots "de vacances à cette époque".

2. Les articles 1, 2 et 3 sont biffés.

3. L'article 4, qui devient article 1, est modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne, le mot "décembre" par le mot "juillet".

4. L'article 5, qui devient article 2, est modifié en remplaçant le premier paragraphe par le suivant:

"Pour toutes fins de taxation scolaire de ses propriétés immobilières situées dans la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent et faisant partie du territoire de la Commission scolaire de Saint-Laurent, y compris toutes additions, améliorations, extensions et constructions nouvelles, présentes et futures, sur les terrains dont la compagnie est actuellement la propriétaire ou l'occupante dans le territoire susdit, Canadair Limited, ses représentants, successeurs et ayants droit paieront la somme de \$72,670 annuellement pour une période de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1952 au 30 juin 1954 inclusivement."

5. L'article 6 devient article 3.

### Projets de loi:

#### Canton Langelier et Rivière-Croche

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 concernant la municipalité du canton Langelier, la municipalité scolaire de Rivière-Croche, les limites de ces municipalités et l'évaluation de certains biens situés dans lesdites limites.

Les amendements sont lus.

**M. Ducharme (Laviolette)** propose que lesdits amendements soient maintenant adoptés.

Adopté.



Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Ville de Fort-Chambly**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 145 relatif à la constitution en corporation de la ville de Fort-Chambly.

Les amendements sont lus.

**M. Roche (Chambly)** propose que lesdits amendements soient maintenant adoptés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Commission scolaire de Saint-Laurent**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 179 concernant la Commission scolaire de Saint-Laurent et ses commissaires.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen desdits amendements soit remis à la prochaine séance.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée au mardi 8 janvier 1952, à 11 heures du matin.

J'offre mes vœux à tous les députés et aux membres de leur famille. Je formule les souhaits les plus cordiaux de bonne année, de bonne santé, de prospérité et de bonheur. Ces souhaits sont cordiaux pour les députés de l'Union nationale, mais également cordiaux et amicaux pour les membres de l'opposition. Je souhaite tout particulièrement à ces derniers une bonne santé, afin qu'ils soient capables d'accepter avec résignation chrétienne les épreuves qui les attendent cette année. Quant à la prospérité, elle est facile à trouver dans les principes de l'Union nationale.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Au nom de l'opposition officielle, j'offre à tous les députés mes vœux d'heureuse année. Si parfois des

propos acerbes ont été échangés des deux côtés de la Chambre, il n'en reste pas moins vrai que ces souhaits sont sincères.

J'offre également mes vœux à la députation ministérielle. Je n'irai pas jusqu'à souhaiter la réalisation de tous leurs désirs, car il ne faut pas souhaiter l'impossible.

Je ne voudrais pas oublier les journalistes qui ont eu un travail formidable, et je les inclus dans nos vœux.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le 8 janvier, à 10 h 30, le comité des bills publics de l'Assemblée législative reprendra son étude du projet de loi de la Compagnie d'Immeubles Atlas pour l'aménagement d'une cimenterie à Beauport-Est, Villeneuve.

Ce même jour, l'Assemblée législative sera appelée à discuter le projet de loi concernant les pensions alimentaires.

Il reste encore quatre, cinq ou six projets de loi à inscrire à l'ordre du jour de la Chambre.

Le discours sur le budget sera prononcé le mercredi 9 janvier 1952, à 3 heures de l'après-midi. On sait que le ministre des Finances a l'habitude, en de telles occasions, de ne parler qu'un quart d'heure ou 20 minutes.

Le chef de l'opposition pourra donc lui répondre tout de suite. Il a les *Comptes publics* et devrait être capable de lui répondre immédiatement. Si nécessaire, nous lui fournirons le matin le texte du discours.

#### **M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

Ce ne serait pas flatteur pour le ministre des Finances que de répondre immédiatement à un discours qui doit normalement contenir beaucoup de chiffres et de tableaux.

Si je veux étudier ses chiffres, il me faudra au moins attendre au lendemain pour lui répondre. La réponse du chef de l'opposition au discours sur le budget n'a lieu généralement que 24 heures plus tard. C'est pourquoi je crois plus convenable de remettre mon discours au lendemain. Il faudrait autrement que je prononce mon discours sans tenir compte des statistiques.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition voit ça à travers des lunettes fumées, rougies. Ce que je propose, c'est pour lui faciliter la tâche. Il pourra fournir une excuse plausible à ses amis qui se plaindront du peu d'effet de son discours ou qui critiqueront son discours.

(En riant) Il pourra dire: "Je n'ai pas eu le temps de le préparer!"

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 5 h 15.

---

## NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 21 décembre 1951, à la page 3, les galeries sont à peu près vides.

2. Étant donné que l'article fait référence à plusieurs autres lois, la note explicative présente dans le projet de loi est plus explicite que l'article lui-même. Voici la note: "En vertu de cette disposition, les corporations municipales régies par le Code municipal pourront réglementer ou prohiber les salles de danse publiques dans leur municipalité, et lorsqu'un règlement sera adopté sous l'empire de cette nouvelle disposition, aucun permis ou licence ne pourra être accordé, en vertu de quelque loi que ce soit, pour tenir une salle de danse publique dans la municipalité à l'encontre des dispositions d'un tel règlement."

3. M. Morisset (1898-1970) a été l'un des premiers historiens de l'architecture du Québec.

4. Joseph-Adélard Godbout (1892-1956), agronome et député libéral de L'Islet de 1929 à 1936. Ministre de l'Agriculture dans le cabinet Taschereau de 1930 à 1936. Premier ministre libéral du Québec en 1936 et de 1939 à 1944, puis chef de l'opposition de 1944 à 1948. Nommé conseiller législatif de la division de Montarville en 1949.

5. Selon le *Montreal Star* du 21 décembre 1951, à la page 6, M. Martineau est un conseiller législatif.

6. M. Laforce est commissaire pour la Commission du service civil. Il travaille sur le comité de classification.

## Première séance du mardi 8 janvier 1952

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Vœux de bonne année

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je souhaite aux députés de l'Union nationale la réalisation de tous leurs désirs et l'accomplissement du bien de la province qui s'identifie au succès de l'Union nationale. Aux députés de l'opposition, je souhaite beaucoup de bonheur à leur domicile.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Pour ma part, je souhaite, pour le bien de la province, l'arrivée au pouvoir du Parti libéral.

## Motions de condoléances:

Décès de  
l'honorable E. Ouellet<sup>1</sup>

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'offre officiellement mes condoléances à la famille du regretté disparu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement était représenté aux funérailles et j'adresse moi-même l'expression officielle des condoléances des ministres aux membres de la famille de M. Ouellet. Je leur ai envoyé un télégramme de sympathies. Le Conseil législatif était représenté par l'honorable Gérald Martineau pendant que l'honorable J.-D. Bégin, ministre de la Colonisation, représentait le gouvernement.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait un grand éloge de M. Ouellet. Il rappelle les talents oratoires remarquables du grand tribun disparu ainsi que la distinction, la culture, la sincérité et les luttes politiques mémorables qu'il a livrées, à une époque particulièrement mouvementée de notre histoire politique.

**M. Chaloult (Québec):** J'offre mes condoléances à la famille de M. Ouellet. J'ai fait des luttes avec lui et j'ai connu son grand cœur et son patriotisme.

Retour d'Henri Groulx  
en Chambre

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je souhaite la bienvenue au député de Montréal-Outremont (M. Groulx) qui a été malade durant toute la première partie de la session.

(Applaudissements)

Nous avons craint que l'état de santé du député de Montréal-Outremont (M. Groulx) fût aussi mal en point que l'état du Parti libéral. Je constate avec joie que sa santé s'améliore et que celle de son parti s'aggrave.

**M. Groulx (Montréal-Outremont):** Je remercie le premier ministre de ses souhaits et de ses paroles de bienvenue, et je peux rassurer le chef de l'Union nationale sur l'état de santé du Parti libéral.

## Incendie à Sept-Îles

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande de donner des détails aux députés sur les pertes subies et sur les secours que le gouvernement veut apporter aux sinistrés, suite à l'incendie d'hier à Sept-Îles. Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saguenay (M. Ouellet) s'est empressé de communiquer avec cette municipalité, afin d'obtenir les renseignements nécessaires pour que l'on puisse prendre une décision. Les renseignements obtenus révèlent que ce sont surtout les biens de la compagnie qui ont été incendiés. C'est une compagnie qui est sûrement capable de faire face à ses obligations. Nous devons remercier la Providence qu'il n'y ait pas eu de perte de vie. Quoi qu'il en soit, nous nous occupons d'obtenir les renseignements voulus et nous ferons tout notre possible pour ne laisser personne dans la misère.

Comme d'habitude, le gouvernement fera tout en son pouvoir pour remédier à la situation et soulager les peines de la ville de Sept-Îles. Cet endroit s'est considérablement développé depuis quelques mois. On n'y a pas encore l'aqueduc que la compagnie doit construire, mais cet aqueduc sera construit sous peu. Je suis certain de refléter l'opinion de cette Chambre en offrant mes sympathies à ceux qui ont été éprouvés par ce malheur.

### **Acquisition d'immeubles par Jacques Cousineau *et al.***

**M. Barrière (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Guévremont), que toutes les dispositions du Règlement qui ont trait à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés soient suspendues, sauf en ce qui concerne les droits ordinaires et additionnels, et qu'il lui soit, en conséquence, permis de présenter la pétition de Jacques Cousineau *et al.*; et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

### **Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Jacques Cousineau *et al.*, concernant l'acquisition d'immeubles.

**M. Barrière (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Guévremont), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 194 confirmant le titre de propriété de certains immeubles acquis par Jacques Cousineau, Simon Cousineau et Gérard Cousineau.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

### **Succession de Léo Allaire**

**M. Gagné (Richelieu)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que toutes les dispositions du Règlement qui ont trait à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés soient suspendues, sauf en ce qui concerne les droits ordinaires et additionnels, et qu'il lui soit, en conséquence, permis de présenter la pétition de Rosaire Millette; et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

### **Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Rosaire Millette, concernant la succession de Léo Allaire.

**M. Gagné (Richelieu)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 193 relatif à la succession de Léo Allaire.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** avertit les députés qu'il n'y aura plus d'exception à la règle de présentation des bills privés à cette session. Ce matin, pour des raisons particulières, dit-il, j'ai permis que l'on présente deux projets de loi de cette nature, mais à l'avenir cette permission ne sera plus accordée.

### **Projets de loi:**

#### **Commission de transport de Montréal**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 concernant la Commission de transport de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi électorale**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Amendes aux municipalités**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 concédant certaines amendes aux municipalités.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Petite industrie**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit

permis de présenter le bill 50 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Cour supérieure**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 concernant la juridiction de la Cour supérieure.

La même loi donne juridiction à la Cour supérieure de Trois-Rivières, dit-il, concurremment avec la Cour supérieure de Québec sur les affaires judiciaires dans le district de La Tuque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Salaires des fonctionnaires**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 pourvoyant au paiement des traitements et salaires des fonctionnaires de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Charges publiques**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 54 concernant l'usurpation des charges publiques.

C'est pour couvrir le cas d'un communiste qui s'est fait élire membre du conseil de Montréal, qui a été disqualifié pour offenses criminelles et qui continue de siéger parce qu'il a porté l'affaire en appel<sup>2</sup>.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

### **Ville de Cowansville**

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 226 concernant la ville de Cowansville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi électorale**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, que la Chambre,

à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

### **Amendes aux municipalités**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 48 concédant certaines amendes aux municipalités.

Adopté.

### **Petite industrie**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie.

Adopté.

### **Salaires des fonctionnaires**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 53 pourvoyant au paiement des traitements et salaires des fonctionnaires de la province.

Adopté.

### **Jugements en matière alimentaire**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 relatif à l'exécution de certains jugements en matière alimentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Je suis convaincu que c'est une amélioration énorme pour les bénéficiaires d'une pension alimentaire et que nous leur rendons service. Ceci nous donne aussi des moyens que nous n'avions pas avant. Ce que nous voulons, c'est atteindre ces maris sans cœur qui tentent de ne pas respecter leurs obligations envers leur épouse et leurs enfants en

déménageant dans une autre province et en se plaçant ainsi hors d'atteinte de la loi actuelle.

**Des députés de l'opposition<sup>3</sup>:** L'opposition approuve le principe de ce bill. De telles mesures de réciprocité, si l'on peut dire, existent déjà depuis plusieurs années dans d'autres provinces.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Le projet de loi s'inspire évidemment de la mesure législative recommandée, en 1946, par la Conference of Commissioners on Uniformity of Legislation in Canada, sous le titre de "Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders".

La recommandation tirait sa source d'une loi du Parlement d'Angleterre, intitulée "Maintenance Orders Act (1920)". Le 11 avril 1946, la Colombie-Britannique a adopté une loi calquée sur la loi anglaise et appelée de la même façon, au millésime près.

Il a été donné suite à la recommandation de la Conference of Commissioners on Uniformity of Legislation in Canada par le Manitoba et la Saskatchewan, en 1946; l'Alberta, en 1947; l'Ontario, en 1948; et la Nouvelle-Écosse, en 1949.

**Des députés de l'opposition:** La nouvelle loi devrait tenir compte des lois existant déjà ailleurs, ceci afin de faciliter et de hâter l'exécution des jugements.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi veut tenir compte de celles des autres provinces, mais elle veut aussi protéger les caractéristiques essentielles et inaliénables de notre province, particulièrement en matière de divorce, lequel n'est pas reconnu chez nous et ne correspond pas à notre mentalité.

Nous tenons à répéter que nous sommes opposés à l'uniformité des lois au Canada. Nous avons un Code civil dont nous sommes fiers et que nous ne voudrions jamais remplacer par la "common law" anglaise, malgré tout le respect que nous avons pour ce système juridique.

Par la loi actuelle, il s'agit de coopérer avec les autres provinces. Je ne prévois aucune difficulté à obtenir cette coopération des autres provinces. Nous limitons d'ailleurs la loi au Canada et aux provinces avec lesquelles nous nous serons entendus.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 8 janvier 1952

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité recommande de prolonger au 15 janvier courant, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, les promoteurs payant les amendes prévues par le Règlement.

Le rapport est adopté.

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 15 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, les promoteurs payant les amendes prévues par le Règlement.

Le rapport est adopté.

#### Projets de loi:

##### Jugements en matière alimentaire

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 44 relatif à l'exécution de certains jugements en matière alimentaire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Le premier ministre a-t-il pressenti les autres provinces avant de présenter cette loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes autonomes. Nous ne demandons pas la permission aux autres pour adopter nos lois. Mais nous savons que, grâce à nos relations cordiales avec nos voisins, nous obtiendrons dans la justice la coopération que nous souhaitons. C'est principalement une entente entre le Québec, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** La base de la coopération est-elle assez grande?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous voulons empêcher les débiteurs sans cœur de se soustraire à leurs obligations en changeant de province. Le procureur général transmettra au protonotaire de la Cour supérieure une copie certifiée du jugement, qui sera alors déposée dans les archives du greffe et aura l'effet d'un jugement rendu dans notre province.

Nous acceptons, pour exécution dans la province de Québec, les jugements pour pension alimentaire rendus dans d'autres provinces, sauf si ces jugements viennent en conflit avec quelque disposition d'ordre public de notre législation, notamment celles qui ont trait au mariage. Par exemple, nous ne reconnaitrons pas une pension basée sur un divorce. L'inconciliabilité du jugement avec les lois ou règles d'ordre public de la province pourra être plaidée par le défendeur, par voie d'opposition à l'exécution.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Il eût peut-être mieux valu ne pas permettre l'opposition à l'exécution dans les cas des jugements qui ne comportent que le paiement d'une pension alimentaire, sans affecter autrement les relations entre époux. Nous craignons que les débiteurs malhonnêtes n'invoquent l'inconciliabilité du jugement avec les lois de la province que dans le but d'en retarder l'exécution.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'exception en question était nécessaire pour protéger nos institutions matrimoniales et elle ne risque aucunement de rendre la loi inopérante, puisque la saisie pourra être effectuée quand même.

Je suis convaincu qu'il sera possible de conclure des ententes avec les autres provinces pour que celles-ci puissent exécuter de la même façon les jugements rendus dans la province de Québec. Il ne s'agit aucunement d'uniformiser les lois et nous ne changerions jamais notre Code civil pour la "Common law". Nous sommes opposés à l'uniformité des lois au Canada.

Jamais nous ne tendrons à cela tant que l'Union nationale sera au pouvoir. Nous sommes en faveur d'une coopération légitime et je dois dire que nos relations avec les autres provinces ont toujours été justes et cordiales. Je ne prévois aucune difficulté à obtenir cette coopération. Nous limitons d'ailleurs la loi au Canada et aux provinces avec lesquelles nous nous serons entendus<sup>4</sup>.

**Des députés de l'opposition<sup>5</sup>** discutent de certaines modalités de la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une nouvelle législation. Nous nous engageons dans un champ d'action nouveau et c'est une législation inusitée. Elle est humanitaire et, en l'adoptant, la province entre dans un nouveau champ d'action où les pièges doivent être évités. Aussi voulons-nous procéder avec précaution. Il y avait des écueils à éviter. Nous avons fait de notre mieux et nous serons tout disposés à apporter à cette loi les amendements que nous jugerons nécessaires.

Les articles 1 à 12 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 44 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession  
de Léo Allaire**

**M. Gagné (Richelieu)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 relatif à la succession de feu Léo Allaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Acquisition d'immeubles par  
Jacques Cousineau *et al.***

**M. Barrière (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 confirmant le titre de propriété de certains immeubles acquis par Jacques Cousineau, Simon Cousineau et Gérard Cousineau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Hôpital Sainte-Justine**

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, du consentement unanime, que, le bill 161 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine ayant pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Subsides:**

**Budget des dépenses  
1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Dupré (Verchères):** J'exprime, à tous, mes vœux de bonne et heureuse année. Au premier ministre, je souhaite de se pénétrer d'un esprit de chrétienté pour se résigner aux épreuves qui l'attendent...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je suis bien résigné à écouter le député.

**M. Dupré (Verchères):** Au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), je souhaite sa nomination au Conseil législatif...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
(Riant) Le député pourrait peut-être se mêler de ses affaires et s'en tenir au budget.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je vois que le ministre de l'Agriculture n'a pas beaucoup de chances d'accéder au Conseil législatif, d'après ce que vient de dire le premier ministre.

**M. Dupré (Verchères):** Il y a trois ministres de l'Agriculture. Ce serait certainement le ministère qui souffrirait le moins d'une nomination au Conseil législatif. Ce serait en tout cas une récompense bien méritée à son endroit. Et puis, un nouveau ministre de l'Agriculture, qui serait plein d'enthousiasme, pourrait peut-être apporter quelques améliorations en général et notamment augmenter les crédits consacrés à la classe agricole.

Je demande au ministre de l'Agriculture si les \$70,000 d'augmentation prévus au budget 1952-1953 sont destinés à payer de nouveaux salaires ou seulement à assurer des augmentations de salaire aux employés du service civil intérieur. Reste-t-il un montant du budget voté l'an dernier?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il est difficile d'estimer exactement le montant qu'il restera, mais je peux l'évaluer approximativement à \$10,000.

**M. Dupré (Verchères):** Quelle est l'augmentation moyenne?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il est injuste de parler d'augmentation moyenne, parce que tous ne méritent pas la même augmentation.

**M. Dupré (Verchères):** J'admets que dans l'Agriculture, si on considère le nombre d'employés, l'augmentation moyenne a été raisonnable. Mais je suis d'avis que les \$70,000 ou \$80,000 prévus pour le prochain budget ne pourront pas donner à tous l'augmentation susceptible de répondre aux besoins de ce ministère. D'ailleurs, le premier ministre a déjà dit que l'on ne pouvait trop augmenter le salaire des employés civils sans nuire à la construction d'hôpitaux, d'écoles...



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit que l'on ne devait pas se borner à un seul aspect de cette question. La province a besoin d'hôpitaux, d'écoles, de routes, etc., mais les employés du gouvernement ont eux aussi droit à un bon salaire. On ne peut sacrifier ni la santé ni l'éducation aux employés civils, ni non plus les employés civils à l'éducation ou la santé. Il faut un équilibre pour la bonne administration de la province et c'est ce à quoi nous tendons.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Depuis 1945, l'effectif du personnel du service civil intérieur de mon ministère est passé de 345 à 374.

**M. Dupré (Verchères):** Comme l'a dit le premier ministre au sujet des fonctionnaires, n'y a-t-il pas des employés que l'on garde à ne rien faire, par pure charité? S'il y en a, pourquoi, au lieu d'employer de nouveaux fonctionnaires, on ne s'occuperait pas de ceux qui sont déjà au service de la province sans lui être entièrement utiles?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** La compétence d'un homme n'est pas toujours en fonction de ses besoins. Il est nécessaire d'employer un personnel compétent. Il existe déjà un système de promotion. À l'Agriculture, comme ailleurs, nous avons un système de promotion, ce qui ne veut pas dire que nous ne sommes pas obligés d'augmenter parfois le personnel pour répondre aux besoins.

**M. Dupré (Verchères):** Je reproche au gouvernement de payer des salaires de famine.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** L'on crie sur tous les toits que nous payons des salaires de famine, au ministère de l'Agriculture et dans les autres ministères, ce qui est plus que faux. Les demandes d'emploi qui nous parviennent sont toujours plus nombreuses. Si nous payons nos employés aussi mal qu'on le dit, croit-on qu'il y aurait autant de demandes pour entrer dans le service civil? Beaucoup de gens ont un ardent désir de venir partager ces salaires de famine et il faut procéder en douceur pour éliminer ceux qui insistent trop fortement.

Au ministère de l'Agriculture, pour un, nous payons bien et nous récompensons les employés qui travaillent. Ceux qui se traînent les pieds, par ailleurs, ne reçoivent pas grand encouragement, je l'avoue.

**M. Dupré (Verchères):** C'est vrai. Ceux qui n'ont pas de salaire de famine sont les nouveaux

employés, les amis du gouvernement. J'ai ici une lettre qui prouve mon avancé, envoyée par un fonctionnaire durant le congé des fêtes. Je vais la lire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député produise la lettre; il le doit en vertu des règlements de la Chambre.

**M. Dupré (Verchères):** Je ne la lirai pas, mais je la résumerai<sup>6</sup>. Je veux tout simplement dire où sont rendus les employés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils doivent être rendus bien loin, puisqu'ils en sont réduits à écrire au député de Verchères pour exprimer leurs doléances.

**M. Dupré (Verchères):** Je maintiens ce que j'ai dit: les nouveaux employés sont mieux payés que les anciens. Je reproche au gouvernement de nommer de nouveaux employés sans expérience, qui passent par-dessus la tête des autres et sont payés plus cher que les autres. Cela encourage une foule de gens à entrer dans le fonctionnarisme. S'il y avait une échelle des salaires, ce serait plus juste. On engage des amis politiques à \$3,000 ou \$4,000 par année. On devrait régulariser cette situation.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je m'élève contre ces paroles du député de Verchères. J'aimerais à le faire préciser. Je viens justement de compiler des statistiques qui prouvent tout justement le contraire. Nous avons une échelle; nous avons un traitement pour les commis juniors et un pour les seniors. Et nous montons non seulement les salaires, mais aussi les échelles. Le député parle de patronage politique. Sur 1,176 employés du ministère, service civil intérieur et extérieur, 772 étaient en fonction, en 1944, lorsque nous avons pris le pouvoir. C'étaient tous des amis du gouvernement qui nous a précédés, puisque tout le monde sait qu'en 1939, lorsqu'il prit le pouvoir, il opéra une véritable razzia en mettant dehors tous ceux qui n'étaient pas de son opinion politique et qui avaient été nommés sous l'Union nationale.

Or, nous, nous avons gardé ces adversaires politiques; nous les avons gardés et augmentés. Ces 772 employés gagnaient, en 1944, \$1,462,840.74; les mêmes, en 1951, gagnaient \$1,902,433.92. Leur salaire moyen est passé de \$1,814.97 à \$2,465, soit une augmentation de 30 % donnée à des employés dont la plupart étaient des adversaires politiques, ce qui ne veut pas dire qu'ils le sont demeurés; ce sont des gens intelligents.

Quatre cent quatre employés sont entrés depuis janvier 1945. Leur salaire moyen est aujourd'hui de \$1,852.36. Ce sont pourtant de nos amis. Comparez avec le salaire moyen de ceux qui furent nos adversaires: \$2,464.29. Nous ne faisons pas de petite politique. Cela démontre clairement que nous ne faisons pas de patronage politique. Nous encourageons les employés compétents, ce qui explique pourquoi l'administration donne de bons résultats.

**M. Dupré (Verchères):** Dans les calculs, les traitements des ministres et des sous-ministres sont-ils entrés?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Des ministres, certainement pas! D'ailleurs, personne ne peut dire que j'ai demandé quelque chose pour moi dans le passé.

**M. Dupré (Verchères):** Le ministre de l'Agriculture se fait une gloire d'une augmentation de 30 % en cinq ans. Songe-t-il à la proportion de l'augmentation des revenus du gouvernement? Ces revenus étaient de \$105,000,000, en 1944-1945; ils ont atteint \$238,000,000, en 1951, une augmentation de 150 %. Le ministre songe-t-il aussi que le coût de la vie a augmenté de 150 %?

D'ailleurs, ce sont les augmentations de traitement des chefs de service et de division qui ont élevé le pourcentage et non les augmentations des petits traitements, \$1,200 et autres. Et le ministre se glorifie d'avoir augmenté les salaires! Et, par-dessus le marché, on fait entrer en ligne de compte les gros salaires. C'est une honte pour un gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis ici depuis 25 ans et jamais les employés de la province n'ont été aussi injustement traités, de façon aussi inhumaine et aussi injuste, que sous les gouvernements libéraux. Un ancien premier ministre libéral, par exemple, a fait voter un ordre en conseil, un jour, qui interdisait à un employé de demander une augmentation, et cela, sous peine d'être mis à la porte.  
(Applaudissements à droite)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Où en est le classement des emplois?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le classement des emplois est un travail permanent et qui change continuellement. Il est impossible d'en arriver à un classement définitif.

Mais déjà on a procédé au classement de centaines d'emplois, agronomes, commis, professeurs, etc.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** fait la comparaison entre les crédits votés en 1945 et en 1950-1951 pour les services intérieur et extérieur du ministère de l'Agriculture. Les salaires étaient un peu moins de \$1,800,000, en 1945, et seulement \$2,171,000, en 1950-1951, précise-t-il. En six ans, l'augmentation des crédits annuels a donc été au maximum de \$371,000. (Pas de \$100,000, pour le service intérieur.)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Dupré (Verchères):** Combien y avait-il d'employés dans ces services, en 1951?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il y avait, en 1951, dans ces services, 631 employés.

**M. Dupré (Verchères):** Je crois que les employés sont encore plus mal payés dans le service extérieur.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Plusieurs demandent des augmentations, mais ne songent pas à s'en aller. De plus, un grand nombre sont désireux d'entrer au département au prétendu salaire de famine que nous payons.

**M. Dupré (Verchères):** Si les traitements et salaires des employés et ouvriers du ministère de l'Agriculture avaient augmenté proportionnellement aux revenus dudit ministère au cours des six dernières années, l'augmentation aurait dû être de \$317,000 supérieure à ce qu'elle a été, pour le personnel du service extérieur. Car il a plus de dépenses.

Il (M. Dupré) demande des explications à propos de quelques traitements. L'un d'eux est passé de \$1,882, en 1948, à \$2,200 cette année.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Si l'employé concerné n'était pas compétent, il n'a que \$100 par mois comme un messenger.

**M. Dupré (Verchères):** Les traitements et salaires de base sont trop bas. Je sais que le ministre est un honnête homme. Il admettra qu'avec le coût annuel du coût de la vie un salaire de \$1,200 par an, ça n'est pas suffisant et c'est ridicule. Comment peut faire pour vivre un homme marié?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Parlons honnêtement. Pour rester honnête, je ne puis vraiment pas donner plus de \$1,200 par an à des employés qui ne méritent pas plus.

**M. Dupré (Verchères):** Si un employé n'est pas compétent, c'est qu'il n'est pas à sa place dans l'administration. Alors, qu'on le renvoie! Ce sera lui rendre service.

Il existe d'autres emplois; il y a des places de journaliers. Verser une rente de \$1,200 à quelqu'un est, je crois, de la mauvaise administration.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** M. le député de Verchères est assez intelligent pour comprendre que donner \$1,200 à un homme qui mérite \$1,200 ne cause de tort à personne et que c'est aussi bien que cet homme gagne ses \$1,200 chez nous qu'il ne gagne rien ailleurs.

**M. Dupré (Verchères)** pose une question au ministre.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le plafond de \$3,000 a été défoncé. Le gouvernement va continuer d'augmenter le salaire des agronomes de comté et porter probablement le maximum à \$3,500. Le salaire de l'assistant-agronome a été porté de \$2,200 à \$2,600.

Dans certains cas, des agronomes sont très satisfaits de servir comme assistants ou secrétaires. Les salaires des professeurs des écoles d'agriculture seront également haussés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est comme dans le Parti libéral. Celui qui est en dehors et a le titre est payé plus cher et ne vaut pas celui qui est en dedans.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** amène la discussion sur la subvention que verse le gouvernement fédéral pour payer une partie des dépenses relatives à la main-d'œuvre agricole.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Sans vouloir critiquer, la politique d'immigration du

fédéral rend nécessaire cette coopération. Les immigrants, en grande partie, viennent au Canada comme aides-fermiers. Il faut un moyen de les diriger vers les fermes et c'est pour cela que les deux gouvernements coopèrent.

**M. Dupré (Verchères):** Quels sont les salaires payés aux agronomes spécialisés en culture de betterave à sucre?

**L'honorable M. Barré (Rouville)** cite le cas d'un d'entre eux qui gagne \$2,500 par année.

**M. Dupré (Verchères)** Je ne crois pas que ce soit suffisant. Combien reste-t-il de ces spécialistes, à la betteraverie de Saint-Hilaire?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Leur nombre a été réduit.

**M. Dupré (Verchères):** Sur les 12 qui étaient là, il n'en reste plus que deux. Les autres ont trouvé des positions plus rémunératrices. Les agronomes sont payés trop peu pour leurs talents.

La résolution est adoptée<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Dupré (Verchères):** Le ministre de l'Agriculture commet une erreur en réduisant les dépenses de voyage des agronomes en hiver, parce que c'est le temps où les cultivateurs peuvent plus facilement assister aux conférences pour leur donner des conseils et des cours. Diminuer les dépenses des agronomes en hiver, c'est de l'économie mal placée.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Les dépenses de voyage sont plus profitables en été. Il n'est pas économique de se servir d'automobiles en hiver. Nous continuons de leur rembourser leurs frais pour tous les déplacements essentiels.

**M. Dupré (Verchères):** Je ne suis pas de cet avis parce que le cultivateur est pris par les travaux des champs.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Ces hommes ont été augmentés régulièrement de salaire depuis

quelques années et mes principaux conseillers, qui doivent connaître leur affaire, affirment que les agronomes ont moins besoin de dépenses de voyage en hiver.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Garage du département (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Dupré (Verchères):** Si le gouvernement demandait des soumissions pour l'achat du matériel, particulièrement des pneus, il réaliserait des économies de 20 % à 25 %. Avec des voitures moins vieilles, comme celles dont dispose à présent le ministère de l'Agriculture, les dépenses devraient diminuer au lieu d'augmenter.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il faut remplacer plus souvent les automobiles. Pour ce qui est des soumissions, sur lesquelles insiste encore le député de Verchères, je n'aime pas les "rabais de juif" avec les soumissions; j'aime mieux payer le prix de liste à une maison de confiance.

**M. Dupré (Verchères):** On pourrait obtenir le même article, la même qualité, à meilleur marché, avec des soumissions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Verchères a pris un moyen détourné pour critiquer Ottawa qui demande des soumissions pour de tels articles. Le gouvernement fédéral demande des soumissions, mais il accorde ensuite sans soumissions des extra qui doublent et triplent le montant du premier contrat. J'invite le député de Verchères à lire le rapport de l'auditeur, M. Sellar, pour se renseigner sur la valeur des soumissions. Le gouvernement fédéral a payé \$613,009 pour une résidence destinée au premier ministre du Canada. De ce montant, les appels d'offres ont seulement été demandés au sujet d'une dépense de \$13,000.

**M. Dupré (Verchères):** Ottawa demande des soumissions pour les achats de pneus, de camions, de frigidaires, etc., et il en résulte des économies. Le

gouvernement a dépensé des millions en ne demandant pas de soumissions publiques. Le premier ministre devrait lire le rapport de l'auditeur de la province.

Les remarques de l'auditeur<sup>8</sup> sur les *Comptes publics* ne visaient pas à demander au gouvernement d'acheter des fabricants; l'auditeur a mentionné que le gouvernement de la province payait, dans ses achats, le plus haut prix du marché.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est le devoir du gouvernement d'encourager les marchands de la province qui paient des taxes au Trésor provincial. Je ne veux pas encourager les trusts, mais des marchands de toutes les parties de la province.

Je préfère payer des prix raisonnables et ne pas risquer de se faire voler sur la qualité de la marchandise. Si l'on achetait du manufacturier, on achèterait toujours des mêmes et les petits marchands ne pourraient rien vendre.

**M. Dupré (Verchères):** Achetez des détaillants si vous voulez, mais demandez des soumissions et vous allez réaliser des économies considérables.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'auditeur ne dit pas que nous payons trop cher, il dit que nous payons le plus haut prix du marché. Ce ne serait pas raisonnable que le gouvernement fasse concurrence aux marchands.

**M. Dupré (Verchères):** Achetez des marchands de l'Union nationale s'il le faut, mais demandez des soumissions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est ce que nous faisons. Des libéraux, il n'y en a plus.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de terrains et constructions (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Dupré (Verchères):** Le ministère de l'Agriculture devrait augmenter ses dépenses aux fins de drainage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que l'on étudie l'item 6 et l'item 12 en même temps. L'article 12 a trait au drainage des terres.

L'étude de la résolution 6 est donc suspendue et l'on passe à la résolution 7.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
7. Qu'un crédit n'excédant pas un million neuf cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Dupré (Verchères):** Je demande des explications sur l'augmentation de \$140,000 à cet article.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le gouvernement de la province poursuit, avec celui d'Ottawa, une politique conjointe pour diverses subventions. Cette politique est très populaire auprès des cultivateurs, qui s'en prévalent de plus en plus. À cause de cela, les appropriations sont insuffisantes.

Puis le ministre de l'Agriculture s'étend longuement sur les primes payées dans le cas de l'extraction de la marne, une terre calcaire mêlée d'argile, dont on se sert pour amender le sol. Il est question, à ce sujet, des formules que les cultivateurs doivent signer aux camionneurs, pour la marne qui leur est livrée<sup>9</sup>.

(Rires dans les galeries)

J'espère que ma langue ne m'a pas fourché!

(Rires)

**M. Dupré (Verchères):** Peut-on mesurer la marne à la verge?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je ne sais pas combien pèse une verge de marne.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** Certains cultivateurs signent des formules qui ne sont pas exactes. Le ministre est-il au courant du cas d'un certain Romuald Rioux qui extrait de la marne à Sainte-Anne-des-Monts et qui prétendrait que le gouvernement paie le transport de cette marne? Ce monsieur distribue aux cultivateurs de la marne, sans rien demander en retour, disant que tout est payé par un octroi du gouvernement. On fait signer aux cultivateurs des reçus qui servent à l'obtention de l'octroi et, en certains milieux, on semble croire que les quantités livrées ne sont pas toujours conformes à celles qui sont indiquées dans les reçus. Le ministre est-il au courant de ces faits?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** J'avoue que je ne suis pas au courant. L'octroi se donne pour

l'extraction et non pas pour le transport de la marne. Nous exerçons un contrôle aussi rigoureux que possible. Mais nous devons tout de même nous fier à quelqu'un. Celui qui reçoit deux tonnes et qui signe un reçu pour 10 tonnes se fait complice d'une fraude. Si le député de Gaspé-Nord (M. Lévesque) a eu connaissance de choses comme celle-là, c'est à lui de nous les signaler. Nous poursuivrons alors tous ceux qui auront participé à la fraude. En attendant, nous nous fions aux cultivateurs. C'est à eux de signer des formules exactes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si M. Rioux est payé par le gouvernement pour donner de la marne aux cultivateurs, il n'y a pas de mal à ça. S'il y a des irrégularités, ce serait le devoir du député de Gaspé-Nord d'avertir immédiatement le ministre de l'Agriculture ou le procureur général, et non pas d'attendre pour faire une sortie à la Chambre, à ce sujet.

Voici un député qui prétend avoir constaté des irrégularités dans son comté et qui n'a pas dit un mot. On appelle cela un complice. La loi prévoit trois genres de complices: celui qui vole, celui qui aide à voler et celui qui ne dénonce pas le voleur. Comme le député n'a ni volé ni aidé à voler, il se trouve donc le troisième complice.

Il y a eu du mal dans la Gaspésie, autrefois, lorsqu'on inscrivait des bébés de quatre mois sur les listes de paye, lorsque ces listes étaient falsifiées par un entrepreneur bien connu.

(Rires)

Je reproche au député de ne pas parler souvent et de s'emporter lorsqu'il le fait.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** Le premier ministre m'accuse de ne pas parler assez souvent. Mais, quand je parle, je le fais avec cœur, avec générosité. Il (M. Lévesque) revient sur le cas de M. Rioux et sur le transport de la marne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'en prend alors à ce que des libéraux ont déjà fait en Gaspésie. Je ne vois pas de mal à ce que M. Rioux distribue de la marne aux cultivateurs et dise que c'est le gouvernement qui leur donne ça.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### **Reprise de la séance à 8 heures**

#### **Projets de loi:**

##### **Loi électorale**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 47 modifiant la loi électorale de Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que l'article 89 de la loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15) soit remplacé par le suivant:

"89. Le président d'élection peut nommer un secrétaire pour chaque commission de révision établie dans le district électoral où il exerce ses fonctions."

2. Que l'article 405 de la loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15) soit modifié en y ajoutant après le mot "annexe", dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots "ou y apporter toute disposition supplétive qu'il juge nécessaire".

3. Que la loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 405, le suivant:

"405a. Le ministre des Finances de la province est autorisé à payer, à même le fonds

consolidé du revenu et jusqu'à concurrence d'une somme de vingt-cinq mille dollars, les dépenses d'un caractère exceptionnel autorisées par le président général des élections au cours d'une période électorale.

"En outre, le président général des élections peut, dans le district électoral de Saguenay, lorsqu'il le juge nécessaire au cours d'une période électorale, augmenter les sommes fixées par le tarif adopté en vertu de l'article 404 et autoriser des dépenses qui n'y sont pas prévues. Ces augmentations et dépenses ne peuvent excéder en totalité dix mille dollars; elles sont payées à même le fonds consolidé du revenu."

La loi électorale est de beaucoup meilleure à celle que nous avons autrefois, mais elle est encore susceptible d'amélioration, et c'est ce à quoi tend le présent projet de loi. Désormais, le président d'élection pourra nommer un secrétaire pour chaque commission de révision établie dans le district électoral où il exerce ses fonctions.

La loi vise encore à mettre à la disposition du président général des élections, au cours d'une période électorale, une somme de \$25,000 pour faire face aux dépenses d'un caractère exceptionnel; pour le comté du Saguenay, qui a 600 milles de long, une somme de \$10,000 sera ajoutée, ce qui fera \$35,000 pour la province.

Et maintenant, si on veut savoir la date des prochaines élections, on n'a qu'à me le demander. On ne peut reprocher à l'opposition d'être nerveuse. Il s'est fait pas mal de commérages, de "guessing", ces derniers temps; je ne veux pas faire de reproche à personne évidemment. Mais je puis dire qu'il n'a jamais été question et qu'il n'est pas question que ces élections aient lieu le 25 juin prochain.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Cette nouvelle me fait plaisir et me donne une grande satisfaction, car la province pourra célébrer la Saint-Jean-Baptiste sans inquiétude.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La préparation des listes électorales exige un travail considérable de la part des énumérateurs. Il peut arriver que le tarif ordinaire soit insuffisant dans des cas particuliers, spécialement en Gaspésie et au Saguenay, à cause de la difficulté et du coût des moyens de communication. Il s'agit de prévoir des cas semblables.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne m'opposerai pas à une modification du tarif, ni même à ce qu'on fasse une différence entre les

comtés ruraux et les comtés urbains. Mais je m'oppose à ce que l'on donne au président des élections un mandat trop général lui permettant de faire n'importe quelle dépense. Qu'on modifie le tarif si l'on veut, mais qu'on procède au moyen d'échelles générales. Pourquoi parle-t-on de dépenses d'un caractère exceptionnel?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il est impossible de tout prévoir dans une province immense comme la nôtre. Il faut que le président des élections ait à sa disposition le personnel requis et, pour cela, il lui faut des sommes suffisantes lui permettant de payer des salaires convenables. Il ne faut pas oublier que les délais ne sont que de 46 jours et qu'il faut procéder. Nous voulons que toute la population ait l'opportunité de s'exprimer, nous voulons faciliter l'accès au "poll". En 1948, il y a eu certaines difficultés et c'est à la suggestion de M. Drouin, le président général des élections, que nous présentons ces amendements. Ce dernier exerce un pouvoir quasi-judiciaire et croit la chose nécessaire, d'après l'expérience de 1948.

M. Drouin est un homme d'expérience et de grande probité, et l'on admettra que les élections de 1948 ont été bien tenues. Évidemment, le résultat n'a pas fait plaisir au chef de l'opposition, comme il en sera lors du prochain appel au peuple. Nous voudrions bien faire plaisir au chef de l'opposition, mais, pour ça, il faudrait aller à l'encontre des vœux de l'immense majorité de la population. Trente-cinq mille dollars, ce n'est pas beaucoup. Après tout, ce n'est pas une autorisation si vaste, puisqu'il ne s'agit que d'un montant de \$25,000 pour toute la province et de \$10,000 pour le comté de Saguenay.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** À part les millions que ça va coûter.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Elle va coûter plus cher que ça. L'Union nationale parle par ses œuvres et elles ont coûté et valent quelques centaines de millions.

Les résolutions sont adoptées.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 47 sont agréées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. La formule 32 de la première annexe de ladite loi est modifiée, dans la partie intitulée *Consentement du candidat*, en y ajoutant après le mot "candidature", dans la quatrième ligne, les mots "dans le district électoral de... et, de plus, je déclare que je ne suis et ne serai, au cours de la présente élection, candidat dans aucun autre district électoral."<sup>10</sup>

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ça ne vise pas le chef absent, car il a peur de se présenter dans un seul, mais les candidats de l'Union nationale, ils sont si populaires qu'on les demande partout. Nous sommes en faveur du principe démocratique: "One man, one vote", et nous voulons que disparaisse des Statuts, ce souvenir archaïque des temps anciens.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

Cette disposition me donne entièrement satisfaction, car je croyais que le premier ministre se présenterait à Trois-Rivières et ailleurs, afin d'assurer son élection, et je vois qu'il y renonce.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je suis réclamé dans tous les comtés et je puis garantir au chef de l'opposition que, si j'y allais, la

province s'enrichirait de \$200 par comté. Celui de Trois-Rivières me suffit et j'invite le chef de l'opposition à venir et à constater par lui-même les dégâts de ses espérances.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**  
J'accepte cette invitation. J'irai sûrement à Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
On vous recevra bien. Et vous devriez emmener le chef de votre parti. De la sorte, mon adversaire n'aura pas grand votes.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne suis pas du tout inquiet du résultat des prochaines élections. Quant à cette disposition de la loi, je crois qu'elle est convenable et qu'une telle décision a déjà été prise ailleurs, notamment au fédéral en 1919.

Le comité étudie les articles 8 et 9.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 47 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Salaires des fonctionnaires**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 53 pourvoyant au paiement des traitements et salaires des fonctionnaires de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que l'article 64 de la loi du service civil (Statuts refondus, 1941, chapitre 11), édicté par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 9, soit modifié en y ajoutant après le mot "Législature", dans la quatrième ligne, les mots "et, au cas d'insuffisance, à même le fonds consolidé du revenu".

Ce projet de loi, dit-il, a pour but de permettre au gouvernement de continuer à améliorer le sort des employés civils de la province. Nous voulons les traiter avec justice, avec générosité et avec équité.

Par suite d'une promotion et de la connaissance de qualifications nouvelles de certains employés, des augmentations qui n'avaient pas été prévues lors du vote du budget et qui peuvent s'avérer nécessaires. Nous voulons que les employés qualifiés n'aient pas à souffrir d'une insuffisance dans le budget. Nous ne pouvons pas prévoir un an d'avance les changements qui peuvent survenir dans les cas où des hausses de salaires deviennent nécessaires.

Les employés civils sont importants autant que les routes. Pour construire des routes, nous avons le droit de puiser dans le fonds consolidé. Dans le cas des employés civils, nous n'avons pas le droit; il faut le prévoir d'avance au budget. Nous croyons que le fonds consolidé du revenu doit être utilisé tout aussi bien pour payer de bons salaires que pour faire de bons chemins.

Le même cas se présente pour le paiement des pensions aux anciens employés. Il faut être logique. Si nous pouvons puiser dans le fonds consolidé pour payer des pensions à d'anciens employés qui ne travaillent plus pour la province, à plus forte raison nous devons pouvoir le faire pour les employés actuels qui travaillent encore.

J'espère que l'opposition va se lever et approuver en bloc ce projet de loi.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** L'attitude de mon groupe au sujet des traitements des fonctionnaires ne peut faire aucun doute. L'opposition s'occupe de réclamer le paiement de salaires équitables aux employés de la province, non seulement à la veille des élections, mais à chaque session depuis 1949. Ce travail s'est poursuivi à toutes les sessions et pour tous les départements. Nous croyons que la province doit donner l'exemple. L'État doit être un



employeur modèle et les employés doivent être des employés modèles, donner tout leur dévouement et leur loyauté complète au gouvernement.

Mais, sur la façon de rémunérer les employés, il peut y avoir divergence d'opinion. Lorsqu'il s'agit de payer les employés civils, le budget de chaque département comporte toujours des marges qui permettent d'accorder des augmentations de salaire. Lorsque les crédits sont insuffisants, il y a aussi les budgets supplémentaires. À chaque session, la Chambre met des argents à la disposition du gouvernement pour couvrir les cas qui n'avaient pas été prévus. L'Assemblée n'a jamais refusé d'accorder les argents nécessaires pour augmenter le salaire des employés civils.

De 1925 à 1942, les traitements des employés permanents et des officiers publics étaient payés à même le fonds consolidé. En 1941, le gouvernement libéral a modifié la loi en décidant que les salaires seraient compris dans le budget annuel.

Pendant les 10 ans que cette loi a été en application, il n'y a pas un seul cas où des augmentations n'ont pas été accordées parce qu'il y aurait eu un manque de fonds. Il n'est pas nécessaire de donner un mandat en blanc qui permettrait au gouvernement de faire ce qu'il voudrait, sans être autorisé par la Chambre, et lui permettant de mettre un montant quelconque dans le budget et de le dépasser ensuite à sa guise.

On ne retourne pas à l'ancien système, mais on dit: S'il manque de l'argent, on puisera dans le fonds consolidé. Cela signifie qu'on peut mettre n'importe quel montant au budget et, s'il est dépassé, avoir recours au fonds consolidé.

Depuis 1944, on ne sait combien de lois ont été votées prévoyant que les argents pour les appliquer seront pris au fonds consolidé. Le premier ministre a cité le cas de la voirie. Mais le fait que cette loi ait été votée par un gouvernement libéral ne signifie pas que son application par le gouvernement actuel rende ce mode recommandable.

La conséquence, c'est que le budget a changé son caractère complètement; il perd sa signification. Dans chaque département, des dispositions permettent d'effectuer des dépenses sans contrôle. L'une des meilleures traditions parlementaires est que le Parlement exerce un contrôle sur les finances. La tradition veut que les montants nécessaires à l'administration soient prévus au budget et que, si ce budget n'est pas nécessaire, on présente un budget supplémentaire. C'est contre la meilleure tradition démocratique qui veut que les dépenses soient contrôlées par les représentants du peuple. C'est un mauvais principe et j'ai l'intention de m'y opposer.

Nous sommes d'avis que le gouvernement doit accorder de meilleurs traitements aux employés civils, mais nous nous opposons à la façon dont il veut s'y prendre pour atteindre ce but.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition a tenté de faire l'éloge de son parti qui, pendant 40 ans, a laissé les fonctionnaires de la province avec des salaires de famine. Pendant des années, le Parti libéral, qui réclame aujourd'hui pour les employés civils, ne les a payés qu'avec des promesses. L'opposition se vante d'avoir réclamé des augmentations de salaires, mais n'ose pas, et avec raison, se vanter d'en avoir donné. Ces gens-là, dit-il, ne donnent que des promesses, des augmentations verbales. Les employés civils ne vivent pas de paroles. Il leur faut de l'argent. L'Union nationale veut payer ces braves serveurs de la province, de façon à récompenser leurs loyaux services.

Je ne vois pas pourquoi on leur refuserait ce qu'on accorde aux grands financiers. Il n'y a pas que les grands financiers et les gros entrepreneurs qui doivent avoir la garantie du fonds consolidé du revenu. Les employés ont droit aussi à cette garantie. Nous voulons que les fonctionnaires puissent profiter de la garantie du fonds consolidé de la province, tout comme les financiers étrangers, lorsque la province contracte un emprunt, et comme les entrepreneurs qui construisent nos chemins. C'est cela que l'opposition ne veut pas? Quelle singulière mentalité!

Pourquoi chercher à limiter le champ d'action des employés civils? L'opposition a limité au vote budgétaire le paiement des salaires. C'est une restriction qu'elle a imposée aux employés civils en 1941. Et elle s'en vante! Nous voulons, nous, que les fonctionnaires aient les mêmes garanties que les financiers étrangers et les contracteurs de voirie. L'opposition réclame et, dès qu'on veut agir, elle refuse, se retranchant derrière des technicalités.

Il n'y a rien de plus démocratique que de demander une autorisation à la Chambre en présentant un bill comme celui-ci. Un budget supplémentaire ne peut être présenté que si la session est en cours. Nous demandons un mandat généreux. Que ceux qui n'ont pas de générosité, qui préfèrent jouer sur les mots, votent contre.

Les *Comptes publics* annuels fournissent aux représentants du peuple l'occasion de contrôler toutes les dépenses du gouvernement. Un budget supplémentaire n'est voté que pendant la session, tandis que les critiques ne manqueraient pas si des augmentations étaient payées en vertu d'un mandat spécial. Le moyen le plus simple, c'est de demander

démocratiquement à la Chambre d'accorder au gouvernement un mandat généreux de pourvoir aux situations imprévues.

Nous prenons le meilleur moyen pour donner satisfaction aux employés civils. Nous demandons un mandat généreux pour le gouvernement qui veut être généreux à l'endroit de ses employés. Les employés civils vont constater où sont leurs véritables amis. Leurs amis ne sont pas ceux qui promettent et qui font de l'obstruction quand le temps est venu d'agir.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Si cette loi est nécessaire pour rendre justice aux employés civils, elle vient à une heure bien tardive. Je trouve singulier que le gouvernement ait attendu à cette année pour adopter cette loi, si vraiment il ne pouvait accorder des augmentations autrement depuis 1945.

Les employés civils n'ont pas reçu depuis huit ans les augmentations auxquelles ils avaient droit. Le gouvernement amène cette loi à la veille des élections générales. Pourquoi n'avoir pas montré pour les employés, dans le passé, le même souci qu'on leur montre maintenant? Dans le passé, le gouvernement s'est toujours opposé à ces augmentations et il a invoqué toutes sortes de raisons pour justifier son opposition.

La vérité, c'est que le gouvernement a multiplié les prétextes pour se dispenser d'augmenter les salaires. Il a classifié et reclassifié interminablement. Rendu à la veille des élections, il veut faire croire qu'une loi comme celle-ci est nécessaire. Pas un employé de la province ne va croire ça. La loi ne discute pas et ne parle pas des augmentations de salaire. Elle ne crée qu'un mandat en blanc en faveur du gouvernement, que l'opposition ne peut pas accepter.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne pouvons remédier à la situation complètement du jour au lendemain. Tout ce que les libéraux ont fait, pendant 40 ans de régime sur 50, c'a été d'enlever aux fonctionnaires la garantie du fonds consolidé. Le gouvernement s'est trouvé en face d'une foule de problèmes et il les a étudiés les uns après les autres depuis son retour au pouvoir. Il a commencé à étudier celui des employés civils et il leur a accordé déjà au moins \$8,000,000 de plus par année. Mais ce n'est pas suffisant, et le gouvernement veut faire encore plus. C'est le but de la loi. Nous voulons par-dessus le marché leur donner l'assurance que le fonds consolidé du revenu servira à garantir leurs augmentations de salaires.

**M. Dupré (Verchères):** Depuis quatre ans, je réclame à chaque session des augmentations de salaires pour les employés civils. J'ai plaidé leur cause inutilement jusqu'ici, et voilà le gouvernement qui amène cette loi à la veille des élections. Ce n'est qu'un mirage.

Le rapport de la Commission du service civil est loin de soutenir la déclaration du premier ministre, à l'effet que le gouvernement a donné des augmentations qui dépassent \$8,000,000 par année. D'après le rapport, l'augmentation, en 1951, n'a été que de \$1,062,911. C'est en général une hausse de \$1,000,000 par année, puisqu'en cinq ans il y eut une augmentation globale de \$5,550,000, toujours d'après le rapport du service civil. Le premier ministre, lui, parlait de \$7,000,000 au début de la session et le voilà rendu à \$8,000,000. Le projet de loi n'est qu'un mirage.

Le premier ministre ne fera pas croire aux employés civils que l'opposition est contre les augmentations de salaire parce qu'elle combat ce mandat en blanc. Au contraire, l'opposition est prête à voter toutes les augmentations de salaires, à condition qu'elles soient dans les estimés budgétaires. Si l'on veut réellement augmenter les salaires, pourquoi ne pas augmenter le budget du service civil dans chaque département? C'est ce que nous n'avons jamais cessé de réclamer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des centaines d'employés qui ne tombent pas sous la juridiction de la Commission du service civil et qui ont reçu aussi des augmentations. Le gouvernement a donné au moins \$8,000,000 de plus par année aux employés et ce n'est qu'un commencement. Nous voulons leur donner droit à la garantie du Trésor provincial. L'opposition et son chef nous donnent véritablement, ce soir, une preuve de leur manque de sincérité envers les employés civils. Ce sont de grands parleurs, mais de petits faiseurs.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'ai additionné dans les *Comptes publics* les salaires payés aux employés des services intérieur et extérieur. En 1950-1951, le total des salaires fut de \$15,682,581.25. Ce total était de \$11,882,127.42, ce qui prouve qu'en six ans les augmentations n'ont pas dépassé \$3,793,000. Ce sont les chiffres officiels des *Comptes publics*.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition oublie que les *Comptes publics* ne mentionnent pas les salaires des employés

de la Commission des liqueurs, de la Commission du salaire minimum, des travaux publics, de la voirie, de la Commission des accidents du travail et de plusieurs autres organismes. Tous ces employés ont reçu, eux aussi, des augmentations de salaires. Quand je dis \$8,000,000, je dis bien en deçà de la vérité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** réclame le vote sur les résolutions du bill.

La résolution est adoptée.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cossette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Saucier, Sauvé, Talbot, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 62.

**Contre:** MM. Dupré, Earl, Groulx, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7<sup>11</sup>.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 53 est agréée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 pourvoyant au paiement des traitements et salaires des fonctionnaires de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Blanchard, Boudreau,

Bourque, Caron, Chartier, Cossette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Saucier, Sauvé, Talbot, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 62.

**Contre:** MM. Dupré, Earl, Groulx, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cossette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Saucier, Sauvé, Talbot, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 62.

**Contre:** MM. Dupré, Earl, Groulx, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Cour supérieure

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant la juridiction de la Cour supérieure soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est que nous sommes en faveur de la décentralisation. Cette mesure a pour but de décentraliser la justice des districts judiciaires de Montréal et de Québec. Cette centralisation est contraire aux intérêts

de la justice. Les districts ruraux ont droit à des juges comme ailleurs. Dans le passé, les districts judiciaires de Trois-Rivières et de Sherbrooke avaient leurs juges à eux. On modifia la situation; ce fut un malheur.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Pourquoi on fait une loi spéciale pour le district de Trois-Rivières? Mieux vaudrait une loi générale pour tous les districts ruraux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des districts qui ont 15 à 20 causes par année, d'autres qui en ont 200! Ce n'est pas la même chose. Comme huit députés, ce n'est pas la même chose que 82. Si les juges des autres districts judiciaires font des demandes analogues, nous les accorderons. Si les districts de Hull et de Sherbrooke veulent la même chose, ce pouvoir leur sera accordé. Dans le présent bill, il n'est question que du district de Trois-Rivières parce que ce district a été le seul à faire une demande dans le sens du bill.

On a tendance à centraliser et c'est un malheur. Nous avons reçu des plaintes de Joliette. On devrait s'en occuper davantage. En certains endroits, les termes sont trop courts. D'ailleurs, cette politique de décentralisation n'est pas nouvelle. C'est nous qui avons donné un juge à l'Abitibi. Il y avait bien une cour, mais il n'y avait pas de juge. Nous en avons nommé un.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Ce qui s'applique à Trois-Rivières devrait s'appliquer ailleurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'ai dit. Qu'ils le demandent et ils l'auront. Est-ce assez clair? Non? Alors, je renonce à faire comprendre le député de Verdun.

La motion est adoptée après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 51 sans l'amender.

#### Commission de transport de Montréal

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46

concernant la Commission de transport de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi tend à donner à la Commission le droit de vendre des immeubles dont la valeur ne dépasse pas \$20,000.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il est logique de donner une certaine liberté à la Commission.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 46 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas un million neuf cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Dupré (Verchères)** pose une question sur les primes pour encourager l'établissement des fils de cultivateurs.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Les primes montent à \$300 par fils de cultivateur, \$300 payables à raison de \$100 par an pendant trois ans.

**M. Dupré (Verchères):** L'opposition préconise l'octroi de primes plus considérables. Autrefois, \$100 permettaient d'acheter une vache; actuellement cela ne suffit même pas pour une génisse. Une vache coûtait autrefois \$75; certaines se vendent aujourd'hui de \$400 à \$500.

Une prime annuelle de \$100 est insuffisante pour attacher au sol le fils du cultivateur. Une prime de \$300 serait elle-même insuffisante. Il faudrait donner \$700, \$800, \$900 par an. Autrefois, les \$100 donnés par le gouvernement libéral, c'était quelque chose.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement libéral les donnait parce qu'il refusait le crédit agricole. Le gouvernement n'a pas augmenté les primes, il a donné le prêt agricole, l'électrification rurale, des chemins ruraux, des écoles rurales et aidé de toutes les façons le cultivateur.

Le ministère demande \$150,000 pour les versements de la première année, \$120,000 pour les deuxièmes versements, et \$109,000 pour les troisièmes versements. Les primes sont payées seulement aux fils de cultivateurs qui s'installent sur des terres proches de celles de leur père, non aux fils qui s'installent sur la terre de leur père.

**M. Dupré (Verchères):** Pourquoi le fils de cultivateur qui s'installe sur la terre de son père n'a pas droit à la subvention?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le fils qui garde la terre paternelle bénéficie d'avantages nombreux qui compensent pour l'incapacité à recevoir la subvention.

**M. Dupré (Verchères):** Les libéraux consacraient 8.92 % des revenus du gouvernement à l'agriculture, alors que l'Union nationale n'y consacre que 5.38 %, soit, pour l'exercice financier 1952-1953, seulement \$14,500,000 sur des revenus prévus de \$260,000,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Allez dire cela à la campagne.

**M. Dupré (Verchères):** Mes chiffres sont exacts.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Produisez-les au cours de la prochaine campagne électorale et vous ne serez pas plus de deux à revenir

en Chambre. Je reproche au député de Verchères (M. Dupré) de ne pas tenir compte des écoles, des routes, etc. payées par le gouvernement et qui aident les cultivateurs.

**M. Dupré (Verchères):** Si le gouvernement actuel appliquait le pourcentage établi par les libéraux pour 1944-1945, au lieu de \$1,940,000, le montant affecté aux subventions et primes atteindrait plus de \$4,000,000.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je remercie le député de Verchères de dire publiquement que je ne présente pas un budget exagéré. Ce budget devrait être adopté sans difficulté.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Avec commentaires.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** fait une sortie contre les villes "mangeuses d'hommes" qui doivent être alimentées par les campagnes. Je reproche au député de Verchères d'avoir fait des oublis, ajoute-t-il.

Et il (M. Barré) se lance dans l'éloge du crédit agricole, de l'électrification rurale, des services aux coopératives.

**M. Dupré (Verchères):** Je prétends qu'on rendrait de grands services à la classe agricole en aidant davantage les cercles de fermières.

Il (M. Dupré) continue à discuter.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que l'on adopte cette résolution et que l'on ajourne au lendemain.

**M. Dupré (Verchères)** s'y oppose<sup>12</sup>.

L'étude de la résolution est suspendue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande que l'on adopte un autre item.

**Les députés** se mettent finalement d'accord pour étudier la résolution qui suit.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de terrains et constructions (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

### NOTES

1. Il s'agit de Joseph-Charles-Ernest Ouellet (1882-1952). Il a été député libéral dans le comté de Dorchester à l'élection partielle du 15 décembre 1917. Il est réélu en 1919, 1923 et en 1927. Il démissionne en 1930 pour être nommé conseiller législatif. Il meurt à l'âge de 69 ans, le 4 janvier 1952.

2. Il s'agit de H. Binder. Selon *The Gazette* du 9 janvier 1952, à la page 12, M. Binder est un membre du Labor Progressive Party. Il a été élu au conseil de la ville de Montréal le 11 décembre 1951. Pour plus de détails, voir la séance du 6 décembre 1951.

3. *Le Soleil* du 8 janvier 1952, à la page 17, écrit que M. Marler et M. Ross ont dit ces paroles. Le journal ne départage pas les mots de l'un et de l'autre des députés de l'opposition.

4. *Le Devoir* du 9 janvier 1952, à la page 5, ne rend pas compte du même ordre des discours pour ces discussions sur les pensions alimentaires que *L'Action catholique* et *Le Soleil* du même jour, respectivement aux pages 3 et 8. Cependant, le fond de la discussion est le même.

5. *L'Action catholique* du 9 janvier 1952, à la page 3, écrit que M. Marler et M. Ross ont discuté. Le journal ne départage pas les mots de l'un et de l'autre des députés de l'opposition.

6. Selon le *Montréal-Matin* du 9 janvier 1952, à la page 7, le député s'est empressé de la glisser dans des documents et de n'en pas dire un mot.

7. Selon *L'Action catholique* du 9 janvier 1952, à la page 8, les débats sur les salaires du ministère de l'Agriculture ont duré plus d'une heure.

8. Selon le *Montréal Star* du 9 janvier 1952, à la page 14, l'auditeur de la province est J.-A. Dolbec.

9. Plusieurs journaux, tel *L'Événement-Journal* du 9 janvier 1952, à la page 9, rapportent que des fous rires ont été entendus dans les galeries pendant ce débat sur la marne. Selon le journal, l'assistance avait cru entendre un tout autre mot, de cinq lettres lui aussi, à consonance fort proche.

10. Selon le *Montréal-Matin* du 9 janvier 1952, à la page 3, c'est ce que fit (se présenter dans deux comtés) M. Camillien Houde, en 1931, en se présentant dans Sainte-Marie et dans Saint-Jacques, et feu l'honorable J.-É. Perrault, en 1923, dans Arthabaska et Abitibi. Dans un cas comme celui-là, il fallait, il va sans dire, que le député élu dans les deux comtés opte pour l'un ou l'autre après l'élection.

11. Selon le *Montréal-Matin* du 9 janvier 1952, à la page 3, pendant le vote, on a entendu crier à droite: "Honte! Honte!"

12. Selon *L'Action catholique* du 9 janvier 1952, à la page 13, le débat sur les subventions et primes a duré plus d'une heure.

## Première séance du mercredi 9 janvier 1952

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

Commission scolaire  
de Saint-Laurent

**M. Johnson (Bagot)** propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 179 concernant la commission scolaire de Saint-Laurent et ses commissaires soient maintenant acceptés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 160 de la Corporation des horlogers-bijoutiers de la province de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié:

*a.* en biffant le paragraphe 4°, à la page 3, qui commence par les mots "apprenti-horloger" et qui finit par les mots "du métier";

*b.* les paragraphes 5°, 6° et 7° deviennent respectivement paragraphes 4°, 5° et 6°.

2. L'article 7 est modifié en ajoutant dans la deuxième ligne, après le mot "Corporation", les mots "ou du Conseil".

3. L'article 8 est modifié en remplaçant, dans les 15° et 16° lignes, les mots "comité exécutif" par les mots "conseil d'administration, à l'assemblée générale de la Corporation".

4. L'article 9 est remplacé par ce qui suit:

"9. Le Conseil provincial d'administration se compose d'officiers et d'un certain nombre de membres de la Corporation, tel qu'il sera de temps à autre statué par les règlements du Conseil; les

fonctions et devoirs, qualités et qualifications de ces officiers et membres ainsi que la date et le mode de leur élection ou désignation, leur remplacement, au cas de vacances, au cas de mort ou autrement, seront fixés par les règlements du Conseil."

5. L'article 11 est modifié en ajoutant dans la deuxième ligne, après le mot "statuera", les mots "jusqu'à la première assemblée générale de la Corporation".

6. L'article 14 est modifié en remplaçant le paragraphe *d* par ce qui suit:

"*d.* la création de sections de maîtres-horlogers-bijoutiers, de compagnons-horlogers-bijoutiers, d'apprentis-horlogers-bijoutiers et de tous autres comités que le Conseil jugera nécessaires ou désirables. Les règlements détermineront la composition, les droits, pouvoirs et attributions de tels sections et comités;"

7. L'article 15 est remplacé par ce qui suit:

"15. Seules les personnes détenant un certificat en vigueur de la Corporation peuvent porter, afficher et se prévaloir de l'emblème que la Corporation pourra déterminer par règlement, sujet aux lois existantes. Il n'est défendu à personne de porter, afficher ou se prévaloir des titres "horloger-bijoutier", "horloger", "bijoutier", mais seules les personnes détenant un certificat en vigueur de maître-horloger-bijoutier émis par la Corporation peuvent prendre, porter ou employer ou se prévaloir en français ou en anglais du titre de maître accompagné de l'un ou des mots "horloger" ou "bijoutier", ou d'aucune abréviation ou signe d'iceux ainsi que les initiales "M.H.B." ou "M.W.J.".

## Projets de loi:

## Horlogers-bijoutiers

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 de la Corporation des horlogers-bijoutiers de la province de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charges publiques<sup>1</sup>

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54

concernant l'usurpation des charges publiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"L'article 990 du Code de procédure civile est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Il y a exécution provisoire de plein droit, nonobstant appel, du jugement de première instance, lorsque le motif de cette dépossession et de cette exclusion est, suivant la loi ou charte invoquée, la commission d'un acte criminel par le défendeur."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un bill très important, qui apporte des réformes salutaires, car il ne tend pas à régler seulement le problème posé par l'usurpation de charges municipales, mais par l'usurpation de toute charge publique. La loi se rapporte à tous ceux qui détiennent un mandat public. Ce n'est pas une loi d'espèce, mais une loi générale. La disposition ne s'adresse pas seulement aux conseillers municipaux, mais à tous les hommes qui exercent des fonctions officielles et dont les qualifications relatives à de telles fonctions sont contestées en raison d'un casier judiciaire antérieur. Elle consacre un salubre principe général: un criminel ne doit pas pouvoir remplir des fonctions publiques. C'est un principe incontestable. Il n'y a pas de place dans la fonction publique québécoise pour les criminels.

Le projet de loi vise aussi un cas particulier, celui de Binder<sup>2</sup>, de Montréal, un communiste, sous le coup d'une offense criminelle, qui siège au conseil de Montréal, en multipliant les procédures dilatoires pour garder le poste qu'il a usurpé. Cet individu a été trouvé coupable d'une offense criminelle. Malgré cela, il continue de remplir des charges publiques. La charte de la cité de Montréal stipule qu'un criminel ne peut être conseiller municipal, mais la législation provinciale actuelle fait qu'un criminel peut recourir à certaines procédures dilatoires et continuer à

remplir des fonctions publiques. Dans le cas en question, le criminel a été poursuivi en vertu d'un *quo warranto*, mais il a continué de siéger, de retirer son traitement et de faire sa propagande de communiste. La Cour supérieure a déclaré qu'il s'agissait d'un criminel. Il en a appelé du jugement.

Si le projet de loi que nous présentons avait été en vigueur, tout se serait passé autrement. Le jugement de la Cour supérieure aurait dû être exécuté au moins provisoirement. Dès que la Cour supérieure rend un jugement déclarant criminelle une personne, dit le bill, elle doit quitter ses fonctions publiques. Si la Cour d'appel déclare à son tour que la personne n'est pas criminelle, elle reprend ses fonctions. Multiplier les procédures dilatoires, dans un cas comme celui-là, c'est un défi à l'ordre public. Je suis particulièrement fier de ce projet de loi. La loi sera à l'honneur de la province de Québec.

Il peut y avoir discussion lorsqu'il est question de qualification foncière, mais les criminels ne peuvent être éligibles aux charges publiques.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je comprends que le projet de loi n'est pas dirigé uniquement contre le conseiller municipal que le premier ministre a mentionné et que le bill aura son utilité dans toute la province. Le principe me paraît bon.

Le chef de l'opposition fait une comparaison entre les articles de la loi des cités et villes, de la charte de la cité de Montréal et de la charte de la cité de Québec, interdisant l'accès des charges municipales aux criminels. Ces articles diffèrent en ce qui concerne les délais.

Lorsque j'ai lu l'article 1 du bill, je me suis demandé s'il est assez précis pour régler le cas que nous avons en vue et si l'on ne s'expose pas à d'autres manœuvres dilatoires. Je me demande si l'exclusion provisoire est la meilleure solution. Je me demande s'il n'y aurait pas lieu de faciliter la procédure pour que des cas du genre soient définitivement réglés avec une plus grande rapidité. N'y aurait-il pas possibilité de recourir à des procès sommaires suivis de jugements définitifs?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet de loi est une mesure législative saine pour empêcher l'usurpation de fonctions publiques. Il vise à protéger la démocratie et à combattre ceux qui veulent en abuser, contre les bandits et les criminels.

Le terme d'exécution provisoire est clair. Il existe maints précédents dans la législation. C'est mettre provisoirement à exécution un jugement en attendant la décision de la Cour d'appel. Quand la



Cour d'appel annule le jugement du tribunal de première instance, l'intéressé est rétabli dans ses droits. Ainsi, les droits de tout le monde sont protégés.

Je m'élève contre l'attitude des criminels, particulièrement des communistes, quand ils se rient de la législation. C'est de la provocation. Le projet de loi est le seul moyen pratique et efficace de combattre leurs manœuvres. Il n'y a pas d'autres moyens de hâter la procédure. Ce n'est pas en recourant à la méthode des causes privilégiées qu'on aurait pu y parvenir, car il y a déjà bien trop de causes privilégiées.

Il ne faut pas oublier que ce Binder a usurpé des fonctions publiques, que c'est incontestablement un criminel, un bandit qui siège au conseil municipal de Montréal près d'honnêtes hommes. Il se moque de nos lois fondamentales en abusant de certaines procédures dilatoires.

Nous ne rendons pas jugement avant la cour, c'est déjà décidé. Si la Cour d'appel casse le jugement de la Cour supérieure, l'appelant reprendra ses droits à partir de la date du jugement de cette cour. Mais, dans le cas de Binder, il n'y a aucun danger. Notre loi a une portée provisoire seulement. Elle entraîne une suspension des activités d'une personne considérée comme criminelle, avec effet rétroactif.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Mais comment, dans les cas qui peuvent se présenter à l'avenir, procédera-t-on? Un siège restera-t-il vacant jusqu'à ce que la Cour d'appel ait rendu sa décision?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi est exécutoire provisoirement. Dans le cas qui nous occupe, il n'y a aucun danger, Binder a été condamné pour offenses criminelles en Ontario, il a fait de la prison, et c'est clair. Ce ne sont pas les gens du tiers ordre qui vont en prison.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** D'accord, mais qu'arrivera-t-il dans d'autres cas, quand le mandat régulier d'un officier public deviendra expiré durant les procédures en Cour d'appel?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si les électeurs de Montréal avaient su que Binder était un repris de justice, ils n'auraient sûrement pas voté pour. Il n'y a donc pas de danger que ça se répète. Nous voulons protéger l'ordre public, la décence et la morale.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose d'ajouter les mots "se rapporte à la commission d'un acte criminel" au lieu de "la commission d'un acte criminel", afin de prévoir le plus de cas possible.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je consens à la suggestion. Nous n'avons pas d'objection à rendre la loi plus claire et plus forte.

L'article 1 est adopté.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 54 après l'avoir amendé.  
Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Commission de transport de Montréal

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 concernant la Commission de transport de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 46 concernant la Commission de transport de Montréal soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à protéger pleinement les droits de tous ceux qui avaient des réclamations légitimes à faire valoir contre la Compagnie des tramways de Montréal lors de l'acquisition des actions de cette dernière par la Commission de transport de Montréal."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux dangers de pertes pour les

créanciers, cela est impossible. La loi a été préparée et rédigée par des honnêtes gens et il est certain que la charte de la Montreal Tramways ne sera pas éteinte avant que le lieutenant-gouverneur en conseil ne l'ait décidé. Et l'on prendra les précautions afin de s'assurer que toutes les dettes ont été payées.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

**Contre:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Saucier, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 66.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est alors mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dussault, Earl, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Groulx, Guay, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Lévesque, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Saucier, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 74.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 46 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Questions et réponses:

### Route

#### Québec-Laterrière-Chicoutimi

**M. Dupré (Verchères):** 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé, depuis 1945 jusqu'à date, relativement à la route Québec-Laterrière-Chicoutimi?

2. Quels montants ont été payés à date à chacun des entrepreneurs suivants, relativement aux susdits travaux: *a.* Cartier construction; *b.* Champlain Construction?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** 1. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1945 au 28 février 1950, voir *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*; pour la période du 1<sup>er</sup> mars 1950 au 31 mars 1951, \$738,780.84; pour la période du 1<sup>er</sup> avril 1951 à date, rien.

2. *a.* Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1945 au 15 janvier 1948, voir *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*; pour la période du 16 janvier 1948 au 20 novembre 1950, \$4,334,417.19; pour la période du 21 novembre 1950 à date, rien.

*b.* Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1945 au 15 janvier 1948, voir *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*; pour la période du 16 janvier 1948 au 5 janvier 1951, \$6,136,065.59; pour la période du 6 janvier 1951 à date, rien.

## Projets de loi:

### Cour supérieure

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant la juridiction de la Cour supérieure soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Amendes aux municipalités

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 48 concédant certaines amendes aux municipalités.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que l'article 55 de la loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 48, et par l'article 6 de la loi 14-15 George VI, chapitre 33, soit de nouveau modifié:

*a.* en y ajoutant après le mot "dollars.", dans la dernière ligne du paragraphe 7, les mots "Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une poursuite pour infraction à l'article 41, l'amende imposée appartient en entier à la corporation municipale et, dans ce cas, le greffier ou secrétaire-trésorier n'est pas tenu de faire le rapport prévu par le présent paragraphe.";

*b.* en y ajoutant, après le paragraphe 7, le suivant:

"8. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, lorsqu'une poursuite est prise, pour infraction à l'article 41, par une corporation municipale dont le territoire est soumis à la juridiction d'une cour du recorder, cette poursuite peut être intentée devant cette cour et elle est alors soumise aux règles de procédure qui régissent les autres poursuites devant cette cour."

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 concédant certaines amendes aux municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

L'an dernier, dit-il, les législateurs provinciaux ont répondu à l'appel de certaines autorités

municipales désireuses de rendre plus sévère le code de la route. Cette année, nous allons plus loin, et nous disons que les amendes perçues à la suite d'infractions au code de la route seront versées aux municipalités dans lesquelles les délits ont été commis. Les coupables seront traduits devant le recorder. Les amendes augmenteront de plusieurs milliers de dollars les revenus des municipalités.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le budget des municipalités ne sera guère modifié, mais la loi proposée pourra aider à limiter la vitesse des automobiles. Devant le nombre croissant d'accidents de la route, on doit encourager toute mesure qui peut remédier à la situation.

Je ne pense pas que le revenu supplémentaire des municipalités sera élevé, mais je pense que le nouveau projet de loi va donner un contrôle direct aux municipalités quant à la vitesse et que ceci peut avoir une influence importante. Certaines municipalités ne vont-elles pas persécuter les automobilistes pour augmenter leurs recettes? Le gouvernement devrait surveiller la situation.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité siège durant quelque temps.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 9 janvier 1952****Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Motions des députés:****Anniversaire de l'honorable  
premier ministre, M. Duplessis, Trois-Rivières<sup>3</sup>**

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Il est de tradition de faire halte dans les luttes politiques pour souligner l'anniversaire de naissance de notre chef distingué. C'est une habitude excellente et il est utile parfois de mettre de côté les animosités de la politique pour grouper autour du chef de la province les membres de l'Assemblée législative, pour rendre hommage à un homme qui le mérite. Depuis 25 ans, nous avons vu le premier ministre à l'œuvre. Il est inutile d'analyser les étapes de la carrière du premier ministre. Elles sont connues et on sait que le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) a donné à sa province le meilleur de ses énergies et de ses activités.

Diriger une province dans les temps difficiles que nous traversons demande de la part du chef du courage, de la vision, du patriotisme et de l'énergie. Nous avons trouvé dans notre chef toutes ces qualités

maîtresses nécessaires à un premier ministre pour faire de sa province la plus belle de toutes.

Ce sont ces qualités qui lui ont permis de diriger notre province vers de grandes destinées, un progrès gigantesque, un progrès inouï, d'assurer le développement de nos ressources et de nos industries, d'intéresser les capitaux à se placer chez nous, de protéger le capital humain, de faire régner la paix entre le capital et le travail. Le capital honnête a été encouragé, les groupes des travailleurs ont été de plus en plus satisfaits de leurs conditions de travail et de leurs salaires.

Nous sommes présentement dans une ère de prospérité qu'il faut attribuer dans une très grande proportion à la claire vision et au patriotisme du premier ministre. Vous me permettez de vous dire: M. le Premier Ministre, je crois que toute la Chambre est unanime à vous présenter des vœux de longue vie et de bonheur.

Vous avez toujours manifesté un esprit de travail qui a été un exemple admirable. Vous avez montré beaucoup de charité dans vos rapports avec tout le monde. Nous vous avons vu également avec une bonne humeur constante, qui ne vous a pas empêché d'avoir votre franc-parler chaque fois qu'il s'agissait de faire entendre de justes revendications et de défendre les véritables intérêts de la province.

Pour tout cela, M. le Premier Ministre, vous méritez les hommages et les remerciements de tous vos administrés. Si vous êtes devenu l'idole de votre province, c'est parce que vous avez manifesté des qualités qu'on trouve rarement réunies dans un homme de gouvernement. Non seulement vous avez bien servi votre province, mais vous êtes parmi les hommes d'État du pays l'un de ceux qui laisseront le plus beau souvenir d'une carrière intrépide au service de la patrie.

Votre carrière aura été une carrière de travail et de réalisations. Je crois que je me fais l'interprète de toute la Chambre pour vous dire que vous êtes essentiel à la direction de cette province et, si le chef de l'opposition n'était pas empêché par ses fonctions de l'admettre, il ferait avec nous le souhait que nous vous conservions longtemps à la tête du gouvernement.

Le premier ministre est un véritable thaumaturge dans le domaine de la prospérité et de la jeunesse. Je lui souhaite de pouvoir continuer à faire des journées de 15 à 16 heures de travail sans jamais perdre son sourire et, surtout, de ne pas vieillir. Je vous souhaite encore bonheur, paix au milieu de votre grande famille de la province de Québec. Je vous souhaite aussi la santé et un souhait traditionnel, le paradis quand Dieu jugera à propos de vous appeler à rejoindre vos distingués parents

que vous avez tant appréciés et qui ont aussi notre admiration.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

C'est un devoir très agréable de me joindre aux députés ministériels et d'offrir, au nom de l'opposition, mes vœux de santé et de longue vie au premier ministre, à l'occasion de son anniversaire.

C'est certainement aujourd'hui une occasion de réjouissance et de reconnaissance. Nous célébrons par anticipation l'anniversaire du premier ministre et aussi par anticipation le 25<sup>e</sup> anniversaire de son entrée dans la vie politique. Il a passé 25 ans de sa vie au service de sa province et je crois qu'il a droit à notre reconnaissance.

Quand je pense à la carrière du premier ministre, j'y trouve un motif d'inspiration pour la jeunesse de chez nous et pour tout homme qui veut faire de la politique active. C'est une carrière qui a été couronnée de beaucoup de succès. Le 16 mai 1927, il était élu pour la première fois député de Trois-Rivières; six ans plus tard, il devenait chef de son parti et, trois ans plus tard, premier ministre de la province.

Depuis 25 ans, il a donné tout son cœur, tout son travail aux intérêts et à l'avancement de la province. On n'attend pas de moi que j'endosse toute sa politique et tous les actes de son gouvernement. J'aime mieux dire franchement ce que je pense et parler sincèrement même en pareille circonstance. Nous l'admirons comme un adversaire formidable, comme un lutteur infatigable et pour sa grande combativité.

J'ai parlé de réjouissance et de reconnaissance. La province se réjouit de l'avoir eu pendant 25 ans dans sa vie politique et nous nous réjouissons de l'avoir connu pendant 25 ans. J'ai dit aussi que c'était une occasion de reconnaissance. Il y a eu un début à sa carrière politique, et il faut remonter aux sages conseils qu'il a reçus de son père et de sa mère pour trouver la cause première de ses succès. C'est une excellente occasion de formuler des vœux de reconnaissance.

Je suis donc heureux de seconder les vœux de santé, de bonheur et de prospérité à l'endroit du premier ministre.

**M. Chaloult (Québec):** C'est avec joie que je m'associe à ceux qui ont félicité le premier ministre.

Je vois en lui, aujourd'hui, deux qualités principales: sa vigueur intellectuelle et sa vigueur physique. Il n'est plus un jeune homme, mais il est

encore un homme jeune. Il est d'une activité débordante, depuis 25 ans. Depuis 15 ans que je le vois ici en cette Chambre, il n'arrête pas un instant. Il est partout et je crois qu'il constitue un exemple vivant pour la population qu'il est chargé de gouverner.

La santé dont jouit le premier ministre, c'est avant tout la manifestation d'un état d'esprit. On peut être vieux à 40 ans comme on peut être jeune à 80 ans. C'est l'optimisme du premier ministre, le dynamisme et cet esprit de travail qui l'ont conservé jeune.

Je veux noter aussi sa vigueur intellectuelle. Elle se manifeste particulièrement par sa vivacité d'esprit et la rapidité avec laquelle il comprend un problème, en saisit tous les angles. On lui reproche parfois d'être impatient lorsqu'il reçoit des délégations ouvrières ou autres. Même dans ce domaine il s'améliore constamment, et je crois que c'est parce qu'il sait trop vite, qu'il a tout compris un problème alors que celui qui le lui explique en est encore aux prémisses. Il doit se retenir pour ne pas dire aux délégations qui viennent le voir, aux délégations ouvrières par exemple, de sauter aux conclusions.

Sa mémoire prodigieuse est une autre marque de son intelligence. Quand je l'entends citer par cœur une disposition des Statuts, en mentionnant la page et le paragraphe, il m'arrive d'avoir la curiosité d'aller vérifier.

Et je l'ai rarement pris en défaut. Au nom de mes électeurs et de l'élément indépendant de cette province, il me fait plaisir d'offrir au premier ministre mes hommages respectueux et mes vœux les plus ardents.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

(Applaudissements) Je n'ai pas besoin de vous dire toute l'émotion que me cause une pareille démonstration. La vie politique comporte en elle-même tellement d'émotions que je serais tenté de demander à mes amis de ne pas renouveler trop souvent de telles manifestations, si agréables soient-elles.

Je remercie ceux qui m'ont envoyé des roses roses et blanches: ministres, députés et journalistes. J'y trouve un parfum exquis, celui de l'amitié. Leur parfum et leur couleur comportent de belles leçons dont chacun voudra profiter.

Je remercie le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette). Il a parlé comme d'habitude avec sa générosité et sa grandeur d'âme. Je le connais depuis longtemps.

Le connaître, c'est l'estimer, c'est l'admirer, c'est l'aimer. Il faut attribuer une partie de ses déclarations généreuses à son grand cœur. Ce sont des reflets de sa grande âme.

Le chef de l'opposition a parlé d'une manière gentille, amicale, remplie de sentiments vraiment canadiens. Cela prouve qu'au-dessus de la politique il y a des sentiments généreux que tous peuvent partager. Je le remercie. Il ne partage pas les vues du gouvernement? C'est son droit et son malheur. S'il laissait parler plus souvent sa vaste intelligence et sa gentilhommérie, je suis convaincu qu'il en arriverait à une conversion qui serait tout à son honneur.

Je remercie le député de Québec (M. Chaloult). C'est un homme franc. Son bouquet était naturel, car les fleurs s'accompagnaient d'agréables épines. Il a parlé de mon impatience. S'il avait été neuf ans dans l'opposition, désirant comme je l'ai toujours désiré le bien de la province, il se serait aperçu que l'impatience était justifiée. En regardant aujourd'hui mes amis de l'opposition, je comprends plus que jamais la nécessité de la patience, que je leur souhaite de tout cœur.

Le présent contient le passé, dit un principe philosophique. Je ne sais pas pourquoi on a l'habitude de fêter la naissance alors que celui qui est l'objet de cette fête n'a rien eu à y voir. On ne peut laisser passer une fête comme celle-ci sans remonter aux auteurs de ses jours et leur témoigner la gratitude qu'on leur doit. Ces compliments que l'on me fait, je les reporte vers mon père et ma mère qui ont voulu que je sois et ce que mes professeurs en ont fait. Je fais une large part de ma reconnaissance à ceux qui m'ont vu grandir et vieillir et qui, connaissant mes défauts, m'ont accordé leur support et leur appui sans lesquels je n'aurais pu accomplir mon travail.

J'ai connu 25 ans de vie politique et 62 ans de vie naturelle. Le meilleur moyen de vivre longtemps est de vieillir tout en restant jeune au point de vue des principes. Il est des principes intangibles et immuables qui ont guidé le passé, qui indiquent le chemin de l'avenir et inspirent le présent. J'y crois comme y croyaient mon père, ma mère et mes professeurs.

La manifestation de l'Assemblée législative de cet après-midi fournit un spectacle aux provinces, au pays tout entier et même à l'étranger. Nous avons montré que nous savons faire taire nos sentiments politiques pour faire vibrer les rayons bienfaisants de l'amitié. Un sentiment vraiment canadien. Ce sera dans ma vie politique un chaud rayon de soleil pénétrant que je n'oublierai jamais.

(Ovation de la Chambre)

## Projets de loi:

### Loi des cités et villes

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Énergie électrique à Mégantic

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 modifiant la loi concernant la municipalisation de l'énergie électrique par la ville de Mégantic.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Décisions de l'Orateur:

### Sinistrés de Rimouski et de Cabano

**M. l'Orateur:** Le député de Gaspé-Nord (M. Lévesque) a fait inscrire au *Feuilleton* une question en rapport avec la distribution d'un fonds de secours privé aux sinistrés de Rimouski et de Cabano, ledit fonds connu plus particulièrement sous le nom de fonds de secours Gagnon-Rivard, et constitué de souscriptions privées.

L'honorable premier ministre a invoqué l'article 668 du Règlement et a exprimé l'avis que cette question est irrégulière parce qu'elle ne se rapporte pas à quelque matière d'intérêt public, rentrant dans les attributions de la Législature ou du gouvernement ou se rapportant à quelque acte dont le ministre est responsable à la Chambre.

Tous les auteurs de droit parlementaire, Beauchesne, Campion, May et une foule d'autres, sont très explicites en la matière et sont d'avis que les questions posées aux ministres doivent se rapporter aux affaires publiques auxquelles ils sont officiellement intéressés ou à tout autre acte d'administration publique dont ils sont responsables comme ministres. C'est d'ailleurs ce que stipule l'article 668 du Règlement de cette Chambre.

Or, la constitution et la distribution du fonds de secours privé Gagnon-Rivard aux sinistrés de Rimouski et de Cabano n'intéressent pas les fonds publics ni l'administration publique. Les argent dudit fonds n'appartiennent pas à la province et ne font pas partie du fonds consolidé.

Par conséquent, je déclare que le point d'ordre est bien fondé, que la question est irrégulière, et ordre est par conséquent donné au greffier de cette Chambre de la rayer du *Feuilleton*.

#### Voies et moyens:

##### Discours sur le budget 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane):**  
M. l'Orateur, nul des rayons de lumière qui dorent l'horizon à l'heure présente ne me paraît plus fascinant que le progrès de l'enseignement universitaire.

Aux jeunes générations avides de connaissances, il dispense la science et les directives nécessaires et les attire comme un phare vers un avenir de promesses et d'espoirs. Nos universités stimulent et orientent les jeunes énergies; elles leur apprennent à mieux connaître et à mieux aimer le visage et l'âme de notre province, à s'imprégner de ses traditions, à se dévouer pour elle et le bonheur de notre peuple, en leur procurant une formation intellectuelle et morale plus riche et plus généreuse.

Il y a exactement un siècle, soit le 15 janvier 1852, Étienne Parent, le premier de nos journalistes, regrettait, dans une conférence, qu'un trop grand nombre des jeunes gens de son époque ne dépassaient pas le stade de l'école primaire. Songeant à ceux qui se destinaient au commerce ou à l'industrie, il déclarait:

"Notre éducation commerciale et industrielle a été à peu près nulle jusqu'à présent, se réduisant presque à celle que l'on peut faire derrière un comptoir ou dans un atelier, et ce n'est pas assez. Il a fallu véritablement une persévérance et des talents extraordinaires à ceux d'entre nous qui, sans autre éducation que celle-là, ont pu parvenir à quelque distinction dans le commerce ou l'industrie."

Quelques mois plus tard, le 8 décembre 1852, l'Université Laval était fondée. L'enseignement universitaire commençait au moment où les hommes politiques obtenaient le gouvernement responsable et songeaient déjà à la fédération des provinces canadiennes.

M. l'Orateur, je ne crois pas exagérer en affirmant que la fondation de l'Université Laval, la première université française d'Amérique, marque une date tout aussi importante dans notre histoire que la conquête du gouvernement responsable, l'organisation de notre système d'enseignement et la reconnaissance officielle de la langue française. La

fondation de Laval est peut-être l'une des incidences de toutes ces prestigieuses victoires politiques.

Aussi, François-Xavier Garneau<sup>4</sup>, qui devait publier en 1852 la deuxième édition de son histoire du Canada, écrivait à La Fontaine, le 17 septembre 1850:

"Il est probable, à voir la tournure lente mais inévitable peut-être que prennent les choses dans notre pays, que ce soit le dernier comme c'est le premier ouvrage historique écrit dans l'esprit et aux points de vue assez prononcés qu'on y remarque."

À la vérité, l'observateur impartial n'oublie pas qu'entre les deux premières éditions de l'histoire de Garneau, des événements d'importance capitale avaient complètement modifié le climat politique de notre province. Garneau, vers 1830, avait voulu écrire l'histoire d'un peuple opprimé et vaincu; en 1852, il le voyait déjà palpitant de vie, marcher d'un pas alerte sur le chemin de la liberté.

Aussi nous est-il permis, M. l'Orateur, de considérer tous ces événements comme des points lumineux dans l'histoire de notre survivance. Les années 1846 à 1860 marquent les étapes de la conquête de nos libertés: liberté politique qui nous permettait de devenir les maîtres de notre destinée; liberté intellectuelle dans laquelle se formaient les futurs dirigeants de la société religieuse et civile; liberté économique assurant la fondation des premières banques canadiennes-françaises et le début de la construction des premiers chemins de fer, qui vont sillonner, 40 ou 50 ans plus tard, d'un océan à l'autre, le vaste hinterland canadien.

Certes, les débuts de l'Université, conçue dans l'indigence et sans l'appui de l'État, ont été modestes; mais si nous étudions ses réalisations depuis 100 ans, nous nous réjouissons de l'essor progressif de cette institution aussi bien que des services signalés qu'elle a rendus à la jeunesse canadienne-française. Ses anciens ont brillé dans l'Église et l'État; ses facultés se sont multipliées; ses cadres s'élargissent d'année en année, et les travaux de ses professeurs dans le domaine des lettres, des arts et des sciences attirent déjà l'attention des universités de l'étranger.

L'histoire de l'Université Laval n'est-elle pas dans une certaine mesure le reflet du développement de la province de Québec elle-même? L'Université s'est trempée au creuset de la misère et de l'épreuve, et comme la province, à l'aurore de la Confédération canadienne, elle cherchait péniblement sa voie. Toutes deux ont traversé les mêmes vicissitudes. À cette époque, notre pays n'entretenait aucune relation avec la France. La Capricieuse ne devait jeter l'ancre devant Québec qu'en 1855. C'est dans cette

atmosphère de liberté retrouvée qu'Octave Crémazie<sup>5</sup> et Louis Fréchette<sup>6</sup> publient leurs premiers poèmes, qu'Augustin Norbert Morin<sup>7</sup>, doyen de la Faculté de droit, va commencer la rédaction de notre Code civil. Dès 1856, l'abbé Ferland donne à l'Université Laval ses premiers cours publics sur l'histoire du Canada, et, en 1860, naît le mouvement littéraire de Québec où brillent les noms de l'abbé Casgrain, Philippe Aubert de Gaspé, Jean-Charles Taché, Gérin Lajoie, Sir Adolphe Routhier, Faucher de Saint-Maurice, Arthur Buies et de plusieurs autres.

En 1878, Laval fonde à Montréal une filiale qui donne naissance en 1920 à l'Université de Montréal. À l'aurore du XX<sup>e</sup> siècle, l'industrie transforme le visage de notre province. Les premiers conflits ouvriers nécessitent des interventions retentissantes: celles du cardinal Bégin et de Mgr Paul Bruchési. Par ses conférences et ses sermons, Mgr L.-A. Paquet, l'un des maîtres de l'Université Laval, attire l'attention de ses auditoires sur les questions sociales qu'il expose avec une maîtrise non encore dépassée.

Au cours des premières décades, la province accélère le développement de ses richesses naturelles. Alors, successivement s'organisent l'École de chimie, l'École de commerce et la Faculté des sciences avec ses différentes sections. Le rayonnement de ces facultés s'harmonise avec l'essor progressif de la vie économique de la province. Dans la dernière partie du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Université cherchait sa voie; au XX<sup>e</sup> siècle, elle s'oriente vigoureusement, tout comme la province elle-même, vers une vie plus rationnelle, plus brillante et plus équilibrée.

Toutefois, les esprits sérieux admettaient que nos universités, malgré les indiscutables services rendus, malgré leurs succès, n'avaient pas encore atteint la grande renommée. Leurs laboratoires étaient trop pauvrement pourvus, leurs bibliothèques insuffisamment dotées; leurs ressources trop limitées pour atteindre le niveau de perfectionnement désirable. Les temps héroïques de notre province avaient été les années de détresse de nos universités.

N'avaient-elles pas, trop longtemps, sans doute faute de ressources, négligé l'enseignement des sciences? Dans le livre *Le Canada, les deux races*, André Siegfried<sup>8</sup> écrivait:

"Abandonner l'hégémonie de la culture scientifique et industrielle aux universités canadiennes anglaises serait donc pour les Français d'Amérique une véritable abdication."

Le 13 janvier 1934, Son Éminence le cardinal Villeneuve, dans une causerie prononcée au Cercle Universitaire de Montréal, sur "L'Université, école

de haut savoir et source de directives sociales" jette un cri d'alarme:

"Messieurs, disait-il, pardonnez-moi cette franchise brutale, nous n'avons pas encore ces universités. Loin de moi la pensée que nos Facultés de Québec et de Montréal aient manqué leur œuvre, qu'elles n'aient point donné les fruits les plus précieux, qu'elles ne nous aient pas formé tout un monde qui aspire présentement au plus haut savoir, qui en est capable et qui en est avide..."

"Non, tel n'est pas mon sentiment. Mais, il est néanmoins que ces mêmes Facultés ont à peine commencé leur œuvre, qu'il faut, pour la leur faire compléter, relever l'idéal, et qu'en ce sens nous n'avons pas encore, en cette province, des universités catholiques comme il nous les faudrait."

Quelques mois après la conférence de Son Éminence le cardinal Villeneuve, M. le juge Ferdinand Roy, père de Son Excellence Mgr Maurice Roy, archevêque de Québec et chancelier de l'Université Laval, commentant le discours de Son Éminence le cardinal Villeneuve, déclarait:

"Dans un temps où l'on se demande si notre édifice social est assez solide pour résister aux assauts qu'il subit, en haut et en bas, il n'est pas sans grave danger de donner le dernier coup à une confiance, déjà ébranlée, dans des institutions vitales, "l'Université est le cerveau d'une nation" et de proclamer en grosses lettres dans les journaux, de clamer partout, comme si c'était la vraie pensée du primat de Notre Église, que la province de Québec n'a pas d'universités.

"Cette pensée du Cardinal que l'on a ainsi traduite n'a pourtant rien d'obscur, l'expression n'en pouvait pas être plus claire, plus complète.

"Et d'abord, des vérités dures ont été dites qui devaient l'être, et il faut nous féliciter de ce qu'une bonté vraiment virile ne recule plus, pour nous instruire, devant "le scandale de la vérité". Ces vérités salutaires, relisons-les;

"Le matériel universitaire ne saurait suffire. C'est un cadre où poser l'image; c'est le corps, il y faut infuser l'âme et la vie. L'âme et la vie, c'est le haut savoir, c'est la science abstraite, ce sont les théories pures ... c'est la hiérarchie des essences..."

M. l'Orateur, une ère nouvelle va bientôt luire. La venue de l'Union nationale modifie radicalement la vie politique et économique de notre province. L'avenir de notre jeunesse reste la préoccupation primordiale de notre chef. L'homme qui, d'un geste hardi, sauve de la ruine l'éminente communauté des Sulpiciens et parachève la construction de l'Université de Montréal, va contribuer puissamment



au progrès de l'éducation et de l'Université Laval. Aux inquiétudes de Siegfried, il apporte le remède approprié. Des nombreuses écoles d'agriculture, plus de 50 écoles techniques, d'arts et métiers et spécialisées ouvrent leurs portes. Moins de deux ans après l'arrivée au pouvoir du premier ministre actuel, l'École des mines, de géologie et de métallurgie est fondée ainsi que l'École supérieure des pêcheries. De nombreuses bourses sont accordées à la jeunesse, spécialement dans le domaine des mines, de la géologie et de la métallurgie.

En 1946, une nouvelle École d'arpentage et de génie forestier, munie des laboratoires les plus modernes, est érigée sur le campus universitaire de Sainte-Foy. L'École supérieure de commerce sera terminée au cours de l'été. Des octrois plus généreux sont chaque année accordés à nos universités, et personne ne contestera que les nombreuses améliorations apportées à l'enseignement universitaire, au cours des dernières années, sont dues à la politique éclairée du gouvernement à l'égard de l'enseignement supérieur. Aussi, le distingué recteur de l'Université Laval, Mgr Ferdinand Vandry, P.A., V.G., a souligné à deux reprises que le premier ministre pouvait être considéré comme le deuxième fondateur de Laval.

Ce témoignage illustre toute l'affection sincère portée par le chef de l'Union nationale à la jeunesse de sa province, qu'il veut mieux outillée pour les luttes de demain. Dans un volume publié l'an dernier à Toronto, sous le titre *Canada's Century*, M. D.-M. Lebourdais trace une image vivante des provinces canadiennes et du Canada tout entier. Son chapitre sur la province de Québec s'intitule: "Sings of Dawn in the East" "L'aurore luit à l'Est". L'aurore, c'est la lumière, c'est l'espoir, c'est le signe précurseur d'une lumière éblouissante qui donne à la nature son charme et sa grandeur. M. l'Orateur, en nous préparant à la célébration du centenaire de Laval, saluons la lumière de l'aurore qui donne à la jeunesse de notre province un invincible espoir dans un avenir fécond et glorieux.

## I

### Faits saillants de l'année financière

1° L'année financière 1951-1952 se terminera par un surplus au compte ordinaire de \$63,598,400;

2° Les revenus s'établiront à \$270,590,400 et toutes les dépenses ordinaires et imputables au capital s'élèveront à \$269,421,000, soit un surplus global de \$1,169,400;

3° Le gouvernement a effectué, cette année, des dépenses imputables au capital pour la somme de

\$62,429,000 et a réussi à payer ces dépenses à même ses revenus ordinaires;

4° La dette nette de la province s'élèvera à environ \$256,000,000 au 31 mars 1952. C'est le montant le plus bas depuis le 31 mars 1945, alors qu'elle se chiffrait à \$308,243,000; elle est donc diminuée de \$52,000,000;

5° La dette *per capita* du gouvernement de la province de Québec est encore la plus basse de tous les gouvernements du pays, et elle se chiffre pour l'année 1951 à \$82.48, comparativement à \$87 pour l'an passé;

6° Le surplus consolidé de la province atteindra, au 31 mars 1952, la somme de \$297,073,300. Ce surplus était de \$43,522,635.69 au 31 mars 1945;

7° La province de Québec est la province qui possède les fonds d'amortissement les plus importants. Ces fonds d'amortissement se chiffraient à \$95,932,160.25 au 30 novembre 1951;

8° Pour l'année 1952-1953, l'administration de l'Union nationale prévoit un surplus global de \$1,851,756. Les revenus sont estimés à \$262,700,000 et toutes les dépenses à \$260,848,244;

9° La plupart des provinces canadiennes et les principales villes du pays ont eu l'occasion, au cours de l'année 1951-1952, d'emprunter sur le marché américain. C'est la province de Québec qui a obtenu les conditions les plus avantageuses, soit la somme de \$50,000,000 au taux de 2% %;

10° Depuis le début de la présente année financière, le gouvernement a pu éviter d'avoir recours à des emprunts bancaires, c'est-à-dire à des bons du Trésor, pendant une période de 206 jours. Avant le 31 mars 1952, je prévois que nous pourrions rembourser les bons du Trésor que nous avons actuellement, et la province pourra s'administrer pendant une autre période assez longue sans aucun emprunt bancaire;

11° La province de Québec, à cause du crédit illimité dont elle jouit dans le monde entier, traverse une période de prospérité inconnue jusqu'ici. Les capitaux étrangers des États-Unis et de plusieurs pays d'Europe affluent pour y trouver des placements des plus avantageux.

## II

### Considérations sur l'année financière 1951-1952

M. l'Orateur, j'ai l'honneur, pour la huitième année, de soumettre à l'Assemblée législative l'exposé de la situation financière de la province. Chaque année, j'ai signalé avec fierté les réformes

fondamentales accomplies sous la direction sage et prévoyante du chef de l'Union nationale. Chaque année, le gouvernement a terminé l'année financière avec un important surplus à son compte ordinaire. Pour l'année 1951-1952, les revenus atteindront une somme approximative de \$270,590,400, et les dépenses ordinaires se chiffreront à \$206,992,000. Ce résultat assure au compte ordinaire un surplus de \$63,598,400. Il a permis l'exécution de travaux permanents pour un montant de \$62,429,000. Si nous déduisons ces dépenses imputables au capital du surplus au compte ordinaire, le surplus global d'opérations, le sixième au cours des sept dernières années, s'établira pour l'année 1951-1952, à la somme de \$1,169,400 (cf. *Tableaux Nos 1 et 2*).

Je suis heureux de vous signaler, M. l'Orateur, que ce surplus global de \$1,169,400 a été réalisé après avoir chargé aux dépenses d'opérations, non seulement les dépenses ordinaires au montant de \$182,953,000 et le service de la dette au montant de \$24,039,000, mais encore les dépenses imputables au capital au montant de \$62,429,000. Au chapitre de ces dépenses est comprise une somme de l'ordre de \$18,000,000 destinée à couvrir les déboursés effectués par les départements de la Voirie et des Travaux publics, en vertu de la loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province (14-15 George VI, chapitre 15). Cette loi de la dernière session autorise le gouvernement, au cours des trois prochaines années, à utiliser une somme de \$60,000,000 pour la construction et l'amélioration des routes et des ponts de la province.

J'ai souligné tout à l'heure, parmi les dépenses ordinaires, le service de la dette au montant de \$24,039,000. Ce chiffre comprend l'amortissement de 1 % normalement prévu par la loi pour tous les emprunts, y compris celui contracté sur le marché américain, le 1<sup>er</sup> avril 1951. La loi concernant le système routier prévoit en plus un amortissement supplémentaire qui, pour la présente année, s'élèvera à environ \$4,580,000. Ce montant est également inscrit parmi les dépenses ordinaires.

#### *a) Augmentation des revenus*

Les revenus qui se totalisaient à la somme de \$110,321,000, en 1945-1946, ont atteint, en 1951-1952, le palier de \$270,590,400. Cet accroissement constant de nos revenus s'explique par l'expansion agricole et industrielle de notre province, par l'exploitation rationnelle et progressive de nos richesses naturelles et le rythme du développement

de l'industrie minière. Il s'explique également par l'amélioration constante de nos méthodes de perception et aussi, dans une certaine mesure, par l'inflation sur laquelle les gouvernements provinciaux ne possèdent aucun contrôle.

Si nous comparons les revenus de l'année financière qui se terminera le 31 mars prochain avec ceux de l'année précédente, nous constatons que l'impôt sur les corporations a enregistré la plus forte augmentation. Sous ce titre, les revenus de 1951-1952 dépassent de \$18,000,000 ceux de 1950-1951, pour s'établir à \$74,000,000.

La vie industrielle du Québec a connu une telle expansion qu'au cours des trois dernières années, d'après les statistiques fédérales elles-mêmes, le produit de l'impôt sur les bénéfices a atteint un niveau plus élevé dans le Québec que dans toute autre province canadienne.

Permettez-moi maintenant de vous affirmer de nouveau que l'accroissement de nos revenus confirme la sagesse de l'attitude prise par le chef de l'Union nationale de conserver à la province les principales sources de taxation que la Constitution lui garantit. Au cours du mois de novembre 1951, le ministre fédéral des Finances déclarait que le gouvernement d'Ottawa était disposé à signer une entente avec les provinces de Québec et d'Ontario, pour qu'elles renoncent à leurs droits à l'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations, aussi bien qu'à l'impôt sur les successions.

Cette année, le gouvernement fédéral était disposé à payer, pour l'abandon de ces sources importantes de revenus, à la province d'Ontario, la somme de \$125,689,000 et, à la province de Québec, la somme de \$103,911,000. Ces offres plus substantielles que les précédentes démontrent que les offres du gouvernement fédéral actuel sont cinq fois plus considérables que celle que le gouvernement libéral provincial avait acceptée en 1942, soit la somme de \$20,586,074.56. En 1945, Québec recevait une offre de \$40,000,000, en 1946, \$50,900,000 et, en 1947, \$56,382,000. Ces offres, si elles avaient été acceptées, auraient pu mettre en danger l'héritage des générations futures.

Ainsi, par exemple, si le gouvernement de l'Union nationale avait accepté les principes de l'entente offerte par le gouvernement d'Ottawa en 1945, il ne pourrait retirer aujourd'hui la somme de \$74,000,000 en vertu de la loi de l'impôt sur les corporations, la somme de \$12,500,000 en vertu de la loi de l'impôt sur les successions, et il ne posséderait pas le droit d'imposer le revenu des particuliers.

La seule solution à ce problème de la taxation ne réside-t-elle pas dans la proposition du premier ministre de la province, à savoir la nécessité d'établir une démarcation claire et précise entre les champs de taxation du gouvernement fédéral, des provinces et des municipalités. Pour sa part, l'administration actuelle cherche à diminuer le fardeau des impôts et c'est la raison pour laquelle, cette année, elle a réduit l'impôt sur les successions et a dégrevé les municipalités d'une partie des obligations qui leur étaient imposées en vertu de la loi de l'assistance publique.

Parmi les six nouvelles taxes imposées par l'administration Godbout en 1940, personne n'a oublié la loi créant un impôt provincial sur le revenu des particuliers. Tous se rappellent cette clause vexatoire et injustifiable, en vertu de laquelle le gouvernement taxait par une loi de 1940 le revenu complet des contribuables pour l'année 1939. Le gouvernement de l'Union nationale refuse de rendre encore plus lourd cet impôt et il s'honore également de n'avoir jamais recouru à de pareilles méthodes de taxation.

#### *b) Augmentation des dépenses*

Les causes de l'accroissement des revenus expliquent aussi d'une manière générale l'augmentation des dépenses. Le Québec connaît à l'heure présente une expansion agricole et industrielle sans précédent. Cette expansion pose des problèmes urgents pour le gouvernement. Elle nécessite, par exemple, la construction de nouvelles routes et l'amélioration de celles qui existent déjà. Les villes et les villages nouveaux exigent de nouvelles écoles, de nouveaux hôpitaux, des systèmes de protection contre l'incendie, pendant que le coût de la main-d'œuvre et des matériaux augmente sans cesse.

M. l'Orateur, une revue rapide des causes de l'augmentation des dépenses justifiera les sommes considérables consacrées par l'Union nationale à l'éducation, la santé publique, l'agriculture, la colonisation, la voirie et les travaux publics, au cours des sept dernières années. Afin de mieux renseigner les contribuables sur l'utilisation de leurs deniers, j'ai préparé, avec l'auditeur de la province, des tableaux sommaires des sommes consacrées à chacune de ces œuvres vitales, abstraction faite de toutes les dépenses administratives.

Si nous examinons d'abord les sommes consacrées à l'éducation et à la santé publique depuis 1944, nous constatons qu'elles ont, chaque année, suivi une courbe ascendante. Le principal article du programme du chef de l'Union nationale en 1936,

proclamait la primauté du capital humain sur le capital argent, la nécessité de fournir aux jeunes de notre province les moyens de développer leurs talents et d'enrichir leur personnalité, par une éducation progressive et adaptée aux exigences de l'heure, aussi bien que l'urgence de ne rien négliger pour sauvegarder la santé publique, en mettant à la disposition des pauvres comme des riches des hôpitaux modernes, pourvus de laboratoires appropriés au progrès scientifique de notre temps. Ce programme, M. l'Orateur, a été fidèlement suivi.

#### *1° L'éducation (cf. Graphique No 1)*

En 1943-1944, l'administration libérale avait dépensé la somme de \$14,053,157.03 pour l'éducation. En 1950-1951, le gouvernement de l'Union nationale lui a consacré la somme de \$42,415,254.72, somme trois fois plus considérable, abstraction faite dans l'un et dans l'autre cas de toutes dépenses administratives. Voici la récapitulation des montants accordés pour l'éducation de 1940 à 1951:

#### *Année financière terminée en*

1940 .....	\$ 7,338,326.42
1941 .....	4,581,950.90
1942 .....	9,207,497.73
1943 .....	12,846,460.47
1944 .....	14,053,157.03
1945 .....	15,252,857.34
1946 .....	14,145,022.03
1947 .....	22,107,950.49
1948 .....	36,029,730.30
1949 .....	36,791,990.28
1950 .....	37,762,264.28
1951 .....	42,415,254.72

Pour l'année 1952, les dépenses pour l'éducation seront sensiblement égales à celles de 1951.

Est-il nécessaire, M. l'Orateur, de vous rappeler la législation bienfaisante de 1946, qui a permis au gouvernement de l'Union nationale d'assumer toutes les dettes des commissions scolaires de la province, au montant de \$101,993,270.02. En plus de cette réforme salutaire, le gouvernement, de 1945 au 31 mars 1951, a donné une somme de \$42,284,867 pour la construction de 1,290 nouvelles écoles contenant 3,703 classes et pouvant loger 102,000 élèves. Comme la population écolière du Québec compte 551,049 élèves, vous réalisez, M. l'Orateur, que le cinquième du nombre des enfants qui

fréquentent actuellement l'école primaire ont l'avantage d'occuper des classes modernes et plus hygiéniques. Au surplus, le département de l'Instruction publique, par des octrois plus généreux, a contribué à réparer et à moderniser plus de 7,000 écoles existantes. De 1946 à 1951, une somme de \$9,000,000 a été versée pour la construction d'écoles techniques et d'écoles d'arts et métiers. Des constatations analogues pourraient être faites pour les écoles d'agriculture et les écoles normales.

Vous connaissez, M. l'Orateur, la politique extrêmement généreuse du gouvernement de l'Union nationale à l'égard de l'enseignement universitaire. De 1944 à 1951, une somme de \$24,964,790.83 a été accordée aux universités de notre province et Mgr Ferdinand Vandry, recteur de l'Université Laval, affirmait récemment:

"Nulle part au monde, l'État ne s'intéresse à l'éducation chrétienne de la jeunesse comme dans la province de Québec. Nous ne saurions trop comprendre le bienfait insigne que nous avons dans la province de Québec de jouir d'une entente étroite, cordiale, dévouée entre l'Église et l'État en ce qui concerne l'éducation chrétienne de la jeunesse. Ailleurs, l'État collabore beaucoup moins et, dans maints pays, l'État fait la lutte à l'Église. La province de Québec est la seule, malheureusement, où l'État se plaise à donner son appui complet, dévoué, enthousiaste à l'Église pour l'éducation chrétienne de la jeunesse. Voyez-vous les responsabilités énormes qui découlent de cette élection spéciale de la province de Québec par la divine Providence."

Je suis heureux, M. l'Orateur, de vous citer les paroles prononcées par Honoré Mercier<sup>9</sup>, lors de la convention libérale du 29 mars 1881. Sa thèse se résume à cette proposition: le véritable gouvernement démocratique est celui qui place l'éducation au premier rang de ses préoccupations. Il déclarait:

"Un grand publiciste français l'a dit: le seul moyen de gouverner un peuple libre, c'est de l'instruire. Le gouvernement représentatif est en danger quand le corps électoral ne comprend pas ses droits et ne sait pas remplir ses devoirs avec intelligence... Instruit, le peuple juge les actes des hommes politiques dont il est le maître; ignorant, il exécute les volontés de ces mêmes hommes dont il n'est que l'esclave. La tyrannie préfère l'ignorance, la liberté préfère l'instruction, et c'est pour cela que vous verrez les gouvernements absolus s'opposer à la diffusion des connaissances au sein des masses, et les gouvernements populaires chercher au contraire à y répandre les lumières qui seules peuvent consolider les institutions démocratiques.

"C'est pour cela, Messieurs, que nous devons travailler à instruire notre peuple, à augmenter le nombre de nos écoles primaires et à les faire fréquenter par nos enfants. Nous devons de plus créer des écoles d'arts et métiers dans lesquelles les fils de nos ouvriers viendront chercher les connaissances pratiques et théoriques qui sont indispensables à leur état. Les citoyens de ce pays sont en grande partie des ouvriers; le Canada est surtout peuplé par des travailleurs. Qu'a-t-on fait jusqu'ici pour les classes ouvrières?"

Cette question opportune posée par Honoré Mercier en 1881, est restée longtemps sans réponse. C'est incontestablement au chef de l'Union nationale qu'est due la réalisation du programme de Mercier. Le Parti libéral a administré la province pendant 45 ans, de 1896 à 1936 et de 1939 à 1944. Or, la moyenne du budget annuel pour l'éducation, au cours de la première période de 1896 à 1936, n'a jamais dépassé \$1,000,000.

Le Parti libéral a bâti quatre écoles techniques et trois écoles d'arts et métiers. Depuis 1936, 44 nouvelles écoles techniques, écoles spécialisées et écoles d'arts et métiers ont été ouvertes. On compte de plus, dans la province, 13 centres d'apprentissage où 13,972 apprentis et compagnons ont appris leur métier, en l'espace de six ans, soit de 1945 à 1951.

Le *Financial Post* du 5 février dernier avait déjà souligné que la province de Québec comptait près de deux fois autant d'apprentis des métiers du bâtiment que toutes les autres provinces réunies. Dans son numéro du 18 août 1951, le même journal publiait des constatations analogues pour les métiers de la plomberie et du chauffage, et voici ce qu'il écrivait:

"Le manque d'apprentis pose un problème aigu à l'industrie de la plomberie et du chauffage.

"Les entrepreneurs en plomberie et chauffage sont inquiets pour l'avenir de leur métier. Ils constatent que trop peu de recrues se présentent pour remplir les vides creusés dans leurs rangs réduits.

"À l'exception de la province de Québec, le nombre d'apprentis formés au Canada a peine à compenser le taux de mortalité dans les métiers de la plomberie et du chauffage, selon M. Robert Davidson, secrétaire de l'Association nationale des entrepreneurs en plomberie et chauffage.

"Dans Québec, l'an dernier, 3,649 jeunes gens ont appris ces métiers à comparer avec 511 pour tout le reste du Canada ensemble.

"Si cette condition persiste, il en résultera que, dans l'espace d'une génération, la vaste majorité

des entrepreneurs en plomberie et chauffage viendra de Québec.

"Dans Québec seulement, on compte, à l'heure actuelle, 2,945 compagnons dans la plomberie et 3,101 compagnons dans le chauffage."

Retenez bien cette affirmation du *Financial Post*: "Dans l'espace d'une génération, la vaste majorité des entrepreneurs en plomberie et chauffage viendra de Québec." Il en est de même pour l'industrie du bâtiment. Le gouvernement prépare les jeunes ouvriers à acquérir les connaissances dont ils ont besoin pour profiter du développement industriel de l'heure.

L'Union nationale veut une jeunesse instruite, un peuple éclairé; elle ne craint pas la lumière de la vérité. Aussi, l'instruction publique demeure au premier rang de ses constantes préoccupations. J'attends sur ce sujet les commentaires de nos adversaires. Si Mercier revenait, il saurait où se trouvent d'une part, les semeurs de préjugés, les excitateurs stériles d'appétits, et d'autre part, les vrais amis du peuple, les réalisateurs et les bâtisseurs.

## 2° La santé (cf. Graphique No 2)

La politique du gouvernement de Québec concernant la santé publique suscite les témoignages les plus élogieux. L'an dernier, j'avais souligné les compliments adressés au gouvernement provincial, à Ormstown, par l'honorable Paul Martin, ministre fédéral de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le 31 octobre 1951, devant les membres du Club Richelieu de Québec, l'honorable Paul Martin rendait un nouveau témoignage à l'endroit du gouvernement en déclarant que, depuis trois ans et demi, au Canada, "en ce qui regarde la construction des hôpitaux seulement, on a affecté plus de \$35,000,000 à de nouveaux hôpitaux et à l'agrandissement d'anciens, afin de rendre disponibles 34,000 nouveaux lits, dont au moins un tiers dans la province de Québec". En d'autres termes, selon la déclaration du ministre fédéral de la Santé, les accomplissements du gouvernement de la province de Québec, dans le domaine de la santé, équivalent au tiers de tout ce qui se fait au Canada.

De son côté, le docteur C. J. Wherrett, secrétaire de la Canadian Tuberculosis Association, au retour d'un voyage d'observation en France et en Angleterre, faisait le 27 octobre 1951, devant les membres de la Société des physiologistes de la province de Québec, la déclaration suivante:

"Je tiens aussi à saisir cette occasion pour signaler les progrès considérables accomplis dans la

province de Québec en ces dernières années pour faciliter le diagnostic et le traitement de la tuberculose. Vous qui habitez la province, vous êtes peut-être enclins à considérer que cette réalisation ne sort pas de l'ordinaire, mais quand vous la comparez à ce qui se passe dans le reste du Canada, vous constatez qu'elle est véritablement remarquable. L'été dernier, j'ai pu visiter presque toutes les institutions de la province de Québec et si j'affirme que j'ai été favorablement impressionné, je reste bien en dessous de la vérité. Je doute que l'on puisse trouver sur ce continent, ou même n'importe où dans le monde, un nombre aussi imposant de sanatoria bien organisés."

Pour mériter une aussi favorable appréciation, le gouvernement a consacré à la santé des sommes de plus en plus importantes. En 1943-1944, le gouvernement libéral dépensait pour la santé publique la somme de \$9,355,391.43. En 1950-1951, le gouvernement de l'Union nationale donnait \$36,174,101.29. Dans les deux cas, ces chiffres ne contiennent pas les dépenses administratives. Voici d'ailleurs la récapitulation des sommes dépensées pour la santé publique, de 1940 à 1951:

### *Année financière terminée en*

1940 .....	\$6,949,364.15
1941 .....	6,421,997.48
1942 .....	8,289,156.82
1943 .....	8,424,607.59
1944 .....	9,355,391.43
1945 .....	11,632,148.90
1946 .....	13,221,711.15
1947 .....	15,575,477.87
1948 .....	18,503,556.50
1949 .....	25,303,978.86
1950 .....	30,098,317.16
1951 .....	36,174,101.29

En 1951-1952, une somme aussi considérable que l'an dernier a été consacrée à la santé publique.

Aussi, depuis septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1951, 33 nouveaux hôpitaux et sanatoria ont été construits dans la province, 29 ont été agrandis pour mettre à la disposition des malades 9,350 nouveaux lits. Si vous ajoutez ces nouveaux lits aux 3,550 lits mis à la disposition des malades pour d'autres institutions, vous arriverez à un total de 12,900 nouveaux lits pour les six dernières années. Durant cette période, le gouvernement de la province a accordé en subventions, pour la construction d'hôpitaux, la somme de \$36,157,562.70.

D'après l'*Annuaire du Canada* de 1951, il y avait dans le Québec, en 1948, 33,006 lits à la disposition des malades, alors qu'il y en avait 37,469, en Ontario. Si nous utilisons les chiffres du dernier recensement, nous arrivons à la conclusion qu'il y avait dans le Québec et l'Ontario, en 1948, un lit d'hôpital pour 121 habitants. Or, suivant les déclarations faites au cours des deux dernières années par l'honorable Paul Martin, ministre fédéral de la Santé et du Bien-être social - et son témoignage mérite d'être soigneusement noté - notre province, au cours des dernières années, a dépassé toutes les autres pour la sauvegarde de la santé publique.

### 3° L'agriculture et la colonisation (cf. Graphique No 3)

Notre province demeurera une terre de stabilité et de sécurité aussi longtemps que l'industrie agricole occupera la place de premier plan que le premier ministre lui accorde. La valeur argent des produits agricoles peut être dépassée par celle des produits industriels. Cependant, pour l'utilité de tous, elle est la première en importance; pour la stabilité sociale, elle est de première nécessité.

Le chef de l'Union nationale a apporté dans la vie politique un amour profond de la classe rurale. Petit-fils de cultivateur, il parle avec émotion de la terre de ses ancêtres. Il conserve pour le bon sens inné de l'habitant, son courage et ses solides traditions familiales, une indéfectible fidélité de cœur et d'esprit. Pour reprendre une expression de Fustel de Coulanges, avec lui les ancêtres demeurent parmi nous, invisibles, mais toujours présents. Ils continuent à faire partie de la famille, à en être les pères. Parce qu'il se souvient du passé et de ses leçons, le Québec voit actuellement devant lui un brillant avenir. D'ailleurs, le chef de l'Union nationale n'a-t-il pas été le premier chef de gouvernement à faire appel à trois cultivateurs authentiques pour le conseiller dans l'administration de la province?

Il n'est donc pas étonnant de constater l'augmentation constante des sommes mises à la disposition de l'agriculture et de la colonisation depuis 1944. En effet, durant l'année 1943-1944, sous l'administration libérale, la somme de \$5,981,372.63 avait été affectée à l'agriculture et à la colonisation. Pour l'année terminée le 31 mars 1951, ces sommes se sont élevées à \$12,321,574.70. Dans les deux cas, encore une fois, ces chiffres ne comprennent pas les dépenses administratives. Voici la récapitulation des sommes dépensées pour l'agriculture et la colonisation, de 1940 à 1951:

<i>Année financière terminée en</i>	<i>Agriculture et colonisation</i>
1940 .....	\$ 6,039,261.30
1941 .....	4,888,187.46
1942 .....	6,900,518.58
1943 .....	6,384,629.39
1944 .....	5,981,372.63
1945 .....	7,751,267.89
1946 .....	6,560,972.59
1947 .....	8,887,827.13
1948 .....	10,858,331.73
1949 .....	12,410,770.52
1950 .....	12,804,206.28
1951 .....	12,321,574.70

Sur la même base, les dépenses de 1951-1952 dépasseront de \$1,500,000, celles de 1950-1951.

Les sommes mises à la disposition de l'agriculture ont augmenté, parce que le gouvernement a intensifié sa politique de drainage des terres et de travaux mécanisés. Depuis 1945, le ministère de l'Agriculture a creusé sur une longueur de 2,700 milles, soit 15 fois la distance entre Québec et Montréal, un grand nombre de cours d'eau, et ce travail magnifique a accru de plusieurs centaines de milliers d'acres la superficie cultivable de la province. Signalons aussi, M. l'Orateur, qu'au cours de la seule année 1950, le ministère de l'Agriculture a accordé des subventions pour l'exécution de 199,504 heures de travaux mécanisés au bénéfice de 25,740 cultivateurs.

Le gouvernement de l'Union nationale a pris les moyens d'accroître le domaine cultivable de la province. Il a, par le prêt agricole, stabilisé la situation financière du cultivateur, maintenu sa solvabilité, assuré son bien-être et son confort par le développement intense de l'électrification rurale. Il s'efforce, à l'heure actuelle, de faciliter la vente des produits agricoles en créant une commission de spécialistes chargés de lui fournir les renseignements propres à l'éclairer.

L'objet de la colonisation consiste à diriger vers des terres neuves ceux qui ont la vocation terrienne. Le gouvernement de l'Union nationale a multiplié les routes en pays de colonisation, il a accordé des octrois plus généreux aux nouveaux colons et il utilise pour leur venir en aide un équipement motorisé des plus modernes.

Le gouvernement de l'Union nationale peut faire siennes les paroles de Joseph de Pesquidoux:

"Fidèle à sa fonction de direction et d'assistance, le chef de terre reste toujours et restera un agent de

fixité, d'orientation et d'émulation... Là seulement le progrès, l'innovation s'appuie sur la tradition qui n'est que l'expérience ancestrale retenue ou rejetée au cours du temps... Existence austère. Elle a ses éclaircies: la contemplation de la terre et du ciel, de l'immobile et changeante nature; les détente de corps et d'esprit au dehors, à la ville, à la plage, à la montagne; les relations amicales de voisinage; la paix d'un foyer, où la tâche quotidienne partagée resserre l'intimité; l'orgueil, le contentement du labeur accompli. Assez de bonheur pour passer ici-bas."

*4° La voirie et les travaux publics*  
(Cf. Graphiques Nos 4 et 5)

Le Québec s'agrandit. De nouveaux centres s'ouvrent à la civilisation; de petites villes acquièrent une importance plus grande, comme le prouvent les chiffres du dernier recensement fédéral; les échanges entre toutes ces agglomérations humaines se multiplient, exigent des voies de communication plus modernes et des ponts qui rencontrent les exigences du transport.

En 1944, l'on comptait 237,000 véhicules dans la province. Cette année, le nombre dépasse 500,000. Les obligations du ministère de la Voirie augmentent donc dans la même proportion, et le gouvernement s'efforce de satisfaire les exigences du trafic routier aussi bien que celles de tous les centres ruraux et urbains.

Or, la superficie du territoire de la province de Québec dépasse celle de toute autre province du pays. Elle est actuellement traversée par 41,329 milles de routes, dont 27,500 ont été améliorés. L'étendue du territoire desservi est énorme. Songeons que la terre à l'équateur a 25,000 milles de circonférence. En été, le gouvernement entretient 23,857 milles de routes; en hiver, il en entretient 17,999 milles.

Depuis 1944, le ministère des Travaux publics a construit ou reconstruit 773 ponts. En 1943-1944, la somme de \$15,848,057.23 était dépensée par le ministère de la Voirie et une somme de \$884,764.70 par le ministère des Travaux publics. En 1951, le ministère de la Voirie consacrait aux travaux de son département une somme de \$44,903,113.60 et le ministère des Travaux publics, une somme de \$11,625,567.73.

Dans tous ces cas, les chiffres ne tiennent pas compte des dépenses administratives. Voici la récapitulation des sommes dépensées et pour la voirie et pour les travaux publics, depuis 1940:

<i>Année financière terminée en</i>	<i>Voirie</i>	<i>Travaux publics</i>
1940 .....	\$ 26,509,477.31	\$ 1,100,164.74
1941 .....	19,766,584.48	588,056.24
1942 .....	17,579,992.70	1,605,065.80
1943 .....	16,348,451.48	768,976.29
1944 .....	15,848,057.23	884,764.70
1945 .....	17,886,351.96	1,804,389.14
1946 .....	20,289,840.27	2,682,795.52
1947 .....	31,682,493.97	3,439,221.67
1948 .....	48,923,732.66	6,786,494.11
1949 .....	67,359,729.36	8,584,387.34
1950 .....	49,094,465.83	13,543,276.38
1951 .....	44,903,113.60	11,625,567.73

Pour l'année se terminant le 31 mars 1952, les dépenses des ministères de la Voirie et des Travaux publics seront plus considérables que pour l'année 1951. En effet, nous chargeons aux dépenses de l'année courante les sommes utilisées pour la construction et la reconstruction des routes et des ponts, en vertu de la loi sur le système routier adoptée au cours de la dernière session.

Un examen des revenus permettra de constater une inscription mentionnant la somme de \$7,130,000 provenant du droit spécial sur la gasoline. Cette somme, suivant les dispositions de la loi 14-15 George VI, chapitre 15, a été divisée pour fournir un montant de \$2,000,000 destiné à payer une partie des frais d'entretien des chemins d'hiver, et le solde, au montant de \$5,130,000, sert au paiement des intérêts et à la constitution d'un fonds d'amortissement spécial. Ce fonds spécial est créé par la loi pour amortir la partie de l'emprunt du 1<sup>er</sup> avril dernier, destinée aux travaux de construction de routes et de ponts.

À cause du développement prodigieux de la province, il n'est pas possible de prévoir pour un avenir prochain une diminution des dépenses dans le domaine de la voirie et des travaux publics. Le gouvernement en effet doit accomplir un travail gigantesque pour faire face à toutes les obligations qui lui ont été léguées par l'ancien gouvernement.

*c) Septième surplus en sept ans*

M. l'Orateur, bien que les nombreuses améliorations et réformes que je viens de signaler aient nécessité des déboursés considérables, le gouvernement a enregistré un important surplus au compte ordinaire, soit \$63,598,400. C'est le septième surplus au compte ordinaire pour l'Union nationale, en sept années d'administration. Pour la sixième fois,

l'année financière se terminera par un surplus global d'opérations. Ce surplus se chiffrera à \$1,169,400. Depuis 1946, les surplus au compte ordinaire se totalisent à \$252,731,611.58.

Année terminée le 31 mars 1946.....	\$ 14,768,397.59
Année terminée le 31 mars 1947.....	26,471,830.14
Année terminée le 31 mars 1948.....	44,367,887.61
Année terminée le 31 mars 1949.....	33,765,031.80
Année terminée le 31 mars 1950.....	31,753,562.73
Année terminée le 31 mars 1951.....	38,006,501.71
Année terminée le 31 mars 1952.....	* 63,587,400.00

Total: ..... \$ 252,731,611.58

\* Estimation

Ces surplus ont été chaque année confirmés par l'auditeur de la province et le sous-ministre des Finances, à la fin d'août, lorsqu'en vertu d'une motion de l'Assemblée législative, je dois rendre public un état de la situation financière de la province. Ils sont, en outre, chaque année, inscrits par l'auditeur dans les *Comptes publics*.

Le surplus au compte ordinaire de \$63,598,400, au 31 mars 1952, s'ajoutera au surplus consolidé de la province qui se chiffrait, au 31 mars 1951, à \$233,474,899.86 et qui atteindra \$297,073,299.86, au 31 mars 1952. Ainsi, ce surplus consolidé qui, d'après les *Comptes publics*, s'élevait, au 31 mars 1945, à \$43,522,635.69, aura été multiplié par sept au cours des sept dernières années.

#### d) Dépenses imputables au capital

Le gouvernement a réalisé ces surplus tout en exécutant chaque année des travaux considérables d'une nature permanente. Pour l'année 1951-1952, les dépenses imputables au capital atteindront la somme de \$62,429,000. Pour la période du 31 mars 1945 au 31 mars 1952, les dépenses de cette catégorie se chiffreront à \$281,543,017. Pour les sept années de l'administration de l'Union nationale, elles s'établissent comme suit:

Année terminée le 31 mars 1946.....	\$ 12,977,903
Année terminée le 31 mars 1947.....	24,287,135
Année terminée le 31 mars 1948.....	40,927,129
Année terminée le 31 mars 1949.....	64,755,220
Année terminée le 31 mars 1950.....	42,341,455
Année terminée le 31 mars 1951.....	33,825,175
Année terminée le 31 mars 1952.....	* 62,429,000

Total..... \$ 281,543,017

\* Estimation

Le gouvernement aurait été justifiable de payer, par l'emprunt, toutes ces dépenses au montant de \$281,543,017. Nous avons préféré diminuer la dette, afin de conserver à la province le crédit dont elle jouit au Canada, aussi bien qu'à l'étranger. Ce crédit, accru notablement durant les années de prospérité, nous permettra de mieux envisager les périodes de crise et de chômage.

#### e) Diminution de la dette nette

Je suis heureux, M. l'Orateur, de vous dire que le gouvernement a diminué d'environ \$52,000,000, de 1945 à 1952, la dette nette de la province. Au 31 mars 1945, soit à la fin de la dernière année financière de l'administration libérale, la dette nette, c'est-à-dire la différence entre le passif direct et l'actif réalisable, s'élevait à la somme de \$308,243,440.96. Au 31 mars 1952, elle s'établira à environ \$256,000,000. Voici les sommes consacrées à la réduction de la dette nette, au cours de l'administration actuelle:

Année terminée le 31 mars 1946.....	\$ 8,829,000
Année terminée le 31 mars 1947.....	14,497,000
Année terminée le 31 mars 1948.....	10,004,000
Année terminée le 31 mars 1950.....	15,233,000
Année terminée le 31 mars 1951.....	16,703,449
Année terminée le 31 mars 1952.....	* 11,428,000

\* Estimation

La dette nette de la province a donc été diminuée en moyenne de près de \$8,000,000 par année depuis 1945 (Cf. *Tableau No 3*).

#### f) Dette par tête

En 1947, j'avais l'occasion de vous citer un rapport de la Banque de Montréal établissant que la dette obligataire *per capita* de la province était la plus basse de tous les gouvernements du pays. Cette dette s'établissait alors à \$101 par tête. Sur la même base, d'après les chiffres du dernier recensement fédéral, vous apprendrez sans doute avec plaisir, M. l'Orateur, que notre dette par tête est maintenant réduite à la somme de \$82.48.

#### g) Les bons du Trésor

Si je fais abstraction d'un emprunt bancaire consenti par l'Union nationale en 1937, pour sauver la communauté des Sulpiciens de la faillite, l'examen des états mensuels du ministère des Finances, depuis



1939, nous démontre que, depuis cette date, il n'y a eu que cinq périodes de temps pendant lesquelles la province n'a pas été dans l'obligation de recourir à des emprunts bancaires, c'est-à-dire à des bons du Trésor. Voici la liste de ces périodes:

<i>Période</i>				<i>Nombre de jours</i>
Du 30 avril 1940	au 23 juillet 1940	.....		84
Du 2 juillet 1946	au 18 février 1947	.....		231
Du 8 avril 1947	au 30 octobre 1947	.....		205
Du 3 mai 1949	au 7 juin 1949	.....		35
Du 31 mars 1951	au 23 octobre 1951	.....		206

La première période de 84 jours, M. l'Orateur, se situe sous l'administration libérale, quelques mois après son arrivée au pouvoir. Vous trouverez les quatre autres sous l'administration de l'Union nationale, de 1947 à 1951. Trois d'entre elles comptent plus de 200 jours. En d'autres termes, durant trois ans, pour la majeure partie de l'année, l'Union nationale a pu administrer la province avec ses revenus ordinaires, sans emprunts bancaires, c'est-à-dire sans bons du Trésor.

Il est intéressant de souligner ici, M. l'Orateur, que, dans son discours sur le budget prononcé le

21 mai 1940, mon prédécesseur, l'honorable M. Mathewson, prétendait que l'administration de l'Union nationale avait ruiné la province. Il soutenait la nécessité de six nouvelles taxes. Cependant, il omettait d'indiquer qu'à l'époque même où il parlait, la situation de la province n'exigeait aucun emprunt bancaire.

Il est réconfortant d'ajouter que, pour l'année 1951-1952, tout en effectuant des dépenses très importantes imputables au capital, tout en augmentant les sommes consacrées à la santé et à l'éducation, tout en réduisant la dette nette de la province, le gouvernement a réussi à administrer les finances pendant sept mois avec ses revenus ordinaires sans emprunts bancaires.

#### *h) Le fonds d'éducation*

Avant de terminer l'exposé de notre situation financière, permettez-moi, M. l'Orateur, de mentionner que les revenus du fonds d'éducation s'établiront à \$23,715,000, pour l'année 1951-1952. Les revenus et les dépenses de ce fonds sont inscrits en entier dans le compte d'opérations de la province. Voici le tableau des revenus et des dépenses du fonds d'éducation depuis sa constitution en 1946. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Année</i>	<i>Revenu</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Résidu</i>
1946-1947 .....	\$14,179,775	\$ 8,014,291	\$ 6,165,484
1947-1948 .....	17,827,302	17,827,302	.....
1948-1949 .....	19,154,800	7,159,040	11,995,760
1949-1950 .....	19,838,391	5,571,839	14,266,552
1950-1951 .....	21,794,995	13,143,509	8,651,486

Le résidu de chaque année est utilisé, conformément à la loi, durant l'année suivante, pour des fins d'éducation. De plus, chaque année, le gouvernement dépense pour l'instruction publique une somme qui dépasse du double le fonds d'éducation lui-même.

#### *i) Le crédit de la province*

La province de Québec jouit toujours sur le marché des obligations d'un crédit incomparable. Je me permets de vous citer le témoignage en date du

27 août 1951, publié dans le *Moody's Bond Survey*, revue financière importante de New York sur tout le continent nord américain:

"La province de Québec apparaît sous un jour tout à fait favorable, si l'on compare le fardeau annuel du service de la dette avec les revenus budgétaires annuels. En 1950-1951, il a fallu environ 5.2 % des recettes ordinaires à la couverture des intérêts de la dette et 2.7 % aux fonds d'amortissement. Le total d'environ 8 % n'est pas considérable. Il prouve que Québec pourrait facilement supporter une dette beaucoup plus lourde, même à des époques où

les conditions économiques seraient moins favorables qu'à l'heure actuelle ou celles en perspective pour l'année courante...

"Les obligations de la province de Québec payables aux États-Unis nous impressionnent favorablement, tant du point de vue statistique qu'en ce qui concerne le rendement. Nous les considérons comme des placements de bonne qualité et relativement attrayants dans leur catégorie."

À la fin de la dernière année financière, le gouvernement a effectué un emprunt de \$50,000,000 aux États-Unis. J'avais alors l'occasion de vous donner les raisons de cet emprunt et de vous faire apprécier les conditions extrêmement avantageuses obtenues par la province sur le marché américain.

Permettez-moi de vous les rappeler brièvement. En juillet 1951, deux emprunts portant intérêt à 4½ % et à 3¼ % devenaient rachetables par anticipation aux États-Unis. Ces emprunts formaient le montant total de \$17,500,000. De plus, un autre emprunt consenti au Canada pour un montant de \$15,000,000 à 3 % arrivait à échéance, le 1<sup>er</sup> novembre 1951. En outre, la loi adoptée au cours de la dernière session, "loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province" (14-15 George VI, chapitre 15) permettait au gouvernement d'emprunter, pour l'exécution d'un programme de construction de routes et de ponts, une somme totale n'excédant pas \$60,000,000 pendant trois ans.

Le gouvernement, après avoir étudié avec soin la situation monétaire au Canada aussi bien qu'à l'étranger, a choisi le moment opportun pour se procurer, à des conditions extrêmement avantageuses, les fonds nécessaires au remboursement des deux emprunts américains plus haut mentionnés rachetables au cours de juillet 1951, aussi bien qu'au remboursement de l'emprunt canadien du mois de novembre 1951. Le solde du nouvel emprunt a été utilisé pour l'exécution de travaux de voirie et la construction de ponts. À cette époque, il y avait au Canada une sérieuse tendance à la hausse des intérêts. La Banque du Canada avait cessé de soutenir les obligations du gouvernement fédéral sur le marché.

Cette décision eut une répercussion non seulement sur les obligations du gouvernement canadien, mais encore sur les obligations des provinces et des municipalités. Le gouvernement du Québec, alerté, recourut au marché américain, hâta les procédures et, le 7 mars 1951, il signait à New York, avec un syndicat dirigé par la First Boston Corporation, un accord prévoyant l'émission d'un emprunt de \$50,000,000, portant la date du 1<sup>er</sup> avril

1951, dont l'échéance est fixée au 1<sup>er</sup> avril 1971 et au taux d'intérêt remarquablement intéressant de 2¼ %.

Au moment où le gouvernement négociait avec le syndicat américain, les experts financiers prévoyaient la hausse du dollar canadien sur le marché mondial. Lorsque le contrat a été signé, le gouvernement a pu retirer une prime d'échange de \$1,407,281.21 et cette réduction diminuait considérablement le coût de l'emprunt. C'est ainsi que nous avons pu retirer, pour \$50,000,000, la somme de \$49,642,281.21, et toutes les dépenses accessoires ont été assumées par le syndicat.

J'ai déjà signalé, dans mon dernier discours sur le budget, qu'au même moment l'International Bank for Reconstruction and Development, par l'intermédiaire du même syndicat, vendait sur le marché de New York un emprunt de \$50,000,000 à 3 %. Cette excellente transaction financière du Québec enlevait au gouvernement, pour plus d'un an, le fardeau de pourvoir à tout renouvellement d'emprunt et lui permettait la mise à exécution d'un plan d'ensemble pour doter notre province de routes et de ponts modernes, suivant les exigences de son immense développement.

La province de Québec a été la première province canadienne, après plusieurs années d'interruption, à recourir au marché américain pour un emprunt important, et si, M. l'Orateur, nous relevons avec soin tous les emprunts négociés, vous constaterez que c'est la province de Québec qui a obtenu les conditions d'emprunt les plus favorables avec le taux d'intérêt le moins élevé. (Cf. *Tableau No 4*)

#### *j) Période d'inflation*

Le Canada, comme la plupart des pays démocratiques, traverse actuellement une crise d'inflation. Tous les hommes d'affaires et la plupart des économistes sont unanimes à prédire pour notre pays un avenir incomparable, à condition que les Canadiens puissent enrayer le mouvement vers l'inflation. Quelques-uns me diront avec raison que ce problème relève des autorités fédérales. Je reconnais l'autorité fédérale en ce qui concerne les problèmes qui ont trait aux échanges internationaux, au système bancaire, à la participation à une politique active de défense, où le Canada se trouve engagé avec les principaux pays démocratiques du monde, et je n'ai pas l'intention de formuler des critiques à l'adresse du gouvernement d'Ottawa.

Cependant, je trouve opportun de vous citer le témoignage de M. Samuel B. Pettengill, ancien membre du Congrès américain et auteur bien connu.

Dans un article publié récemment, il étudiait les principales causes de l'inflation. Ses remarques s'appliquaient aux États-Unis. Au point de vue économique cependant, la situation canadienne est identique à la situation américaine.

"Le plus important facteur d'inflation est actuellement, disait-il, de toute évidence le programme de défense. Ce facteur agit de deux manières différentes. En premier lieu, chaque dollar que débourse le gouvernement pour des avions, des canons, des universités, des navires ou n'importe lequel des 10,000 autres articles dont le gouvernement a besoin pour la guerre, passe directement dans le gousset des particuliers, surtout sous la forme de salaires. Le gouvernement crée ainsi un pouvoir d'achat pour les consommateurs.

"Ce pouvoir d'achat s'accroît à un rythme fantastique et atteindra bientôt un billion de dollars par semaine. Simultanément, le gouvernement non seulement évite de fournir les marchandises que le peuple pourrait se procurer avec cet argent, mais diminue considérablement la production des objets de consommation. Le gouvernement s'approprie l'acier et l'aluminium qui autrement pourraient être transformés en automobiles, en frigidaires ou en appareils de télévision. Plus encore, il empêche des centaines de milliers d'hommes de fabriquer des automobiles et les emploie à fabriquer des canons. Enfin, il soustrait à la main-d'œuvre 3,500,000 hommes pour les transformer en soldats."

Permettez-moi, cependant, M. l'Orateur, de souligner quelques-uns des problèmes que l'inflation pose à l'attention des autorités provinciales. Je ne puis pas les ignorer, car ils ont une répercussion profonde sur les revenus et les dépenses des provinces. Soulignons en particulier l'augmentation croissante du taux des intérêts, tant pour les obligations des gouvernements provinciaux que les obligations des corporations municipales et scolaires et des institutions d'hospitalisation.

M. Graham Towers, gouverneur de la Banque du Canada, dans une allocution prononcée devant le Board of Trade de Saint-Jean, Terre-Neuve, le 19 juin 1950, disait:

"Les objectifs généraux de la Banque du Canada étaient décrits dans le préambule de la loi dans les termes suivants:

"Il est opportun d'établir une banque centrale au Canada pour régler le crédit et la monnaie dans le meilleur intérêt de la vie économique de la nation, pour contrôler et protéger la valeur extérieure de l'étalon monétaire national et pour mitiger, par son influence, les fluctuations du niveau général de la

production, du commerce, des prix, et de l'emploi de la main-d'œuvre autant que possible dans le cadre de l'action monétaire, et généralement pour favoriser la prospérité économique et financière du pays."

Je comprends que, pour des motifs de défense dont je n'ai pas à discuter l'opportunité, le gouvernement canadien cherche à restreindre le crédit, afin de diminuer les achats des consommateurs et empêcher que les industriels utilisent leurs capitaux pour la mise en opération d'industries non essentielles. M. William R. Biggs, vice-président de la banque de New York, parlant devant l'American Life Convention, le 12 octobre dernier, déclarait:

"Le Canada a aussi adopté un plan très ingénieux pour décourager les dépenses d'immobilisation non essentielles. Pour une période de quatre années à compter du 1<sup>er</sup> avril 1951, on ne permettra plus de dépréciation sur les nouvelles constructions ou sur le nouvel outillage à titre de déduction pour les fins de l'impôt sur le revenu, sauf en ce qui concerne certains secteurs de l'économie jugés essentiels pour la défense ou indispensables pour le développement du pays. Cette méthode devrait se révéler à longue échéance comme un moyen puissant pour réduire les dépenses de capital non essentielles, et ainsi, elle tendra à diminuer la tension en ce qui concerne la quantité disponible de matières premières."

En d'autres termes, cette méthode de contrôle indirect permet au gouvernement canadien de poursuivre une politique bien définie et rend plus facile la tâche de réorganiser la défense nationale. Cependant, je le répète, cette politique cause de graves inconvénients aux administrations provinciales.

Il n'y a pas de doute que c'est la Banque du Canada qui détermine par son action le prix des obligations fédérales et, par conséquent, influence tout le marché des obligations. Le volume des obligations fédérales est tellement considérable que les moindres changements, soit vers la hausse, soit vers la baisse, influencent profondément le marché des obligations provinciales, des obligations municipales, scolaires et des institutions d'hospitalisation. En fait, le prix des obligations fédérales a baissé sensiblement au cours des derniers mois et il a entraîné dans le même mouvement toutes les autres obligations. Le loyer de l'argent est beaucoup plus coûteux aujourd'hui qu'il y a six mois.

Cependant, malgré les difficultés imposées aux corporations privées, ces dernières sont encore dans une position bien plus avantageuse que les gouvernements provinciaux et les corporations publiques. En effet, les corporations privées sont sujettes à l'impôt sur le revenu. Une corporation qui

pour obtenir du capital procède par émission d'obligations est compensée par une diminution correspondante de son impôt sur le revenu. En effet, l'intérêt payé par cette corporation sur ses obligations est déduit de son revenu imposable. Ainsi, une entreprise privée qui obtient un capital de \$100,000,000 dans une émission d'obligations à 5 % devra payer annuellement \$5,000,000 en intérêts. Toutefois, ce \$5,000,000 est déductible de son revenu imposable.

Comme le taux de l'impôt sur le revenu des corporations s'élève actuellement à 54.6 %, (7 % pour le gouvernement de la province et 47.6 % pour le gouvernement fédéral), cette corporation voit donc diminuer le coût véritable de ses intérêts dans la même proportion, et le total de ses intérêts tombe maintenant à la somme de \$2,267,000. Le fait que cette somme de \$5,000,000 est déductible du revenu imposable permet à la corporation intéressée d'obtenir une exemption de \$2,733,000. En d'autres termes, à cause de l'économie des lois d'impôt sur le revenu, le taux réel des obligations des corporations privées dans un pareil cas ne s'élève qu'à 2.27 %.

La situation est complètement différente en ce qui concerne les gouvernements provinciaux, les municipalités, les commissions scolaires et les institutions d'assistance publique. Ces corporations ne sont pas sujettes à l'impôt sur le revenu. Je suppose par exemple qu'une de ces corporations emprunte la somme de \$100,000,000 à 5 %. Elle devra déboursier en intérêts chaque année la somme de \$5,000,000. Comme la loi de l'impôt sur le revenu ne s'applique pas aux corporations publiques, ni le gouvernement fédéral, ni le gouvernement provincial ne peuvent leur venir en aide au moyen de déductions sur le revenu imposable. Ainsi, pour un emprunt du même montant, une entreprise privée devra déboursier 2.27 %, tandis que les gouvernements provinciaux devront déboursier davantage, et les corporations publiques qui en dépendent directement devront déboursier au moins 5 %.

Toutefois, par le jeu de la loi de l'impôt sur le revenu, les corporations privées peuvent recouvrer une partie du montant supplémentaire qu'elles sont dans l'obligation de déboursier. Quant aux corporations publiques comme les municipalités et les commissions scolaires, c'est-à-dire celles qui doivent faire appel aux contribuables pour payer toutes leurs obligations, elles se voient imposer une charge additionnelle. Cette charge additionnelle peut empêcher les corporations municipales et scolaires de réaliser des projets d'une nature essentielle, comme la construction d'écoles, la construction

d'hôpitaux et l'organisation de systèmes d'aqueduc et de drainage. Ces projets, je le conçois, ne sont pas essentiels à la défense et, en temps de guerre, je suis prêt à admettre qu'un bon nombre d'entre eux peuvent être retardés pour être exécutés en temps de paix. Cependant, les provinces doivent en temps de paix ou en temps de guerre pourvoir à l'éducation des enfants aussi bien qu'à la sauvegarde de la santé. Ces problèmes sont pour elles d'une importance vitale, et je considère que la politique de la Banque du Canada a pour effet de restreindre l'exécution de pareils projets au même titre que des constructions industrielles d'importance secondaire.

M. l'Orateur, le gouvernement provincial qui, en vertu de la Constitution, est directement responsable de l'éducation, de la santé, ne peut accepter cette théorie. Il doit marcher de l'avant et trouver les moyens nécessaires pour que les œuvres qu'il croit essentielles au bien du peuple soient réalisées. En d'autres termes, il doit assumer une très grande partie de ces charges additionnelles. Et c'est afin de diminuer dans toute la mesure du possible ces difficultés nouvelles, imposées aux corporations municipales, qu'au cours de la présente session le gouvernement a diminué considérablement leurs obligations dans le domaine de l'assistance publique. Elles épargneront, grâce à la loi que nous avons votée au cours de novembre, entre \$700,000 et \$1,000,000 par année.

Le gouvernement étudie actuellement le moyen d'aider davantage les commissions scolaires qui devront éventuellement payer des taux d'intérêt beaucoup plus élevés pour l'argent qu'elles devront emprunter pour la construction d'écoles. En ce qui concerne les institutions d'assistance publique, il est clair que ces charges additionnelles se traduiront par des demandes d'octrois plus considérables, et c'est en définitive le gouvernement provincial qui devra payer à même ses revenus les conséquences défavorables à certains points de vue de la politique du contrôle du crédit.

Le *Financial Post* du 24 novembre 1951, dans un article intitulé: "Weakness in Bond Market Means Trouble for Towns", souligne les complications que l'état de choses actuel impose aux corporations municipales:

"L'insuffisance de l'acier et des matières essentielles mise à part, c'est sur cette augmentation du taux des intérêts et la diminution de la quantité d'argent disponible que l'autorité compte pour établir une démarcation entre les dépenses d'immobilisation auxquelles il convient de donner priorité et celles qui peuvent être retardées.

"Cette politique a déjà donné des résultats dans le domaine de la construction, car les municipalités éprouvent des difficultés grandissantes pour donner aux nouvelles habitations des systèmes d'égout et les autres services nécessaires, ainsi que pour donner, aux enfants de ces nouvelles agglomérations, les facilités scolaires dont ils ont besoin.

"On s'attend à ce que cette politique complique les projets d'importantes entreprises d'utilité publique, telles que l'Hydro ontarienne qui doit exécuter de vastes travaux et qui devra rencontrer des conditions monétaires plus lourdes que pendant les derniers six mois à New York et ailleurs, pour se procurer l'argent dont elle a besoin."

D'ailleurs, M. Donald A. Baillie, président du Montreal Real Estate Board, écrivait récemment:

"Ces différents facteurs se sont traduits par un déclin considérable en ce qui concerne les nouvelles constructions. En fait, pendant les 10 premiers mois de 1951, dans les cités et villes d'un bout à l'autre du Canada, l'ensemble des nouvelles maisons dont on avait entrepris la construction s'est avéré de 28.4 % inférieur à celui de la période correspondante de 1950. Simultanément, les constructions achevées ont augmenté de 2 %."

Remarquons, M. l'Orateur, qu'en dépit des restrictions qui diminuent le nombre des nouvelles maisons construites, le gouvernement du Québec continue d'accepter l'aide efficace qu'il apporte à la construction familiale. De plus, le *Financial Post*, dans son numéro du 24 novembre, ajoute que la Banque du Canada est responsable de la baisse du marché des obligations, et voici ses commentaires sur le sujet:

"La baisse peut s'expliquer par le prix moins élevé que la Banque du Canada est disposée à offrir pour l'achat d'obligations du gouvernement canadien. Les courtiers prétendent que, depuis quelque temps, la Banque du Canada a été l'acheteur principal des obligations du gouvernement canadien et que c'est elle qui soutient ainsi le marché. (En janvier 1948, la Banque du Canada a mis fin à la méthode qu'elle suivait durant la guerre. Elle publiait alors une liste quotidienne des prix auxquels elle était disposée à acheter ou à vendre les obligations du gouvernement canadien. Aujourd'hui, elle est revenue tout simplement à la loi de l'offre et de la demande.)

"Si les courtiers ne trouvent aucun acheteur pour les obligations qu'ils offrent en vente, ils baissent leurs prix au niveau où ces obligations peuvent être achetées, soit par la Banque du Canada, soit par d'autres acheteurs."

Permettez-moi de vous citer un exemple concret de la baisse du marché des obligations. Je

vous donne le cas du neuvième Emprunt de la Victoire. En juillet 1947, cet emprunt valait 105.375. Au 1<sup>er</sup> août 1950, sa valeur s'établissait à 101.875, pour décroître graduellement jusqu'à 94.50, au 14 décembre 1951 (Cf. *Tableau No 5*).

Cette politique, destinée avant tout à restreindre les emprunts au Canada, n'a pas atteint son but, car le volume des obligations pour 1951 est sensiblement égal à celui de 1950. Ce contrôle complique l'administration des provinces, des corporations municipales, des commissions scolaires et des institutions d'hospitalisation, parce qu'en fait il les considère sur le même pied que les industries non essentielles.

### III

#### Considérations sur l'année financière 1952-1953

Il existe deux types distincts de civilisation: la civilisation culturelle et la civilisation technique. La civilisation du siècle classique, influencée par la littérature, les arts et les sciences, est le prototype de la civilisation culturelle. L'exemple le plus frappant de la civilisation technique est celui que nous propose la société américaine, plus orientée vers le développement de la mécanique et les exigences de la vie pratique.

La population de notre province, en grande majorité canadienne-française, garde ses fortes affinités avec la culture gréco-latine. Nos écoles, nos collèges et nos universités, depuis plus d'un siècle, ont donné à son rayonnement un éclat remarquable. Toutefois, forcés par le destin d'évoluer dans une atmosphère anglaise et américaine, ne devons-nous pas approfondir davantage les sciences techniques et pratiques?

L'expansion industrielle de la province, le développement des facultés universitaires, qui préparent la jeunesse aux carrières du génie, exigent l'emploi des méthodes d'enseignement purement scientifiques. Et d'ailleurs, le caractère de notre dualité de culture permettra à la jeunesse de notre province d'acquérir une individualité plus riche et de jouer un rôle plus efficace dans la vie du continent nord-américain.

Ajouterai-je que nous ne pouvons accepter cette pernicieuse subtilité propagée en certains milieux, à savoir qu'il faut distinguer entre éducation et culture, distinction qui aurait pour conséquence l'empiétement du gouvernement fédéral sur la juridiction exclusive des provinces en matière d'éducation.

Le gouvernement de l'Union nationale, par la diffusion de l'enseignement spécialisé dans nos

cinquante écoles techniques et d'arts et métiers, par l'appui généreux qu'il accorde aux facultés universitaires, s'efforce d'outiller la jeunesse pour les carrières techniques et scientifiques, afin que plus riche soit leur contribution au progrès intellectuel, artistique et matériel de la province et du Canada. Il met tout en œuvre pour que le Québec retire de plus grands avantages du développement de ses matières premières et en particulier de ses puissantes ressources hydroélectriques. Assurément, cette politique éminemment constructive activera encore davantage le progrès de l'agriculture qui demeure notre industrie fondamentale et qui reçoit la plus grande attention de la part du chef de l'Union nationale.

Heureusement, chez nous, le développement industriel ne se limite pas aux grandes villes; les régions rurales en bénéficient largement, puisqu'il existe dans la province 255 industries textiles disséminées dans 60 villes différentes. Plusieurs de ces localités, dont la population est inférieure à 25,000 âmes, deviennent ainsi des centres d'attraction pour les échanges commerciaux et la

vente des produits agricoles. Cet essor industriel plus décentralisé améliore la situation du cultivateur du Québec, et son sort peut ainsi se comparer avec avantage avec celui du cultivateur des autres provinces. Un relevé publié par le gouvernement fédéral en marge des pensions de vieillesse pour l'année 1950-1951 démontre, par exemple, que c'est dans la province de Québec qu'est moins considérable le nombre des cultivateurs qui ont fait une demande de pension de vieillesse en vertu de la loi fédérale qui nécessite une preuve d'indigence. Ainsi, sur 11,862 demandes de pensions de vieillesse formulées dans notre province pour l'année 1950-1951, seulement 214, soit 1.8 % ont été faites par des cultivateurs, alors que la proportion des demandes de pensions faites par des cultivateurs des autres provinces varie entre 12 % et 68 %.

Voici, d'après le rapport du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social sur l'administration des pensions de vieillesse au Canada, pour l'année terminée le 31 mars 1951, le montant total des demandes faites dans chaque province.

*Pensions accordées pendant l'année financière 1950-1951*

	<i>Total</i>	<i>Demandes faites par des cultivateurs</i>	<i>Pourcentage</i>
Alberta.....	3,141	965	30.6 %
Colombie-Canadienne.....	5,533	1,112	20.1 %
Manitoba .....	2,671	495	18.5 %
Nouveau-Brunswick .....	2,097	1,319	62.8 %
Nouvelle-Écosse .....	2,941	937	31.8 %
Ontario .....	16,213	1,995	12.3 %
Île-du-Prince-Édouard.....	516	352	68.1 %
Québec .....	11,862	214	1.8 %
Saskatchewan .....	2,486	842	33.5 %
Terre-Neuve .....	Chiffres complets non disponibles.		

Si vous vous demandez maintenant, M. l'Orateur, pourquoi le cultivateur du Québec se trouve dans une situation plus favorable que le cultivateur des autres provinces, ne concluez-vous pas avec moi que son progrès a été accentué, pour une large part, par les mesures législatives spéciales dues à l'initiative de l'Union nationale, comme par exemple sa politique du prêt agricole, d'électrification rurale, de travaux mécanisés, de drainage, d'encouragement

aux coopératives, autant de mesures progressives qui lui assurent plus de confort que dans le passé.

Ainsi, depuis 1937, au 31 décembre 1951, l'Office du crédit agricole avait prêté à 35,241 cultivateurs de la province de Québec, une somme totale de \$85,931,120. À date, 6,503 prêts ont été complètement remboursés.

Cette loi, à son origine, était destinée à venir en aide aux cultivateurs qui éprouvaient des

difficultés à obtenir un emprunt pour rencontrer leurs obligations. La situation financière des cultivateurs de la province s'est lentement stabilisée et, à l'heure actuelle, les trois-quarts des prêts consentis par l'Office sont destinés à favoriser l'établissement des fils de cultivateurs.

D'un autre côté, la loi de l'électrification rurale a permis au gouvernement, depuis 1945, de prêter une somme de \$13,653,374.94 aux coopératives d'électrification rurale. Au cours de la seule année 1951, au moins 3,000 nouvelles familles ont reçu le service de l'électricité par l'entremise des coopératives d'électricité rurale. Depuis juillet 1945, 90,000 nouveaux clients ruraux bénéficient du service de l'électricité, soit par l'entremise des coopératives, soit par l'entremise des compagnies privées. En effet, la loi de l'électrification rurale a contribué à orienter les compagnies privées vers la construction de nouvelles lignes rurales de distribution.

Cette politique, destinée à répandre les bienfaits de l'énergie électrique dans les campagnes, si elle est poursuivie avec la même vigueur au cours des prochaines années, nous permettra d'affirmer avant longtemps que toutes les paroisses de la province, même les paroisses de colonisation, si reculées soient-elles, bénéficient de l'électricité.

J'ai essayé, M. l'Orateur, de vous montrer l'un des aspects du développement industriel du Québec, lequel, heureusement, jusqu'à ce jour, n'a pas amené le déracinement des ruraux. Dans le passé, les époques de prospérité industrielle ont été marquées par une désertion de nos campagnes. Le progrès de l'heure, sous la direction du chef de l'Union nationale, s'étend à toutes les régions de la province; il ne donne pas naissance à des déplacements de population d'une région vers l'autre.

De plus, les matières premières de notre province, son énergie électrique, sa main-d'œuvre stable et respectueuse des lois, ses moyens de communication plus développés, ses routes, ses cours d'eau et ses aéroports abolissent les distances, attirent le capital extérieur, et le Québec est déjà le point de mire des pays d'Europe et d'Amérique.

Nos compatriotes se dirigent en plus grand nombre vers le commerce et l'industrie. Partout surgissent de nouvelles usines alimentées par le capital étranger, attiré par l'excellent caractère de notre population, aussi bien que par la politique de stabilité progressive du gouvernement.

Récemment, n'avons-nous pas vu une industrie de produits pharmaceutiques et une usine de machines venir de Suisse s'établir à Saint-Jérôme et à Saint-Jean d'Iberville respectivement, une industrie

de fibres synthétiques quitter l'Égypte pour s'établir à Saint-Jean d'Iberville, une industrie britannique ouvrir à Trois-Rivières une manufacture de câbles d'acier, alors qu'une industrie allemande établissait une fonderie à Grand'Mère? Des Suédois ont fondé une usine d'affinage à Montréal, et, au cours des derniers mois, trois filatures d'origine française se sont établies à Dorion, Rigaud et Saint-Hyacinthe, alors qu'une entreprise textile autrichienne s'installait à Trois-Rivières.

Hier encore, M. l'Orateur, nous avons étudié, au comité des bills privés, le vaste projet d'industriels suisses qui ont acheté de grandes étendues de terrain dans la banlieue de Québec, pour y établir une fabrique de ciment. Ce mouvement industriel de l'Europe vers le Québec, que je pourrais commenter plus longuement, est souligné avec admiration par la presse des autres provinces. Je vous citerai par exemple, M. l'Orateur, l'*Ottawa Journal* du 31 décembre 1951 qui, dans un numéro spécial consacré au Nord-Ouest québécois, écrivait ce qui suit:

"Au cours de cette courte période de cinq années seulement, 4,000 nouvelles industries se sont établies dans la province de Québec qui a une étendue de 597,000 milles carrés. Beaucoup de ces nouvelles industries sont des industries lourdes, beaucoup font appel aux services d'ouvriers hautement spécialisés au point de vue technique, et toutes se traduisent en placements qui constituent la preuve évidente de la confiance illimitée à l'endroit de "la belle province", tant en ce qui concerne ses ressources naturelles que sa population.

"Aujourd'hui, la province de Québec peut s'enorgueillir de 12,000 établissements manufacturiers et d'une main-d'œuvre de 400,000 personnes. La valeur de la production annuelle de la province s'élève actuellement à quatre milliards. En fait, Québec constitue le creuset où se fondent les éléments des deux grandes nations du vieux monde: une race de Canadiens a été ainsi créée, qui ont mis en commun leur propre génie et leurs propres talents pour jouer un rôle prépondérant dans la prospérité et l'expansion économique du Canada."

De son côté, le *Monetary Times* de Toronto, la grande revue financière écrivait dans son numéro de décembre dernier:

"La révolution industrielle qui est en voie de transformer Québec aura sur l'avenir du pays un effet plus transcendant que plusieurs Canadiens ne le réalisent."

La même revue soulignait les faits saillants de l'économie du Québec pour 1951. Voici l'énumération des principaux:

1° En l'espace de 10 ans, la population de la province est passée de 3,331,882, en 1941, à 4,010,235 en 1951. Elle a donc augmenté de près de 700,000 âmes, soit à peu près la population du Nouveau-Brunswick ou celle de la Nouvelle-Écosse;

2° Pour la première fois dans l'histoire du Québec, la valeur de la production manufacturière dépassera \$4,000,000,000. Les chiffres préliminaires l'estiment à \$4,500,000,000 et il est possible qu'elle atteigne \$5,000,000,000;

3° La province de Québec continue d'être la première province du pays pour la production de la pulpe et du papier, avec une production qui dépasse, en 1951, la somme de \$400,000,000;

4° Le Québec fournit un quart de la production totale du monde pour l'aluminium;

5° La production du Québec dans le domaine de l'équipement pour chemins de fer et dans le domaine de la confection pour homme dépasse la moitié de la production canadienne;

6° Le Québec produit 67 % de la chaussure, de la soie, de la confection pour dames, 75 % de l'industrie textile et 90 % du tabac;

7° Le Québec produit 57 % de toute l'énergie électrique du pays. Actuellement, il développe 7,000,000 de chevaux-vapeur, comparativement à 4,500,000 chevaux-vapeur à la fin de la guerre. La production *per capita* du Québec en énergie électrique est de 6,600 kWh, comparativement à une production *per capita* de 3,460 pour tout le Canada. La ville d'Arvida, à elle seule, dépense plus d'énergie électrique que les deux plus grandes villes canadiennes, soit Montréal et Toronto;

8° Le Québec occupe le second rang pour la production minière. La valeur de cette production dépassera en 1951, \$240,000,000;

9° Québec est maintenant un centre pour l'industrie lourde. Cinq raffineries nouvelles ont été établies dans la province au cours des six dernières années;

10° La production agricole dépassera \$475,000,000;

À ces faits saillants, il est permis d'en ajouter trois que je trouve dans le numéro de l'*Ottawa Journal* du 31 octobre dernier:

11° Chaque ville et village de la province de Québec est desservi par de bonnes routes qui couvrent une distance totale de 27,000 milles; les chemins de fer, les voies maritimes de communication, les aéroports, les services de transport par camions et par autobus contribuent à former un réseau de transport rapide à travers toute la province;

12° Dans le Québec, le capital sain peut être assuré de réaliser des profits raisonnables. Il n'est

pas pressuré par les impôts et les contrats sont scrupuleusement respectés;

13° Plus de 4,000 nouvelles industries se sont établies chez nous de 1945 à 1950. Il y a à l'heure actuelle dans la province 12,000 industries qui emploient 400,000 personnes et qui produisent annuellement des marchandises pour une valeur qui dépasse \$4,000,000,000. Le peuple du Québec est convaincu que l'entreprise privée est la seule formule génératrice de succès et de stabilité tant pour l'individu que pour la nation tout entière;

14° De plus, suivant le supplément commercial de la *Gazette*, les transactions mobilières sur le marché de Montréal ont atteint en 1951 un chiffre de \$867,487,148, soit \$200,000,000 de plus que l'année précédente. Les transactions de sept des douze mois de l'année 1951 ont établi des chiffres records (Cf. *Tableau No 6*).

Je lisais ce matin, le texte du discours prononcé par M. Charles Saint-Pierre, président de la Banque Canadienne Nationale, lors de la soixante-dix-septième assemblée générale annuelle des actionnaires de cette institution. M. Saint-Pierre souligne lui aussi la position avantageuse de notre province. Voici ce qu'il dit:

"La population, en augmentation de plus d'un demi-million depuis la fin de la dernière guerre, dépasse maintenant quatre millions d'habitants. Le Québec reste une importante région agricole dont la production de l'année dernière est évaluée à \$475,000,000. Toutefois, depuis 1939, la province s'est industrialisée à une si vive allure que l'agriculture, malgré les progrès qu'elle a faits, est passée du deuxième au quatrième rang.

"La multiplicité et la puissance des forces hydrauliques disséminées sur son territoire sont sans aucun doute le principal facteur du prodigieux essor de la province de Québec. Depuis 1945, le rendement des centrales électriques s'est accru de quatre millions et demi à quelque sept millions de chevaux-vapeur. De grands travaux d'aménagement, en voie d'exécution, ou à l'état de projet, augmenteront encore considérablement cette puissance au cours de 1952 et des années suivantes. On prévoit que, d'ici 1953, le gouvernement et l'entreprise privée affecteront un milliard et demi de dollars à l'aménagement de forces hydrauliques et à la mise en exploitation du sous-sol.

"Le rendement des mines, qui a doublé en 10 ans, s'est établi, estime-t-on, entre \$235,000,000 et \$240,000,000 en 1951. Et les perspectives sont plus brillantes que jamais. Les dépôts d'ilménite du lac Allard font l'objet d'une exploitation de plus en



plus active et la fonderie de Sorel, qui traite ce minerai, augmente rapidement le volume de ses opérations. On aura achevé, d'ici deux ou trois ans, la voie ferrée qui amènera au port de Sept-Îles le minerai de fer de l'Ungava. On projette la mise en valeur de gîtes de zinc dans le nord de la province et de gisements de cuivre et de zinc en Gaspésie. On envisage en outre la construction d'une importante fonderie de métaux non ferreux, et l'extension que prend, entre autres, la production d'aluminium et d'amiante exige de nouvelles usines.

"On estime à quatre milliards et demi de dollars la valeur de la production manufacturière en 1951. Ce chiffre, si considérable qu'il soit déjà, sera sans doute largement dépassé dans un avenir prochain. Alors que plusieurs entreprises s'agrandissent, un nombre croissant d'industriels américains et européens se sont installés, l'année dernière dans la province de Québec, ou se proposent de le faire. Les nouvelles usines et fabriques sont engagées dans les branches les plus diverses de la production, notamment l'alimentation, le meuble, le textile, le vêtement, les produits chimiques et pharmaceutiques, la céramique, la préparation du cuir, le matériel électrique, l'outillage lourd et les matériaux de construction."

Réjouissons-nous, M. l'Orateur, que les industries nouvelles élargissent le marché de la main-d'œuvre et permettent à la jeunesse et aux ouvriers spécialisés d'obtenir des positions lucratives. Les lois ouvrières adoptées par l'Union nationale les protègent dans toute la limite de la justice et de l'équité. Permettez-moi de vous citer à ce sujet le témoignage de M. Percy Bengough, président du Congrès des métiers et du travail du Canada, témoignage rapporté dans *Le Soleil* du 9 juin 1951:

"On constate, disait M. Bengough, une amélioration dans la législation sociale de la province de Québec, mais on ne peut pas en dire autant des lois sociales fédérales."

De plus, le *Monetary Times* de Toronto écrivait dernièrement:

"L'Aluminium Co. of Canada paie actuellement des salaires plus élevés dans le Québec que dans l'Ontario. Les salaires, dans la ville industrielle de Shawinigan, sont actuellement plus élevés que dans n'importe laquelle ville industrielle du Canada, si l'on excepte la Colombie canadienne."

D'ailleurs, plus la province continuera sa marche dans le domaine de l'industrie, plus les salaires des ouvriers de notre province atteindront une base équitable. Dans l'ordonnance no 39 de la Commission du salaire minimum, l'échelle des salaires payés aux ouvriers de la forêt a été

augmentée de 10 %, en 1951, alors qu'elle avait été augmentée de 40 %, en 1948, et de 20 %, en 1950. De plus, mon collègue, le ministre du Travail, soulignait, ces jours derniers, dans le supplément commercial de la *Gazette* une opinion du docteur André Salmont, de Paris, un savant de haute réputation et une autorité en matière d'hygiène industrielle.

"Le docteur Salmont qui a visité la province de Québec au cours d'une tournée sur le continent américain déclarait récemment que l'œuvre du ministère provincial du Travail dans le domaine de l'hygiène industrielle et les conditions sanitaires dans l'industrie du Québec étaient tout aussi bonnes que celles qui existaient dans n'importe lequel État américain."

Nos perspectives d'avenir, M. l'Orateur, sont immenses. Elles sont éclairées par un facteur d'importance primordiale pour l'économie de demain: la production du minerai de fer dans le Nouveau-Québec. Les perspectives de prompts réalisations succèdent aux perspectives d'espoir. La *Gazette* du 15 septembre 1951 écrit: "Seven Islands Writes Saga of Canada's Future". Et, M. Raoul-L. Bardel, métallurgiste parisien, déclare, suivant *L'Événement-Journal* du 5 novembre 1951: "Si le Québec développe sa métallurgie, elle sera dans 20 ans la plus riche province du monde". Le *Financial Post* du 22 décembre, parlant du pays où le minerai de fer a été découvert, l'appelle "Forgotten Land" "Terre oubliée". Je me permets d'ajouter: terre oubliée par les administrations précédentes, terre découverte et développée par l'Union nationale.

L'*Ottawa Journal* du 31 octobre qualifie cette découverte comme la plus grande du siècle et voici ce qu'il écrit:

"Une usine de traitement électrique est située à Sorel sur la rive sud du Saint-Laurent à 50 milles de Montréal, la métropole du Canada. C'est là que sera réduit le minerai et que le titane sera séparé du fer. Les prévisions les plus certaines estiment à 300,000,000 de tonnes le minerai de fer du Nouveau-Québec. Ce territoire du Nouveau-Québec pourra fournir aux raffineries canadiennes, américaines et britanniques tout le fer dont elles auront besoin dans l'avenir. Cette découverte de minerai est l'une des plus importantes de tout le siècle actuel."

De son côté, le docteur J. A. Retty, dans un article intitulé "Du minerai en '54". *Tel est le mot d'ordre aux mines de fer du Québec et du Labrador*, écrit:

"La répercussion de cette entreprise colossale sur certains aspects de l'économie canadienne est bien évidente. Elle nous apportera des dollars

américains, ouvrira des emplois aux nôtres et développera le commerce dans cette région en essor. Par ricochet, la demande croîtra pour les produits sur la ferme, de l'usine et du commerce. Et quel surplus d'activité pour les banques, chemins de fer et compagnies maritimes? Pour sa part, le Trésor fédéral en trépigne d'aise.

"En définitive, le gigantesque développement minier rehaussera la prospérité de tous et de chacun. Aux yeux des générations qui suivent, l'exploitation du minerai de fer dans le Nouveau-Québec demeurera à la fois une merveilleuse épopée et une source de bien-être."

M. Hugh Crombie, président de l'Association des manufacturiers canadiens, qui compte des membres à travers toutes les régions du pays, déclarait, le 13 décembre dernier à Québec, quelles étaient, à son avis, les causes principales de l'expansion industrielle du Québec:

"Le développement de l'industrie au cours des dix dernières années a été phénoménal. Vous avez vu dans les journaux les chiffres préliminaires du recensement de 1951, et vous avez sans doute noté l'augmentation de la population d'agglomérations telles que Drummondville, Shawinigan, Trois-Rivières, Sherbrooke, etc., pour n'en mentionner que quelques-unes.

"Cette augmentation de la population peut, en grande partie, être attribuée aux occasions de travail que procurent l'établissement de nouvelles industries dans la province et l'agrandissement des industries déjà en exploitation.

"Pourquoi ces nouvelles industries ont-elles décidé de s'établir dans notre province et pourquoi les industries déjà en exploitation ont-elles décidé de s'agrandir? Surtout en raison de notre climat économique et politique qui est parfaitement sain.

"Notre province est un des bastions de la libre entreprise. Nous bénéficions de la stabilité et d'un gouvernement qui a démontré qu'il désire coopérer avec l'industrie.

"La question suivante a une fois été posée: "Quel facteur est le plus important: le gouvernement, le patron ou les ouvriers? À cela on a répondu: "Dans un tabouret à trois pieds, lequel pied est le plus important?"

"En général, les relations entre les patrons et les ouvriers ont été cordiales dans notre province. C'est cette considération, plus la politique prévoyante du gouvernement, plus nos ressources hydrauliques déjà développées ou potentielles qui ont amené et continueront à amener à notre province des industries."

M. Crombie explique que, pour une large part, le développement industriel du Québec est la conséquence du développement de nos ressources hydrauliques.

Le gouvernement de l'Union nationale a toujours accordé une place de première importance au développement de nos ressources. Contrairement à la coutume suivie par ses prédécesseurs, il a refusé de les céder ou de les vendre; il a préféré en conserver la propriété, tout en prenant les mesures nécessaires pour que leur exploitation contribue à l'expansion de la province aussi bien qu'au progrès de son peuple.

En 1936, lorsque l'Union nationale assumait le pouvoir, les compagnies minières de l'Abitibi et du Témiscamingue étaient écrasées sous le joug des compagnies privées qui exploitaient nos ressources hydrauliques.

Ces dernières obligeaient les propriétaires de mines, désireux d'obtenir le service de l'électricité, à signer avec elles un contrat pour toute la durée de la mine, au prix exorbitant de \$55 le cheval-vapeur. En 1937, le gouvernement de l'Union nationale fit adopter la loi (1 George VI, chapitre 24) intitulée "Loi établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydroélectriques". Cette législation établissait pour la première fois le principe de la concurrence de l'État dans le domaine de l'électricité. Elle créait un syndicat national de l'électricité qui devait entreprendre immédiatement, sur la rivière Ottawa, la construction du barrage no 7. Pour assurer le succès de l'entreprise, le gouvernement racheta un pouvoir d'eau qui avait été cédé en guise de subside par les libéraux aux chemins de fer nationaux.

Disons en passant que le gouvernement de l'Union nationale n'accorde pas de subsides aux compagnies de chemins de fer et celui qui est en construction dans le Nouveau-Québec est entièrement assumé par l'industrie privée. Les libéraux critiquèrent la loi et déclarèrent que le gouvernement établissait une hydro au fond des bois. Cette remarque insultante exprimait le peu d'intérêt qu'ils portaient à la région magnifique de l'Abitibi et du Témiscamingue. Ce premier barrage permit au gouvernement de fournir de l'électricité aux villes de Val-d'Or, Amos, Cadillac et Malartic et contribua à augmenter sensiblement la production minière.

Durant les années 1940 à 1944, nouvelle tentative de nos adversaires de désorganiser cette première entreprise de l'État dans le domaine de l'électricité: les lignes de distribution alors en construction furent abandonnées. En 1944, le

gouvernement de l'Union nationale entreprit la construction du barrage du lac Dozois et, cette année, l'Hydro-Québec qui est maintenant propriétaire de ces installations hydrauliques, a signé les contrats nécessaires pour la construction du barrage no 1. En outre, l'Hydro-Québec vient de terminer la construction d'une ligne de distribution d'une longueur de 100 milles pour fournir l'électricité à la ville de Senneterre et à la mine Barvue.

À l'heure actuelle, le ministère des Ressources hydrauliques étudie la possibilité de fournir à la région du Bas-Saint-Laurent l'énergie électrique dont elle a besoin pour développer davantage l'électricité rurale et permettre aux compagnies minières, la Gaspé Copper et la Federal Zinc installées dans cette région, de commencer l'exploitation de leurs riches mines de cuivre et de zinc.

La seule énumération de certains noms vous donnera une idée des immenses travaux, actuellement en cours dans la province, pour augmenter nos réserves d'énergie électrique. Ce sont les travaux exécutés à la Beauharnois par l'Hydro-Québec; sur la rivière Saint-Maurice, par la Shawinigan Water and Power Company; au rapide 15, sur la rivière Ottawa, par la Northern Quebec Power Company Limited; sur la Lièvre, par la Cie Électrique de Mont-Laurier; sur la rivière Péribonka, à la Chute du Diable et aux rapides Savane, par l'Aluminium Company of Canada; sur la rivière Manicouagan, par le Quebec North Shore Paper Company; sur la rivière Shipshaw, par la Cie Price Brothers; sur la rivière Sainte-Marguerite, par la Cie Gulf Power et sur la rivière Ottawa, par l'Hydro-Québec.

Dans le domaine minier, nous pourrions recourir au même procédé et la seule énumération des projets en voie de réalisation nous donnerait une image saisissante de l'importance de notre production minière. La valeur de la production minérale, qui n'était que de \$40,000,000 en 1930, dépassera l'an prochain \$275,000,000. L'industrie sidérurgique est déjà installée dans notre province. Lorsque, dans quelques semaines, les hauts-fourneaux de la Quebec Iron & Titanium de Sorel seront en opération, on y traitera plus de 500 tonnes d'acier par jour et 1,500 tonnes d'oxyde de titane.

Une raffinerie de zinc sera construite dans un avenir prochain. De puissants intérêts américains nous proposent l'établissement d'une usine d'affinage de cuivre et d'or dans la région de Chibougamau. La compagnie Gaspé Copper, filiale de la puissante compagnie Noranda, commencera dans quelques mois la construction d'une usine considérable dans la Gaspésie, où l'on traitera plus

de 10,000 tonnes de cuivre par jour, et la compagnie Federal Zinc, contrôlée par un Canadien français, M. Pierre Beauchemin, envisage aussi la construction prochaine d'une usine près du Lac-Sainte-Anne.

Je passe sous silence les développements fantastiques qui attendent la région du Nouveau-Québec. Le chemin de fer de Sept-Îles au Labrador, terminé en 1953, permettra dès 1954 l'exploitation de plus de 10,000,000 de tonnes de minerai de fer utilisé pour la fabrication de l'acier.

Vous me permettez, M. l'Orateur, de rappeler ici des faits incontestables qui démontrent que le développement fantastique de l'industrie de nos mines est une des conséquences des réformes de structure accomplies par l'Union nationale depuis 1936. Ai-je besoin de vous dire que c'est l'Union nationale qui, la première, a créé par une loi spéciale, en 1936, le département des Mines et doté ensuite le ministère d'un laboratoire des plus modernes?

C'est elle qui, avec la collaboration de l'Université Laval, a érigé, en 1948, à Québec, l'École des mines et de métallurgie. C'est elle qui a inauguré la politique des chemins de mines, transformé le nord-ouest québécois et commencé la construction du chemin de Chibougamau, d'une longueur d'environ 150 milles. C'est elle qui a construit la route de Gaspé au canton Holland d'une longueur de 65 milles, et permis à la compagnie Noranda de commencer l'exploration des premiers gisements de cuivre qui s'y trouvent.

C'est elle qui, dans la Gaspésie, a fait tous les travaux préliminaires d'arpentage, de cartographie et de recherche géologique nécessaires à la découverte du pétrole. C'est elle qui a commencé la construction de la route trans-gaspésienne de Sainte-Anne-des-Monts à Cascapédia, et c'est elle qui la terminera dans un avenir rapproché.

C'est elle qui a été la pionnière de la construction dans l'Abitibi d'une mine école et d'un atelier de traitement à Val-d'Or, pour aider les prospecteurs moins fortunés. C'est elle qui a construit la route Mont-Laurier-Senneterre.

C'est l'Union nationale qui a inauguré la politique des villages miniers, dont l'objectif principal est d'assurer aux ouvriers des logements confortables, à prix modique, et de leur donner le bénéfice de travaux municipaux subventionnés à même le produit de la vente des terrains qui se trouvent dans les limites des nouveaux villages. C'est cette loi qui est à l'origine des villes minières de Cadillac, Malartic, Rouyn-Sud, Paspalis, Belleterre et Chibougamau. Avant la venue de l'Union nationale, certaines concessions des terres de la Couronne ont

donné lieu dans les régions minières à de scandaleuses spéculations.

C'est l'Union nationale qui a nommé des ingénieurs géologues qualifiés pour les régions minières de l'Abitibi et du Témiscamingue, qui a rénové et modernisé les lois et règlements de protection de l'ouvrier dans l'usine, et c'est elle encore qui, dès 1938, prenait des mesures efficaces pour attirer l'attention de la finance vers les régions pleines de promesses du Nouveau-Québec. C'est encore l'Union nationale qui, en 1938, demandait à des experts de préparer un exposé complet de la géologie du territoire québécois. Leur travail, sous le titre "La géologie de Québec" est très recherché par les géologues et les capitalistes canadiens aussi bien que des pays étrangers.

Voilà, M. l'Orateur, un résumé des principales initiatives de l'Union nationale dans le domaine minier, initiatives qui établissent d'une façon incontestable la part prépondérante prise par un gouvernement vigilant et progressif, au développement de nos ressources naturelles.

Tous ces progrès, M. l'Orateur, soit dans le domaine agricole, soit dans le domaine industriel, soit dans le développement des ressources naturelles, ont été réalisés, parce que le chef de l'Union nationale a permis à la population du Québec de s'inspirer des traditions de courage et d'intrépidité des Canadiens qui, au début de notre histoire, ont exploré tout le continent nord-américain pour découvrir de nouvelles terres et les imprégner du caractère français. Aujourd'hui, le Québec, sous la direction du chef de l'Union nationale, retrouve son âme véritable, son courage, son indomptable énergie, et marche résolument de l'avant dans la voie de la prospérité.

Pour continuer sa tâche, au cours de 1952-1953, le gouvernement prévoit des dépenses totales pour un montant de \$260,848,244. Un montant de \$217,642,244 sera consacré aux dépenses ordinaires et un montant de \$43,206,000 aux dépenses imputables au capital. À l'heure actuelle, comme il reste près de trois mois avant la fin de la présente année financière, il est extrêmement difficile de faire des pronostics sur les revenus probables de la prochaine année. La majorité des financiers et des économistes semblent d'avis que les affaires se maintiendront au même rythme en 1952 qu'au cours de l'année dernière. Nous prévoyons cependant des revenus pour un montant de \$262,700,000, ce qui laissera au compte ordinaire un surplus de \$45,057,756 et un surplus global de \$1,851,756 (Cf. *Tableaux Nos 7 et 8*).

Mes collègues ont eu et auront l'occasion d'exposer en détail aux membres de la Chambre le budget de leur département. Le gouvernement suivra la même ligne de conduite que les années passées. Notre programme, c'est de servir la province sous la direction sage du chef de l'Union nationale, et le résultat de ces dernières années est à lui seul tout un programme. Le programme de l'Union nationale, vous le voyez dans ses œuvres, vous le voyez dans le développement économique et industriel de la province. Il est inspiré par l'unique désir de développer le Québec et d'augmenter la somme de bien-être de la production.

À première vue, un certain nombre de gens pourront peut-être trouver considérables les sommes inscrites dans les budgets, tant comme dépenses que comme revenus. N'oublions pas cependant que, suivant les statistiques de 1949, le gouvernement fédéral retire à lui seul 77 % de tous les impôts canadiens, les provinces, environ 13 % et les municipalités 10 %. Le gouvernement de la province retire donc à peu près 13 % des impôts payés dans la province. En d'autres termes, pour chaque piastre versée en impôts par le contribuable québécois, 77¢ vont au gouvernement fédéral, 13¢ restent au gouvernement de la province et 10¢ aux municipalités.

Avec ces 13 centins dans la piastre, ce qui de l'avis de tous les experts est complètement insuffisant pour rencontrer toutes les obligations laissées aux gouvernements provinciaux par la Constitution canadienne, le gouvernement actuel a quand même réussi à multiplier les écoles primaires, à payer les dettes des 1,200 commissions scolaires de la province. Il a réussi à aider les universités à agrandir leurs facultés. Il a réussi à étendre les facilités d'hospitalisation par la construction d'hôpitaux et de sanatoria dans toutes les parties de la province. Il a réussi à moderniser notre voirie et donné à la colonisation un élan vigoureux. Il a réussi à maintenir une excellente politique de crédit agricole.

Il a réussi, au moyen des coopératives d'électrification rurale, à fournir, à des milliers et à des milliers de nouveaux clients des régions rurales, les bienfaits de l'électricité. Il a réussi à encourager, pour le bénéfice de la classe agricole et de la classe moyenne, la construction d'habitations. Il a réussi à donner à notre province un développement industriel sans précédent. Avec ces 13 centins dans la piastre, il a réussi à effectuer les premiers paiements de pensions de vieillesse dans la province. Il a réussi à payer les allocations de mères nécessiteuses. Il a

réussi à organiser les pensions aux aveugles dans le Québec et, cette année, il a réussi à payer, sans nouvelle taxe, une pension aux vieillards indigents de 65 à 70 ans. Fait digne de mention, M. l'Orateur, en plus de ces réformes et améliorations, il a, depuis sa venue au pouvoir en 1944, haussé le crédit de la province et diminué la dette nette de \$52,000,000.

### Conclusion

M. l'Orateur, je conclus. Avant de reprendre mon siège, je désire vous soumettre quelques commentaires sur un événement de première importance dont l'année 1952 marquera le vingt-cinquième anniversaire. En effet, c'est au printemps de 1927, il y a 25 ans, que le premier ministre du Québec était élu pour la première fois député de Trois-Rivières.

Dès son entrée au Parlement, les hommes politiques de l'époque avaient remarqué son ardeur au travail, ses talents exceptionnels et sa grande habileté parlementaire. Neuf ans plus tard, il allait devenir le premier ministre du Québec. Ai-je besoin de dire que les esprits indépendants, et même les adversaires de bonne foi, n'hésitent pas à reconnaître que la transformation économique de notre province est due pour une très large part à son action clairvoyante et vigoureuse. Aussi, l'anniversaire que nous célébrons comporte une signification profonde pour ceux qui, comme vous, M. l'Orateur, mes collègues et tous les députés de l'Union nationale, comprennent l'envergure de l'œuvre magistrale accomplie dans notre petite patrie depuis 1944.

Et j'évoque la figure de notre chef en relisant ces paroles de M. Esdras Minville<sup>10</sup>;

"La patrie, c'est la terre portant un sceau: le sceau de l'homme et de l'histoire, de l'homme créant l'histoire comme un reflet de sa personnalité."

En effet, notre petite patrie, M. l'Orateur, cette province à laquelle nous sommes attachés par toutes les fibres de notre cœur, est dirigée depuis 1944 par un homme intrépide qui place au-dessus de tout l'amour des siens, et la volonté irréductible de voir notre province la plus belle et la plus prospère des provinces de la Confédération canadienne.

Depuis 1944, si nous examinons objectivement les événements, sans esprit de parti, dans le seul but de rechercher la vérité, nous arrivons à la conclusion que le Québec s'est enrichi, s'est agrandi, qu'il a repris l'allure de fierté et de courage qui le caractérise, parce qu'il a été replacé dans les cadres naturels où l'histoire lui avait donné un rôle de premier plan: celui d'être le foyer de la culture française en Amérique.

L'historien de l'avenir cependant devra remonter à la première administration de l'Union nationale, de 1936 à 1939, pour voir le commencement de la révolution économique et sociale qui a transformé la province. Suivant le mot heureux de Gonzague de Reynold:

"Il devra remonter les lignes de force dont elle est l'aboutissement."

Ces lignes de force, ces constantes dans la carrière de l'homme d'État qui dirige le destin de la province, c'est l'amour des siens, le respect des droits des minorités, l'attachement à la vie rurale, la défense de l'éducation et la sauvegarde de la santé.

Notre province en effet est faite de tous les droits et libertés dont nous jouissons. Le premier ministre a reconquis les droits essentiels à notre survivance et donné à notre province, je le répète, la première place dans la Confédération canadienne. Aussi, est-ce pour nous un nouveau titre de gloire, parce que ce geste le place dans la lignée des fondateurs et des grands hommes d'État de notre histoire.

Notre province, c'est le patrimoine économique et culturel dont nous sommes tous solidaires, et ce patrimoine, l'Union nationale a voulu le faire fructifier pour le bénéfice de toute la population. Ce patrimoine, le chef de l'Union nationale l'a largement enrichi en donnant à l'éducation un essor vigoureux, en accordant au problème de la santé publique une attention de première importance, en dotant le territoire québécois de voies de communication modernes.

Il a enrichi notre vie rurale par sa législation concernant le crédit agricole, l'électrification rurale, et contribué à l'embellissement et au progrès de nos campagnes. Il a contribué à la paix sociale en donnant aux travailleurs une législation juste et progressive aussi bien que des salaires plus rémunérateurs. Il a agrandi notre domaine en ouvrant à l'activité humaine des régions nouvelles. À l'exemple de nos ancêtres, les opiniâtres qui ont reculé le domaine habitable de notre province, il a reculé nos frontières pour faire du Québec une province plus grande, plus riche et plus prospère.

S'il fallait, M. l'Orateur, retrancher de nos Statuts toutes les lois inspirées par le chef de l'Union nationale, faire disparaître ses réalisations bienfaisantes, nous serions malheureusement plus pauvres, nous habiterions une province amoindrie, et nous serions moins fiers d'être Canadiens français.

Nos droits reconquis, notre patrimoine agrandi, la paix sociale de notre province placée sur des bases plus solides, voilà des faits irréfutables qui

disent toute la vitalité nouvelle donnée à la politique provinciale depuis 1944.

Mais tout ce qui je viens de vous dire resterait forcément incomplet, si je ne signalais pas que l'œuvre fondamentale du premier ministre et qui le fait entrer dans l'histoire, avec La Fontaine, Morin et Cartier, c'est la défense de l'autonomie provinciale. J'ai déjà signalé cette opinion de Rumilly que la défense de l'autonomie provinciale est essentielle à la survivance de la race française en Amérique. Relisez, M. l'Orateur, le beau livre de M. Esdras Minville, *Le Citoyen canadien-français*, et vous y verrez ce témoignage magnifique rendu au chef de l'Union nationale:

"Porter atteinte à l'autonomie de la province de Québec, dit-il, c'est amoindrir le statut politique de la nation canadienne-française."

Et notre distingué compatriote ajoute:

"Le geste du premier ministre déposant en avril 1946, à la conférence fédérale-provinciale, un mémoire rédigé en français seulement procède de cette interprétation du magistère de la province à l'endroit de la population canadienne-française."

Plus loin, il dit:

"Nous assistons à une sorte de retour de l'histoire. Nous allons voir à livrer, sur le plan des libertés économiques et sociales, des luttes identiques à celles de nos ancêtres sur le plan des libertés politiques."

Et il conclut:

"En effet, les Canadiens français, répétons-le, ne sont pas entrés dans la confédération pour reprendre, au compte du Canada, l'expérience du "melting pot" américain et réaliser l'hypothèse d'une éventuelle "nation" canadienne, fruit de la fusion de vingt éléments hétérogènes; ils y sont entrés pour se mieux réaliser eux-mêmes, selon leurs innéités, et contribuer plus efficacement de cette façon comme groupe, et sur le plan culturel et moral, au renforcement et au progrès de l'État canadien. La seule collaboration juste et efficace sur le plan canadien, ce n'est pas celle qui se réalisera entre les individus, les coteries particulières, sur le plan des intérêts matériels - celle-là se réalise automatiquement, du seul fait que des hommes vivent côte à côte sur un même territoire, dans les cadres d'un même État et doivent travailler pour assurer leur subsistance - c'est celle qui se réalisera entre les groupes, intérieurement organisés selon leurs conceptions propres, et sur le plan supérieur des intérêts humains. La collaboration due par les Canadiens français au Canada, c'est d'abord une collaboration de culture et de civilisation, la seule qui donne un sens à la Confédération."

Aussi bien, M. l'Orateur, sommes-nous heureux de servir sous la direction de notre chef. Je remercie la Providence d'avoir permis qu'il dirige nos destinées durant les heures graves que nous traversons, et Lui demande de nous le conserver encore longtemps. Quelles que soient les vicissitudes de l'heure présente, le peuple québécois peut être assuré que le premier ministre saura y faire face; il saura puiser dans notre histoire les leçons qui se dégagent des gestes héroïques de nos aïeux; il assurera le salut de notre culture et de nos traditions françaises.

Il saura renouveler à l'occasion le geste magistral posé le 21 janvier 1948, à la Législature, en donnant un drapeau qui est à la fois le symbole et le reflet glorieux de trois siècles d'histoire. La croix et les fleurs de lys rayonnantes aux quatre coins du champ d'azur de notre drapeau, et qui s'inspirent des armes des chevaliers d'autrefois, ne sont-elles pas l'image éclatante de l'intérêt et du dévouement du chef de l'Union nationale pour sa province? La colère et le découragement peuvent envahir le cœur de nos adversaires politiques, mais cette colère stérile, pour reprendre une expression de Bossuet est "comme une mèche fumante. Elle fume, laissons-la fumer un peu et s'éteindra toute seule".

Laissons, M. l'Orateur, notre chère province poursuivre glorieusement sa marche vers le progrès, et gardons à la direction de la province l'homme valeureux et intrépide dont la politique rayonnera dans notre histoire comme le soleil dans la clarté d'un beau jour d'été.

M. l'Orateur, je propose que cette Chambre se forme maintenant en comité des voies et moyens. (Voir les tableaux aux pages suivantes)

Tableau No 1

## Province de Québec

**État provisoire des revenus  
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1952**

*8 mois terminés - 4 mois en cours*

**Revenus ordinaires :***Provenant de taxes:*

Ministère des Finances, bureau du revenu:		
Loi des véhicules automobiles.....	18,680,000.00	
Droit sur la gazoline.....	39,220,000.00	
Droit spécial sur la gazoline.....	7,130,000.00	
Droits sur les successions.....	12,500,000.00	
Taxes sur les corporations.....	74,000,000.00	
Taxes sur transfert de valeurs .....	1,040,000.00	
Licences d'hôtels, restaurants, etc. ....	520,000.00	
Taxe de vente (net).....	17,750,000.00	
Taxe sur le tabac .....	8,150,000.00	
Taxe spéciale sur les spiritueux .....	1,350,000.00	
Loi de l'assistance publique.....	8,506,000.00	
Autres taxes.....	117,000.00	
	<u>188,963,000.00</u>	
Ministère des Finances, bureau des assurances .....	144,500.00	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	9,750,000.00	
Secrétaire de la province.....	160,000.00	
Travaux Publics .....	93,000.00	
Travail.....	170,000.00	
Chasse .....	<u>45,000.00</u>	199,325,500.00

*Provenant d'autres sources:*

Subside fédéral selon la Constitution de 1867.....		3,146,000.00
Intérêts:		
Placements des fonds d'amortissement .....	2,400,000.00	
Divers comptes.....	<u>572,700.00</u>	2,972,700.00
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce .....	21,250,000.00	
Moins : Subvention à l'assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>	20,250,000.00
Fonds d'éducation (y compris \$17,500,000 provenant de la taxe de vente) .....		23,715,000.00
Richesses naturelles:		
Terres et Forêts .....	8,932,000.00	
Ressources hydrauliques.....	2,414,000.00	
Mines.....	4,670,500.00	
Chasse .....	992,000.00	
Pêcheries .....	15,000.00	
Colonisation .....	<u>53,200.00</u>	17,076,700.00

**État provisoire des revenus  
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1952 (suite)**

*8 mois terminés - 4 mois en cours*

**Revenus ordinaires (suite) :**

*Provenant d'autres sources:*

Honoraires, divers départements.....	2,236,000.00
Amendes, etc., divers départements.....	488,500.00
Contributions des fonctionnaires: loi des pensions.....	1,300,000.00
Divers, différents départements .....	<u>80,000.00</u>
	<u>\$270,590,400.00</u>

*Tableau No 2*

*Province de Québec*

**État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations  
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1952**

*8 mois terminés - 4 mois en cours*

<i>Départements</i>	<i>Total</i>	<b>Dépenses</b>	
		<i>Ordinaires</i>	<i>En immobilisations</i>
Affaires municipales .....	5,452,000.00	5,452,000.00	.....
Agriculture .....	14,478,000.00	14,428,000.00	50,000.00
Bien-être social et Jeunesse .....	22,443,000.00	21,072,000.00	1,371,000.00
Chasse .....	2,268,000.00	1,893,000.00	375,000.00
Colonisation .....	10,974,000.00	8,574,000.00	2,400,000.00
Conseil exécutif .....	6,900,000.00	6,900,000.00	.....
Finances .....	4,314,000.00	4,314,000.00	.....
Industrie et Commerce .....	1,610,000.00	1,610,000.00	.....
Instruction publique .....	25,558,000.00	24,908,000.00	650,000.00
Législation.....	905,000.00	905,000.00	.....
Mines.....	2,317,000.00	1,317,000.00	1,000,000.00
Pêcheries .....	2,327,000.00	1,752,000.00	575,000.00
Procureur général .....	6,630,000.00	6,630,000.00	.....
Ressources hydrauliques .....	2,426,000.00	2,423,000.00	3,000.00
Santé.....	37,196,000.00	37,180,000.00	16,000.00
Secrétaire de la province .....	3,954,000.00	3,854,000.00	100,000.00
Terres et Forêts .....	5,686,000.00	5,686,000.00	.....
Travail.....	1,771,000.00	1,771,000.00	.....
Travaux publics.....	19,903,000.00	9,684,000.00	10,219,000.00
Voirie .....	<u>68,270,000.00</u>	<u>22,600,000.00</u>	<u>45,670,000.00</u>
	<u>\$245,382,000.00</u>	<u>\$182,953,000.00</u>	<u>\$62,429,000.00</u>
Service de la dette publique .....	<u>\$ 24,039,000.00</u>	<u>\$ 24,039,000.00</u>	



*Sommaire***Compte ordinaire :**

Revenus..... \$270,590,400.00

## Dépenses:

Ordinaires..... \$182,953,000.00

Service de la dette publique ..... 24,039,000.00 206,992,000.00

**Surplus au compte ordinaire..... \$ 63,598,400.00**

**Compte capital ..... \$ 62,429,000.00**

**Surplus global..... \$ 1,169,400.00**

*Tableau No 3*

***La dette nette de la province***  
*(en mille dollars)*  
*(au 31 mars)\**

	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Dette consolidée								
nette .....	\$328,362	\$340,713	\$323,633	\$311,173	\$351,444	\$327,895	\$329,265	\$336,000
Dette								
flottante.....	47,910	25,344	34,206	38,536	30,865	44,268	36,830	25,000
Revenu								
différé .....	<u>4,519</u>	<u>4,082</u>	<u>3,243</u>	<u>5,179</u>	<u>5,283</u>	<u>5,409</u>	<u>5,553</u>	<u>5,000</u>
Total du								
passif direct.....	\$380,791	\$370,139	\$361,082	\$354,888	\$387,592	\$377,572	\$371,648	\$366,000
Moins :								
Actif .....	<u>72,549</u>	<u>70,726</u>	<u>76,166</u>	<u>79,976</u>	<u>88,227</u>	<u>93,440</u>	<u>104,220</u>	<u>110,000</u>
Dette nette .....	\$308,242	\$299,413	\$284,916	\$274,912	\$299,365	\$284,132	\$267,428	\$256,000

\* Tous ces chiffres, à l'exception de ceux de 1952, qui ne sont qu'une estimation, sont tirés des *Comptes publics* et certifiés par l'auditeur.

Tableau No 4

*Émissions d'obligations provinciales et municipales importantes  
effectuées aux États-unis pendant 1951*

**A - Provinces**

<i>Date</i>	<i>Emprunteur</i>	<i>Montant</i>	<i>Taux %</i>	<i>Échéance</i>	<i>Prix de vente au public</i>	<i>Coût à la province ou à la municipalité en %</i>
20 janvier.....	Saskatchewan.....	3,000,000	3½ %	15 mars 1966	99.11	3.20
2 février.....	Saskatchewan.....	3,000,000	3½ %	15 mars 1966	99.11	3.20
6 mars.....	Québec.....	50,000,000	2½ %	1 <sup>er</sup> avril 1971	97.75	3.05
8 mai.....	Ontario.....	50,000,000	3¼ %	15 mai 1971	98.00	3.98
8 mai.....	Manitoba.....	10,400,000	3½ %	15 juin 1971	98.58	3.60
8 mai.....	Manitoba.....	4,600,000	3½ %	15 juin 1971	98.58	3.60
12 juin.....	Saskatchewan.....	4,150,000	3¼ %	1 <sup>er</sup> juin 1971	99.40	3.80
13 juillet.....	Nouvelle-Écosse.....	7,000,000	3¼ %	15 juillet 1966	98.59	3.875
17 août.....	Colombie-Canadienne.....	9,000,000	3 %	15 août 1955-57	(1955) 99.63 (1956) 99.08 (1957) 98.65	3.10 3.20 3.25
17 août.....	Colombie-Canadienne.....	26,000,000	3½ %	15 août 1976	97.55	3.65
18 septembre.....	Ontario.....	50,000,000	3¼ %	1 <sup>er</sup> sept. 1972	97.75	3.3393
octobre.....	Nouvelle-Écosse.....	15,000,000	3¼ %	1 <sup>er</sup> oct. 1971	96.58	4.00
octobre.....	Manitoba.....	4,600,000	3½ %	1 <sup>er</sup> sept. 1971	98.234212	3.625
	Manitoba.....	5,000,000	3½ %	15 sept. 1971	98.234212	3.625
5 décembre.....	Nouveau-Brunswick.....	10,000,000	4½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1970	98.12	4.91
décembre.....	Île-du-Prince-Édouard.....	2,500,000	4 %	15 déc. 1961	98.12	4.91
23 décembre.....	Saskatchewan.....	4,500,000	3¼ %	1 <sup>er</sup> nov. 1971	97.93	

*Émissions d'obligations provinciales et municipales importantes  
effectuées aux États-unis pendant 1951*

**B - Municipales**

<i>Date</i>	<i>Emprunteur</i>	<i>Montant</i>	<i>Taux</i>	<i>Échéance</i>	<i>Prix de vente au public</i>	<i>Coût à la province ou à la municipalité en %</i>
28 février.....	Vancouver.....	6,700,000	3¼ %	15 mars 1971	100.00	3.25
16 mai.....	Edmonton.....	1,001,000	3½ %	1 <sup>er</sup> mai 1961	99.17	3.60
	Edmonton.....	3,218,000	3¼ %	1 <sup>er</sup> mai 1971	99.30	3.80
	Edmonton.....	799,999	3½ %	1 <sup>er</sup> mai 1975	99.61	
	Edmonton.....	5,450,000	3½ %	1 <sup>er</sup> mai 1981	98.69	
15 mai.....	Toronto.....	2,525,000	3 %	15 mai 1955-59	98.73279	
		3,610,000	3½ %	15 mai 1960-65	98.73279	
		4,395,000	3¼ %	15 mai 1966-67	98.73279	
		9,470,000	3½ %	15 mai 1972-81	98.73279	
20 novembre.....	Hamilton.....	5,430,000	3½ %	1954-81	base de 3.929	
			3½ %			
27 novembre.....	Vancouver.....	2,250,000	3¼ %	15 oct. 1971	100.70	

Tableau No 5

**Neuvième emprunt de la Victoire  
à 3 % échéant  
le 1<sup>er</sup> septembre 1966**

	<i>Offre</i>	<i>Demande</i>	<i>Cours moyen</i>
1 <sup>er</sup> août 1950 .....	101.875	102.375	102.125
1 <sup>er</sup> septembre 1950 .....	102.375	102.75	102.5625
1 <sup>er</sup> octobre 1950 .....	102.375	102.75	102.5625
1 <sup>er</sup> novembre 1950 .....	101.875	102.25	102.0625
15 novembre 1950.....	101.125	101.50	101.3125
1 <sup>er</sup> janvier 1951 .....	99.75	100.125	99.9375
1 <sup>er</sup> mars 1951.....	99.625	100.	99.8125
1 <sup>er</sup> avril 1951 .....	97.25	97.625	97.4375
1 <sup>er</sup> juillet 1951 .....	96.875	97.25	97.0625
1 <sup>er</sup> octobre 1951 .....	96.875	97.25	97.0625
1 <sup>er</sup> novembre 1951 .....	96.875	97.125	97.00
1 <sup>er</sup> décembre 1951 .....	94.875	95.375	95.125
14 décembre 1951 .....	94.50	95.00	94.75

Tableau No 6

**Transactions mobilières sur le marché de Montréal**

	<i>1951</i>	<i>1950</i>	<i>1949</i>	<i>1948</i>	<i>1937</i>
Janvier.....	\$107,750,447	\$ 35,327,712	\$ 25,556,709	\$ 23,391,663	\$ 94,107,337
Février.....	107,240,230	30,826,908	22,894,180	21,540,377	70,301,974
Mars.....	86,125,400	39,252,821	20,935,061	21,455,619	92,351,422
Avril.....	94,250,700	59,427,001	19,537,852	37,304,414	84,688,838
Mai.....	64,905,304	62,359,196	17,835,814	44,407,259	36,037,510
Juin.....	45,998,639	71,007,022	16,149,435	31,864,816	24,895,775
Juillet.....	45,746,068	39,375,456	14,031,301	21,606,834	26,315,050
Août.....	63,170,439	47,645,661	17,528,600	14,962,936	27,412,732
Septembre .....	77,041,338	64,346,976	31,299,476	20,800,384	44,974,671
Octobre.....	77,154,665	86,929,254	38,148,229	31,350,371	39,191,810
Novembre.....	52,603,918	72,976,123	40,641,060	40,588,515	23,159,334
Décembre.....	<sup>1</sup> 45,500,000	53,625,233	33,755,290	24,435,066	20,136,829
	\$867,487,148	\$662,199,363	\$298,314,007	\$333,708,254	\$583,573,282

<sup>1</sup> Estimation.

Tableau No 7

*Province de Québec***Revenus probables  
pour l'exercice financier 1952-1953****Revenus ordinaires :***Provenant de taxes:*

## Ministère des Finances, bureau du revenu:

Loi des véhicules automobiles .....	18,880,000.00
Droit sur la gasoline.....	40,000,000.00
Droit spécial sur la gasoline.....	7,270,000.00
Droits sur les successions.....	11,750,000.00
Taxes sur les corporations.....	74,000,000.00
Taxes sur transferts de valeurs.....	750,000.00
Licences d'hôtels, restaurants, etc. ....	520,000.00
Taxe de vente (net).....	18,000,000.00
Taxe sur le tabac .....	6,600,000.00
Taxe spéciale sur les spiritueux .....	1,000,000.00
Loi de l'assistance publique.....	8,575,000.00
Autres taxes.....	<u>117,000.00</u>
	187,462,000.00

Ministère des Finances, bureau des assurances .....	145,000.00	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	8,500,000.00	
Secrétaire de la province.....	175,000.00	
Travaux publics.....	95,000.00	
Travail.....	178,000.00	
Chasse .....	<u>45,000.00</u>	196,600,000.00

*Provenant d'autres sources:*

Subside fédéral selon la Constitution de 1867 .....	3,146,000.00
---	--------------

## Intérêts:

Placements des fonds d'amortissement .....	2,500,000.00	
Divers comptes.....	<u>812,000.00</u>	3,312,000.00

## Commission des liqueurs de Québec:

Compte de commerce .....	15,500,000.00	
Moins : Subvention à l'assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>	14,500,000.00

Fonds d'éducation (y compris \$17,800,000 provenant de la taxe de vente) .....	24,165,000.00
---	---------------

## Richesses naturelles:

Terres et Forêts .....	8,851,000.00	
Ressources hydrauliques.....	2,259,000.00	
Mines.....	5,000,000.00	
Chasse .....	1,000,000.00	
Pêcheries .....	15,000.00	
Colonisation.....	<u>50,000.00</u>	17,175,000.00

*Province de Québec***Revenus probables  
pour l'exercice financier 1952-1953 (suite)****Revenus ordinaires (suite):***Provenant d'autres sources (suite):*

Honoraires, divers départements.....	2,030,000.00
Amendes, etc., divers départements.....	443,000.00
Contributions des fonctionnaires: loi des pensions.....	1,300,000.00
Divers, différents départements .....	<u>29,000.00</u>
	<u>\$262,700,000.00</u>

Tableau No 8

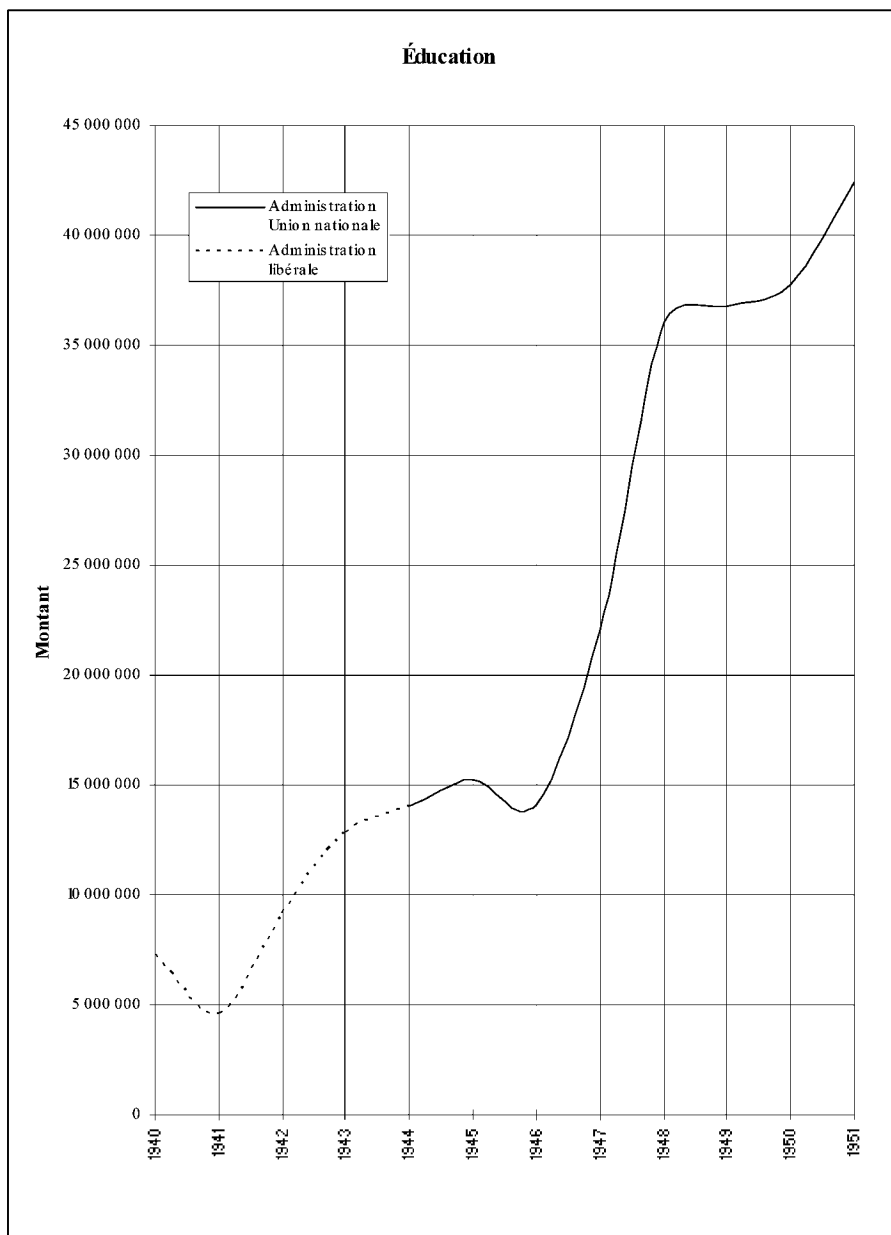
*Province de Québec***Prévisions budgétaires ordinaires et en immobilisations  
pour l'exercice financier 1952-1953**

<i>Départements</i>	<i>Total</i>	<b>Dépenses</b>	
		<i>Ordinaires</i>	<i>En immobilisations</i>
Affaires municipales.....	5,034,000.00	5,034,000.00	.....
Agriculture.....	15,671,000.00	15,571,000.00	100,000.00
Bien-être social et Jeunesse .....	25,358,296.00	22,472,296.00	2,886,000.00
Chasse.....	2,400,000.00	2,030,000.00	370,000.00
Colonisation.....	12,964,000.00	9,964,000.00	3,000,000.00
Conseil exécutif.....	6,310,000.00	6,310,000.00	.....
Finances.....	4,569,100.00	4,569,100.00	.....
Industrie et Commerce.....	1,555,000.00	1,555,000.00	.....
Instruction publique.....	27,997,448.00	27,497,448.00	500,000.00
Législation.....	909,700.00	909,700.00	.....
Mines.....	4,053,000.00	2,053,000.00	2,000,000.00
Pêcheries.....	2,341,000.00	1,941,000.00	400,000.00
Procureur général.....	7,625,000.00	7,625,000.00	.....
Ressources hydrauliques.....	2,721,000.00	2,721,000.00	.....
Santé.....	37,799,800.00	37,769,800.00	30,000.00
Secrétaire de la province.....	5,456,300.00	4,456,300.00	1,000,000.00
Terres et Forêts .....	4,968,000.00	4,968,000.00	.....
Travail.....	2,190,000.00	2,190,000.00	.....
Travaux publics.....	16,280,600.00	9,660,600.00	6,620,000.00
Voirie.....	<u>50,800,000.00</u>	<u>24,500,000.00</u>	<u>26,300,000.00</u>
	<u>\$237,003,244.00</u>	<u>193,797,244.00</u>	<u>\$43,206,000.00</u>
Service de la dette publique.....	<u>\$ 23,845,000.00</u>	<u>\$ 23,845,000.00</u>	

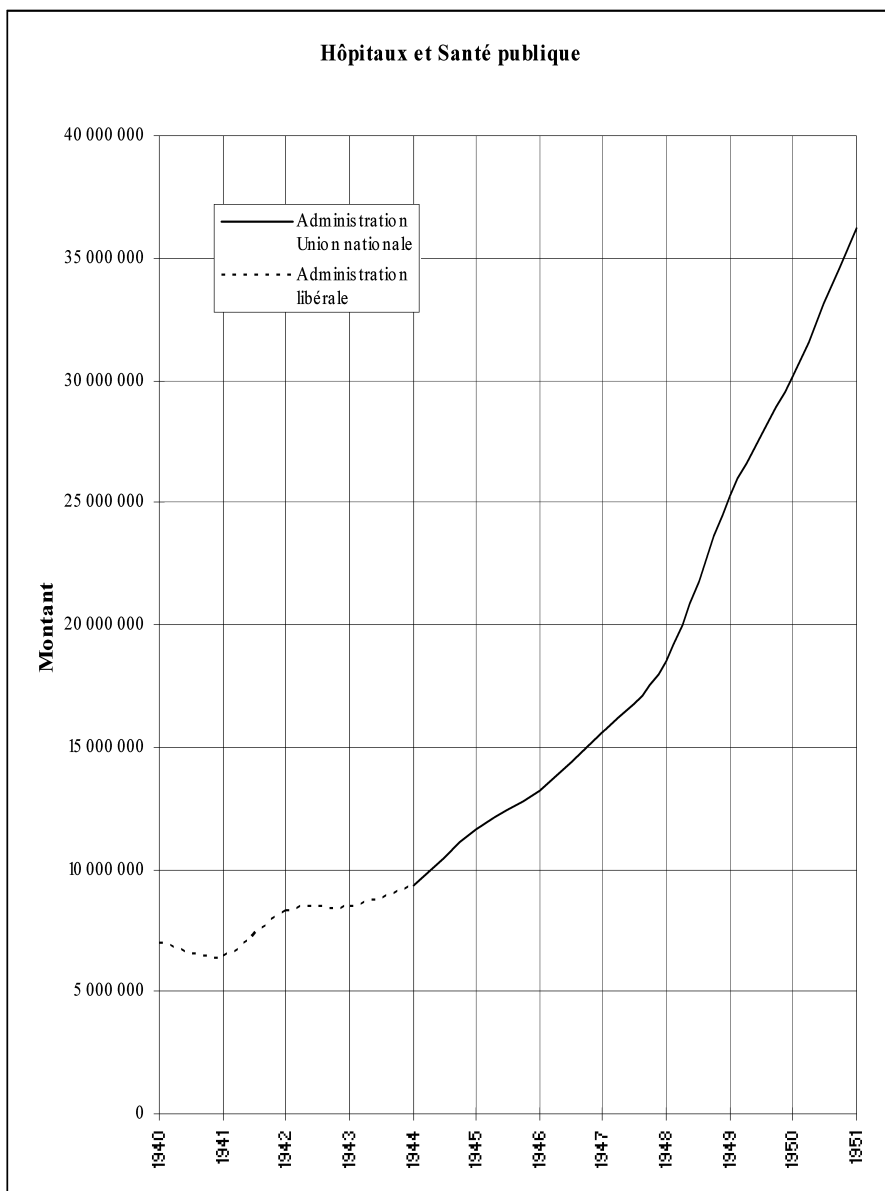
*Sommaire***Compte ordinaire :**

Revenus.....		\$262,700,000.00
Dépenses:		
Ordinaires.....	\$193,797,244.00	
Service de la dette publique .....	<u>23,845,000.00</u>	<u>217,642,244.00</u>
<b>Surplus au compte ordinaire.....</b>		<b>\$ 45,057,756.00</b>
<b>Compte capital .....</b>		<b><u>\$ 43,206,000.00</u></b>
<b>Surplus global.....</b>		<b><u>\$ 1,851,756.00</u></b>

Graphique No 1

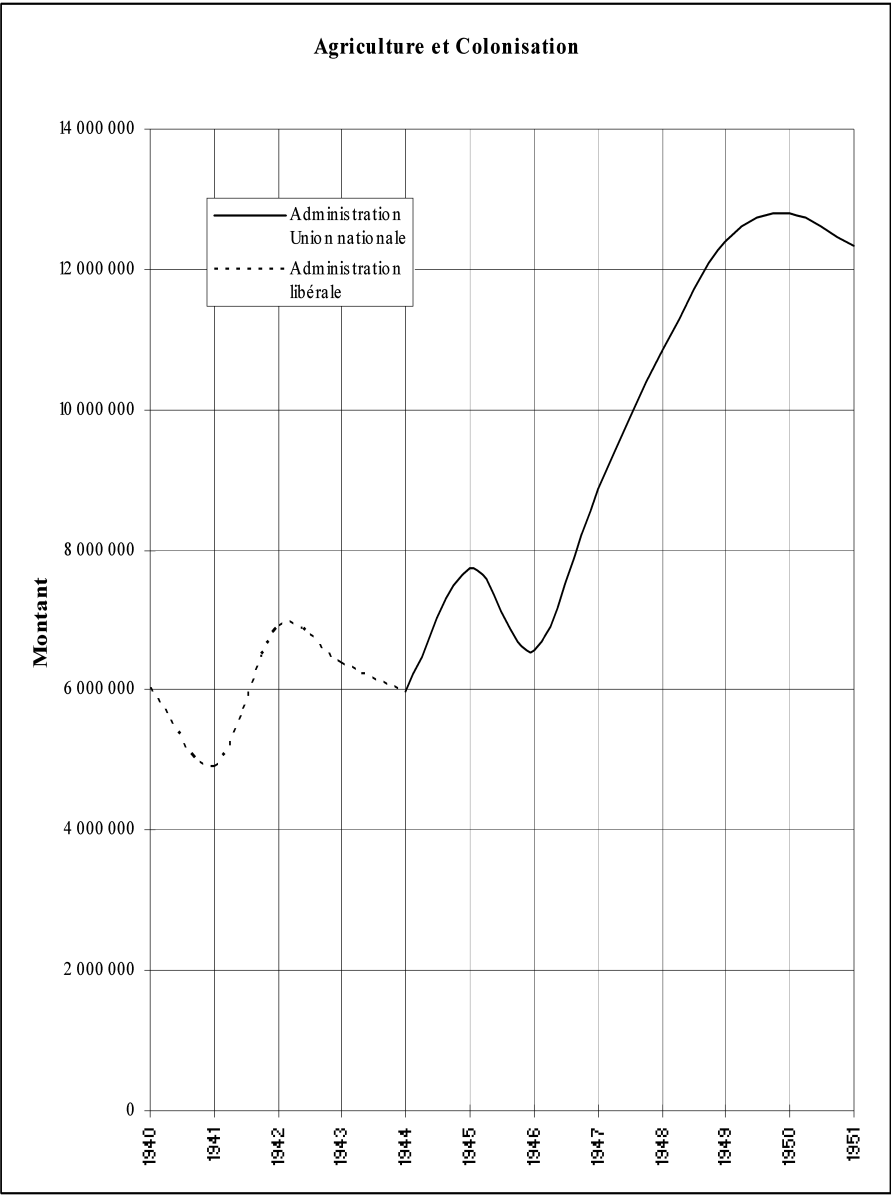


Graphique No 2

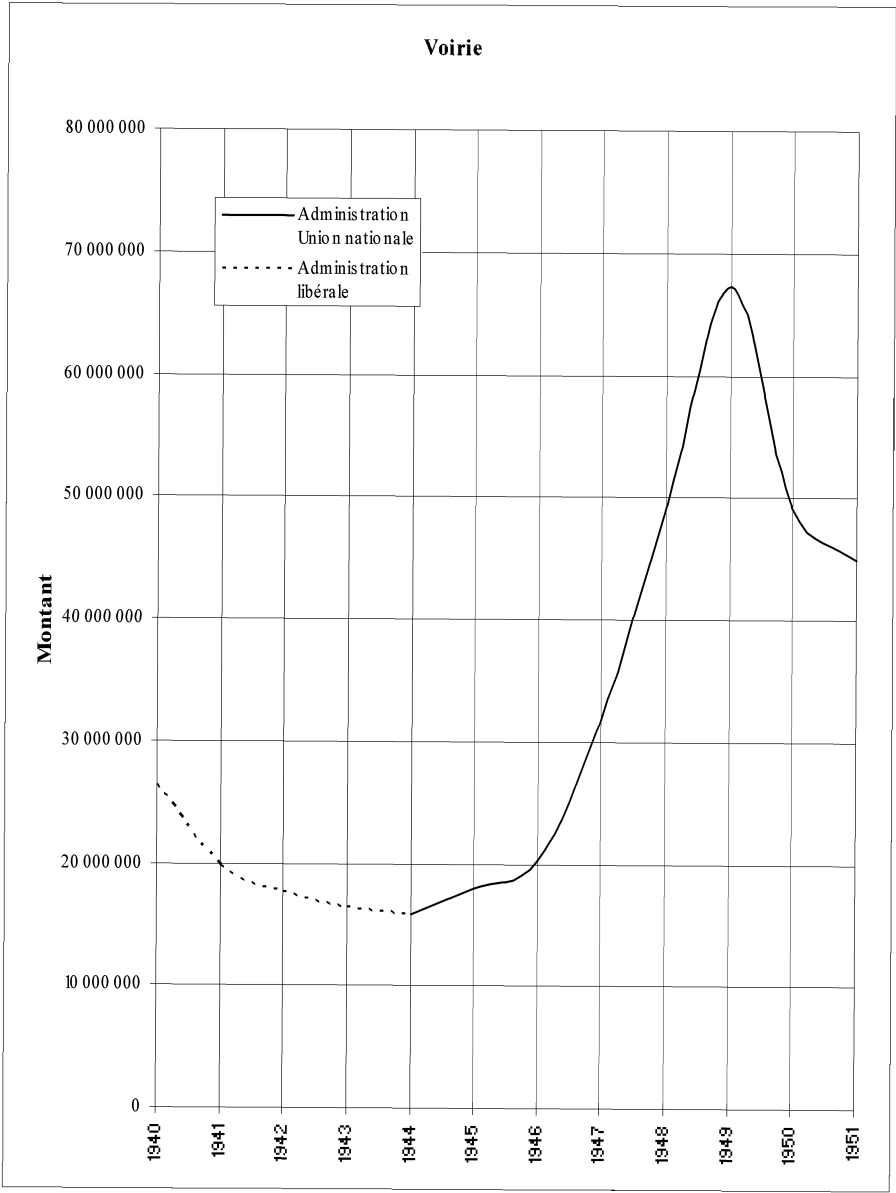




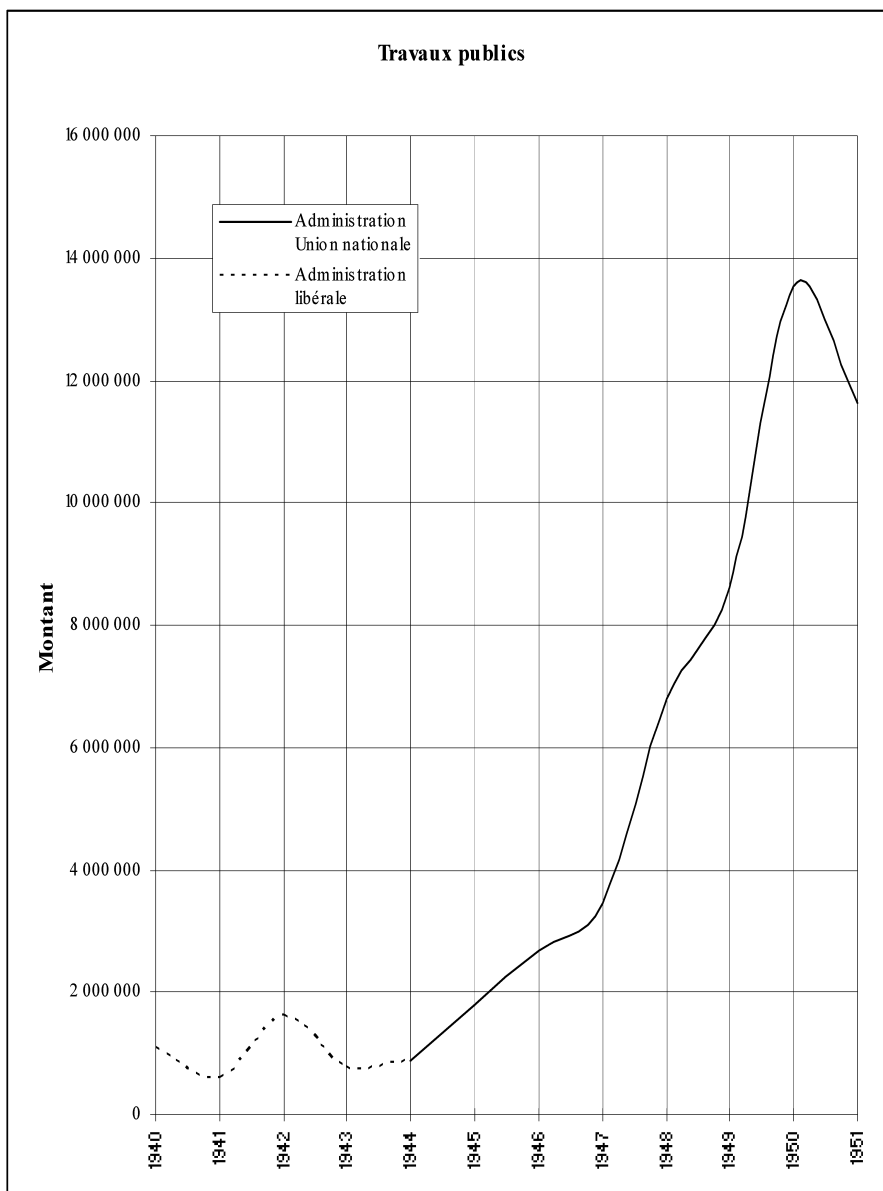
Graphique No 3



Graphique No 4



Graphique No 5



**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que le débat soit maintenant ajourné.  
Adopté.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas un million neuf cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée.

#### NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 10 janvier 1952, à la page 11, le débat sur ce projet de loi a débuté à 11 heures.

2. Il s'agit de Harry Binder qui a été élu à la mairie de Montréal en décembre 1951. *The Gazette* du 10 janvier 1952, à la page 16, nous donne un peu plus de renseignements sur les motifs de ses inculpations. Il a été reconnu coupable, le 15 mai 1940, d'avoir fait circuler des pamphlets contre la guerre, contre le recrutement et d'avoir encouragé la désaffection. Ainsi, il aurait porté atteinte à la sécurité nationale et à l'effort de guerre. Pour plus de détails, voir les notes sur M. Binder aux séances du 8 janvier 1952 et du 6 décembre 1951.

3. Selon *L'Action catholique* du 10 janvier 1952, à la page 17, des corbeilles de roses ont été offertes par la députation de l'Union nationale et par les journalistes.

4. François-Xavier Garneau (1809-1866), notaire, poète et historien canadien d'expression française, né à Québec. Considéré comme le père de l'historiographie canadienne, il écrivit une *Histoire du Canada* (1845-1852) afin de défendre, face aux Canadiens anglophones, la culture et l'identité québécoises.

5. Octave Crémazie (1827-1879), écrivain canadien d'expression française. Libraire à Québec. Il fut contraint à l'exil, à la suite d'une accusation de faux, et mourut en France, solitaire. Considéré comme le chef de file du romantisme canadien et le fondateur de l'"école de Québec", il chanta dans des poèmes d'inspiration patriotique son attachement à la France et sa nostalgie d'un passé glorieux. Outre ses poésies, ses *Œuvres complètes* (post. 1882) contiennent un intéressant *Journal du siège de Paris* et sa *Correspondance*.

6. Louis-Honoré Fréchette (1839-1908) fut attaché au *Journal de Québec* en 1861-1862 et travailla comme traducteur au Parlement de Québec. Devenu avocat, il ouvra un bureau à Lévis et, en 1864, fonda deux journaux: *Le Drapeau de Lévis* et *La Tribune de Lévis*. Il émigra à Chicago où, en 1868, il publia son long poème *La voix d'un exilé* où il fustige ses adversaires politiques (les conservateurs) et littéraires (les traditionalistes). Admirateur d'Octave Crémazie, et plus encore de Victor Hugo, il voulait

exprimer les sentiments collectifs de ses compatriotes. De retour au Québec, il fut élu député libéral du comté de Lévis au Parlement fédéral (1874-1878). Il occupa le poste de greffier du Conseil législatif du Québec de 1889 jusqu'à sa mort en 1908. Pour son recueil de poèmes *Les fleurs boréales*, il devint en 1880 le premier récipiendaire du prix de Montyon de l'Académie française. En 1882, il fut membre fondateur de la Société royale du Canada qu'il présida en 1900-1901.

7. Augustin-Norbert Morin (1803-1865), avocat, journaliste et homme politique québécois, né à Saint-Michel de Bellechasse. Journaliste au *Canadien*, il fonda ensuite le journal *La Minerve* en 1826. Député de Bellechasse en 1830, il appuya le parti patriote. Après sa réélection en 1834, il défend les 92 Résolutions auprès de la monarchie britannique. À Québec, il mène la rébellion de 1837 jusqu'à ce que la Constitution soit suspendue en 1838. Emprisonné le 28 octobre 1839 pour haute trahison, il fut libéré peu après. Sorti de prison, il s'oppose à l'Acte d'Union et occupe plusieurs fonctions dans les nombreux gouvernements de coalition des années 1840 à 1850. Il est successivement élu député de Nicolet, Bellechasse et Chicoutimi. Orateur à l'Assemblée législative du Canada-Uni de 1848 à 1851. Élu dans Terrebonne (1851). Secrétaire provincial et commissaire des Terres de la couronne (1851-1853 et 1854-1855) sous la bannière du Parti réformiste, il est en outre connu pour avoir fondé les villages de Sainte-Adèle, Morin-Heights et Val-Morin quelques années avant l'arrivée du curé Labelle. Nommé juge de la Cour supérieure (1855). Nommé conseiller de la reine en 1842. Reçut un doctorat en droit de l'Université Laval en 1854. Cofondateur du *Law Reporter* de Montréal. Membre de la commission de codification des lois civiles du Bas-Canada à compter de 1859.

8. André Siegfried (1875-1959). Sociologue français. Il est célèbre à cause de nombreuses études réalisées sur les pays anglo-saxons, sur la France et sur la sociologie électorale.

9. Honoré Mercier (1840-1894), libéral, premier ministre du Québec de 1887 à 1891, et commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation de 1888 à 1890. Il fonda également à Montréal le quotidien *Le Temps*, en 1883.

10. Esdras Minville (1896-1975), professeur et économiste. Professeur (1924-1938), puis directeur

(1938-1962) à l'École des hautes études commerciales (HEC). Conseiller technique au ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (1936-1939). Membre de la Commission des semaines sociales du Canada, membre de la commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels. Doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français.



## Première séance du jeudi 10 janvier 1952

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Remboursement de droits:

Protestant Foster Home  
Centre

**M. Fox (Brome)** propose, du consentement unanime, que le bill 117 changeant le nom de Protestant Foster Home Centre ayant pour objet l'expansion d'œuvres de charité et de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

## Projets de loi:

## Ville de Cowansville

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 concernant la ville de Cowansville soit maintenant lu une deuxième fois.

Cowansville a le pouvoir, en vertu d'une loi votée en 1949, de dépenser \$100,000 pour acquérir ou construire des immeubles destinés à des fins municipales, précise-t-il. Le bill a pour but de porter de \$100,000 à \$150,000 ce pouvoir, toujours soumis à l'approbation des électeurs et de la Commission municipale, et de décréter que ces édifices seront affectés à des fins industrielles. Je profite de la circonstance pour remercier le député de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu) de ce qu'il fait pour attirer de nouvelles industries dans la province et louer la promptitude et la compréhension avec lesquelles le premier ministre a accueilli la demande des autorités municipales de Cowansville.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je m'oppose à ce bill qui est identique à de nombreux autres bills adoptés depuis quelques sessions. La construction ou l'achat des édifices industriels n'est pas l'affaire des municipalités. Les municipalités ne

sont ni dans le commerce ni dans l'industrie. Tout ce que de telles lois font, c'est de créer une concurrence inutile entre les municipalités, d'autant plus qu'à la longue les petites municipalités ne peuvent pas tenir le coup contre les grandes.

De plus, les facilités de crédit pour les industries sont plus grandes que jamais et les compagnies sérieuses n'ont pas de difficulté à se procurer les fonds nécessaires. En outre, avec cette nouvelle façon de procéder, si l'industrie éprouve des difficultés, ne réussit pas, elle quitte les lieux et la municipalité reste avec une bâtisse sur les bras. Je félicite le député de Missisquoi (M. Bertrand) de ses explications et de sa façon habile de présenter son projet.

## L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne s'agit pas d'une loi nouvelle mais d'amendements à une loi existante, pour la rendre plus claire et plus opérante. L'initiative permettra l'établissement à Cowansville d'une industrie importante venant des États-Unis. Le projet du député correspond au désir de la population et la Chambre doit l'approuver. On a déjà accordé le même privilège à d'autres villes. Ce serait faire une injustice à Cowansville que de ne pas poser un geste identique à son endroit. Cette politique a été couronnée de succès ailleurs dans les autres provinces.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 226 sans l'amender.

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Petite industrie

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 50 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose: Que l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 19 (loi pour stabiliser la petite industrie), soit modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "six" par le mot "neuf".  
Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.  
Adopté après division.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

En vertu de la loi, dit-il, un concessionnaire ne peut pas recevoir plus de 50 milles carrés. La loi originale a été adoptée en 1948. Cette loi a été rendue nécessaire pour permettre à de petites industries disséminées un peu partout dans la province d'obtenir le bois franc dont elles ont besoin pour fonctionner et qu'elles pouvaient difficilement obtenir des compagnies ayant de grandes concessions.

La loi a donné de si bons résultats qu'il est devenu urgent d'augmenter la superficie du domaine de la couronne à même laquelle des concessions de bois franc pourront être faites à ces industries. Il s'agit surtout de bois franc, qui entre dans la fabrication de chaises, casseaux pour les bleuets, etc. Depuis que l'on peut utiliser davantage le bois franc

dans la production du papier, ce bois devient de plus en plus rare sur le marché.

Incidemment, des expériences faites récemment à Trois-Rivières ont permis de découvrir un procédé grâce auquel on pourra désormais fabriquer du papier avec 50 % d'épinette et 50 % de tremble, au lieu de 10 % actuellement. Mais, grâce à la loi de 1948, les petites industries sont certaines d'avoir le bois désiré. Cette petite industrie est indispensable à certaines municipalités dont elle fait vivre la population.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**  
L'opposition a critiqué cette loi, en 1948, parce qu'elle favorise les ventes de gré à gré, et nous croyions que l'on devrait procéder par voie d'enchères publiques. Nous n'avons pas changé d'opinion. Depuis 1948, les prix des concessions ont varié de \$500 à \$1,200 le mille carré; avec des enchères, on aurait obtenu le prix maximum. En outre, à date, les documents officiels révèlent qu'on n'a concédé que 419 milles carrés; il en reste donc près de 200. Pourquoi cette hâte à vouloir fixer les limites à 900 milles carrés? Veut-on favoriser certains commerçants de bois plutôt que de petits industriels? Car je remarque que plusieurs concessionnaires sont plutôt des commerçants de bois que des industriels.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Il y a certaines industries qui font du bois de sciage; il ne faudrait pas les priver du bois dont elles ont besoin pour fonctionner. Au sujet des concessions, plusieurs n'ont pas encore été annoncées officiellement, mais on en est rendu à 597 milles carrés et plusieurs demandes sont à l'étude. Enfin, il vaut mieux procéder par ventes de gré à gré, afin de protéger véritablement la petite industrie en empêchant les puissantes compagnies de s'accaparer, à haut prix, des concessions, ce qui serait la ruine des petites compagnies. De plus, les prix ne sont fixés qu'après inventaire, dans chaque cas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je suis étonné de voir le chef de l'opposition s'objecter à cette loi qui favorisera le progrès, la stabilité et la décentralisation de l'industrie. Avec la loi actuelle, on peut fournir à la petite industrie les concessions dont elle a besoin. Si l'on procédait par enchères, ces concessions iraient à d'autres compagnies qui souvent n'en ont pas besoin. En procédant par enchères, le gouvernement n'est pas obligé d'accepter la plus haute ou la plus basse soumission et les avis ne paraissent que dans la *Gazette officielle*, que peu de gens lisent, tandis que la loi actuelle, au contraire,



reçoit une publicité plus considérable dans les journaux qui rapportent les débats de la Chambre.

Notre loi de 1948 a permis l'établissement de plusieurs industries et, si nous demandons que la superficie à concéder soit augmentée, c'est que nous avons plusieurs autres demandes. On a manqué jusqu'ici d'un plan d'ensemble, ce qui a beaucoup nui à notre expansion. Nous voulons remédier à cette situation et nous favorisons la décentralisation. Si le chef de l'opposition veut s'en tenir encore à la centralisation, libre à lui. Il n'est pas convenable, croyons-nous, de priver les petites industries du bois dont elles ont besoin.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je comprends que le gouvernement veut passer cette loi pour vendre du bois à des compagnies qui n'ont pas d'argent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ce que je ne conçois pas, c'est que le gouvernement fixe pour les petits industriels locaux des prix inférieurs à la valeur réelle.

La motion est adoptée après division. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent trente-deux

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles provinciales, salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux écoles d'agriculture, salaires des professeurs (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas six cent sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux écoles d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Dupré (Verchères):** Proportionnellement, le gouvernement du Québec devrait accorder plus de bourses; la proportion du budget d'Ottawa consacrée aux bourses est plus forte. Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture du Québec ne distribue même pas en bourses tous les crédits qu'il fait voter.

C'est ainsi qu'en 1949-1950 le ministère a demandé \$20,600 pour des bourses, mais n'a en réalité distribué que \$8,086 pendant l'exercice financier. En 1950-1951, le ministère a demandé \$18,600, mais n'a dépensé que \$9,305. Le gouvernement libéral avait distribué pour \$12,285 de bourses pour études agricoles, en 1943-1944, et pour \$17,292 de bourses, en 1944-1945.

C'est dire que le gouvernement libéral se montrait plus généreux que le gouvernement de l'Union nationale. Ce n'est pas l'argent qu'on vote qui compte, mais l'argent qu'on dépense.

Les bourses n'augmentent pas en proportion du coût de la vie.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le député de Verchères (M. Dupré) ne dit pas la vérité quand il parle de diminution de sommes votées pour les bourses.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a des bourses qui étaient autrefois distribuées par le ministère de l'Agriculture et qui le sont maintenant par le ministère de la Jeunesse.

**M. Dupré (Verchères):** Je dis que les sommes distribuées en bourses ont diminué. Ou bien les

*Comptes publics* sont faux. Est-ce qu'en 1950-1951 le ministre de l'Agriculture a dépensé plus de \$9,305 pour les bourses? Il dit le contraire; il cherche à créer un mirage. Il ne devrait pas agir ainsi envers les siens, les agriculteurs.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

La discussion est ridicule. Il y a quantité plus de bourses qu'autrefois. À l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale en 1944, on payait en bourses \$176,000, tandis que cette année, on a payé en bourses \$671,000, soit une augmentation de 380 %.

Durant les cinq années du gouvernement de Godbout, de 1940 à 1945, les libéraux ont payé en bourses \$728,000, alors que sous le régime actuel, pour cinq ans également, le gouvernement a payé en bourses \$3,461,000, soit une augmentation de 504 %. Sous le régime précédent, 1,658 bourses étaient payées dans une année, tandis que, sous le régime actuel, 5,890 bourses sont payées, soit une augmentation de 325 %. Pendant les cinq dernières années du régime actuel, on a payé 24,175 bourses, soit une augmentation de 696.17 %.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ces statistiques sont très intéressantes, mais sortent de la question débattue. Nous parlerons en temps et lieu des bourses en général. Pour le présent, il s'agit des bourses agricoles. Depuis assez longtemps, le gouvernement fait voter \$20,000 par année pour cela et, au cours d'un seul exercice financier, il n'a jamais dépensé plus de \$10,000. Le ministre devrait être capable d'expliquer comment il se fait qu'il se fait voter \$20,000 et ne dépense qu'un peu plus de \$9,000. Il s'est dépensé \$9,000, en 1950-1951, et \$17,000, en 1943-1944.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Aucun règlement n'oblige à dépenser tout le budget qui a été voté. Dans le cas des bourses agricoles, il s'est fait un déplacement du côté du ministère du Bien-être social et de la jeunesse.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 10 janvier 1952**

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Voies et moyens:**

**Débat sur le budget  
1952-1953 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 9 janvier courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) a été nommé trésorier provincial le 30 août 1944. Il est donc en fonction depuis plus de sept ans et, dans quelques mois, il aura exercé cette charge plus longtemps qu'aucun de ses prédécesseurs. Les seuls autres qui ont occupé cette fonction pendant plus de sept ans sont deux grands libéraux, l'honorable Walter Mitchell, de 1914 à 1921, et l'honorable Jacob Nicol, de 1921 à 1929. Il est intéressant de noter en passant que le ministre des Finances actuel perçoit en taxes, dans une seule année, presque autant que ce que MM. Mitchell et Nicol ont perçu en 15 ans. Il s'est créé une réputation d'être le plus gros perceuteur de taxes provinciales depuis la Confédération.

Je regrette que la tradition qui accordait au chef de l'opposition quelques jours pour préparer sa réponse au trésorier de la province ait été brisée cette année. C'est la première fois, dans ma carrière politique de 11 ans, que le temps accordé pour l'examen des chiffres fournis par le grand argentier de la province ait été aussi limité. En fait, je n'ai eu que la nuit dernière à ma disposition pour disséquer la masse de chiffres et étudier les tableaux présentés par le ministre des Finances. D'habitude, le critique financier de l'opposition avait toute une fin de semaine pour préparer ses remarques. Cette coutume était assez logique parce que le discours du budget est un des plus importants discours prononcés au cours de la session parlementaire.

Dans les circonstances, je me demande quelle est la raison qui force le gouvernement à procéder ainsi à la vapeur, à l'encontre des traditions parlementaires. Le gouvernement craint-il qu'une étude plus approfondie que celle que j'ai pu faire au cours de la nuit dernière ne révèle une situation moins favorable que celle que le ministre des Finances a décrite dans son discours de 67 pages? C'est une question que le public se pose avec moi.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention, hier après-midi, les remarques du ministre, mais ce ne fut qu'après l'ajournement de la Chambre que j'ai appris, en scrutant les tableaux annexés au texte de son discours, les résultats probables de l'exercice en cours et ceux pour l'exercice 1952-1953.

Le gouvernement ne rend pas convenablement compte de son administration. Quand nous dénonçons la pratique du gouvernement de multiplier les autorisations permanentes qui constituent une violation des prérogatives de la Chambre en ce qui concerne le contrôle des deniers publics, on nous répond: "Les *Comptes publics* sont là et vous y trouverez les dépenses faites à même ces crédits." Or, je peux citer comme premier exemple le crédit de \$16,000,000 mis à la disposition du gouvernement par une loi de 1945 pour "organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles".

Au cours de l'exercice 1945-1946, ce crédit est demeuré intact, mais, pendant les cinq exercices suivants, le gouvernement a dépensé \$13,419,482.13 mais les *Comptes publics* ne donnent des détails que pour \$1,604,818.24. Pour le solde, de \$11,814,663.89, aucun nom n'apparaît. Je comprends que les *Comptes publics* ne donnent pas les noms des personnes qui ont reçu \$100 et moins, mais je trouve bien singulière une comptabilité qui ne donne pas de noms pour des dépenses de plus de \$11,000,000.

Voici un autre cas. Le 17 mai 1950, un mandat spécial de \$1,395,000 a été émis pour les "dépenses à encourir par le ministère des Travaux publics à la suite de l'incendie de Rimouski et pour les dommages occasionnés à divers ponts du réseau routier de la province par la débâcle ou l'effondrement". Le montant actuellement dépensé à même ce mandat spécial fut de \$669,213 et la dépense figure à la page C-18-16 dans les *Comptes publics* de 1950-1951. Vous y verrez les noms des personnes à qui les sommes furent payées pour la reconstruction du palais de justice et la prison de Rimouski, mais il n'y est donné aucun détail quant aux personnes auxquelles a été payée une somme de \$570,424.15 pour la reconstruction des ponts en question.

La même pratique a été suivie en ce qui concerne une autre dépense de \$267,655.49 pour travaux de drainage, imputée sur les crédits du ministère des Travaux publics.

Le gouvernement cache le détail de ses dépenses. Un gouvernement qui se contente d'indiquer les fins pour lesquelles les crédits ont été dépensés, sans révéler le nom des personnes à qui les paiements ont été faits, manque à son devoir. Le gouvernement doit donner un compte détaillé de la dépense de chaque crédit mis à sa disposition avec les noms des personnes et les montants qu'elles ont reçus. S'il veut ajouter d'autres détails indiquant le montant dépensé pour chaque objet, je ne m'y objecterai certainement pas; ce serait même utile et je ne verrais pas d'objection non plus s'il décidait de ne pas publier le détail des comptes au-dessous de \$200.

Je m'objecte fortement contre la méthode du gouvernement qui ne donne pas de renseignements pour des montants aussi considérables que des millions pour la colonisation et des centaines de millions de dollars pour des travaux publics.

Le même état de choses se retrouve dans les départements de la Santé, de l'Assistance publique, et de l'Instruction publique. Il est impossible de savoir combien chaque institution reçoit de la province pour les soins aux indigents. On ne fait aucune distinction entre les subventions et les sommes payées pour l'entretien des pauvres, et cependant ce montant est de \$33,858,607 au total. C'est la même chose en ce qui concerne les corporations scolaires.

Les *Comptes publics* nous permettent d'apprécier les résultats définitifs pour l'exercice 1950-1951 et la situation financière de la province au 31 mars 1951. Je veux maintenant faire quelques

commentaires en marge de ces résultats. La première chose que je constate en examinant les *Comptes publics* de 1950-1951, c'est que les revenus ont dépassé de \$4,181,326.72 la somme des dépenses ordinaires et en immobilisations. Le trésorier a dit que c'était un surplus, mais je me demande si c'en est bien un.

En scrutant l'affaire, on trouve dans les revenus une somme de \$21,794,994.73 provenant du fonds d'éducation. Plus loin, on voit que le gouvernement a dépensé à même ce fonds un montant total de \$13,143,508.92.

Cela veut dire qu'en 1950-1951, dans le fonds d'éducation, il y a un surplus de \$8,651,485.81 qui a été jeté dans le fonds consolidé du revenu. Cette somme aurait dû normalement servir à des fins éducatives.

Le fait que ce surplus est tombé dans le fonds consolidé a permis à l'honorable ministre des Finances d'équilibrer ses finances et de prétendre avoir réalisé un surplus de \$4,181,326.72. Évidemment, au cas où les revenus du fonds d'éducation eussent été utilisés en entier pour des fins éducatives, il n'y aurait pas eu de surplus dans le fonds d'éducation et le gouvernement aurait accusé un déficit considérable. La preuve en est facile.

Prenez l'ensemble des revenus et dépenses de l'exercice de 1950-1951, mettez à part les revenus et les dépenses du fonds d'éducation, et vous verrez que les autres revenus se chiffrent à \$216,918,735.05 et les autres dépenses à \$221,388,894.16, c'est-à-dire qu'il y a un excédent de dépenses de \$4,470,159.09.

Il est clair pour ceux qui se donnent la peine de rechercher la vérité dans les *Comptes publics* qu'en 1950-1951, comme par les années passées d'ailleurs, le gouvernement a comprimé les dépenses du fonds d'éducation pour combler le vide laissé par les dépenses de la voirie, de construction de ponts et autres travaux publics. Cela permet au gouvernement d'annoncer un surplus quand il a un déficit.

Je regrette que le gouvernement n'ait pas également comprimé ses dépenses, dans les autres compartiments. Si on compare les dépenses réelles avec les dépenses prévues par le ministre des Finances le 6 mars<sup>2</sup> 1950, on constate qu'il y a un excédent de \$33,917,543. Est-ce un accident? Non. Sous l'Union nationale, c'est une habitude.

Voici, M. l'Orateur, un tableau pour démontrer que la même chose s'est produite à peu près tous les ans depuis 1944. (Voir le tableau à la colonne suivante)

<i>Exercice</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Montant du budget</i>	<i>Dépenses en plus du budget</i>
	(\$)	(\$)	(\$)
1945-1946	108,530,799	99,854,805	8,675,994
1946-1947	131,221,262	107,965,650	23,255,612
1947-1948	164,352,234	123,874,636	40,478,698
1948-1949 (1)	225,459,436	141,990,457	83,468,979
1949-1950	217,837,121	176,497,860	41,339,261
1950-1951	234,532,403	200,614,860	33,917,543

(1) Grande année des élections.

En 1948-1949, dit-il, année des dernières élections provinciales, le gouvernement a dépensé \$83,468,979 de plus que le montant autorisé par le budget et voté par les Chambres. La province devait payer pour la victoire de l'Union nationale un joli déficit de \$30,980,186.48. Le gouvernement fera la même chose au cours de 1952-1953. Il dépensera des millions et des millions dans l'espoir de gagner les prochaines élections; il ne se limitera pas aux dépenses prévues au budget. Sous l'Union nationale, les estimations budgétaires ne donnent plus une idée juste et exacte des dépenses que le gouvernement projette. Cela prouve que les prévisions budgétaires du ministre des Finances ne sont faites que pour la forme et, une fois l'exercice commencé, le gouvernement dépense ce qu'il veut en vertu de ces nombreuses autorisations statutaires qu'il a fait voter depuis 1944.

Il (M. Marler) examine la situation financière de la province à cette date. La dette nette était alors de \$267,428,335.87, précise-t-il, ce qui représente, d'après l'auditeur, une diminution de \$16,703,448.90. Mais, pour juger mieux de cette dette, il faut prendre la période où l'Union nationale a été au pouvoir. Au 31 mars 1951, la réduction paraissait être de \$40,815,105, la dette nette ayant passé de \$308,243,441 à \$267,428,336.

La première chose que l'on constate, c'est que le gouvernement a pris dans les goussets de l'Hydro-Québec une somme de \$19,640,884, en vertu de la "fameuse transaction familiale", à qui il a vendu certains actifs, ce qui lui a permis de réduire d'autant la dette nette. Cela ramène la réduction réelle à \$21,174,221 pour une période de six ans. Le trésorier doit-il se vanter d'une réduction semblable?

Je ne le crois pas quand on se rappelle que, sous l'Union nationale, les taxes ont été plus lourdes et les revenus plus considérables que jamais. En fait, le gouvernement, du 31 mars 1945 au 31 mars 1951, a perçu en taxes \$1,080,928,089 et, à même cette

somme colossale, il n'a diminué la dette que d'un montant de \$21,174,221. La réduction de la dette représente donc moins de 2 % des revenus.

Cette diminution n'est d'ailleurs que temporaire et l'expérience nous prouve que la dette, sous l'Union nationale, monte les années d'élections. En 1948, elle fut augmentée de \$25,000,000. La diminution de la dette nette est décevante parce que la vérité, c'est que le passif réel de la province a subi une augmentation formidable sous l'Union nationale. La diminution annoncée de temps à autre est décevante à cause de l'habitude du gouvernement de contracter des engagements sur les budgets futurs.

Comme conséquence, le passif réel du Québec est plus considérable et plus lourd que sous toute autre administration. Et cette diminution a été rendue possible par des méthodes comptables qui ne sont pas conformes aux principes de la saine comptabilité, chaque annonce d'un surplus étant immanquablement suivie d'un nouvel emprunt.

Même après l'annulation de \$18,700,000 de débentures à la suite de la transaction avec l'Hydro, la dette consolidée a augmenté de \$13,750,253.50, au 31 mars 1951, et dès le lendemain elle montait de \$50,000,000 avec l'emprunt lancé à New York, en date du 1<sup>er</sup> avril 1951. De cet emprunt, \$500,000 étaient pour des renouvellements, ce qui donne une augmentation de \$31,000,000 de la dette consolidée.

La dette consolidée n'est pas le seul item du passif réel de la province. Il y a aussi le passif indirect qui accuse une augmentation formidable de \$272,740,832, de 1945 à 1951. Au 31 mars 1951, ce passif indirect, représenté par des dettes sur achat de propriétés à long terme, des engagements sur le fonds de l'assistance publique, sur la loi du logement et diverses autres obligations, s'établissait à \$310,123,935. Sur cette somme, \$191,323,800 est attribuable à l'Hydro-Québec. La balance est due et payable en entier par le gouvernement de la province de Québec. Le passif indirect pèse aussi lourdement sur le budget provincial que la dette consolidée elle-même.

Je ne doute pas que les députés ministériels vont essayer de faire croire que, seule, la dette nette est la mesure de la bonne administration financière; mais ce n'est pas le cas. La dette nette n'est qu'un élément, et ce qui compte réellement est ce que la province doit payer à même les taxes et ses autres revenus. Eh bien, quels sont les engagements que, seule, la province doit solder?

Cela veut dire que le gouvernement, non satisfait d'avoir fait des dépenses de \$1,081,933,254 à même ses revenus de 1945 à 1951, a dépensé en plus \$135,403,839 des revenus futurs. Le total est

formidable et il s'établit comme suit: l'assistance publique, \$40,255,102; la loi du logement, \$14,094,605; la construction d'écoles (les promesses), \$29,852,432; la dette scolaire, \$51,201,700; et \$191,323,800 d'obligations garanties en faveur de l'Hydro-Québec. Si l'on exclut les \$191,323,800 de l'Hydro qui est bien capable de faire face au paiement de ses dettes, le passif indirect qui se totalise aujourd'hui à \$118,800,135 est payable presque en totalité par la province. Il n'y a sur ce total que \$13,147,228 qui représentent des emprunts garantis par la province et que d'autres sont obligés de payer. Tout le solde de \$105,562,907 est payable entièrement et exclusivement par la province.

Ainsi, un montant de \$51,201,700 est attribuable à la dette scolaire assumée par la province et représente les débentures émises par la Commission municipale. Seule la province doit pourvoir à ce paiement. Le montant devrait même, en saine comptabilité, faire partie du passif direct. Mais ça ne ferait pas l'affaire de l'Union nationale qui tient à se vanter d'avoir assumé la dette scolaire, mais qui ne veut pas en tenir compte quand il s'agit de calculer la dette de la province.

On ne veut même pas tenir compte, dans le calcul de la dette indirecte, des octrois que le secrétaire provincial a promis de verser aux corporations scolaires pour la construction d'écoles. Ces engagements ne figurent nulle part dans les *Comptes publics*. On sait seulement, par un prospectus d'emprunt, qu'ils s'élèvent à \$29,852,432.

Tout ce passif indirect, malgré son titre, devra aussi être payé à même les revenus de la province. Il a donc autant d'importance et pèse aussi lourdement sur le budget que la dette consolidée. Et il se chiffre, avec les promesses d'octrois pour construction d'écoles, à \$135,403,839. C'est dire que, non satisfait d'avoir fait des dépenses pour \$1,081,933,254 à même les revenus de 1945 à 1951, le gouvernement a dépensé en plus \$135,403,839 des revenus futurs.

Il (M. Marler) examine les tableaux que le ministre des Finances a déposés en Chambre. Il ressort des chiffres que le revenu provenant des taxes atteindra, en 1951-1952, un nouveau sommet que le ministre des Finances fixe environ à \$199,325,500, précise-t-il. Mais il faut ajouter à cette somme \$23,715,000 provenant des taxes pour le fonds d'éducation. Il y aura donc des revenus de \$223,040,500, soit \$55.70 par tête de population. C'est \$9 par tête de plus que l'an dernier.

Ces faits nous incitent à dire que, sous l'Union nationale, le contribuable québécois est le plus taxé de tous les contribuables canadiens. Il paie non seulement les impôts provinciaux que son voisin

de l'Ontario ne paie pas, tels que la taxe de vente, la taxe sur les repas, la taxe sur le tabac, mais il paie aussi deux sous de plus en taxe sur la gazoline. À elle seule, la taxe de vente a rapporté l'an dernier \$58,000,000 à la province et aux corporations municipales et scolaires.

L'augmentation ne s'explique pas uniquement, comme l'Union nationale voudrait le faire croire, par la prospérité générale et par l'amélioration des méthodes de perception. Elle s'explique en partie par l'augmentation considérable de taxes décrétées par le gouvernement de l'Union nationale.

Sous le régime libéral, le contribuable québécois était taxé trois fois et demie moins que sous l'Union nationale. Le revenu provenant de la taxation était de \$65,000,000. Pour 1951-1952, il est rendu à la somme de \$223,040,500. Il faut tenir compte que, cette année, les contribuables vont payer davantage en taxes de vente, en impôts sur les repas, sur le tabac, sur la gazoline. C'est un fardeau très lourd auquel le gouvernement semble être assez indifférent.

Il (M. Marler) examine la politique de taxes de l'Union nationale depuis 1945. Voici, dit-il, la liste des impositions décrétées depuis cette époque par nos amis d'en face: une augmentation du prix des licences accordées aux brasseries; une imposition d'une taxe sur les producteurs d'énergie électrique; une imposition d'une taxe sur le bois de pulpe; une imposition d'une taxe additionnelle sur les compagnies de téléphone; une imposition d'une nouvelle taxe sur les compagnies qui raffinent le pétrole; une augmentation de \$1 à \$2.50 du prix de permis des tracteurs agricoles; une imposition d'une taxe de 7 %, au lieu de 5 %, sur les profits des corporations, à part d'autres taxes sur le capital; une suppression, en 1949, de certaines exemptions prévues par la loi concernant les droits de succession et une augmentation, en 1947, de la taxe sur la gazoline de 8 à 11 cents et, en 1950, de 11 à 13 cents le gallon. Voilà les raisons pourquoi le ministre des Finances prévoit percevoir, en 1951-1952, un montant de taxes sans précédent.

Le gouvernement déclarait que ces taxes ne devaient pas servir de prétexte pour augmenter le prix des produits ou des services des compagnies concernées, mais, tout de même, le prix de la bière, du papier journal, du téléphone et de la gazoline a monté. Et, dans certains milieux, on parle à l'heure actuelle d'augmenter le prix de l'électricité.

Qu'est-ce que nous relevons dans le discours du ministre des Finances, le député de Matane (l'honorable M. Gagnon), quant aux dépenses probables de l'exercice en cours? Le total des

dépenses ordinaires, en immobilisations et pour le service de la dette s'élève à la somme de \$269,421,000. Selon l'habitude de l'Union nationale, il y aura encore un écart considérable de \$32,694,100 entre les prévisions budgétaires et les dépenses réelles.

Les frais pertinents ne sont pas encore connus, mais je n'ai aucun doute que les autorisations statutaires expliquent encore une fois cet écart entre les dépenses prévues au budget et les montants réellement dépensés. Par exemple, le service de la dette publique a coûté, en 1951-1952, \$6,160,000 de plus que la prévision budgétaire, ce qui est extraordinaire, quand le gouvernement se vante d'avoir réduit la dette.

Ce fait est extraordinaire pour deux raisons. Premièrement, s'il y a une dépense qu'on connaît à l'avance, c'est certainement le coût du service de la dette provinciale et, deuxièmement, le ministre des Finances et d'autres partisans de l'Union nationale se vantent à toute occasion possible de la réduction de la dette sous le régime actuel. Mais le peuple se demande pourquoi le coût du service de la dette augmente sans cesse, si la dette a réellement baissé.

Il y a des contradictions dans le discours du ministre des Finances sur l'année 1951-1952. Je me demande ce que le gouvernement a fait d'un solde de \$20,000,000 provenant de l'emprunt de \$50,000,000 à New York. Si le gouvernement l'a dépensé, c'est \$289,421,000 et non pas \$269,421,000, comme on le dit officiellement, que le gouvernement a dépensé en 1951-1952.

Au sujet du surplus de \$1,169,400 que le ministre des Finances annonce pour 1951-1952, je note deux choses. Premièrement, les contributions des employés civils au fonds de pension, se chiffrant à \$1,300,000, sont dans le fonds consolidé. Sans cet apport des employés, le gouvernement aurait un déficit. Deuxièmement, le ministre des Finances parle du fonds d'éducation pour dire que les revenus seront de \$23,713,000. Mais il reste silencieux quant aux dépenses. Il ne dit pas, comme il aurait dû le faire, combien a été dépensé à même les revenus de ce fonds pour l'exercice en cours.

Je n'hésite pas à prédire que, lorsque nous aurons les *Comptes publics*, nous verrons qu'encore cette année le surplus du fonds d'éducation a permis au gouvernement de parler de surplus alors qu'en réalité le surplus de ce fonds a servi à financer d'autres dépenses que celles qui sont strictement éducationnelles.

Je trouve curieux que le ministre ait évalué les revenus probables de 1952-1953 à \$262,700,000 alors que, sur cette partie du discours du ministre, le

ministre des Finances anticipe une diminution de \$7,890,400 dans les revenus de 1952-1953. Cette diminution s'explique par une baisse anticipée de \$1,250,000 dans le revenu des permis et droits payés à la Commission des liqueurs, et une baisse de \$5,700,000 dans le profit de la Commission.

Le public, mis au courant de cette diminution, se demandera si enfin, en face des protestations récentes<sup>3</sup>, le gouvernement fera observer la loi des liqueurs ou si ce n'est qu'un subterfuge pour permettre au gouvernement de prélever encore l'an prochain les mêmes impôts qu'actuellement et pour cacher des revenus réels.

Que ce soient les revenus sans précédent que la province recevra cette année ou les revenus probables de 1952-1953 qui doivent servir de base, chose certaine, c'est que le gouvernement se montre peu soucieux d'alléger le fardeau des taxes provinciales que les contribuables sont obligés de supporter. En dépit du fait que les revenus sont montés de \$105,000,000, en 1945, à \$270,000,000, en 1952, les seuls dégrèvements de taxes que le gouvernement juge à propos de faire sont ceux qui se rapportent aux charges de l'assistance publique payées par les municipalités rurales et ceux que l'on a prétendu accorder quant aux droits sur les petites successions. Lors de discussion des projets de loi pour effectuer ces changements, le gouvernement estimait le montant de ces dégrèvements à \$600,000 et à \$700,000 respectivement.

Vous avez dans ces deux cas une idée excellente de la générosité du gouvernement en matière de taxes. La province doit recevoir en revenus de toutes sortes, en 1952-1953, une somme de \$262,700,000 et tout ce que le régime actuel se propose de faire, c'est de diminuer les charges de \$1,300,000. En regard du revenu, cela ne représente pas un ½ de 1 %. C'est la mesure de la générosité du régime actuel qui aime bien encaisser l'argent des contribuables.

La dépense estimée pour 1952-1953 est de \$260,848,244, ce qui est le plus haut montant dans l'histoire de la province. Mais, sous l'Union nationale, le budget n'est que le commencement et le gouvernement actuel n'a jamais soumis aux députés son véritable programme. Nous l'avons connu sous l'Union nationale de 1936 à 1939, et encore de 1944 à date. Ces estimés seront dépassés de beaucoup. Le ministre n'y a pas inscrit toutes les dépenses projetées.

Il est arrivé souvent dans le passé qu'au moment même où le budget était déposé, l'administration projetait des dépenses considérables qui n'y étaient pas inscrites. La même chose se

répète cette année et il est évident que le budget ne contient aucune provision pour certaines dépenses que le gouvernement se propose de faire. Je vais donner quelques exemples seulement.

Je reproche au gouvernement de n'avoir rien prévu dans le budget pour les centres de diagnostic. Le gouvernement a fait grand état de son projet de loi sur les centres de diagnostic, mais le budget n'en parle pas. Il n'y a pas de crédit pour l'établissement d'un centre, soit à Montréal, soit ailleurs; il n'y a pas de crédit non plus pour payer les examens cliniques de ceux qui n'ont pas les moyens de payer, tel que prévu par le projet de loi; il n'y a aucune provision pour les dépenses incidentes pour la refonte des lois, pour les dépenses du comité qui doit étudier les problèmes relatifs à la production, à la vente et à la distribution des produits agricoles; pour la construction, l'agrandissement et l'aménagement d'hôpitaux pour malades mentaux, pour lesquels le bill 13 autorise une dépense de \$10,000,000; il n'y a pas de provision pour l'acquisition des territoires forestiers prévus par le bill 21; il n'y a pas non plus de provision pour les travaux que le gouvernement entreprend pour le détournement de la rivière Mégiscane, projet qui doit coûter dans les environs de \$3,000,000; ni pour nombre de projets payables au moyen d'autorisations générales.

Toutes ces mesures constituent des autorisations au gouvernement de faire des dépenses en dehors du budget et en addition aux montants prévus dans les estimations budgétaires. Les sommes mentionnées dans ces bills sont assez considérables, mais nous devons nous attendre que, d'ici à la fin de la session, surtout au cours de cette session pré-électorale, le gouvernement nous apportera d'autres projets qui entraîneront des dépenses qui ne sont pas non plus prévues dans le budget de 1952-1953.

Tout cela m'amène à croire que le budget de 1952-1953 est défoncé avant de commencer. Ç'a l'air, en effet, que le surplus de \$1,851,756 de l'honorable ministre des Finances est mort-né.

Dans son discours, l'honorable ministre des Finances a fourni beaucoup de chiffres sur les dépenses faites par la province, dans divers domaines, depuis 1939 à date. Pour lui, la seule chose qui compte, c'est le montant de la dépense. Mais le contribuable, qui a un autre point de vue, veut savoir si le gouvernement a dépensé sagement les argents payés en taxes ou s'il les a gaspillés.

Nous croyons, pour notre part, que les faits démontrent qu'il y a eu gaspillage et extravagance de la part du gouvernement. Voici des faits: premièrement, depuis 1944, le gouvernement a formé une multitude

de commissions et de comités dont plusieurs n'ont même pas fait de rapport, mais les traitements de leurs membres et leurs frais de voyage et de représentation ont coûté inutilement aux contribuables des centaines de milliers de dollars.

Deuxièmement, à part d'avoir trouvé des situations de repos pour ses amis, l'Union nationale a nommé beaucoup de ses organisateurs à des fonctions gouvernementales, où ces personnes exercent encore leurs activités politiques au bénéfice du régime actuel. Nous avons pu constater que, sur la liste du personnel de la Commission du salaire minimum, il y a des amis du régime, organisateurs actifs, qui touchent des salaires pour plus de \$50,000 par année, et je suis persuadé que, si nous avions les renseignements quant aux autres commissions gouvernementales, nous verrions bien d'autres organisateurs de l'Union nationale rétribués à même l'argent des contribuables.

Troisièmement, d'après les *Comptes publics*, de 1945 à 1951 seulement, nous voyons que le gouvernement a accordé des contrats et a fait des achats divers pour un montant qui dépasse \$300,000,000. À ce sujet, je me rappelle encore le rapport du vérificateur de la province quant aux achats, lorsqu'il dit cette année, avec encore plus de force que dans le passé, "que le Service des achats ne tient pas suffisamment compte des méthodes d'affaires pratiquées dans le commerce et l'industrie, et approuve souvent des achats au plus haut prix du marché". Et, M. l'Orateur, tout le monde sait que depuis que le régime actuel est au pouvoir, aucun contrat pour travaux de voirie, pour la construction de ponts ou pour d'autres travaux publics n'a été accordé après demande de soumissions publiques par la voie des journaux.

Des milliers de contrats ont été accordés, et même dans les cas où la loi des travaux publics exigeait formellement une demande de soumissions publiques par la voie des journaux, le gouvernement s'est abstenu de suivre cette politique. Cette habitude systématique de la part du gouvernement a créé une espèce de royaume d'entrepreneurs favorisés par le régime et a privé la province et le contribuable d'économies de millions et de millions qui auraient pu être réalisées avec un système honnête de soumissions publiques.

Le 13 juillet 1936, à Baie-du-Febvre, le premier ministre actuel, le chef de l'opposition d'alors, déclarait que, seulement en demandant des soumissions, la province pourrait économiser \$2,000,000 par année. À ce moment-là, les revenus de la province n'étaient que de \$40,000,000.

Eh bien, si la province, en demandant des soumissions, pouvait économiser \$2,000,000, sur un budget de \$40,000,000, combien de plus ne pourrait-elle économiser aujourd'hui avec un budget de \$250,000,000? Et combien n'aurait-elle pas économisé, depuis 1944, sur les contrats et les achats pour au-delà de \$800,000,000?

Une conclusion nette s'impose. Avec sa politique de penser d'abord à ses amis, l'Union nationale, de 1944 à aujourd'hui, a gaspillé des millions de l'argent des contribuables.

Je termine, M. l'Orateur, avec les remarques suivantes:

1. Le gouvernement ne se rend pas compte d'une manière satisfaisante des crédits mis à sa disposition;

2. Sous l'Union nationale, la dette consolidée accuse une augmentation de plus de \$31,000,000;

3. Sous l'Union nationale, le passif indirect payable par la province s'est augmenté de \$81,417,032, du 31 mars 1945 au 31 mars 1951, et à cette somme il faudra ajouter les engagements de \$30,000,000 payables pour la construction d'écoles;

4. Ce nouveau passif excède de beaucoup la réduction de la dette nette depuis 1944;

5. L'Union nationale continue son habitude de présenter des budgets qui ne révèlent pas les véritables dépenses projetées;

6. Le ministre des Finances ne semble pas certain si le solde de \$20,000,000 provenant de l'emprunt lancé à New York, le 1<sup>er</sup> avril 1951, a été dépensé ou s'il reste encore disponible pour financer des travaux au cours des prochaines élections.

Une autre conclusion s'impose aussi: il est temps de remplacer le gouvernement par un autre qui assurera une administration plus saine des finances de la province.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Je félicite mon collègue le ministre des Finances, député de Matane (l'honorable M. Gagnon), pour le discours de grande classe qu'il a prononcé sur le budget de la province. Il a parlé dans une langue châtiée, lors de ce discours d'une grande valeur littéraire autant que fondamentale, dans une langue impeccable qui n'aurait pas détonné au palais Bourbon.

Le ministre fait mentir la légende qui voulait autrefois que les Canadiens français ne fussent pas aptes à occuper la gérance de nos finances provinciales. Il n'est que juste que le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) fût appelé le premier à porter le titre de ministre des Finances de la province de Québec.



Pour répondre au discours du chef de l'opposition, si j'avais demandé au premier ministre un ajournement, celui-ci l'aurait probablement accordé avec plaisir. Mais il y avait un inconvénient. Le discours que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) prétend n'avoir pas eu le temps de préparer était prêt depuis plus de 24 heures et publié dans tous les journaux! Le député de Westmount-Saint-Georges affirme qu'il a travaillé toute la nuit dernière.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** C'est vrai!

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Je n'en doute pas, car c'est très évidemment un discours préparé dans les ténèbres. Il est évident que le chef de l'opposition n'a pas eu le temps de lire le discours du député de Matane ou qu'il ne l'a pas digéré, car il aurait conclu comme un grand journal anglais de Montréal que les finances de la province sont saines.

Le député de Westmount-Saint-Georges s'est attardé à tenter de prouver qu'il n'y a pas eu de surplus l'an dernier. Il a dit la même chose l'an dernier et avait même prévu un déficit de \$18,000,000 pour le dernier exercice. Or, il arrive, ironie du sort sans doute, que la dette pour cette même année a été diminuée du montant à peu près exact qu'avait prévu le député de Westmount-Saint-Georges comme déficit, soit une petite erreur de \$36,000,000.

En entendant le chef de l'opposition, on avait l'impression qu'il avait consulté au cours de la nuit son "chef iranien" qui a l'habitude de faire des déclarations sans réfléchir. Mais nous étions quand même en droit de nous attendre à ce que le chef de l'opposition ne fasse pas de déclaration qui puisse nuire au bon crédit de la province. L'auditeur de la province, un homme impartial, qui prend certainement toutes les données en considération avant de faire un bilan, déclare que la dette a été diminuée de \$18,000,000 l'an dernier.

Le chef de l'opposition a réclamé un changement de gouvernement? Qu'il ne se fasse pas d'illusions. La population ne changera pas ses administrateurs expérimentés. Un grand économiste français disait: "Donnez-moi une saine finance et je vous donnerai un bon gouvernement." C'est ce que nous avons dans la province.

Quoi qu'en dise le chef de l'opposition, c'est la dette nette qui exprime vraiment une situation financière, c'est-à-dire ce qu'on doit. Or, le rapport de l'auditeur est là pour l'établir. Lorsque nous avons pris le pouvoir, la dette de la province était de

\$308,000,000. Elle est aujourd'hui de \$256,000,000, soit une diminution incontestable de \$52,000,000 en sept ans, soit une moyenne de \$7,500,000 par année. C'est un record sans précédent dans l'histoire de la province et c'est un record inégalé au Canada.

Le chef de l'opposition prétend que nous percevons autant de revenus en un an que les libéraux en 15 ans? C'est vrai. Mais il faut dire que, sous les libéraux, les gens gagnaient 12 cents l'heure, alors qu'ils gagnent aujourd'hui plus de \$1 l'heure. L'accroissement des salaires et de la production explique l'accroissement des revenus.

Le chef de l'opposition prétend que l'on devrait inclure dans le bilan les engagements futurs de la province. Lui qui a déjeuné, la semaine dernière, au Club de réforme, avec le ministre fédéral des Finances, M. D. C. Abbott, lui a-t-il demandé s'il tient compte, dans ses bilans, des engagements pris envers les Nations Unies ou l'Alliance Atlantique ou encore la dette du Chemin de Fer National? Non. Y a-t-il dans le budget fédéral un budget correspondant? Pourtant, ces engagements sont pris au nom du peuple canadien et seront payés par le peuple canadien. Dans tous les gouvernements, les engagements futurs sont reportés sur les budgets à venir.

La province de Québec paie ses engagements à même ses revenus. Le gouvernement n'a pas légalement le droit de créer des impôts pour accumuler une réserve. Quand un engagement est pris pour une période d'années, il se paie au fur et à mesure et le budget ne doit faire mention que du budget payable annuellement. Il ne peut donc pas être question de mettre dans le passif des choses payables dans des années à venir et que le gouvernement peut payer chaque année à même ses revenus. À cela se borne son rôle.

Le chef de l'opposition cherche à créer une atmosphère politique favorable en insinuant que les *Comptes publics* ne mentionnent pas tous les argents dépensés par le gouvernement. Il parle de comptabilité défectueuse. A-t-il consulté les *Comptes publics* de 1931 à 1936? Le gouvernement libéral du temps nous annonçait chaque année des surplus d'un million de dollars. Au bout de cinq ans, cela aurait dû faire un surplus global de \$5,000,000, mais l'auditeur de la province déclare dans les *Comptes publics* que la dette de la province a augmenté de \$20,000,000 par année, soit un total de \$100,000,000. On nous reproche de ne pas mentionner tous les petits détails dans les *Comptes publics*, qui sont pourtant assez volumineux déjà. Que penser alors de l'ancienne administration libérale qui ne mettait pas le bilan de la province dans les *Comptes publics*?

Le chef de l'opposition peut-il me dire à quelle page de ces *Comptes publics*, de 1931 à 1936, il trouve le bilan de la province? Nulle part. Le gouvernement de ses amis ne publiait même pas ce bilan et nous étions obligés de passer de longues heures à faire des calculs pour arriver à des résultats.

Aujourd'hui, l'opposition critique l'Union nationale parce qu'elle voit que la province de Québec prend enfin sa place parmi les provinces canadiennes, que la population a cessé de vivre sans routes, sans écoles, et qu'elle occupe aujourd'hui le premier rang dans une foule de domaines.

Tout a changé dans la province, grâce à l'arrivée d'un homme de courage et de vision, qui a consacré à la politique et aux siens un quart de siècle. Cet homme mesure soigneusement chacun des coups qu'il porte; il voit haut et il a fait progresser la province au point qu'elle a pu augmenter ses revenus sans opprimer le peuple. Cet homme a donné à la jeunesse une formation qui permette d'accéder aux premiers postes. Il fait bon aujourd'hui de voir les 15,000 élèves de nos universités, les écoles modernes où l'on dispense l'enseignement primaire, nos maisons d'enseignement secondaire où se forme notre élite, et nos magnifiques écoles spécialisées qui assurent à nos jeunes une compétence essentielle. On doit se réjouir de cet état de choses et cesser de dire et de croire que notre province est surtaxée.

Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) prétend que le ministre des Finances se trompe sur le montant de ses estimés? Qu'il consulte donc M. Abbott pour lui demander des explications sur l'erreur de \$600,000,000 dans son dernier budget et à la suite duquel les contribuables canadiens ont payé en sept mois \$600,000,000 de trop en taxes au Trésor fédéral. Et, comme la province de Québec paie  $\frac{1}{3}$  des taxes fédérales, elle a payé \$200,000,000 de trop en taxes à cause de l'erreur de M. Abbott. C'est plus que tout le budget de la province de Québec.

Nous avons une province capable de payer pour assurer son progrès et l'on ne saurait nous taxer d'extravagance. Nous avons dû, à notre arrivée au pouvoir, racheter 40 années d'inertie, au cours desquelles les partis au pouvoir n'ont fait que marquer le pas. Avec l'Union nationale, la population a compris que le temps était venu de progresser et nous avons atteint à des revenus si intéressants qu'en une seule année nous pourrions, si nous ne dépensions rien, payer toute la dette de la province accumulée depuis la Confédération. Il y a peu de provinces qui peuvent s'enorgueillir d'un bilan aussi favorable.

Le gouvernement fédéral perçoit 77 % des taxes et la province, 13 % seulement. Cependant, qui

a le plus d'œuvres à montrer? Chaque sou perçu par le gouvernement provincial est consacré au développement intellectuel et matériel de la province.

Nous ne sommes pas inquiets des prochaines élections, car nous avons nos œuvres à offrir. Il est même possible que les libéraux soient balayés complètement et que ce soit le député de Québec (M. Chaloult) qui remplisse le rôle d'opposition officielle. Les ministres actuels ont tous fait leur devoir et ils sont prêts à répondre à n'importe lequel de leurs contradicteurs; ils défient ceux qui veulent les attaquer.

Nos progrès industriels ont été formidables. Pourquoi? Parce que notre province est le rempart de l'entreprise privée; parce que les relations entre patrons et employés sont excellentes; parce que nous avons un gouvernement prévoyant et que cela attire et continuera d'attirer chez nous des industries. Les industries y affluent. Notre production dépasse aujourd'hui les \$6,000,000,000.

Nos richesses hydrauliques sont une cause de notre industrialisation rapide. Sur 13,000,000 de chevaux-vapeur dans tout le Canada, la province de Québec en possède actuellement 7,000,000, soit 57 %. Les possibilités d'avenir dans ce domaine sont de 17,000,000 de chevaux-vapeur, tandis qu'elles ne sont que 9,000,000 en Ontario. Aujourd'hui, l'industrie a besoin de pouvoir et elle le trouve dans nos petits centres, qui ont grandi considérablement depuis 10 ans. La moyenne de l'augmentation de la population des municipalités de moins de 25,000 âmes a été de 42 %. Grâce à son climat politique et économique, à ses immenses ressources naturelles, aux talents de sa population et à son dynamisme, à sa claire vision, aux connaissances profondes de tous nos problèmes, du premier ministre, il n'y a peut-être pas un coin du globe qui offre de meilleures perspectives d'avenir.

(Applaudissements à droite)

Grâce à ce développement, le dollar canadien sera bientôt au pair aux États-Unis. Nous sommes actuellement riches, mais nous avons découvert de nouvelles richesses et c'est cela qui fait les peuples véritablement prospères. Mais, pour que cela continue, il nous faut avoir à la tête de la province des hommes d'expérience et éviter que des inconnus, des nouveaux venus, ne viennent créer chez nous un climat économique qui mettrait en péril notre prodigieux avancement, sans quoi les développements qui s'annoncent pourraient être retardés de plusieurs années. Le député du comté de Québec (M. Chaloult) aura peut-être une tâche à sa taille, en devenant le seul chef de l'opposition dans la prochaine Législature.

Nos compatriotes sont d'ailleurs plus que satisfaits de cette justice généreuse que le gouvernement leur donne actuellement. Comme le gouvernement, ils ont à cœur de maintenir haut le drapeau qui symbolise toutes les aspirations de la province et qui flotte depuis quelques années sur nos édifices. Ce drapeau est un signe de ralliement et de fierté; c'est un signe de ralliement autour d'un chef que le peuple ne voudra pas changer, car il est à la tête d'une équipe qui a fait son devoir et qui, deux fois déjà, a reçu l'approbation de la population.

Le Québec est une terre fertile en richesses et en talents. Elle l'était sous les régimes libéraux, mais il lui manquait encore cette force pour coordonner tous les efforts et organiser le progrès. Avec l'Union nationale, cette force existe aujourd'hui et le Québec marche à pas sûrs vers la réalisation de ses plus beaux rêves de prospérité et de grandeur dans la Confédération canadienne.

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

#### Subsides:

##### **Budget des dépenses 1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission de l'industrie laitière, salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du crédit agricole du Québec, salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Loi pour améliorer les conditions de l'habitation, salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté quatre résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

#### **NOTES**

1. Les sources n'indiquent pas qui a présidé les travaux du comité plénier.

2. Dans *Le Devoir* du 11 janvier 1952 à la page 5, il est plutôt question du 16 mars 1950.

3. Une pétition des évêques a été remise au premier ministre, l'année précédente, sur le respect de la loi des liqueurs.



## Première séance du vendredi 11 janvier 1952

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 194 confirmant le titre de propriété de certains immeubles acquis par Jacques Cousineau, Simon Cousineau et Gérard Cousineau;

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 169 concernant la Compagnie d'immeubles Atlas - Atlas Realities Co.

## Projets de loi:

## Compagnie d'immeubles Atlas

**M. Prévost (Montmorency)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 169 concernant la Compagnie d'immeubles Atlas - Atlas Realities Co.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 169 sans l'amender.

**M. Prévost (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Acquisition d'immeubles par  
Jacques Cousineau et al.

**M. Barrière (Laval)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 194 confirmant le titre de propriété de certains immeubles acquis par Jacques Cousineau, Simon Cousineau et Gérard Cousineau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 194 sans l'amender.

**M. Barrière (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Écoles à Sillery

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 relatif à la construction des écoles et à l'agrandissement d'une école à Sillery.

La Commission des écoles de Sillery ayant décidé d'agrandir l'école, le projet a été soumis à l'approbation des électeurs de la zone. Seul un petit groupe d'électeurs se rendit voter; la majorité des votants approuva le projet, mais la loi exige qu'un projet du genre soit approuvé par la majorité des électeurs et non des votants de la zone. Ne pouvant exécuter leur projet, les commissaires des écoles de Sillery ont démissionné.

Le bill vise à donner aux résultats du scrutin la même valeur que si la majorité des électeurs de la zone avait voté en faveur de l'agrandissement de l'école.

La nouvelle loi aura également une portée générale; aucun travail de construction ou d'agrandissement d'écoles ne pourra être entrepris sans l'approbation des plans et devis par le secrétaire de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Loi des cités et villes

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des terres (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le 31 mars 1951, le gouvernement avait dépensé en vertu de lois statutaires \$14,500,000 pour le drainage. De ce montant, j'ai retracé, dans les *Comptes publics*, des contrats accordés à M. Ulysse Sainte-Marie pour \$7,517,000.

Je ne puis comprendre comment il se fait que le gouvernement ait accordé plus de 50 % de la valeur des contrats à un seul entrepreneur et je déplore la méthode du gouvernement de procéder sans demande de soumissions. Je réclame que l'on revienne à un système honnête de soumissions publiques par la voie des journaux.

En outre, il est difficile d'apprécier la portée des contrats intervenus, car ils n'indiquent jamais la quantité des travaux à exécuter. En ce qui a trait aux prix, on sait qu'il y a des classes, soit qu'il s'agisse de roc, de tuf ou de terre.

D'août 1945 à novembre 1945, M. Sainte-Marie a été payé de \$5 à \$5.80 la tonne pour le roc; les autres entrepreneurs pas plus que \$3.75 et certains \$2.75. Pour le tuf, M. Sainte-Marie, le pauvre malheureux, a reçu \$4.50, toujours plus que les autres qui ont reçu \$1.20, \$2.00, \$2.50. Pauvre M. Sainte-Marie!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le chef de l'opposition est-il jaloux?

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Pas du tout. Je suis satisfait de mon métier et j'entends laisser les travaux de drainage aux autres.

Pour la terre, c'est encore M. Sainte-Marie qui reçoit 65 cents tandis que les autres ont 33, 40, 54, 51 et 54 cents. Pour la manipulation du roc, c'est évidemment la même chose.

En 1947 et en 1948, M. Sainte-Marie a reçu, pour le roc, \$8.50; les autres \$4.25 et \$3.25.

De 1950 à date, c'est la même chose qui a sûrement continué. Ainsi, dans le comté de Napierville, M. Sainte-Marie a extrait du tuf à \$4.40. Les prix payés aux autres dans la province, pour le tuf, ont été de \$2.80, \$1.70, \$2.00 et \$1.68.

Comment se fait-il qu'avec le système que suit le ministère de l'Agriculture, le pauvre M. Sainte-Marie, dont les prix dépassent toujours de beaucoup ceux des autres contracteurs, ait obtenu pour plus de la moitié des contrats commandés par le gouvernement de l'Union nationale, soit pour \$7,500,000? Et je ne doute pas qu'en 1951-1952, ça ait été pareil.

Je crois qu'il est de mon devoir de m'élever contre cette méthode, au nom des contribuables, et de réclamer pour ces derniers le retour à des méthodes de soumissions publiques honnêtes, de façon à ce que tout le monde ait sa chance, au milieu d'une concurrence libre. Il peut y avoir, dans un cas, des erreurs d'estimation, mais il est impossible qu'il y ait des erreurs tout le temps et jusqu'à concurrence de montants aussi élevés que ceux que j'ai mentionnés tantôt. Je suis surpris de constater la différence énorme qui existe entre les prix que l'on paie à M. Sainte-Marie et aux autres contracteurs. Pourtant, ces derniers sont des entrepreneurs assez bien connus: Duranceau, Nadeau, Bouchard, Baillargeon, etc.

Je crois que les prix accordés à M. Sainte-Marie sont exagérés. Il y a quelque chose qui ne marche pas. Je crois qu'il y a lieu de faire un examen complet de la politique du gouvernement dans ce domaine. Le gouvernement a fait des dépenses énormes et, je l'admets, fait beaucoup de travaux; mais, pour la même dépense, combien plus de travaux de drainage auraient pu être faits si le gouvernement avait demandé des soumissions et s'il avait ainsi économisé l'argent des contribuables, de façon à les faire profiter davantage! Je réclame donc que le gouvernement instaure enfin dans ce département un système honnête de soumissions publiques dans les journaux, ceci dans l'intérêt des contribuables de la province.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je remarque que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) admet que nous avons fait beaucoup. Je prétends que nous avons fait beaucoup et que l'argent dépensé aux travaux de drainage a augmenté la valeur de la province de Québec et de la propriété agricole. Le député de Westmount-Saint-Georges suggère l'établissement d'un système honnête pour les contrats? Notre système est honnête. Le député de Westmount-Saint-Georges demande que des soumissions soient demandées par la voie des journaux? Je ferai remarquer que, chaque fois que j'ai vu un gouvernement demander des soumissions dans la presse, il déclare ne pas s'engager à opter pour le soumissionnaire qui proposera le prix le plus bas. Le choix lui est donc encore laissé.

La question du drainage est une question très délicate. Quand on a l'intention de bâtir une maison, les calculs se font sur des données précises. Quand il s'agit de travaux pour améliorer un cours d'eau, on ne peut prévoir exactement ce que seront les travaux. Il faut compter avec les caprices de la nature; restent l'incertain, l'imprévu.

Vous direz: "Il serait possible de faire des sondages avant le commencement des travaux." Oui, mais cela coûterait trop cher. Cela ne serait en réalité que du gaspillage. Il vaut mieux payer \$5 pour enlever une verge cube de roc non repéré que de dépenser \$5 pour repérer une verge cube de roc et \$5 supplémentaire pour enlever cette même verge cube.

Par ailleurs, il y a des entrepreneurs, sans vouloir blesser personne, qui sont une cause de martyre pour les cultivateurs. Ils écrasent par exemple une clôture pour ne pas prendre la peine de l'enlever. Des animaux passent chez le voisin et font d'autres dégâts. De tels entrepreneurs, je n'en veux pas. C'est pourquoi nous avons une liste d'entrepreneurs à qui nous confions les travaux à faire. Cette liste d'entrepreneurs n'est pas fermée. On peut s'y faire inscrire, à condition de n'avoir pas de méfaits à se faire reprocher.

Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) a mentionné des noms d'entrepreneurs. Il paraît en vouloir à M. Sainte-Marie.

À l'occasion du creusage d'un cours d'eau dans le comté de Chambly, un entrepreneur s'est désisté de son contrat parce qu'il ne trouvait pas le prix assez élevé. Des soumissions ont été demandées et le contrat est allé, cette fois, à M. Sainte-Marie, à un prix élevé, certes, à cause des travaux, mais sensiblement inférieur à celui des autres soumissionnaires.

Chaque fois que nous avons décidé de faire des travaux de drainage, quand nous avons obtenu les droits de passage nécessaires, ce qui est difficile,

nous avons demandé des soumissions. Jamais nous n'avons accordé de contrats sans avoir demandé des soumissions à plusieurs entrepreneurs. Nous n'avons aucune préférence pour M. Sainte-Marie.

Le roc, ça n'est pas partout pareil. On a déjà enlevé du roc à \$3.50 la verge cube et ça n'était pas cher. M. Sainte-Marie a enlevé du roc \$5 la verge cube, dans un certain cours d'eau, et ce prix de \$5 était le plus bas offert par les soumissionnaires. De plus, pour juger un prix, il faut tenir compte de certains facteurs, des travaux accessoires à exécuter, par exemple la construction d'un pont.

Pour l'attribution des contrats, un système honnête, nous l'avons; un système de soumissions, nous l'avons; un système donnant préférence à la commission la plus avantageuse, nous l'avons encore. Notre système est honnête, conforme aux intérêts de la province et surtout aux intérêts des cultivateurs. Nous avons toujours accordé le contrat au plus bas soumissionnaire, et c'est ce que nous avons l'intention de continuer à faire.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Avec le système de liste d'entrepreneurs, je ne conçois pas qu'il puisse y avoir une concurrence vraiment libre. Le ministre de l'Agriculture doit mettre de côté le système s'appuyant sur la liste et permettre à tous les entrepreneurs sans exception de soumissionner.

Le ministre a dit que le gouvernement n'est pas obligé d'accepter la plus basse soumission. Pendant sept ans, j'ai fait partie du comité exécutif de Montréal. La charte de la métropole exige des demandes publiques de soumissions dans les journaux. Il arrive qu'il y ait des différences considérables entre les exigences des divers entrepreneurs qui soumissionnent. Le système de la municipalité de Montréal offre des avantages considérables et les autorités font des économies marquées. Je ne vois pourquoi le ministre de l'Agriculture ne ferait pas la même chose. Le ministre a parlé d'entrepreneurs qui ne traitent pas les cultivateurs de façon raisonnable. Je crois qu'il y aurait possibilité de fixer des conditions pour que les cultivateurs soient respectés.

Je n'ai, personnellement, rien contre M. Sainte-Marie. Il veille à ses affaires. C'est le ministère de l'Agriculture que je critique. Il n'y a pas de raisons valables pour qu'il accorde à l'un des prix plus élevés qu'aux autres, pour qu'il accorde \$4.50 à M. Sainte-Marie et \$1.50 aux autres, ou \$6 à M. Sainte-Marie et \$4 aux autres, pour un travail identique.

Vraiment, je crois que la demande de soumissions dans les journaux serait avantageuse, et

pour la province, et pour le public, et pour les cultivateurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le discours du chef de l'opposition est illogique. Nous savons que l'agriculture est fondamentale chez nous comme dans tout pays organisé, qu'elle est à la base de notre économie. Chez nous, on estime à 25 % ou 30 % le pourcentage de terres arables qui sont cultivées. Or, par le drainage, nous augmentons la productivité des terres et nous agrandissons le patrimoine cultivable, contribuant à la stabilité de l'agriculture, ce qui favorise l'établissement des fils de cultivateurs et assure des conditions meilleures à la colonisation en préparant un système paroissial, municipal et scolaire complet et organisé. C'est la colonisation la plus profitable et la plus durable. La politique de drainage de l'Union nationale est une politique nécessaire et salvatrice.

Autrefois, dans nos campagnes, le drainage des terres et les questions de bornage des terres entraînaient entre cultivateurs des procès pour des centaines de milliers de dollars par année. Le gouvernement actuel a fait disparaître cela et sauve aux cultivateurs \$100,000 par année, au bas mot. En faisant du drainage, il faut éviter de poser des actes qui puissent nuire aux siens et susciter des procès. Il faut donc avoir recours aux services d'hommes qui soient non seulement compétents, mais humains, pour comprendre tous les problèmes.

Grâce à cette politique de drainage, nous avons agrandi le domaine de la province de centaines de milliers d'acres. Le total des milles de cours d'eau drainés dépasse actuellement 2,200. C'est un actif considérable, que le chef de l'opposition ne critique pas et qu'il ne peut critiquer.

Le chef de l'opposition a cité l'exemple de la ville de Montréal, qui ne vaut rien, où, paraît-il, le comité exécutif demande des soumissions par la voie des journaux pour l'exécution de ses contrats.

Le chef de l'opposition a-t-il oublié que ce sont ses propres amis qui ont mis la métropole en tutelle? Qui ont interdit les administrateurs de Montréal? Le chef de l'opposition lui-même a été interdit comme administrateur de cette ville, en 1940. Il voudrait maintenant nous les citer en exemple? Allons donc!

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ce n'est pas exact.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai bien de l'estime pour Montréal et son

administration, mais on devrait quand même aller ailleurs chercher des exemples.

Le chef de l'opposition se prononce en faveur des soumissions publiques par la voie des journaux. Il doit pourtant savoir que, sous les régimes libéraux, les soumissions accordées au plus bas des soumissionnaires coûtaient infailliblement plus cher que la soumission du plus haut soumissionnaire. Je défie le chef de l'opposition de nier que la province n'a pas perdu de gros montants d'argent avec le système de soumissions des régimes libéraux. S'il veut des précisions, nous lui donnerons des exemples.

Il a dit que M. Sainte-Marie recevait plus de la moitié de tous les contrats, mais nulle part il a dit que cet homme était incompétent ou qu'il n'était pas honnête. Il dit tout simplement que le gouvernement l'encourage trop. Mais peut-on trop encourager l'honnêteté et la compétence? Et ce sont les libéraux qui entretiennent de pareils propos? Eux qui avaient leur petite "gang" d'amis, à qui on accordait tous les contrats! Un petit groupe d'entrepreneurs qui s'ingéniaient à multiplier les extras. L'opposition a-t-elle des reproches à faire au ministre? N'est-il pas le symbole vivant de la compétence et de l'intégrité? Que veut-on de plus? On ne critique pas le travail accompli.

Qu'est-ce que veut l'opposition? Elle voudrait que ses amis obtiennent des contrats plantureux comme autrefois. Elle s'ennuie de ce qu'on a appelé "la petite suce à patronage". C'est cet ennui paralysant, émotionnant, émouvant qui lui fait tenir de pareils propos.

Le chef de l'opposition dit que M. Sainte-Marie reçoit \$6.00 la tonne et qu'un autre entrepreneur n'a que \$4.00. Il ne va pas plus loin. Il ne se demande pas si le travail coûtait plus cher, si les circonstances étaient différentes. Non, il se contente de comparer les prix. C'est comme s'il disait: "Mme Marler a un manteau de \$300 et sa voisine, un manteau de \$1,000. Est-ce assez effrayant?" Mais que penserait-on de lui s'il n'ajoutait pas que le manteau de sa femme est en lapin et que l'autre est en vison?

L'opposition tente de jeter de la boue sur une œuvre grandiose de l'Union nationale, une œuvre qui est à l'honneur du ministre de l'Agriculture et de toute la province. Il s'est accompli un travail de géant et il faut payer pour ce que cela vaut. Quand les entrepreneurs mal payés ont à choisir entre leur intérêt et celui de la province, ils n'hésitent généralement pas. Le drainage est l'œuvre de tout le monde et il faut qu'il soit fait dans le meilleur intérêt de la province.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je reproche au premier ministre de toujours parler



autour de la question et de ne jamais parler de la question elle-même. Il donne les avantages du drainage; nous ne disons pas le contraire. Nous reconnaissons tous les bienfaits du drainage.

Le premier ministre dit que nous ne pouvons mettre en doute la compétence de M. Sainte-Marie. C'est vrai. Je ne veux pas mettre en doute sa compétence. Mais, puisqu'il a reçu \$7,500,000, pour des travaux de drainage, c'est que le système des soumissions n'est pas satisfaisant.

Il n'y a pas de concurrence. S'il y avait de la concurrence, les prix seraient meilleurs. Le premier ministre semble penser qu'il est normal que M. Sainte-Marie reçoive \$6 quand d'autres reçoivent \$4 pour le même travail.

Je ne doute pas que le député de Laprairie-Napierville dira que la pierre est plus dure dans son comté. Mais le roc est aussi dur ailleurs qu'à Laprairie. La pierre vaut aussi cher ailleurs que dans son comté. Pour l'enlèvement de la terre ou du roc, M. Sainte-Marie a toujours plus que les autres. Il n'y a pas suffisamment de concurrence. S'il y en avait, M. Sainte-Marie arriverait à un prix plus bas.

Si le premier ministre veut parler de ce qui s'est fait dans le passé, c'est une autre affaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un aveu candide.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** C'est une autre affaire parce que les conditions n'étaient pas les mêmes. Il y a aujourd'hui des machineries et d'autres modes de travail qui facilitent la tâche.

Le premier ministre a inventé l'idée que j'avais fait partie du conseil municipal de Montréal lorsque la ville fut mise sous la Commission municipale. Il est un fait certain, c'est que les soumissions existent depuis longtemps.

Que le premier ministre regarde donc ce qui se fait dans les autres provinces, où les prix sont beaucoup plus bas qu'ici, notamment en Ontario.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le chef de l'opposition regarde donc ce que ça coûte aux États-Unis. Ça coûte 15 fois, 20 fois comme ici et ils ne fournissent pas de faire des enquêtes sur les scandales.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Si le gouvernement avait eu recours à un système de soumissions publiques par les journaux depuis 1945, il aurait pu accomplir beaucoup plus de drainage qu'il n'en a fait jusqu'ici.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Le chef de l'opposition devrait se rappeler le creusage de la rivière Montréal, effectué pour le passage de la route 9. On n'a pourtant pas demandé de soumissions pour ce travail.

Les amis du chef de l'opposition, qui étaient alors au pouvoir, n'y ont peut-être pas pensé. Il serait intéressant de savoir combien ses amis ont fait d'argent dans l'opération et combien le cultivateur a été lésé.

Si le chef de l'opposition ne le sait pas, je pourrai lui dire, moi, parce que c'était dans mon comté. Le roc là n'est pas plus dur qu'ailleurs. Il semble ignorer qu'il y a plusieurs sortes de roc: il y a le roc granitique, le roc rouge: ça, ce n'est pas abordable; il n'y a pas moyen de toucher à ça.

(Rires)

Puis il y a la terre noire. M. Sainte-Marie y a enlisé ses pelles une cinquantaine de fois et ça coûte chaque fois \$3,000 pour les sortir.

Ce qui importe, c'est que le drainage soit bien fait. M. Sainte-Marie a cherché à rendre service aux cultivateurs en rendant les terres cultivables. Le chef de l'opposition devrait regarder ses amis qui, dans le peu de drainage qu'ils ont fait, ne cherchaient pas à rendre justice aux cultivateurs, mais à se rendre service à eux-mêmes.

**M. Dupré (Verchères):** Je vois que le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) porte surtout intérêt à M. Sainte-Marie.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Je soulève un point d'ordre, M. le président. Le seul intérêt que je porte, c'est aux cultivateurs.

**M. Dupré (Verchères):** Il n'est donc pas intéressé à économiser de l'argent.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** M. le président...

**M. Dupré (Verchères):** Que le député termine son discours et je parlerai.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Je parle sur le point d'ordre.

**M. Rochon (Montréal-Saint-Louis):** Je soulève un point d'ordre, car il fait un discours sur le point d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui est le maire de Belœil?

**M. Dupré (Verchères):** C'est moi, et je puis affirmer que, comme maire de Belœil, je n'ai jamais donné un contrat sans soumissions.

Tout d'abord, la liste des entrepreneurs ne permet pas de répartir équitablement les travaux. Il n'y a qu'un petit peloton de contracteurs qui ont le droit de soumissionner et qui, inévitablement, ne peuvent manquer de s'entendre. Si les contrats étaient offerts à tous les entrepreneurs, la concurrence serait plus forte et les prix seraient meilleurs. C'est ainsi que nous procédons dans la ville de Belœil, l'une des plus belles de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils n'ont pas de maire...

**M. Dupré (Verchères):** Je crois que je leur donne satisfaction, car j'entends ma dix-huitième année comme maire.

Pour revenir aux contrats de drainage, les contrats contiennent des clauses qui permettent au ministère de canceler les travaux n'importe quand, s'ils ne sont pas faits de façon raisonnable.

En outre, il n'y a pas de contracteur qui ait intérêt à nuire aux cultivateurs. C'est donc un argument ridicule de dire qu'il y a beaucoup de contracteurs auxquels on ne peut se fier.

Quand la province avait \$40,000,000 de recettes par an, le député de Trois-Rivières, alors chef de l'opposition, disait que le gouvernement aurait pu épargner de \$2,000,000 à \$3,000,000 en demandant des soumissions, avec des revenus de \$260,000,000. Aujourd'hui, l'Union nationale pourrait économiser \$30,000,000 par année.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les demandes de soumissions des libéraux n'étaient que de l'hypocrisie. Je suis en faveur de soumissions provenant d'entrepreneurs honnêtes, compétents et solvables. Les soumissions par la voie des journaux, c'est de l'encouragement à l'hypocrisie; quand les travaux sont terminés, ça coûte toujours plus cher que la plus haute soumission.

**M. Dupré (Verchères):** Je discute surtout sur la façon dont sont distribués les contrats. Le premier ministre disait qu'il voulait distribuer équitablement les contrats à tout monde pour le drainage et il ne les donne qu'à un seul.

Les principes du premier ministre changent. Le ministre de l'Agriculture me surprend aussi. Je connais son honnêteté, sa parfaite droiture et aussi son sentiment d'économie. Il n'est pas de ceux,

comme l'on dit chez nous, qui attachent leur chien avec de la saucisse.

Il devrait savoir que, si l'on demandait des soumissions pour les contrats, on pourrait faire économiser de très belles sommes à la province. Il soutient que le travail pourrait être mal fait si l'on donnait les contrats à n'importe qui. Mais qui l'empêche de placer dans le contrat une clause disant que le travail ne sera pas payé s'il n'est pas à la satisfaction du ministère? À Belœil...

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je prends note du compliment que m'a fait le député de Verchères (M. Dupré), disant que je ne suis pas homme à attacher mon chien avec de la saucisse. S'il s'agissait de mes saucisses, j'y regarderais de moins près; mais il s'agit des saucisses de la province.

Il y a une foule de choses que l'opposition ne sait pas. La difficulté d'extraire le roc diffère de région en région; le travail diffère donc et le prix. De toute façon, il est certain que des soumissions ont toujours été demandées à des entrepreneurs compétents et que les travaux ont toujours été confiés aux soumissionnaires ayant fait des offres plus avantageuses. Et nous n'avons pas de préférence pour M. Sainte-Marie!

Pour la justification des prix, il faut tenir compte d'un tas de facteurs, des travaux accessoires à exécuter, par exemple l'aménagement de ponts provisoires, etc. Pour le drainage, le ministère de l'Agriculture a 34 pelles mécaniques; il en a commandé trois cette année.

**M. Dupré (Verchères):** Le premier ministre disait donc qu'on pouvait épargner \$2,000,000; et aujourd'hui, avec l'Union nationale qui a fait de la province de Québec la province la plus taxée au pays, qui va chercher dans les poches des contribuables plus de \$200,000,000 par année, c'est \$30,000,000 par année qu'on pourrait sauver, c'est \$30,000,000 que le gouvernement gaspille annuellement.

Je rencontre plusieurs contracteurs amis de l'Union nationale. Ils me disent qu'on leur accorde des contrats quand certains en ont plein. Mais on ne fournit l'opportunité de le faire qu'à un petit groupe restreint. Je ne veux pas non plus prétendre qu'on devrait demander des prix trop bas; les contracteurs ont le droit de vivre. Mais il devrait y avoir une concurrence qui amènerait des prix raisonnables.

Et, puisque le premier ministre veut si bien payer les contracteurs, que ne suggère-t-il au ministre de l'Agriculture d'employer la même politique dans son département, de payer ses employés?

Combien le ministère a-t-il perdu d'hommes parce qu'il payait les préposés aux pelles \$0.70 l'heure, alors que l'on payait \$1.50 ailleurs? Il a dû les augmenter un peu, car il était en train de les perdre tous. Mais il devrait faire davantage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça n'a vraiment pas de bon sens. Voilà une semaine que dure ce débat, où l'on entend des répétitions à n'en plus finir. Nous allons siéger ce soir<sup>1</sup>.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Nous avons mené la discussion de la manière la plus constructive et la plus sérieuse possible.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me demande quelle haine les libéraux ont contre les cultivateurs.

**M. Dupré (Verchères):** Nous avons fait notre devoir consciencieusement, c'est tout.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides. Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 11 janvier 1952

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Demandes de documents:

##### Emprunt américain

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quant à la somme de \$29,852,432 mentionnée à la page 9 du prospectus, en date du 8 mars 1951, et publié à l'occasion de l'emprunt de \$50,000,000 contracté par la province sur le marché américain:

a) les noms des corporations scolaires concernées;

b) le montant payable dans chaque cas;

c) le nombre de versements à payer dans chaque cas;

d) la date du dernier versement dans chaque cas.

2. Quant à la somme représentant les engagements pour des fins similaires depuis le 8 mars 1951:

a) les noms des corporations scolaires concernées;

b) le montant payable dans chaque cas;

c) le nombre de versements à payer dans chaque cas;

d) la date du dernier versement dans chaque cas.

Adopté.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général, salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Avant l'ajournement, nous avons commencé l'étude de l'item qui concerne l'agriculture en général. Un des aspects importants de cette question est celui des succédanés du beurre et, si j'ai bien compris, le gouvernement n'intervient pas dans cette vente et ce commerce, lorsque le succédané n'est pas de la margarine et si on ne cherche pas à la vendre comme du beurre. La politique du gouvernement est difficile à comprendre, si on examine la composition du beurre et des succédanés qui sont sur le marché, y compris la margarine.

Alors que le beurre comporte 81.25 % de gras animal et 16 % d'eau, avec des matières solides et du sel, la margarine est composée de 80 % de gras végétal et de 16 % d'eau. Dans les deux cas, les pourcentages se ressemblent.

Il y a un produit, le "Champlain Spread", de Sainte-Anne-de-la-Pérade, qui ressemble énormément à la margarine par sa composition puisqu'il contient 61.23 % de gras végétal. Je me demande comment le gouvernement accepte le "Champlain Spread" en défendant la vente de la margarine. La concurrence au beurre ne change pas de nature si on change le nom du produit.

Malgré la prohibition du gouvernement, il se vend de la margarine dans la province de Québec; il est facile de s'en procurer. Qu'est-ce que le ministre entend faire pour que la loi soit observée?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Lorsque le gouvernement de Québec a décidé de défendre la vente de la margarine, son but était double: protéger à la fois le producteur laitier et le consommateur. Mais il y a en cette matière double juridiction: fédérale et provinciale.

La loi fédérale définit ce que doit être la composition du beurre et elle défend qu'il contienne plus de 5 % de sel. La loi stipule que le beurre ne doit pas contenir plus de 3 % d'eau; que 100 livres de gras ne doit pas rapporter plus de 118 livres et demie de beurre. Cette restriction, qui ne s'applique pas à la margarine, joue surtout contre la province de Québec et contre le cultivateur québécois, qui sont les principaux producteurs de beurre au Canada. C'est une injustice dont le cultivateur de chez nous se plaint, mais que le gouvernement fédéral ne répare pas.

Lorsqu'un gouvernement fait une loi, il lui donne une portée générale. La loi de 1949 défend la vente de la margarine et sa fabrication, parce qu'on s'est rendu compte que ce produit faisait une concurrence désastreuse au beurre. Si quelqu'un vend un substitut, il faudra, avant d'agir, se rendre

compte si c'est de la margarine. Si ce n'en est pas, rien à faire. Le "Dari Spread" et le "Champlain Spread" ne sont pas de la margarine, d'après les analyses qui en ont été faites.

Relativement à la vente de la margarine dans la province, je ne nie pas. C'est certain qu'il s'en vend, puisqu'il y a eu des poursuites et que des gens ont payé l'amende. J'en suis même convaincu parce que tous les produits sujets à des lois de prohibition se sont toujours vendus illégalement. Ce n'est pas la faute de ceux qui ont fait la loi. La même situation existe dans le cas des cigarettes.

J'habite une région voisine de la frontière américaine et on y fume quantité de cigarettes américaines. On me dit même que, sur le parquet de la Chambre des communes, des députés n'osent pas montrer les cigarettes qu'ils ont sur eux. Nous appliquons, nous, notre loi aussi sévèrement que nous le pouvons et, chaque fois que nous découvrons quelqu'un qui vend clandestinement de la margarine, nous le poursuivons.

Le gouvernement a donné, par sa loi, une protection efficace aux cultivateurs, mais il est difficile d'atteindre 100 % d'efficacité. Un procédé bien simple pour protéger le cultivateur de Québec contre les succédanés du beurre, c'est un tarif plus élevé sur les huiles végétales qu'on importe.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je n'ai pas voulu critiquer le ministère de laisser vendre le "Dari Spread", c'est un produit laitier. Dans d'autres cas où la composition se rapproche sensiblement de celle de la margarine, je me demande pourquoi on n'agit pas pour protéger le cultivateur.

**M. Bellemare (Champlain):** Dans le cas du "Champlain Spread", le propriétaire a obtenu du gouvernement fédéral un certificat que ce n'est pas de la margarine.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ce qu'il importe de considérer, c'est la proportion du gras végétal dans le produit. C'est en effet toute la différence qu'il y a, parfois, avec le beurre. Le "Champlain Spread" ressemble de très près à la margarine et je constate tout simplement le fait que le ministère de l'Agriculture semble maintenir son attitude de laisser-faire et qu'il n'en interdit pas la vente. Quant au "Dari Spread" dont a parlé le ministre, c'est un produit laitier. Je n'ai pas reproché au ministère de le laisser vendre. Le produit "Dari Spread", fabriqué à Granby, contient 47.47 % d'eau et 49.42 % de graisses animales provenant du lait.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pendant des années, le gouvernement fédéral a défendu la vente et la fabrication de la margarine parce que c'était un produit fabriqué avec des ingrédients provenant de l'étranger et que c'est un concurrent du beurre sur le marché domestique. Puis le sénateur Euler a commencé sa campagne en faveur de la margarine et le gouvernement fédéral a décidé de faire une référence à la Cour suprême pour savoir si Ottawa avait droit de défendre la fabrication et la vente de la margarine. Le gouvernement de Québec était représenté par M. L.-E. Beaulieu, c.r., dans cette cause et la province de Québec a eu gain de cause.

Puis une association agricole canadienne a porté la cause au Conseil privé, où la province de Québec fut également représentée par M. Beaulieu. Là encore, nous avons eu gain de cause. Les deux tribunaux s'entendaient pour dire que cette affaire relevait de la juridiction des provinces.

C'est alors que nous avons, en 1949, passé notre loi pour défendre la fabrication et la vente de la margarine et autres succédanés du beurre. On a dit tantôt que la margarine est vendue dans la province. C'est possible, car plusieurs lois sont violées, mais le procureur général n'hésite pas à faire son devoir quand on lui signale des cas de violation du Statut. Mais l'ingéniosité humaine est toujours à l'œuvre et il faut agir selon les circonstances.

Québec est la seule province à avoir défendu la vente et la fabrication de la margarine.

On doit comprendre qu'il ne peut pas y avoir de progrès durable pour la province française si le cultivateur québécois n'est pas protégé. Il joue chez nous un rôle essentiel et il faut que les citoyens comprennent la nécessité de faire des sacrifices pour sauvegarder les plus chers intérêts de l'agriculture. Il faut que ceux qui se plaignent du prix du beurre réalisent que le cultivateur joue un rôle essentiel et qu'il est privé de bien du confort, de bien des commodités que les citoyens possèdent. Nous avons revendiqué et fait triompher les droits de la province, assuré la sauvegarde des droits des cultivateurs, et nous faisons appliquer nos lois. Que veut-on de plus?

Chaque fois que le gouvernement a entendu parler qu'on vendait un produit nouveau, nous l'avons fait analyser. Le gouvernement fait de son mieux, mais la police ne peut être partout.

La seule véritable façon de protéger le cultivateur contre la concurrence des fabricants et des marchands de margarine serait de hausser les droits de douane qui frappent les graisses végétales à leur entrée au Canada. Mais, dans ce domaine, Québec ne peut rien faire; c'est à Ottawa d'agir.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Pourquoi l'opposition ne demande-t-elle pas à ses amis d'Ottawa de nous donner cette protection de la douane? La situation est claire: chaque fois que la preuve est faite qu'il y a eu vente de margarine, le gouvernement a pris des poursuites. Je suis autorisé par le procureur général à agir.

**M. Dupré (Verchères):** Nous n'avons rien à faire avec Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Balivernes! M. Rinfret a dit quelques jours plus tôt qu'un libéral du Québec était un libéral à Ottawa, et vice versa.

**M. Dupré (Verchères):** Le gouvernement devrait trouver un moyen de protéger également le reste de la population, le public en général.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La meilleure protection, c'est une protection tarifaire pour l'industrie fondamentale qu'est l'agriculture. Si on taxe les huiles végétales pour que l'on soit obligé de vendre la margarine au même prix que le beurre, la population achètera du beurre préférablement à l'autre produit moins bon.

**M. Dupré (Verchères):** Le gouvernement qui a présenté, en 1949, une loi pour protéger l'industrie laitière ne la protège nullement puisqu'il laisse vendre n'importe quoi, pourvu que cela ne s'appelle pas de la margarine. Même si c'est virtuellement de la margarine, puisque cela contient une très forte quantité d'huile végétale. Dans la loi provinciale, il devrait y avoir une clause permettant la vente des succédanés du beurre si tel succédané a un pourcentage de produits laitiers se rapprochant du beurre, comme 50 % par exemple. Aussi longtemps qu'on négligera de faire cela, le public de Québec ne sera pas protégé.

Je suggère au ministre de l'Agriculture de forcer les fabricants de ces produits à placer sur l'enveloppe l'analyse de leurs composants. On le fait pour les engrais chimiques. Pourquoi ne pas procéder de la même façon pour les choses de consommation?

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**  
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de recherches agricoles, salaires et dépenses (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953<sup>2</sup>.

**M. Dupré (Verchères):** Ce montant n'est pas suffisant.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quel est l'objet de leurs recherches?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Une somme de \$60,000 sera dépensée en bourses.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je veux savoir plutôt sur quoi vont porter les travaux de la prochaine année.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** cite le cas du Collège Macdonald qui poursuit des recherches sur les semences. Ils ont découvert, dit-il, un maïs hybride très avantageux pour l'ensilage. Les travaux se poursuivent à Québec pour développer des plantes hâtives, pour trouver des moyens de détruire les mauvaises herbes. On se perd un peu dans les travaux des savants. Il faut leur faire confiance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Conseil de recherches a fait des études sur "Lapalme". Il a trouvé que c'est une plante qui pousse en Afrique et qui sèche au Canada.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** On s'apercevra bientôt que c'est un arbre fort.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Les achats d'appareils diminuent mais les activités ne baisseront aucunement, car les achats faits les années dernières servent encore.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
8. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études au personnel technique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas six millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Institutions pour malades mentaux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Bientôt, l'hôpital Sainte-Élisabeth de Roberval, pour les personnes atteintes de sénilité, sera ouvert et pourra recevoir 600 patients. Trois cents viendront de Montréal, 200 de Québec, et les asiles d'aliénés de ces deux villes seront libérés d'autant. Dès cette année, dit-il, nous pourrions trouver un règlement à l'angoissante question des malades séniles. Le gouvernement apportera la solution qui s'impose au problème angoissant de la ségrégation des malades qui n'ont pas leur place dans les asiles d'aliénés.

Un député de l'opposition pose une question.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** À l'heure actuelle, 40 % à 45 % des maladies mentales peuvent être guéries, à condition d'être prises au début. Il n'est pas cependant question de cas d'idiotie.

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** parle du traitement aux électrochocs.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Je souhaite qu'on ne soit jamais témoin d'un pareil traitement. Le traitement n'est pas très agréable à voir. Mais les résultats sont indiscutables. Avant longtemps, nous espérons pouvoir guérir 60 % des maladies mentales prises à leur début et exclusion faite, évidemment, des maladies mentales de naissance.

Relativement au taux de l'hospitalisation des malades, je n'ai pas voulu suivre la voie des devanciers dans ce domaine. Si nous avions gardé les mêmes taux, les maisons d'hospitalisation seraient fermées depuis longtemps.

Je crois qu'il sera intéressant pour la Chambre de connaître ce que nous faisons pour la santé. En cinq ans, de 1940 à 1945, sous le gouvernement Godbout, les libéraux n'avaient dépensé dans le même but que \$30,800,000. Au cours des cinq dernières années, nous avons dépensé, nous, \$138,709,000. On conviendra que c'est un effort gigantesque que nous faisons pour améliorer la santé publique, guérir les malades et assurer le bien-être de la population, d'une façon générale. Mon ministère dépense plus, depuis trois ou quatre ans, qu'ensemble tous les ministères du gouvernement Taschereau. Cette année seulement, \$57,000,000 seront affectés par le gouvernement à la protection de la santé.

(Applaudissements à droite)

Le gouvernement de l'Union nationale veut servir la population de son mieux, convaincu comme il est que la santé est essentielle et que, lorsqu'on est en bonne santé, on peut gagner sa vie et se tirer d'affaire. Le capital humain aura toujours sa place, la première place, tant que le gouvernement actuel sera au pouvoir.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le système de comptabilité a changé, depuis 1945. Il n'est pas juste de comparer les chiffres, parce que les modes de calcul ont changé. À cette époque, des dépenses qui sont aujourd'hui faites par le ministère de la Santé l'étaient par d'autres ministères; en outre, les revenus du gouvernement n'étaient pas les mêmes que ceux d'aujourd'hui.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** J'offre au sous-ministre, Jean Grégoire, à mes côtés en Chambre à ce moment, mes condoléances à l'occasion du décès, il y a quelques heures à Montréal, de son frère, M. C. Grégoire. Je profite de l'occasion pour

féliciter mon sous-ministre de sa coopération constante, de son esprit de travail, de sa belle discipline et de celle qu'il a su imposer aux autres. Les sous-ministres accomplissent un travail ingrat de bureau, qui n'a pas le relief du travail en Chambre mais qui n'en est pas moins extrêmement important, nécessaire. Je tiens à signaler publiquement ici la bonne collaboration du personnel de mon ministère et à en féliciter les intéressés. Il est bon de temps à autre qu'un ministre rende hommage à son principal collaborateur sans lequel il ne pourrait faire grand-chose, parfois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** offre ses condoléances.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le sous-ministre de la Santé réalise que, dans un malheur semblable, la résignation à la volonté divine est encore le meilleur soutien. Mais, s'il peut trouver une consolation particulière dans nos condoléances, je les lui offre de grand cœur. Je veux m'associer également aux éloges que lui ont décernés le ministre et le chef de l'opposition. C'est moi qui l'ai nommé sous-ministre du ministère de la Santé, fondé par l'Union nationale. Jamais nomination ne fut plus heureuse et plus au point. Le Dr Grégoire a représenté la province à plusieurs conférences intergouvernementales et nous avons reçu à son sujet, de toutes parts, les éloges les plus flatteurs. Je crois qu'il est une acquisition pour la province et un actif pour le ministère de la Santé.

**M. Chaloult (Québec)** offre ses sympathies au Dr Jean Grégoire, sous-ministre de la Santé publique, qui vient de perdre son frère. L'un des ministères de l'administration qui ont fait le plus de bien à la population de la province, c'est celui de la Santé. J'ai déjà eu l'occasion de féliciter le ministre de l'efficacité de son travail et des améliorations qu'il a apportées à notre régime de santé, et je suis heureux de lui renouveler mes compliments aujourd'hui. J'admire le témoignage d'appréciation que le ministère vient généreusement de rendre à son sous-ministre. Cela ne se voit pas souvent, car généralement, et c'est humain, on cherche plutôt à s'attribuer tout le mérite du travail accompli. Je connais le Dr Grégoire, j'admire sa vive intelligence, sa culture, la fermeté de ses convictions et son bon sens. Il voudra bien agréer mes sincères condoléances.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
12. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comté (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Kirkland (Jacques-Cartier):** Combien y a-t-il de nouvelles unités sanitaires?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Il y en a une à Lachine. Dans votre comté.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
13. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maladies vénériennes (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** La province dépensera, en 1952-1953, \$124,000 pour la lutte contre la tuberculose. Le ministère a acheté deux autres roulottes, des appareils de rayons X, etc. La réparation de ces appareils est très coûteuse. Elle nécessite annuellement de \$30,000 à \$40,000.

Le bacille Calmette-Guérin est injecté aux nouveau-nés pour les empêcher de développer la tuberculose. L'institut Bruchési produit le BCG non seulement pour l'usage qu'on en fait dans la province de Québec, mais aussi pour l'exportation en Afrique du Sud et en Australie.

La résolution est adoptée<sup>3</sup>.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Projets de loi au Feuilleton**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le gouvernement n'a plus que deux projets de loi à présenter, et peut-être un troisième, avant la fin de la session: l'un relatif au marché central de Montréal, l'autre apportant des modifications au Code civil. Ce dernier permettra aux officiers chargés de l'administration des successions, des biens en fidéicommiss, aux tuteurs et curateurs, et généralement ceux qui administrent les biens d'autrui, de placer l'argent qu'ils ont à leur disposition dans certaines compagnies qui seront désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil. C'est un amendement à l'article 181-0 qui désigne déjà les endroits où ces fonds peuvent être placés.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose une question au premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je ne prévois aucun autre bill public. Chose certaine, c'est que les plus importants sont déjà présentés et adoptés.

**M. Chaloult (Québec):** Il n'est pas question d'une loi pour faire des prêts aux cultivateurs pour l'achat de machinerie agricole?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Non.

##### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.  
Adopté.

La séance est levée.



**NOTES**

1. Selon *Le Devoir* du 12 janvier 1952, à la page 3, cette partie du débat a eu lieu à midi cinquante-cinq minutes.

2. Selon *Le Soleil* du 12 janvier 1952, à la page 6, le dernier item du ministère de l'Agriculture a pris fin vers 4 h 30.

3. Selon *L'Action catholique* du 15 janvier 1952, à la page 10, les crédits du ministère de la Santé ont été votés en moins de deux heures.



## Première séance du mardi 15 janvier 1952

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

**Marché de produits agricoles,  
Montréal**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 pour aider à l'établissement d'un marché central des produits agricoles à Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 56.

Adopté.

**Curatelle publique**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 modifiant la loi de la curatelle publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Électrification rurale**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 modifiant la loi de l'électrification rurale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Enseignement ménager**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 concernant l'enseignement ménager.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Code civil**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 60 modifiant le Code civil. Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des cités et villes**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 52 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 du projet de loi, modifiant le chapitre 233 des Statuts refondus, 1941, par les articles 249a, b et c.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande de biffer ces articles du projet de loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** consent à biffer la clause autorisant les municipalités à établir des bureaux de scrutin pour les personnes obligées de s'absenter le jour du vote.

L'amendement est adopté. L'article 1 est retiré.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 paragraphe b) qui se lit comme suit:

"3. L'article 429 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 52, par l'article 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59, et par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 60, est de nouveau modifié:

"b) en remplaçant le paragraphe 4<sup>o</sup>b. par le suivant:

"Pour déterminer le nombre maximum des taxis dans la municipalité; pour obliger tout

propriétaire de taxi à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas vingt-cinq dollars par taxi; pour obliger tout conducteur de taxi, sauf le propriétaire, à obtenir un permis annuel n'excédant pas cinq dollars; et pour décréter que tout propriétaire de taxi doit placer son permis dans sa voiture, à la vue des passagers."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je n'approuve pas la limitation du nombre des taxis. On devrait agir tout de suite. Je n'ai pas d'objection à ce que les taux restent les mêmes, mais je ne veux pas qu'on limite le nombre des voituriers publics. À Montréal, cette limitation n'a pas donné les résultats qu'on en attendait.

Limiter le nombre de chauffeurs de taxi est faire un pas en arrière. Les habitants de Montréal savent combien il leur est difficile de faire venir un taxi. La semaine dernière, j'ai voulu un taxi pour prendre le train de Québec. J'ai appelé à trois ou quatre endroits; nulle part je n'ai pu me procurer une voiture. Il m'a fallu prendre le tram.

En cours de route, j'ai constaté que les taxis ne manquaient pas aux endroits où j'avais vainement téléphoné. Quand le nombre des taxis est limité, les entreprises de transport par taxi se pensent au-dessus de la loi. Les compagnies sont tenues de donner au public un service convenable et de répondre aux appels par téléphone, au lieu de se contenter de recueillir des clients dans la rue. Il y a trop de taxis qui se livrent à la maraude dans l'espoir de prendre des clients. Dans les circonstances, je m'oppose à la limitation du nombre des taxis à Montréal, ne fût-ce que pour un an et demi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut donner aux autorités municipales le moyen de surveiller la situation.

**M. Matte (Québec-Est):** Dans la Vieille Capitale, la situation a été améliorée par cette limitation des taxis.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 469 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 12 George VI, chapitre 29, est de nouveau modifié en y ajoutant après le mot "municipalité", dans la dernière ligne du paragraphe 10, les mots "dans le présent paragraphe, le mot "voiture" comprend les véhicules automobiles"."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je m'oppose à la taxe que les cités et villes auront le droit, en vertu de cette loi, d'imposer sur les voitures de livraison. À Montréal, par exemple, où des compagnies ont plusieurs voitures pour servir leurs clients, cette taxe nouvelle pourra faire monter le prix de la marchandise, surtout de la nourriture.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certains camions sont très lourds et brisent les chemins. Et, si la loi était bonne pour les voitures, elle doit être bonne également pour les véhicules automobiles. Le but de cet amendement est de donner aux cités et villes des moyens de faire observer les lois de la circulation. L'essai sera fait. S'il n'est pas concluant, le gouvernement y verra.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 52 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 52 intitulé: Loi modifiant la loi des cités et villes soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions d'en retrancher la disposition permettant aux cités et villes de taxer les véhicules automobiles servant à la livraison de denrées et marchandises."

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Ross, 6.

**Contre:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chaloult, Chartier, Cossette, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Fox, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gatien, Gérin,

Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 55.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte après division. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Écoles à Sillery**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 relatif à la construction des écoles et à l'agrandissement d'une école à Sillery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. l'article 264 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), remplacé par l'article 14 de la loi 14 George VI, chapitre 18, est de nouveau remplacé par le suivant:

"264. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, les travaux de construction, de reconstruction ou d'agrandissement d'écoles ne peuvent être valablement autorisés par les commissaires ou les syndics d'écoles, à peine de nullité, à moins que les plans et devis de ces travaux n'aient été préalablement approuvés ou fournis par le surintendant."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il y a trop d'interventions publiques dans la distribution des travaux de construction d'écoles. Ne pourrait-on changer la loi de manière à ce que le choix des entrepreneurs se fasse après demande de soumissions?

Les contribuables pourraient ainsi profiter des avantages qu'assure la concurrence.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Évidemment, selon ses habitudes, l'opposition ne fait que critiquer. Le chef de l'opposition prétend qu'il y a favoritisme. C'est absolument faux. Depuis 1945, nous avons construit quelque 1,600 écoles, et nous n'avons reçu que des félicitations des autorités religieuses catholiques et protestantes et des commissions des écoles.

Il cite quelques noms d'évêques qui l'ont félicité de ce qu'il a fait pour les écoles: Mgr Courchesne, Mgr Ross, Mgr Limoges, Mgr Chaumont.

Il cite encore le cas d'un commissaire des écoles de Giffard qui a protesté avec vigueur contre les accusations voulant que le gouvernement intervienne, lors de la construction d'écoles, dans le choix des architectes, des entrepreneurs, etc.

Nous allons laisser l'opposition à ses critiques, ajoute-t-il.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 55 sans l'amender.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf millions cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** En 1952-1953, le gouvernement recevra des municipalités, pour l'assistance publique, \$6,375,000, soit plus que par le passé, ceci parce que les municipalités rembourseront \$2,100,000 d'arriérés. Il fut un temps où les municipalités devaient près de \$7,000,000 au gouvernement.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** fait une remarque.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Sous le régime libéral, les octrois s'échelonnaient sur une période de 15 ou 20 ans, tandis que, sous l'administration actuelle, on paie \$1,000,000 en trois ou quatre ans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a quelques années, le gouvernement libéral se vantait de donner \$50,000 ou \$60,000, mais ce montant était payable en 20 ans. Ce qui est le plus odieux, c'est que, dans l'ordre en conseil, on disait que l'octroi serait payable à condition que les revenus de la province le justifient. Les institutions n'avaient aucune garantie. Dans l'émission des débentures, elles ne pouvaient tenir compte de cette aide conditionnelle. Même avec la souffrance humaine, les libéraux trouvaient moyen de faire des calculs pour falsifier les documents.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Aujourd'hui, certains ministres qui assistent aux cérémonies d'ouverture des tribunaux donnent l'impression que les octrois du gouvernement sont payés comptant.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Je défie le chef de l'opposition de me fournir la preuve que, dans une seule circonstance, j'ai trompé la population en parlant d'octrois payés comptant alors qu'ils étaient payés par versements.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je n'ai jamais voulu dire que le ministre a tenté de

tromper la population. J'ai dit que certains ministres ont donné l'impression que les octrois étaient payés comptant. Je ne suis pas en mesure de faire des comparaisons. Je me base sur les *Comptes publics* pour citer des chiffres.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Je suis très sensible à l'exactitude des faits. Je ne voudrais pas que la Chambre reste sous l'impression des paroles qui ont pu échapper au chef de l'opposition. Il faut être de bonne foi. Je l'ai mis au défi de me citer une seule circonstance où j'aurais dit que nous payions comptant alors que nous payions dans trois ou quatre ans.

Sous les anciennes administrations, on payait \$60,000 en 20 ans et, par surcroît, on imposait des conditions. Et ce sont ces gens-là qui, pour tenter de détruire le prestige de notre politique éminemment utile, procèdent à la manière du serpent qui s'use les dents sur la lime. Dans la moitié des cas, les octrois que nous accordons sont échelonnés sur des périodes très courtes.

Il (l'honorable M. Paquette) cite alors le cas typique d'une réunion, à Drummondville, au cours de laquelle il avait été question d'un octroi de \$1,000,000 alors qu'il s'agissait en réalité de \$85,000. J'invite le député libéral à donner des précisions, demande-t-il. Quatre-vingt-cinq mille dollars à 4 %, dans tant d'années, ça représenterait tant et, dans tant d'autres années, ça finirait par représenter \$1,000,000.

Dans ces conditions, l'octroi provincial devenait de \$25,000. Dans un grand nombre de cas, nous avons payé comptant. Nous avons même payé comptant des octrois de \$1,000,000, \$1,500,000 et \$2,000,000.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

a) en biffant, dans les deux dernières lignes du premier paragraphe, les mots "nonobstant toute disposition législative inconciliable";

b) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe "[163b", le mot "Pour" par "Nonobstant toute disposition législative inconciliable, pour".

2. L'article 4 est modifié en y ajoutant ce qui suit comme dernier paragraphe:

"Tous les changements aux rôles qui ont été ainsi faits dans le passé par les estimateurs, le directeur des finances ou le bureau de révision pour l'année alors courante et pas plus de trois années antérieures, sont par la présente loi déclarés valablement faits et légaux, sans préjudice cependant des frais des contestations pendantes ou sous appel."

3. L'article 5 est modifié en ajoutant, à la fin du premier paragraphe du sous-article "[546b", à la page 5, ce qui suit:

"Aucun véhicule automobile ne pourra avoir accès à aucune autre route actuelle dans ledit parc et ladite route véhiculaire ne pourra traverser à niveau aucune desdites routes ou y avoir accès, et toute personne enfreignant la présente loi sera passible d'une amende de quarante dollars avec ou sans frais et, à défaut de paiement, à l'emprisonnement pour une période n'excédant pas deux mois."

4. L'article 9 est modifié:

a) en ajoutant dans la troisième avant-dernière ligne du premier paragraphe, après le mot "toutes", les mots "du transport par taxi";

b) en ajoutant, à la fin du troisième paragraphe, à la page 9, qui commence par le mot "Quant" et qui finit par le mot "quinze", ce qui suit:

": ils seront nommés par le conseil sur rapport du comité exécutif. Ce rapport pourra être adopté ou rejeté par un vote de la majorité de tous les membres du conseil, mais il ne pourra pas être amendé.";

c) en y ajoutant, à la fin dudit article 9, les trois paragraphes suivants:

"Depuis l'adoption de la présente loi jusqu'à ce que ladite commission présente son rapport à la cité de Montréal, mais pour une période d'au plus dix-huit mois, dans toute municipalité située sur l'île de Montréal:

"a) Le taux de la taxe sur les propriétaires de véhicules automobiles dont ceux-ci se servent pour exercer le métier de cocher, roulier public ou pour fins de location, ne devra pas être augmenté;

"b) Le nombre des permis de taxis en opération à date dans chacune de ces municipalités ne devra pas être augmenté pendant la même période."

5. L'article 12 est remplacé par ce qui suit:

"12. Nonobstant toute disposition législative inconciliable et plus particulièrement la loi des véhicules automobiles, S.R.Q., 1941, chapitre 142, article 61, la cité peut imposer, sous forme de permis ou autrement, sur les propriétaires de véhicules automobiles dont ceux-ci se servent pour exercer le métier de cocher, roulier public ou pour fins de location, une taxe ou honoraire de licence pour chaque véhicule automobile. Cette taxe peut au surplus être différente dans son montant de celle imposée sur les propriétaires d'autres véhicules en usage dans l'exercice du même métier et ne pas lui être semblable.

"Toute taxe imposée comme susdit dans le passé par tout règlement municipal est déclarée l'avoir été valablement et avoir été légalement perçue.

"Les deux alinéas qui précèdent ne s'appliquent pas cependant aux autobus à l'égard desquels les droits de la cité ne sont pas changés."

6. Ce qui suit est ajouté après l'article 12 comme articles 13, 14, 15 et 16:

"13. La cité est autorisée à garantir les emprunts que la Commission de transport de Montréal peut contracter en vertu de la loi qui la régit. À cette fin, elle peut intervenir dans les obligations ou titres émis par cette Commission, pour garantir le remboursement du principal et le paiement des intérêts.

"Elle peut aussi contracter elle-même des emprunts et en verser le produit à la Commission pour être employé par cette dernière, suivant convention avec la cité, à des fins pour lesquelles la Commission est autorisée à emprunter et pour lesquelles ces emprunts sont contractés.

"La cité peut aussi, lorsqu'elle juge à propos, émettre en faveur de la Commission, pour servir aux mêmes fins, des obligations ou titres dont cette dernière pourra disposer.

"L'une quelconque de ces opérations doit être autorisée par règlement du conseil, assujettie à toutes les prescriptions des lois qui régissent les emprunts de la cité.

"14. Tout règlement de la cité visé par l'article 13 doit énoncer les conditions auxquelles la cité consent une garantie, contracte un emprunt ou émet des obligations en faveur de la Commission. Ces conditions doivent avoir été préalablement arrêtées entre la cité et la Commission, par contrat notarié stipulant, entre autres dispositions, que la Commission paiera ou versera sur ces emprunts ou obligations, tous les intérêts et tels remboursements en principal, qui sont convenus entre elle et la cité.

"15. Le directeur des services et le directeur des finances, lorsqu'ils sont appelés à donner leur opinion en vertu de l'article 39 du règlement numéro 1735 de la cité avant l'adoption d'un règlement en vertu des articles 13 et 14, doivent tenir compte des sommes que la Commission s'est engagée à payer ou à verser en vertu du contrat notarié mentionné à l'article précédent.

"Le directeur des finances ajoute au revenu de la cité, lors de la préparation du budget de chaque exercice financier, les sommes que la Commission s'est engagée à payer ou à verser, suivant le contrat notarié.

"16. La loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifiée en remplaçant l'article 477c tel qu'ajouté par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 56, par le suivant:

"477c. La cité doit accorder une pension annuelle de \$2,000 à la veuve de tout recorder de la cité qui, lors de son décès, a exercé ses fonctions comme tel pendant une période d'au moins 10 ans, que ce recorder soit ou ait été, lors de son décès, en fonction ou à sa retraite. Cette pension lui est servie pendant viduité et est insaisissable.

"Toute veuve de recorder de la cité recevant présentement une pension de la cité à la suite d'une résolution du conseil, adoptée conformément à l'article 477c tel qu'existant dans la charte, perdra droit à cette pension à compter de la date de la sanction de la présente loi."

7. L'article 13 devient article 17.

## Projets de loi:

### Charte de la cité de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À la demande des autorités municipales de Montréal, un comité d'études va être constitué à Montréal, en vertu du bill de la métropole, pour faire une enquête sur tout le problème métropolitain. L'amendement demandé par les autorités municipales de Montréal est basé sur le bon sens. Un comité d'études a été constitué pour les problèmes métropolitains. Le grand mal réside dans le fait que la ville de Montréal paie pour des services qui sont aussi à l'usage des municipalités avoisinantes. Le comité d'études verra à répartir équitablement ces charges sur toutes les municipalités qui profitent des avantages du voisinage de Montréal.

Parmi les problèmes à étudier, il y a celui de la circulation et du taxi. C'est un problème très aigu et ce serait illogique de former un comité et de changer la situation pendant qu'il l'étudie. Cet amendement est logique. L'amendement du Conseil législatif est fondé sur le bon sens. Le bill forme un comité d'études pour discuter ce problème avec plusieurs autres. Il me semble qu'il est élémentaire, quand on étudie un problème, de ne pas poser d'actes qui soient de nature à le compliquer. L'un des aspects de ce problème, c'est la circulation dans les rues de Montréal. Si on le complique davantage, comment veut-on que les membres du comité puissent suggérer une solution appropriée?

Ces articles auront plus leur place dans le bill de la Commission du transport, actuellement soumis à la Législature, que dans la charte de Montréal. Il est probable qu'ils seront incorporés au bill de la Commission de transport, sous une autre forme lorsque le projet de loi sera étudié au Conseil législatif, cette semaine.

### M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

J'accepte en principe toutes les modifications du Conseil, mais je ne peux me résoudre à approuver la limitation du nombre de taxis. Je suis favorable à ce que le montant du permis ne soit pas haussé pendant la période d'étude. Cependant, limiter d'avance le nombre des taxis, c'est faire un pas en arrière.

Les amendements sont lus.

### M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose

qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative agréé les amendements qu'il a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, mais en les amendant comme suit:

1. En biffant l'amendement 2 modifiant l'article 4 du bill.



2. En remplaçant le deuxième paragraphe de l'amendement 5 modifiant l'article 12 du bill, paragraphe qui commence par le mot "Toute" et qui se termine par le mot "perçue", par le suivant:

"Toute taxe imposée dans le passé, conformément à l'alinéa précédent, est déclarée l'avoir été valablement et avoir été légalement perçue."

3. En modifiant l'amendement 6 de la manière ci-après:

a) Les articles 13, 14, et 15, tels qu'ajoutés par ledit amendement, sont biffés:

b) L'article 16, tel qu'ajouté par ledit amendement, devient article 13.

4. En remplaçant l'amendement 7 par le suivant: "7. L'article 13 devient article 14."

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 15 janvier 1952

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Projets de loi:

#### Charte de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce jour, sur la motion de M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) proposant:

Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative agréé les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, mais en les amendant comme suit:

1. En biffant l'amendement 2 modifiant l'article 4 du bill;

2. En remplaçant le deuxième paragraphe de l'amendement 5 modifiant l'article 12 du bill, paragraphe qui commence par le mot "Toute" et qui se termine par le mot "perçue", par le suivant:

"Toute taxe imposée dans le passé, conformément à l'alinéa précédent, est déclarée l'avoir été valablement et avoir été légalement perçue."

3. En modifiant l'amendement 6 de la manière ci-après:

a) Les articles 13, 14 et 15, tels qu'ajoutés par ledit amendement, sont biffés:

b) L'article 16, tel qu'ajouté par ledit amendement, devient article 13.

4. En remplaçant l'amendement 7 par le suivant: "7. L'article 13 devient article 14."

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre l'adopte après division.

### Curatelle publique

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant la loi de la curatelle publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 57 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Électrification rurale

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi de l'électrification rurale soit maintenant lu une deuxième fois.

Je veux rappeler le bien immense que la loi de l'électrification rurale a fait dans la province. Elle a complété les bienfaits du crédit agricole en rendant la vie à la campagne plus attrayante, en remédiant à la rareté de la main-d'œuvre et en contribuant à la réduction du coût de production agricole.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 58 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Enseignement ménager

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 concernant l'enseignement ménager soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'enseignement ménager est très important. Il accomplit une tâche admirable. En 1936, les écoles ménagères, qui se nomment aujourd'hui instituts familiaux, étaient au nombre de 16; il y en avait 21, en 1939; 26, en 1944, et on en compte 40 cette année. Le nombre des élèves a passé de 229, en 1936 à 549, en 1939; 1,293, en 1944 et 2,094, cette année. Le budget de ces institutions, qui était de \$65,000,000 en 1936, a été porté à \$87,000,000, en 1939, à \$172,000,000, en 1944 et à \$529,000,000, cette année. Quant aux écoles ménagères moyennes, de

fondation récente, on en compte 68 comprenant plus de 3,000 élèves. L'enseignement ménager postsecondaire a également accompli des progrès éclatants. Le nombre des élèves était de 6,168, en 1936. Il a été porté à 6,446, en 1939; à 17,156, en 1944 et à 40,000, cette année.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 59 sans l'amender.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi des accidents du travail

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 61 modifiant la loi des accidents du travail.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1952-1953 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 10 janvier courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Kirkland (Jacques-Cartier):** Le dernier discours du ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) se résume comme de coutume à la même chose: taxation, records, poésie, histoire et réalisations supposées fécondes de l'Union nationale.

Le budget signifie surtout que le contribuable devra payer \$263,000,000 en impôts de toute nature, même si, comme l'affirme le ministre des Finances, il n'y aura pas de nouvelles taxes. C'est une bien piètre consolation. C'est un record comme d'autres records de l'Union nationale. Le reste est une symphonie de louanges à l'adresse de celui qui fut un jour choisi chef du Parti conservateur québécois à un congrès tenu à Sherbrooke.

La province de Québec démontrera bientôt de façon concluante qu'elle en a assez des records de l'Union nationale. La politique fiscale de notre province pourrait s'inspirer avec avantage de celle de l'Alberta, laquelle a su tirer profit de ses ressources naturelles et en faire bénéficier la population. Là-bas, le gouvernement retire une royauté de 14 % sur toute la production de l'huile, ce qui lui a permis de réduire ses taxes de 7 % et sa dette de moitié. Dans quelque 20 ans, une province autrefois pauvre n'aura plus de dettes.

Chez nous, contrairement à l'Alberta, nous avons donné pour une pitance le dépôt de fer le plus riche de l'univers, et cela, sous prétexte que la compagnie Hanna de Cleveland et la compagnie Hollinger étaient bien à plaindre de risquer des centaines de millions dans cette entreprise. Ces gens n'allaient pas là à l'aveuglette et par amour du risque, mais convaincus que cette affaire leur rapporterait des dividendes records. Ces mines sont extrêmement riches et les besoins sont immenses. La seule initiative de l'Union nationale a été de faire un cadeau à des étrangers. Le capital canadien aurait facilement pu être intéressé, si le gouvernement s'en était donné la peine.

La prospérité n'est pas le fait de l'Union nationale; elle est générale. Je déplore que le gouvernement ne fasse pas davantage pour aider Montréal qui est traité en parent pauvre. Dans le domaine de la santé, je ne trouve pas la situation aussi brillante que l'a décrite le ministre de la Santé. Notre taux de mortalité infantine, la mortalité par la tuberculose, la mortalité maternelle sont encore élevés si on les compare à celui de l'Ontario. Il en est de même pour le taux de mortalité en général. Dans la province, le groupe d'enfants d'âge scolaire qui souffrent de malnutrition atteint une proportion effrayante, en raison d'une mauvaise diète ou d'un mauvais choix d'aliments. Il y a une carence en gras dans la diète et la margarine devrait être un supplément avec son gras non animal obtenu à partir d'huile végétale; environ 33 % des calories qu'un Canadien consomme proviennent d'un corps gras.

La vente de la margarine n'a jamais empêché le beurre de se vendre dans aucun pays du monde. Elle n'a fait que permettre à des familles nombreuses de s'alimenter convenablement et à meilleur marché. Il est incontestable qu'une bonne partie de la population se prive aujourd'hui de beurre parce qu'elle n'a pas l'argent nécessaire pour en acheter.

Pendant la crise, des familles entières se nourrissaient de graisse et de saindoux. Pour quelques sous de plus, elles auraient pu acheter de la margarine qui est un aliment sain et plus complet, contenant des sels minéraux, des vitamines et des protéines, dont le saindoux est privé. Sa richesse nutritive est établie par les spécialistes; vu qu'il y entre plus de 80 % de gras d'huile végétale, 3 % de sel, 16 % de lait écrémé, les cultivateurs pourraient eux aussi en bénéficier. La margarine n'est pas un substitut. C'est un produit par elle-même comme le beurre en est un.

La margarine de bonne qualité contient 80 % de matières grasses. Sa teneur en vitamines est constante, alors que celle du beurre varie suivant les saisons: en été, elle peut atteindre 18,000 unités, tandis qu'en hiver elle peut descendre jusqu'à 3,000. La teneur en vitamines de la margarine est toujours constante de 15,000 unités. La margarine est renforcée de vitamine A et D. Elle constitue une substance aussi recommandable que le beurre et présente les mêmes avantages que lui pour la nutrition de l'individu.

Je crois que la classe agricole serait la première à bénéficier de la production de la margarine. De fait, en Ontario et ailleurs, beaucoup de fermiers vendent leur beurre et achètent de la margarine. Je suis convaincu qu'une bonne qualité de margarine présente, au point de vue nutritif, une valeur égale à celle du beurre et qu'elle serait une bénédiction pour le budget des classes laborieuses qui sont les gros payeurs de taxes.

Dans le Québec, il y aurait un déficit de production de 25 à 30 millions de livres de beurre, que nous importons d'ailleurs. Il ne faut pas oublier non plus l'augmentation de la population qui se poursuit à un rythme plus rapide que la production de beurre. Il est indéniable que la production de la margarine donnerait de l'emploi et, par suite, des salaires aux Québécois.

De plus, le gouvernement devrait penser à promouvoir la culture de certaines plantes qui produisent de l'huile qui entre dans la fabrication de la margarine. Le surplus de production peut être utilisé dans la fabrication du savon.

Je me prononce en faveur d'une législation rendant obligatoires l'inoculation et la vaccination contre la tuberculose, la coqueluche, la diphtérie, le tétanos et la typhoïde.

Je demande au gouvernement d'améliorer la circulation dans la région métropolitaine. Je déplore le grand nombre d'accidents qui se produisent sur le boulevard Métropolitain. En faveur de milliers de personnes qui risquent leur vie tous les jours sur cette artère, je demande que le gouvernement construise au moins trois tunnels ou viaducs entre Lachine et Sainte-Anne-de-Bellevue, avec chemins de raccordement avec les avenues principales de ces centres intéressés. De plus, je réclame que le nombre d'officiers de la circulation soit doublé.

Le gouvernement provincial doit prendre les devants pour adopter un plan d'assurance-santé. Tout programme fédéral d'assurance de ce genre porterait atteinte à l'autonomie de la province de Québec. Car le problème n'est plus de savoir si nous aurons un plan d'assurance-santé, mais bien quel genre de plan nous aurons. Et, si ce plan que fatalement nous aurons n'a pas été préparé d'avance et accepté par nous, ce sera un malheur grave. J'ajouterai que tout système médical qui attend l'apparition de la maladie pour entrer en action est un système périmé.

**M. Chaloult (Québec):** Le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) s'est acquitté de sa tâche avec compétence. Il a prononcé un discours clair, émaillé de réminiscences historiques. Je n'ai qu'un reproche à lui faire et c'est de ne pas parler assez souvent. Le chef de l'opposition et moi-même n'avons qu'une chose en commun: l'amour des fleurs et de la nature. Je l'écoute toujours avec attention et je constate de plus en plus qu'il a toutes les qualités de sa race et pas les défauts. Il a de plus certaines qualités françaises: ses discours sont composés avec méthode, avec ordre et d'une manière synthétique, ce qui n'est pas le genre anglais. Je suis étonné de constater combien il a un cerveau français et un cerveau bien fait.

Faut-il se prononcer sur la valeur des deux discours entendus? Je siège en Chambre depuis près de 16 ans, et j'entends chaque année les deux versions opposées sur l'état financier de la province. Le trésorier provincial fait l'éloge de la santé économique de la province, dit que tout va bien, que la situation est absolument parfaite. Chaque année aussi, le critique financier de l'opposition dit que les surplus annoncés par le gouvernement sont plutôt des déficits et que tout va très mal. Où est la vérité? Que conclure? Que la vérité n'est ni d'un côté ni de l'autre.

Probablement à mi-chemin entre les deux. Pour pouvoir exprimer un jugement plus complet, il faudrait avoir accès aux livres, et cela n'est pas permis à un membre de l'opposition.

Je m'excuse de n'avoir pas la documentation nécessaire pour tirer la situation au clair et j'exprime le regret que les Canadiens français ne portent pas suffisamment d'intérêt aux questions financières et économiques. J'ai constaté que les journaux canadiens-français n'ont presque pas commenté le budget. Récemment, il y avait à Ottawa un débat sur l'Ungava, où se jouent nos richesses naturelles, et notre province est foncièrement intéressée. Mais on me dit qu'aucun député canadien-français n'a participé à ce débat. Quelle conclusion tirer de cela? Sans doute que nous avons peu de goût pour les problèmes économiques.

La conséquence? C'est que nous n'avons que 5 % d'ingénieurs alors que la proportion de notre population est de 30 %. Nous avons très peu de chimistes et nous en avons moins encore avant que le gouvernement actuel ne fonde son école de chimie. Nous avons très peu de techniciens, très peu de physiciens. L'autre conséquence la plus grave, c'est que nos ressources naturelles ne nous appartiennent pas et sont exploitées par les autres et pour les autres. Le commerce nous échappe. C'est une situation humiliante.

Nos forêts ne nous appartiennent pas. Elles sont exploitées au profit des étrangers, bien que les bûcherons, les gagne-petit, soient Canadiens français. Nos ressources hydroélectriques, qui sont peut-être notre plus grande richesse, sont aussi exploitées par les étrangers et à leur profit. Nos mines d'amiante appartiennent également à des étrangers. Mais descendez au fond de la mine et vous verrez que ceux qui creusent pour trouver du minerai sont des Canadiens français.

J'ai eu l'occasion de visiter Arvida. J'ai été reçu très gentiment dans les bureaux par des gens de langue anglaise. Mais, quand je suis arrivé aux cuves, l'endroit où le travail est le plus pénible, j'y ai rencontré les Canadiens français. À Saint-Grégoire, nous avons une importante industrie textile. Les propriétaires sont anglais, mais les ouvriers sont Canadiens français. Dans l'Ungava, il est bien probable que les nôtres joueront un rôle aussi peu glorieux. À moins que la situation ne change rapidement, la situation sera identique. Les gros traitements, les gros profits seront pour des étrangers, alors que nous devrons nous contenter des miettes.

Ce rôle peu glorieux vient compliquer davantage encore le problème déjà fort complexe des

relations patronales-ouvrières. À Montréal où la majorité de la population est canadienne-française, les grands magasins sont anglo-saxons. Tout dernièrement, ils ont bravé un règlement municipal et forcé les Canadiens français à venir travailler un jour où leur Église leur défend de travailler. Le patronat, dans une proportion des quatre cinquièmes, ne parle pas notre langue et ne partage pas notre mentalité.

On entend dire parfois que nous sommes porteurs de flambeau. C'est vrai que, proportionnellement à notre population, nous fournissons probablement le plus de missionnaires. Mais comment pouvons-nous exercer une influence quand nous ne sommes pas libres dans notre propre maison? Si nous ne sommes pas maîtres chez nous?

Quelles sont les causes de pareil état de choses? On parle de notre tempérament latin; c'est une explication insuffisante. D'autres affirment que nous avons été handicapés par la Conquête et la lutte pour la survivance; encore là, c'est une explication que je trouve insuffisante. Notre formation secondaire n'y serait-elle pas pour quelque chose? J'admets que c'est là un sujet épineux, mais je n'ai pas l'habitude de reculer devant de tels sujets. C'est un sujet délicat et je ne ferai que l'effleurer.

Mais est-ce que tous ceux qui font des études secondaires sont aptes à cette formation? Est-ce qu'on ne devrait pas donner à une partie de notre élite une formation scientifique plus poussée? Je suis favorable à la formation par le latin et le grec, mais je me demande si, à côté de cela, on ne devrait pas instituer un cours de sciences plus poussé? Je pose la question sans y répondre.

Je me demande si une plus forte proportion de notre élite ne devrait pas s'intéresser davantage aux questions financières et économiques et si ce n'est pas le devoir de l'État provincial de voir à ce que notre population devienne maîtresse de ses destinées et de son économie. Le régime économique sous lequel nous vivons est inacceptable.

Nous avons actuellement le périlleux honneur de recevoir le premier ministre d'Angleterre, M. Winston Churchill. Vers 1940, quand M. Churchill était premier ministre d'Angleterre, il déclara qu'il n'occupait pas ce poste pour liquider l'Empire britannique. L'Empire s'est liquidé quand même, sous Attlee, mais M. Churchill n'en reste pas moins un impérialiste convaincu. Il ne fait pas de doute que c'est probablement le rêve de sa vie de rebâtir l'Empire.

Il est ici à l'heure actuelle. C'est un homme pratique. Il serait bon que nous soyons très réalistes. S'il vient nous voir, c'est sans doute pour obtenir un

peu plus de dollars et de participation à ses guerres. L'Angleterre a de nombreux conflits à régler présentement. Elle a plus que jamais besoin des "coloniaux". N'allons pas encore une fois être les poires de cette transaction impérialiste.

Le chômage existe dans l'industrie du textile, à Montmorency. J'ai l'impression qu'un tarif douanier plus élevé serait très avantageux. Sans doute que le ministre du Travail n'est pas responsable de cette situation, mais je me demande s'il ne pourrait pas faire quelque chose pour remédier à la situation.

Enfin, on m'a chargé d'une autre mission. J'ai eu des paroles sympathiques, au début de la session, à l'endroit du Crédit social qui a réclamé des pensions de vieillesse plus tôt, à 65 ans, et plus élevées. Il y a eu des réactions. On m'a demandé de revenir à la charge. Si nous avions le vote proportionnel, nous aurions des créditistes en Chambre, ce qui m'autorise probablement à exprimer leur point de vue. Personne n'est obligé de penser comme les créditistes, mais il y a lieu d'étudier ce que pensent ces gens-là, pour savoir ce que leurs théories peuvent contenir de bon.

J'ai l'intention de discuter le problème de l'immigration. À Ottawa, nous avons une bureaucratie très intelligente et peut-être plus puissante que le gouvernement lui-même. Elle vise à "l'unité canadienne" et non l'union dans la diversité. L'idée de cette bureaucratie est de créer l'unité nationale. La bureaucratie fédérale procède par voie d'assimilation pour faire disparaître les caractéristiques de la province de Québec. Ils ont deux moyens principaux à leur service: la centralisation fiscale, sociale et éducative et l'immigration massive et britannique.

J'ai traité de l'autonomie au début de la session. Je me demande encore avec inquiétude ce qui va se produire dans le domaine de l'autonomie éducative. L'élément nationaliste et le vote libre dans cette province attachent une importance primordiale à cette question et demandent instamment au gouvernement de résoudre le problème vital.

Le deuxième moyen employé par la bureaucratie, c'est l'immigration massive, britannique et nordique, c'est-à-dire protestante, dit-il. Il (M. Chalout) mentionne la centralisation et l'immigration comme deux graves dangers de l'heure présente. Cette question d'immigration est vitale, dit-il. Il y a plusieurs mois que je l'étudie. Malheureusement, je ne pourrai livrer que quelques bribes des renseignements que j'ai obtenus.

Je suis favorable au principe de l'immigration, au nom de la simple charité chrétienne. En Europe, il y a des millions de personnes déplacées et qui

souffrent. Le pape a invité des pays aux grands espaces comme le nôtre à ouvrir leurs portes à ces gens-là. Mais il faut voir à ce que cette immigration ne vienne pas rompre l'équilibre entre les deux éléments ethniques du pays. Il y a actuellement au Canada 30 % de citoyens de descendance française, 49 % de descendance anglaise et 20 % de néo-Canadiens. Il faut respecter cela.

L'Italie, avec sa population de 50,000,000 d'âmes, est surpeuplée. Les gens ne peuvent plus vivre et la misère est favorable au communisme. J'ai constaté une situation analogue dans la banlieue rouge de Paris. Si les gens avaient de l'argent pour manger et habiller leurs enfants, le communisme ne les intéresserait pas. Le solliciteur général arrive d'Europe. S'il a fréquenté comme moi les communistes, je suis sûr qu'il en est arrivé aux mêmes conclusions.

**L'honorable M. Rivard (Montmagny):** J'ai surveillé mes fréquentations!

**M. Chaloult (Québec):** L'immigration doit respecter la proportion d'origine française au Canada. Les nôtres ont toujours manifesté une certaine hostilité envers l'immigration, parce qu'elle tendait à noyer l'élément français.

L'immigration a débuté en 1896, à l'arrivée au pouvoir de Sir Wilfrid Laurier. C'est M. Sifton qui fut chargé de l'organiser. Et l'on connaît M. Sifton, ennemi déclaré de l'élément français dans l'Ouest. Laurier avait beaucoup d'estime pour Sifton.

Sifton a toujours travaillé contre les Canadiens français et l'immigration était pour lui un moyen de faire échec à l'accroissement naturel des nôtres. On fit alors venir à grands frais des gens des quais de Londres, des repris de justice. On leur payait leur passage jusque dans l'Ouest, alors que le même privilège était refusé aux Canadiens français de la province de Québec, qui émigraient en masse aux États-Unis, par centaines de mille. On sait que c'est ce même Sifton qui avait été l'instigateur de la persécution antifranaise et anticatholique dans l'Ouest. Les protestations de l'épiscopat catholique de Chapais, de Bourassa ne firent rien.

Il y avait à Ottawa une idole imbattable et Laurier répondait à Henri Bourassa: "La province de Québec n'a pas d'opinion; elle n'a que des sentiments." Avoir un Canadien français au pouvoir à Ottawa, n'était-ce pas pour nous la revanche des plaines d'Abraham? Aujourd'hui, c'est un peu la même chose. On nous entraîne dans toutes sortes de guerres, on nous enlève notre autonomie éducationnelle, mais nous avons la consolation

d'avoir un des nôtres comme premier ministre dans la capitale du pays!

Pendant la guerre et jusqu'en 1946, l'immigration a été à peu près nulle. Nous avons reçu les femmes des combattants canadiens, mais leur nombre est relativement peu élevé.

En 1946, le mouvement d'immigration revient. La propagande a été intense en Angleterre et à l'étranger, car les bureaucrates fédéraux avaient en main les résultats du recensement de 1941 qui montrait un accroissement de l'influence canadienne-française. King disait que notre pays avait besoin d'une immigration qui ne changerait pas le caractère de sa population, mais il pratiquait le contraire. M. Saint-Laurent, beaucoup plus franc, a déclaré que les Français seraient placés sur un pied d'égalité avec les autres. Cela n'a pas eu beaucoup d'effet au début, mais la situation s'améliore.

En 1946, nous avons reçu 72,000 immigrants; en 1947, 64,000; 125,000 en 1948, 95,000 en 1949; 73,000 en 1950; 170,000 en 1951. Cette année, c'est un sommet depuis les beaux jours de Sifton. L'objectif n'était que de 150,000. Depuis six ans, on a fait entrer au Canada 599,000 immigrants. De 1946 à 1950, sur 430,000 immigrants, 196,000 étaient britanniques ou américains. Dans le même temps, nous avons reçu 9,000 Français, Belges ou Suisses. Donc, 9,000 contre 196,000. Et M. King avait soin de dire que l'immigration ne changerait pas l'équilibre de la population.

Pour changer l'équilibre de la population, on a ouvert toutes grandes les portes de notre pays aux nordiques, comprenant les Allemands et les Hollandais, c'est-à-dire protestants et facilement assimilables à la majorité. Cette immigration avait donc très évidemment pour but de déséquilibrer la population du Canada et de nous assimiler. Au cours des huit premiers mois de 1951, nous avons reçu 116,000 immigrants. Sur ce nombre, on comptait 25,000 Britanniques, 6,000 Français ou Belges, 33,000 nordiques et 16,000 latins ou Italiens.

C'est un changement considérable. Évidemment, il y a une tendance à respecter l'équilibre ethnique de la population. Car, sur 116,000, nous pouvons espérer en assimiler 10 %.

Sur 116,000, 76,000 vont en Ontario et 24,000 vers Montréal. Cette dernière ville est française, mais c'est quand même un milieu peu favorable à l'assimilation française. Cette immigration a encore joué contre nous. D'abord, nous avons eu une immigration massive, inassimilable par le Canada et, en retour, une forte émigration aux États-Unis. D'après le *Financial Post*, pour six immigrants qui entraient au Canada, cinq Canadiens le quittaient.

Nous n'avons donc gardé qu'un sixième et nous avons payé des millions pour cela. Et il faut bien noter que, parmi ceux qui partent, il y a un bon nombre de Canadiens français.

Les conclusions? Nous avons une immigration massive inadmissible, manifestement excessive. Cette immigration faite sans discernement a d'ailleurs comme corollaire une émigration presque aussi considérable vers les États-Unis. La politique canadienne au point de vue de l'immigration a donc abouti à un échec.

Une autre des mauvaises conséquences de l'immigration, c'est de compliquer le problème du chômage. Nous avons présentement 237,000 chômeurs, et les immigrants arrivent à pleins bateaux. Est-ce logique?

La bureaucratie a subi un échec avec son immigration. Il (M. Chaloult) prend à partie un employé de l'Immigration, M. Georges Benoît, auquel il reconnaît de l'intelligence et de la culture mais qu'il traite de renégat. Les renégats font du zèle, dit-il, pour se faire pardonner. M. Benoît ne fait pas beaucoup de bruit mais beaucoup de besogne contre nous. Il joue contre nous un rôle néfaste.

Nous subissons l'immigration parce qu'Ottawa a la préséance dans ce domaine. Autrefois, on nous a donné l'union, qui avait pour but de nous assimiler. La Fontaine a su se servir de cette union, dirigée contre nous, pour nous grandir. Jamais nous n'avons eu autant de succès que de 1840 à 1850. Aujourd'hui, n'y a-t-il pas lieu d'utiliser l'immigration dirigée contre nous pour la faire servir à notre avantage?

L'immigration est un fait, que nous aimions cela ou non. Pourquoi alors ne pas tenter de la faire servir à nos fins? Cette année, il nous arrivera environ 8,000 Français, sans compter les latins. C'est intéressant. N'y a-t-il pas lieu de leur porter une attention spéciale?

On me dit que, pendant la période des fêtes, il y avait des centaines d'immigrants logés dans des conditions inhumaines à Québec. Est-ce là faire preuve de charité chrétienne? J'ai reçu d'excellents témoignages au sujet des immigrants français, belges, suisses, qui sont de bons artisans, de bons cultivateurs et souvent des intellectuels. Je regrette qu'on soit si mal organisé pour recevoir les immigrants à Montréal comme à Québec. Il peut être possible pour le gouvernement d'établir les immigrants d'origine française sur les lots de colonisation ou de les autoriser à exploiter les terrains boisés sur une base coopérative.

D'une façon générale, les employeurs sont bien disposés à employer les immigrants, à condition qu'ils ne portent pas de noms français. Est-ce qu'il

n'est pas singulier que, chez nous, ce soient les gens d'origine française qui aient de la difficulté à se trouver un emploi? Et nous, les Canadiens français, comment recevons-nous les immigrants français, belges et autres? Ne faisons-nous pas fréquemment preuve à leur endroit d'indifférence et même de dépit? Comme des concurrents qui viennent prendre notre place. Nous tâchons de les rebuter le plus possible. Et ces gens vont en Ontario où ils sont mieux reçus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'attitude du député de Québec (M. Chaloult) n'est pas logique. Comment expliquer que les Anglais de la province d'Ontario les acceptent et que les Anglais de la province de Québec les refusent? D'ailleurs, dans les contrats que nous accordons, il est toujours spécifié que la préférence doit être accordée aux personnes venant de la province de Québec.

**M. Chaloult (Québec):** Les possibilités d'emplois sont plus grandes là-bas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si vous avez les noms des compagnies québécoises qui agissent de la sorte, donnez-les-moi et j'y verrai.

**M. Chaloult (Québec):** Dans l'Ontario, il y a plus d'emplois et les services de réception sont mieux organisés.

La simple charité nous demande de bien recevoir les immigrants, mais à plus forte raison devons-nous le faire pour les immigrants d'origine française.

Le devoir du gouvernement me paraît très clair. J'estime qu'il devrait établir une ou des agences commerciales ou culturelles à Paris, Bruxelles et Rome. L'Ontario a une telle agence à Londres. Québec a déjà une agence à New York. Qui nous empêche d'en avoir une à Paris? Le but de ces agences serait d'organiser notre propagande, de faire venir des immigrants, à condition que nous soyons en mesure de les absorber. Il y aurait moyen de faire un choix judicieux en coopération avec les autorités fédérales.

J'insiste également sur la nécessité d'organiser un organisme gouvernemental d'accueil. Seul, il peut avoir les moyens d'action pour arriver à des fins qui servent nos intérêts. S'il ne veut pas créer lui-même un organisme, il pourrait subventionner des organismes déjà existants, la Société d'assistance aux immigrants et la Société d'accueil franco-canadien, qui font un beau travail mais qui manquent de fonds.

Si nous ne réglons pas ce problème, il se réglera à notre détriment. Si le gouvernement veut faire plaisir au vote nationaliste et libre, qu'il fasse quelque chose, ne serait-ce qu'accorder des octrois aux organismes dont j'ai parlé tantôt. Je le conjure d'agir rapidement, car c'est un problème vital.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** La colonisation qui marque le début en agriculture a reçu un vif encouragement du gouvernement actuel. Depuis 1944, 31,247 lots ont été classifiés, 7,379 milles de chemins de colonisation construits ou améliorés, et 683 ponts construits ou réparés.

Il (M. Tardif) brosse un tableau de la situation agricole dans la province de Québec sous l'Union nationale. Par la politique d'aide aux cultivateurs, la superficie des terres a été augmentée d'un million d'acres et il y a maintenant 20,000 fermes de plus qu'en 1921, précise-t-il.

Le nombre de vaches laitières augmente dans la province de Québec alors qu'il diminue dans le reste du Canada. Il y a actuellement, dans le Québec, 1,129,000 vaches laitières, soit 4,500 de plus que l'an dernier. La quantité de lait produite a été de 50,000 livres plus élevée.

La production du beurre diminue dans le Canada, mais elle a augmenté de 4,000,000 de livres dans la province de Québec. On produit maintenant 34 % du beurre fabriqué au Canada, malgré que l'Ontario, dont la population est plus grande, ne figure que pour 26 % de la production totale. La situation avantageuse de notre province sous ce rapport est due à l'impression de sécurité qu'éprouve l'agriculteur québécois, qui se voit protégé, aidé et encouragé. Par suite de la vente de margarine, les cultivateurs du pays exportent de plus en plus leurs vaches pour la viande et expédient leur production laitière aux condenseriers. C'est ainsi qu'en 1948, 52.5 % du lait allait aux laiteries; en 1950, cette moyenne avait baissé à 46 %, la différence servant à la fabrication de lait en poudre, en condensé.

Je regrette que les cultivateurs exportent de plus en plus leurs vaches laitières aux États-Unis. Ce chiffre des exportations est passé de 19,000, en 1939, à 130,195, en 1948. À mon avis, cela est dû en grande partie à la fabrication et à l'importation de 94,000,000 de livres de margarine en 1950. En raison de l'incertitude dans laquelle les exploitants de fermes laitières se trouvent au sujet de la mise en marché de leurs produits, les exploitants de fermes laitières ont été forcés de trouver des marchés moins lucratifs pour leur lait.

Pourquoi y a-t-il augmentation dans notre province et diminution dans le reste du pays? Seul le gouvernement de la province de Québec a interdit la fabrication et la vente de la margarine dans la province. Le député de Jacques-Cartier (M. Kirkland) vient de se prononcer pour la margarine, au nom de l'opposition. J'espère qu'il va venir répéter devant les cultivateurs ce qu'il a dit en Chambre. Il sera en mesure de constater jusqu'à quel point il est dans l'erreur.

La vente de la margarine a été permise dans le reste du pays en 1948. À ce moment-là, 48 % de la production laitière canadienne servait à la fabrication du beurre. En 1950, la proportion était tombée à 44 %. Plus on importe de la margarine, moins les cultivateurs font de beurre. Ils trouvent de nouvelles utilisations pour les produits laitiers. À tel point que bientôt les consommateurs vont éprouver de grandes difficultés pour trouver du beurre. Alors que le gouvernement fédéral a protégé diverses industries, comme l'industrie textile, en imposant des tarifs élevés, le gouvernement d'Ottawa devrait imposer des taxes additionnelles sur les huiles minérales qui servent à la fabrication de la margarine, pour aider davantage les cultivateurs. Malheureusement, les huiles végétales qui servent à la fabrication de la margarine jouissent d'un tarif privilégié.

Sait-on que les cultivateurs du Québec ont été très souvent privés de la machinerie agricole dont ils avaient besoin, parce que les amis de nos bons rouges l'exportaient aux pays produisant les huiles qui servent à concurrencer notre industrie laitière? Pour les trois dernières années, 1948, 1949, 1950, le Canada a exporté des instruments aratoires à ces pays pour une valeur de \$277,000,000. Parmi les pays qui approvisionnent le Canada en margarine, il y en a quatre ou cinq à qui nous expédions des instruments agricoles indispensables à notre propre agriculture, la privant ainsi de profits de ceux qui viennent concurrencer nos produits laitiers.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1950, le Canada avait 70,000,000 de livres de beurre en réserve et, l'année suivante à la même date, il y en avait seulement 62,000,000. Cependant, il y a eu une augmentation dans la production de lait en poudre qui est passée de 43,000,000 de livres, en 1950, à 69,000,000 de livres, en 1951. Au même moment, les résultats de la production de margarine indiquent que 73,000,000 de livres ont été traitées, en 1949, 94,000,000, en 1950, et que la production pour 1951 sera probablement supérieure à 100,000,000. Ces chiffres sont suffisants pour montrer la nette influence de la margarine dans la production laitière au Canada.



L'importation des huiles végétales, qui fut de 5,000,000 de livres en 1949, a passé à 21,000,000 de livres, en 1950, et une valeur de \$3,500,000.

Québec fait tout son possible pour relever l'agriculture et Ottawa agit en sens contraire. Le gouvernement actuel a montré sa sollicitude à l'agriculture, lui permettant ainsi une situation plus prospère qu'ailleurs, par le crédit agricole, l'électrification rurale, la construction de 1,677 écoles, la construction d'une voirie rurale, etc.

Je rends hommage au député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot). Il accomplit une œuvre magnifique. Parmi les œuvres qui profitent à l'agriculture, il y a le drainage des terres, l'uniformisation des produits laitiers, l'aide aux caisses populaires, où la classe rurale, en partie, fait pour un milliard d'affaires par année, l'augmentation des gages aux bûcherons et toute une multitude d'octrois.

Le gouvernement actuel s'est véritablement montré le gouvernement de la classe agricole. Il a montré une sollicitude toute particulière pour la famille rurale, assuré que la famille est le noyau essentiel de la société. Le gouvernement a accompli toutes ces œuvres sans augmenter les taxes et en diminuant la dette nette de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je félicite le député. Il vient de prononcer un discours remarquable qui fait honneur à toute la classe agricole.

**M. Desjardins (Gatineau)** propose, appuyé par le député de Pontiac (M. Johnston), que le débat soit ajourné au cours de la présente séance.

Adopté<sup>1</sup>.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### **Reprise de la séance à 8 heures**

#### **Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 193 relatif à la succession de Léo Allaire.

#### **Projets de loi:**

##### **Succession de Léo Allaire**

**M. Gagné (Richelieu)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 relatif à la succession de Léo Allaire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 193 sans l'amender.

**M. Gagné (Richelieu)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Énergie électrique à Mégantic**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi concernant la municipalisation de l'énergie électrique par la ville de Mégantic soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de donner à la corporation de Mégantic, à la suite de deux référendums bien précis, le pouvoir d'exproprier. Nous allons ajouter un amendement, de façon à dire que, par ce bill, la ville de Mégantic a un droit absolu, nonobstant toute législation inconciliable, en particulier nonobstant l'article 18 du chapitre 98 des Statuts refondus, article qui fit que l'on ne peut, dans aucun cas, exproprier au préjudice d'une industrie établie. Nous voulons en être certains et nous avons pensé à ça; si nous l'avions oublié, l'avocat aurait été content.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** se dit en faveur de l'expropriation au gré de la majorité de Mégantic.

La loi, dit-il, oblige la municipalité à faire une offre et à la déposer en cour. On ne devrait, par cette loi, causer un précédent dangereux et arriver avec un principe non moins dangereux qui équivaut à dire que le crédit d'une municipalité est égal à celui de la province, laquelle n'a pas besoin de déposer d'offres. À Montréal, une grande ville, la cité doit avoir l'argent en main si elle veut exproprier et l'on crée ici un précédent dangereux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'intérêt public prime l'intérêt. Le crédit de Mégantic est excellent. La loi établit que le crédit des municipalités du Québec est excellent. Le peuple s'est prononcé. Il y a assez longtemps que cette histoire traîne; les tribunaux fixeront le montant. Cette discussion entre la ville et l'exproprié doit cesser.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Si la solvabilité de Mégantic est bonne, il ne lui sera pas difficile de fournir le cautionnement prévu par le Code de procédure civile.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous passons cette loi dans l'intérêt même de M. Cliche, l'exproprié, parce qu'il est contribuable et que nous voulons lui sauver de l'argent.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 49 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Voies et moyens:

##### Débat sur le budget 1952-1953 (suite)

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la

motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Desjardins (Gatineau):** Je veux protester contre un article paru dans le magazine *McLean*, de Toronto, du 15 décembre, sous le titre "Ottawa's Beautiful Backyard", disant que la Gatineau est une région à moitié civilisée, bien qu'elle soit "la belle banlieue d'Ottawa". Je ne veux pas dire que l'auteur était de mauvaise foi, mais l'auteur de cet article a sûrement laissé parler son imagination. Il importe de rétablir les faits, à la suite des nombreuses protestations reçues des conseils municipaux.

Il est faux de dire que la population de mon comté n'est pratiquement pas civilisée. C'est une insulte et une injustice. Mon comté est composé d'une population en majorité française, mais compte un bon nombre de citoyens anglais. La population de Gatineau comprend 65 % de Canadiens français et 35 % de Canadiens anglais. Ce sont des gens d'une largeur d'esprit incomparable, qui vivent en paix et en harmonie, des gens braves, honnêtes et laborieux.

J'ai reçu des protestations du conseil de comté, de plusieurs corporations municipales et de plusieurs citoyens en vue. Mon comté est une région très importante, à laquelle le gouvernement actuel a accordé une attention toute particulière depuis que je suis élu. J'ai donc cru de mon devoir d'ajouter mes protestations à celles de mes électeurs contre cet article qui est très éloigné de la vérité.

(Applaudissements à droite)

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):** Je veux saluer le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), un grand champion et le plus grand chef que notre province n'ait jamais eu. Vous avez été aussi le meilleur ami que nous, les minorités de la province, ayons eu et, en leur nom, je vous remercie.

Il cite les récentes remarques faites par le conseiller J.-O. Asselin, président du comité exécutif de Montréal, alors qu'il prenait la parole devant les délégués des municipalités du Québec, en congrès à Murray Bay. Dans ses observations, M. Asselin a souligné la contribution du gouvernement provincial actuel à l'amélioration de la santé publique, du bien-être social et de l'éducation en assumant la dette des commissions scolaires, en accordant des octrois au fonds de pensions des institutions et en subventionnant généreusement les universités.

Il félicite le gouvernement pour l'aide qu'il a accordée aux municipalités de la province en les soulageant de plusieurs responsabilités financières.

Je félicite le directeur Hilaire Beauregard, de la police provinciale, de l'efficacité et du merveilleux succès de sa brigade des homicides, dirigée par le lieutenant-détective Ubald Legault. Cette brigade a trouvé la solution de chacun des 16 meurtres commis durant l'année. La police provinciale, dans mon opinion, est un crédit pour la province de Québec.

Je vante la coopération qui existe entre le directeur Beauregard et le directeur Langlois de la police municipale de Montréal, coopération à laquelle est dû en grande partie le succès des deux forces policières.

J'exprime également mon appui à l'attitude adoptée par le premier ministre de la province, qui encourage les entreprises privées et invite des industries d'autres provinces et d'autres pays à venir s'établir dans le Québec. Il (M. Hanley) insiste sur l'importance du tourisme, qui a rapporté à notre province \$260,000,000, en 1950. J'émet un avertissement contre les tentatives de l'Ontario pour détourner le tourisme du Québec en modifiant ses lois sur les boissons alcoolisées.

Nous pouvons être fiers de nos lois de la province de Québec, particulièrement de la loi des liqueurs. Je félicite le premier ministre d'avoir remédié aux abus dans la vente des liqueurs. Nous devons défendre nos lois. Selon moi, tous les établissements qui vendent des spiritueux dans la province devraient être entièrement fermés la nuit de Noël et le jour du Vendredi saint, mais on devrait faire exception pour la nuit du jour de l'An.

On a raison d'être fier de la majorité des détenteurs de permis, à Montréal, qui ont investi des millions de dollars dans des clubs et qui attirent les meilleurs artistes de spectacles des États-Unis et de l'Europe. Les personnes sérieuses doivent être protégées et j'espère que le gouvernement ne va pas suggérer des amendements drastiques, en raison de quelques-uns qui auraient enfreint la loi des liqueurs de la province.

Je félicite le gouvernement de sa loi qui permettra de verser une allocation d'assistance aux personnes indigentes âgées de 65 ans à 70 ans. Ceci coûtera \$8,000,000 à la province pour la première année d'application. C'est là de l'argent très bien dépensé.

Je suis heureux d'appuyer presque toutes les lois du gouvernement depuis 1948. J'estime personnellement avoir exercé mon mandat dans le meilleur intérêt de mon comté et de la province. Je félicite le premier ministre pour sa législation ouvrière, de son aide à l'éducation et des améliorations apportées à la santé.

**M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):**

Je veux étudier l'administration actuelle de l'Union nationale du point de vue de l'homme d'affaires en face d'un bilan. Je veux couvrir les années 1950-1951, 1951-1952 et 1952-1953.

Tout d'abord, pour 1950-1951, le gouvernement a bouclé son exercice avec un prétendu surplus de \$4,000,000 en faisant tomber, comme d'habitude, dans le fonds général un surplus de \$8,600,000 perçu au fonds d'éducation, détournant ainsi cette somme des fins pour lesquelles elle avait été perçue.

Le gouvernement se vante d'avoir réduit la dette de la province de \$40,000,000 depuis 1945. En réalité, il a recueilli \$22,000,000 de sa transaction avec l'Hydro-Québec, en plus de prendre, pour l'avenir, des engagements pour plus de \$130,000,000. Pas surprenant avec ça que le service de la dette augmente, même si celle-ci, selon le grand argentier de l'Union nationale, diminue. Les contribuables, tôt ou tard, auront à faire face.

Les budgets de l'Union nationale n'ont aucun sens et celui de 1951-1952 n'a pas fait exception à la règle quand le gouvernement a dépensé plus de \$32,000,000 de plus que prévu. En outre, un emprunt a été contracté le 30 novembre 1951. J'ai déploré le fait que le ministre des Finances a fourni très peu d'information au sujet de ce qui avait été fait avec les prestations de \$20,000,000 d'un prêt fait à New York au cours de la présente année financière.

Le gouvernement avait dépensé près de \$11,000,000 sur une première tranche de \$20,000,000, pour les travaux publics. Pour le reste de l'emprunt, personne ne sait où l'argent est allé, et il est permis de se demander si le gouvernement a emprunté de l'argent dont il n'avait pas besoin ou, s'il l'a dépensé, où cette somme est allée? Si elle a été dépensée, elle aurait dû être mentionnée dans le tableau des dépenses du trésorier. Mais, en agissant ainsi, on aurait révélé un déficit considérable. Je ne peux que conclure que le gouvernement n'a pas été franc à ce sujet.

Pour 1952-1953, le budget laisse prévoir des dépenses de \$260,000,000, ce qui est un record, record auquel il ne faudrait pas attacher trop d'importance quand l'on sait avec quelle justesse le ministre des Finances fait ses estimations, chaque année. Le gouvernement dépense toujours de \$30,000,000 à \$40,000,000 de plus que prévu. Nous sommes à la veille d'élections et il ne fait pas de doute que le gouvernement dépensera autant que ses avantages électoraux le nécessiteront, sans tenir compte de l'argent des contribuables.

Nous n'avons qu'à nous rappeler l'exercice de 1948-1949, alors que le gouvernement avait prévu devoir dépenser \$140,000,000 et qu'il a dépensé \$83,500 de plus! Il faudrait être bien naïf pour croire qu'une si formidable augmentation des dépenses n'était pas due à la tenue d'élections générales provinciales. Je suis certain que le gouvernement va dépenser en 1952-1953, une année d'élections, plus de \$300,000,000, parce qu'il est prêt à aller à la limite pour se maintenir au pouvoir.

Parce que le gouvernement actuel place les considérations électorales au premier rang, nous pouvons nous attendre à voir la province enregistrer un déficit considérable, cette année, bien que le ministre des Finances nous parle d'un surplus. Il n'y a aucun doute que lorsque le Parti libéral sera reporté au pouvoir, aux prochaines élections générales, il recueillera un héritage de dettes et de promesses gouvernementales non remplies.

Bien plus, le surplus de \$1,851,756 prévu par le ministre des Finances est inexistant avant que l'année débute. Le budget ne tient en effet compte que d'une partie des dépenses que le gouvernement se propose de faire. Ainsi, il ne tient pas compte du fait que des travaux sur la rivière Magiscane coûteront plus de \$3,000,000; il ne tient pas davantage compte de l'établissement de centres de diagnostic et d'hôpitaux que l'on dit vouloir construire pour le traitement de malades mentaux. Le surplus du ministre des Finances s'est évaporé comme une balle de neige sur un poêle lent.

Le gouvernement actuel est celui qui taxe le plus le contribuable québécois. Avec des revenus qui se chiffrent à \$270,000,000, le gouvernement n'a réduit les taxes que d'environ \$1,300,000. La montagne qui enfante une souris. Sous le dernier régime libéral, le gouvernement a perçu, la dernière année, en taxes, \$65,000,000. Aujourd'hui, cette somme est de \$223,000,000. En d'autres termes, l'augmentation a été de \$18.57 par tête, en 1944-1945, à \$55.76, en 1951-1952, soit une hausse de \$37.19 par personne en sept ans. Le gouvernement actuel taxe à l'excès le contribuable et dépense de façon irrégulière les deniers publics, en faisant faire les travaux par des entrepreneurs amis, à des prix extrêmement élevés et sans demandes de soumissions publiques. L'Union nationale ne croit pas à l'entreprise privée, mais aux entreprises de ses amis.

**M. Vachon (Wolfe)** propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. Fleury), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée.

---

### NOTE

1. Le *Montréal-Matin* du 16 janvier 1952, à la page 3, note que le premier ministre s'est levé pour serrer la main du député de Frontenac, M. Tardif.

## Première séance du mercredi 16 janvier 1952

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

**Loi des dentistes  
de Québec**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 227 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, du consentement unanime, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

## Remboursement des droits:

**Hôpital général  
de Québec**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose, du consentement unanime, que, le bill 112 concernant la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec ayant pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de charité et de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

## Subsides:

**Budget des dépenses  
1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pensions spéciales (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur - bureau des finances - (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je suis étonné de voir qu'il y a environ 1,000 employés qui quittent le service du gouvernement provincial chaque année en retirant ce qu'ils ont versé au fonds de pension. Je me demande s'il n'y a pas là une situation qu'il conviendrait de corriger. Il en coûte cher au gouvernement pour former un employé. Ne conviendrait-il pas de rechercher la cause de ces départs qui paraissent trop nombreux, à première vue?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Étant donné le grand nombre des employés civils, il n'y a pas lieu de s'étonner de ces départs, car certains trouvent des positions plus rémunératrices. Et puis, c'était la même situation sous les gouvernements précédents. J'ai moi-même admis que je n'aurais pas rejoint la fonction publique lorsque j'étais un jeune homme.

Le gouvernement paie une police d'assurance-groupe de \$1,000 pour les employés civils mariés et de \$500 pour les célibataires. La prime est payée en entier par la province. Et également pour encourager les employés civils, le gouvernement garde un dépôt de \$50,000 dans leur caisse populaire. Les employés civils sont traités paternellement par le gouvernement provincial. En 1947, il n'y avait que 4,321 employés qui étaient assurés aux frais du gouvernement; ils sont aujourd'hui au nombre de 10,470.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit

ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur et extérieur - bureau de l'auditeur (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le traitement moyen d'un employé du sexe masculin est de \$2,873, dans ce service. Sur les \$160,000, \$18,000 sont prévus pour les augmentations possibles de traitement et les traitements additionnels, en cas d'augmentation du nombre des employés.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quel est le traitement du vérificateur des comptes publics?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le vérificateur est sur le même pied qu'un sous-ministre. Comme d'ailleurs M. J.-Henri Bieler, M. G. H. Shink, contrôleur du revenu, et M. Georges Lafrance, directeur du Service des assurances. Ils touchent \$8,000 par an.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les responsabilités de ces hauts fonctionnaires et leurs obligations justifieraient des traitements plus importants, surtout si l'on considère la perte de valeur du dollar depuis 1946 et les appointements payés dans l'industrie.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Les sous-ministres et les hauts fonctionnaires en question sont contents de leur sort.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il ne faut pas qu'ils partent! Je ne voulais pas dire des choses méchantes au sujet de la compétence de certains ministres comparativement à celle de ce fonctionnaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand nous sommes arrivés au pouvoir, les sous-ministres avaient \$6,000 par an. Nous leur avons donné \$8,000 comme nous avons augmenté les autres fonctionnaires. Nous continuerons à accorder des augmentations. C'est pour cela que nous avons passé une loi. Effectivement, dans l'industrie, des employés gagnent plus que des sous-ministres, bien qu'ayant des responsabilités moindres.

Le chef d'opposition n'est pas satisfait de ses \$10,000. Le chef de l'opposition ne gagnait autrefois que \$5,000 au temps du gouvernement libéral. Je trouve vraiment scandaleux que le chef absent, qui

ne fait rien, ait \$20,000 par année grâce à la caisse électorale du Parti libéral et que le chef qui travaille, le chef de l'opposition, n'ait que \$10,000.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Questions et réponses:

##### Surtaxe sur la gazoline

**M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):**  
1. Combien le gouvernement de la province a-t-il perçu depuis le 8 novembre 1950 jusqu'à date, en vertu de la loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province, qui imposait une surtaxe de \$0.02 le gallon de gazoline?

2. Combien a été dépensé, à même le revenu provenant de cette surtaxe de \$0.02 le gallon de gazoline, pour l'entretien des chemins d'hiver au cours de l'hiver 1950-1951?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** 1. En vertu de la loi 14-15 George VI, chapitre 15, intitulée: Loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province, le gouvernement a perçu, depuis le 8 novembre 1950 au 28 novembre 1951, deux années financières différentes, \$6,834,367.46.

2. L'entretien des chemins d'hiver, durant l'année 1950-1951, a coûté au gouvernement \$3,210,153.90.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

## **Deuxième séance du 16 janvier 1952**

### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Projets de loi:**

##### **Code de procédure civile**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 62 modifiant le Code de procédure civile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Remboursement de droits:**

##### **Federation of Jewish Philanthropies**

**M. Rochon (Montréal-Saint-Louis)** propose, du consentement unanime, que, le bill 125 changeant le nom de la Federation of Jewish Philanthropies of Montreal en celui de Federation of Jewish Community Services of Montreal et élargissant ses pouvoirs et ses buts ayant pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de charité et de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Projets de loi:**

##### **Code civil**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant le Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 60 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Loi des dentistes de Québec**

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 227 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 227 sans l'amender.

**M. Gatién (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Loi des accidents du travail**

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant la loi des accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

Cet amendement, dit-il, s'ajoute à beaucoup d'autres qui ont été apportés à la loi des accidents du travail par le premier et le second gouvernement de l'Union nationale.

En 1936, nous avons d'abord modifié la loi pour donner à l'accidenté le libre choix de son médecin.

En 1938, nouvelle modification reconnaissant la silicose comme une maladie industrielle. Nous

avons ensuite porté à \$15 l'indemnité hebdomadaire minimum et augmenté de \$5 ou \$10 par mois, selon le nombre d'enfants, l'indemnité payable à la veuve et aux orphelins.

En 1947, nous avons porté de \$2,000 à \$2,500 le maximum du salaire servant de base au calcul de l'indemnité. Auparavant, l'indemnité maximum était de \$1,333, soit  $66\frac{2}{3}\%$  de \$2,000. Notre amendement de 1947 portait ce maximum à \$1,666. Par le présent bill, nous portons le taux de  $66\frac{2}{3}\%$  à 70 % et le maximum du salaire servant de base à l'indemnité, de \$2,500 à \$3,000. L'indemnité maximum se trouve donc portée à \$2,100, soit près de \$450 de plus qu'en 1947.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le gouvernement devrait aller encore plus loin. Évidemment, il n'est pas possible que l'accidenté reçoive 100 % de son traitement. Je me demande si, dans les circonstances que nous traversons, on ne devrait pas porter le pourcentage à 75 %. Quant au montant du salaire servant de base au calcul de l'indemnité, le montant mentionné dans le bill n'est sûrement pas exagéré dans les circonstances économiques actuelles. Nous regrettons que le gouvernement n'ait pas fait davantage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'aide de l'opposition au règlement des problèmes a toujours été verbale. Quand ils étaient au pouvoir, ils ne pensaient pas à ça. Maintenant qu'ils sont dans l'opposition, au lieu de nous féliciter, ils font de la surenchère. Il ne faut pas oublier que ces indemnités sont payées à même un fonds collectif auquel contribuent les patrons. Il faut procéder avec méthode et prudence, sans quoi les accidentés seraient les premiers à en souffrir.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.  
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 61 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Voies et moyens:**

#### **Débat sur le budget 1952-1953 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 15 janvier courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'exprime ma reconnaissance envers le chef de l'Union nationale pour avoir guidé mes pas dans la vie politique et je me dis heureux d'avoir servi sous sa bannière pendant 22 ans. Cette année célèbre ses 25 ans de vie politique provinciale. Il a été un père pour moi. J'exprime ma gratitude au premier ministre qui m'a appelé à faire partie de son cabinet en 1946, au milieu d'une équipe extrêmement brillante et la plus dévouée au bien-être de la province de Québec.

La session tire à sa fin et certains membres de l'opposition se demandent peut-être si ce n'est pas leur dernière.

Je rappelle deux affirmations que j'ai déjà faites en Chambre, il y a deux ans, à l'effet que la province de Québec était au premier rang de la Confédération dans le domaine de l'éducation en général et que la province possède le code d'enseignement spécialisé le plus complet au monde.

J'avais d'abord pensé de passer ces faits sous silence, mais j'ai cru qu'il était préférable de mettre les chiffres à date, afin de prouver mes avancés, après avoir lu un article éditorial dans un quotidien de langue anglaise de Montréal, à l'effet que la province consacrait \$25,000,000 au total pour l'éducation.

Pour avoir le chiffre exact des sommes dépensées dans le domaine de l'éducation, il faut non seulement considérer le budget du secrétaire provincial, mais celui d'une quinzaine de départements.

Il (l'honorable M. Sauvé) fait un relevé des 15 ministères qui contribuent d'une façon ou d'une autre à l'enseignement et en arrive au total de \$50,302,364.21.

Dans son discours sur le budget, dit-il, le chef de l'opposition a répété que le gouvernement prenait le fonds de l'éducation pour le faire servir à d'autres



fins. Je dois dire immédiatement que les faits prouvent le contraire. Le gouvernement puise au fonds général pour aider à l'éducation qui peut ainsi bénéficier d'une somme de \$50,000,000.

En comparant les sommes consacrées par le gouvernement actuel à l'éducation avec ce que font les autres provinces, on se rend compte que la province de Québec se place au premier rang de la Confédération. J'ai choisi, pour les fins de comparaison, la province la plus peuplée, qui administre le plus fort budget du pays, la province de l'Ontario. Ainsi l'Ontario, sur un budget total de \$353,424,750, consacre \$60,685,855 à l'éducation, soit 17.17 %, alors que le Québec, sur une somme globale de \$216,140,060, y consacre \$50,302,364.21 ou 23.27 %.

Si l'on ajoute à ces \$50,000,000 les contributions des corporations scolaires avec \$40,174,904, les institutions avec \$31,605,904, les institutions indépendantes qui ne reçoivent pas de subventions avec \$2,569,599 et le gouvernement fédéral avec \$1,253,721, on en arrive à un total de \$125,906,492 dépensés pour l'enseignement dans la province de Québec en 1950-1951.

Il (l'honorable M. Sauvé) affirme que la province de Québec dépense plus par tête que toute autre province de la Confédération pour l'éducation. Il rappelle que le secrétaire provincial (l'honorable M. Côté) a déjà brossé un tableau éloquent de l'éducation dans la province au cours de la présente session et lui souhaite un retour rapide à la santé.

Notre province possède un système d'enseignement professionnel qui lui est propre. Outre les institutions de l'État, l'initiative privée a fondé un certain nombre d'écoles et nous devons rendre hommage au rôle que jouent les communautés religieuses dans leurs propres écoles ou couvents où, avec l'aide du gouvernement, elles accomplissent un travail admirable dans certaines écoles industrielles pour les infirmes, sourds-muets et épileptiques éducatibles, etc.

La part du gouvernement provincial dans l'enseignement professionnel est sans précédent. Y participent les ministères de l'Agriculture, du secrétariat de la province, de la Chasse et des Pêcheries, du Commerce et de l'Industrie, du Travail, des Mines, des Terres et Forêts et surtout, pour ce qui est de l'enseignement technique, du Bien-être social et de la Jeunesse.

Au ministère de l'Agriculture, il y a 18 écoles supérieures, moyennes et régionales, l'école ménagère agricole, à Makamik; sept orphelinats agricoles, une école de céramique, une école de l'industrie laitière et une école de médecine vétérinaire.

Le secrétariat de la province subventionne deux écoles supérieures d'enseignement ménager, 39 instituts familiaux, 70 écoles moyennes familiales, deux écoles normales pour garçons, 45 écoles normales pour jeunes filles, 44 établissements postsecondaires, un conservatoire de musique et d'art dramatique et deux écoles des beaux-arts.

Le ministère des Pêcheries possède une école des pêcheries à Grande-Rivière. Le ministère du Commerce et de l'Industrie organise des cours d'hôtellerie. Le ministère du Travail subventionne le centre d'apprentissage et le centre de réadaptation des blessés de guerre et des accidents du travail. Le ministère des Terres et Forêts subventionne l'école supérieure d'arpentage et de génie forestier affiliée à l'Université Laval, une école de gardes forestiers, une scierie-école et une école de protection.

C'est cependant le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse qui joue le plus grand rôle dans ce domaine. Cinquante-quatre écoles d'enseignement spécialisé sont actuellement mises à la disposition de la jeunesse. Cet enseignement se divise en quatre catégories: les écoles techniques, les écoles d'arts et métiers, les écoles hautement spécialisées et les cours de métiers organisés dans les écoles de protection de la jeunesse.

Il y a d'abord huit grandes écoles techniques; chaque grande région possède la sienne et celle de Montréal est la plus considérable du Commonwealth. Autour des écoles techniques, 35 écoles d'arts et métiers ouvrent leurs portes à la population des petites et grandes villes. Ces écoles, en décentralisant l'enseignement industriel, permettent à la jeunesse ouvrière de suivre sur place un cours de métiers ou d'entreprendre sans déplacement les premières années du cours technique.

En 1936, il y avait seulement quatre écoles techniques et trois instituts professionnels dans la province. Le nombre d'élèves de jour était de 1,139 et le soir il y en avait 5,226. Aujourd'hui, les 54 écoles du ministère reçoivent 10,000 élèves le jour et 13,000 élèves le soir. De plus, 1,114 élèves sont inscrits à des cours par correspondance. Les cours sur la culture populaire connaissent une popularité croissante. L'étendue de ces cours couvre divers métiers et vise à offrir à la jeunesse rurale une meilleure connaissance de l'agriculture, des pêcheries et d'autres domaines.

Il y a ensuite les écoles hautement spécialisées: écoles du meuble, des arts graphiques, de l'automobile, etc. Il y a les écoles des métiers féminins d'Upton et de Sainte-Germaine de Dorchester. Il s'agit d'un cours d'art ménager où l'on s'applique à ne pas

déraciner l'élève de son foyer et à ne pas éveiller des goûts qu'elles ne pourraient pas satisfaire. Il s'agit en somme d'enseigner aux jeunes filles les mille métiers féminins qui leur permettent de tenir leur maison avec succès et d'une façon économique pour la famille. Le succès de cette formule a été tel que les élèves, de 40 ont passé à 80 et, comme les cours durent trois mois, c'est donc 240 élèves qui passent par cette école chaque année. Mais il y a au moins 3,000 demandes à chaque école de jeunes filles qui voudraient suivre ce cours. Il y a aussi l'École centrale des métiers du commerce, qui est une véritable université ouvrière, et l'École des textiles, à Saint-Hyacinthe, qui est la plus importante dans son genre au Canada.

Il y a ensuite l'École de papeterie de Trois-Rivières, et selon des témoignages apportés par des chefs de l'industrie papetière à la suite de l'inauguration de la nouvelle usine et depuis l'installation du moulin-miniature, elle constitue un supplément merveilleux à l'ancienne école et en font une institution unique dans son genre dans le monde entier.

C'est ainsi que M. George M. Hobart, président de la Consolidated Paper, affirme: "Je n'ai jamais rien vu de semblable nulle part. Vous n'avez certainement rien épargné pour vous procurer ce qu'il y a de meilleur et de plus récent. Nous sommes intéressés à cette école et nous désirons fournir la formation pratique aux élèves de nos usines locales. C'est une addition importante aux facilités fournies par la province dans le domaine de l'enseignement secondaire."

De son côté, M. W. S. Kidd, président de la compagnie E. B. Eddy, déclare: "Je vous félicite pour la vision et l'énergie que vous avez manifestées en procurant de telles facilités d'éducation à ceux qui veulent se faire une carrière dans l'industrie du papier."

M. Sigmund Wang, président de l'Industrial Cellulose Research Limited de l'Ontario, est d'avis que "vous avez l'une des institutions au monde les mieux équipées pour l'enseignement de la fabrication du papier".

Le président de la Shawinigan Chemicals affirme: "Le gouvernement de Québec mérite des félicitations pour le geste progressif qu'il a posé en fournissant de tels avantages pour l'enseignement technique de notre province. Ces facilités seront d'une grande valeur non seulement pour la génération montante, mais aussi pour l'industrie du papier, en lui procurant un personnel possédant un bon entraînement technique. Je suis convaincu que cette institution aidera grandement au développement non seulement de l'industrie papetière, mais de toute

la vallée du Saint-Maurice et démontrera le rôle que l'éducation peut jouer dans l'expansion industrielle de l'avenir."

(Applaudissements à droite)

Enfin, M. T. F. Whalen, gérant de la Canadian International Paper Company, à Montréal, déclare: "Nous sommes très fiers du beau travail que vous avez accompli pour cette ville en lui donnant un moulin à papier modèle qui est l'institution la plus complète de son genre dans le monde."

Finalement, l'École de marine, à Rimouski, est la seule et la première dans son genre au pays.

Aujourd'hui, les écoles qui relèvent du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse peuvent accommoder 10,000 élèves et quelque 3,500 finissants sont prévus par année. Maintenant, 70 % de la population de la province habite à une distance moindre de 10 milles d'une école spécialisée; 12 % à une distance variant de 10 à 20 milles, et 8 % de 20 à 30 milles; 78 % des établissements manufacturiers sont situés à moins de 10 milles d'une école spécialisée; 14 % de 10 à 20 milles, et 8 % à plus de 20 milles.

En certains milieux, on est sous l'impression que ce grand mouvement d'enseignement spécialisé s'est opéré en vertu de l'entente fédérale-provinciale. Beaucoup de gens tentent de faire croire que le fédéral a contribué pour 50 % à l'expansion de notre système d'enseignement. Je veux rendre justice à l'effort et à la collaboration d'Ottawa, et la meilleure façon de le faire est de citer les chiffres officiels. Pour l'équipement et les bâtisses, en vertu de l'entente intervenue en 1945-1946 et fonctionnant depuis, les contributions fédérales se chiffrent à \$5,043,000 contre \$10,700,000 pour la province, soit en définitive  $\frac{1}{3}$  pour Ottawa et  $\frac{2}{3}$  pour Québec.

Dans le domaine relatif aux frais d'instruction, de 1945-1946 à 1951-1952 inclusivement, la province a payé \$22,475,338 contre \$2,013,784 pour le fédéral; pour les bourses d'études, le fédéral a versé, durant la même période, \$1,274,215 et la province, \$2,642,638. En résumé, la part fédérale représente à peine le dixième de celle de Québec.

Dans le domaine des écoles spécialisées, un état comparatif des dépenses pour les cinq dernières années du régime libéral et les cinq dernières années de la présente administration fait voir qu'avec nous, l'Union nationale, les dépenses en immobilisations ont augmenté de 2,446.33 %. Pour les mêmes années, les chiffres concernant le nombre d'élèves indiquent une augmentation de 220.16 %.

Pour l'année courante, il y a 5,390 boursiers, comparativement à 1,658 en 1944-1945. Le chef

errant du Parti libéral, qui lance des rumeurs, suscite des appétits et fait des promesses si inconsidérées, montre un manque absolu de sens des responsabilités. Au chapitre des bourses d'études, on trouve qu'à la fin du régime Godbout, il se dépensait \$176,437.61; aujourd'hui, pour les mêmes fins, il se dépense \$671,300. Nous habitons le coin du monde où l'on rencontre le plus de talents, mais un très grand nombre de parents n'ont pas les moyens de faire instruire leurs enfants. C'est pour cela que nous avons multiplié les bourses d'études.

Dans le domaine des écoles spécialisées, le gouvernement a dépensé, de 1940-1941 à 1944-1945, \$6,577,408 contre \$22,199,851 de 1948-1949 à 1952-1953; les dépenses en immobilisations pour la même période ont été respectivement de \$256,845 et de \$6,283,325. En 1944-1945, on pouvait accepter 10,108 élèves, contre 22,250 aujourd'hui. Depuis 1947, quelque 97,418 élèves ont pris des cours le jour ou le soir dans les écoles spécialisées de la province, comparativement à 40,740 pour la période allant de 1940 à 1945.

Les pensions de vieillesse ont augmenté de 228.94 %; les pensions pour les aveugles, de 206.35 %; et l'aide pour les mères nécessiteuses, de 189.88 % lors de ces deux périodes comparatives.

Il (l'honorable M. Sauvé) passe ensuite aux réalisations de l'Union nationale concernant la formation, la promotion et le perfectionnement du personnel enseignant: l'établissement d'un système par voie de concours pour l'enseignement du personnel, l'organisation de cours par correspondance sur la pédagogie pour les professeurs des écoles éloignées, l'obtention de bourses d'études de perfectionnement en faveur des professeurs, pour des études durant l'été, l'organisation de cours d'été dans nos écoles pour le perfectionnement des professeurs, l'organisation de concours de promotion et de concours de reclassement pour les professeurs, l'organisation de journées d'étude, la création d'un calendrier scolaire, l'organisation de forums pédagogiques et la réorganisation de la *Revue Technique*.

Puis il (M. Sauvé) fait un résumé des activités de l'Office des cours par correspondance. Il précise que 1,114 élèves sont actuellement enregistrés aux cours par correspondance et sont partagés en 27 cours. Puis, après avoir fait le détail des ouvrages publiés par l'intermédiaire de l'Office, réédités ou traduits, il déclare qu'à la date du 31 octobre 1931 le nombre de volumes vendus atteignait le total de 93,311.

Pour ce qui est de la question des écoles de protection de la jeunesse, l'Union nationale a fait une refonte de toute la législation relative à ces écoles.

Elle a fait disparaître toute appellation constituant un stigmate et fait disparaître les mêmes tendances dans les institutions.

La loi des écoles de protection de la jeunesse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1950, est hardiment novatrice. Elle abolit les écoles de réforme et les écoles d'industrie, substitue l'idée de protection et de prévention de la délinquance à l'idée de punition; elle propose de veiller sur l'avenir compromis des enfants. Actuellement, il y a, dans les 13 écoles de protection de la jeunesse, 3,200 élèves âgés de six à 18 ans. Le gouvernement actuel a augmenté ses contributions à \$10,452,106.68, comparativement à \$3,104,903.03 entre 1944-1945.

Un pensionnat pour filles a été bâti au Mont Saint-Bruno pour remplacer l'ancienne institution à Sweetsburg.

Dans la première période, pour ce qui est des dépenses ordinaires, le gouvernement Godbout avait déboursé \$3,098,003.79, tandis que l'Union nationale a déboursé, durant la seconde période, \$8,757,418.45, ce qui représente une augmentation de 282.67 %. Pour ce qui est des dépenses en immobilisations, le gouvernement Godbout a déboursé \$6,899.24; l'Union nationale, elle, \$1,704,688.22, ce qui représente une augmentation de 24,708.34 %.

Le gouvernement Godbout ne versait que 55 sous par jour, en moyenne, aux institutions de protection de la jeunesse. L'Union nationale, elle, a pris à la charge de la province tous les frais médicaux et dentaires, aussi bien que tout l'enseignement et toutes les dépenses administratives. Aujourd'hui le gouvernement verse \$1.60.

Dans notre province, grâce au premier ministre, la jeunesse est vraiment privilégiée. Les écoles sont à la portée des enfants qui appartiennent à des classes plus ou moins privilégiées, et ces enfants ont tous les avantages possibles pour développer les talents que la Providence leur a prodigués. Le régime de l'Union nationale a mis à leur disposition des institutions d'enseignement dans tous les domaines, et leur accorde des subventions, des bourses quand les parents n'ont pas les moyens de faire les frais des études.

Ils auront tout ce qu'il faut pour prendre la place qui leur revient dans le développement de nos immenses ressources naturelles. Jadis, pour créer une nouvelle industrie, il fallait importer le fils du Français ou le fils de l'Allemand. Aujourd'hui nous avons chez nous des compétences dans tous les domaines. Nos jeunes Canadiens sont préparés aujourd'hui à prendre les postes qui s'ouvrent dans les nouvelles industries et les nouvelles entreprises de toutes sortes.

J'attribue au premier ministre le mérite d'avoir mis notre jeunesse en mesure de faire fructifier ses talents. Même ceux qui dans leur jeunesse ont pu s'engager sur une voie dangereuse n'ont pas été oubliés. Des institutions ont été créées pour eux. On a fait disparaître tout stigmate pouvant compromettre leur réhabilitation. On leur a fourni l'occasion d'apprendre des métiers et de devenir de bons citoyens.

Si le premier ministre n'avait d'autre titre de gloire que d'avoir donné aux jeunes de chez nous ces écoles spécialisées, nous lui devrions une reconnaissance éternelle, car il n'y a pas de richesse naturelle plus grande que la jeunesse de chez nous. Je me fais l'interprète de la jeunesse pour souhaiter au premier ministre de rester longtemps à la tête de la province.

(Applaudissements à droite)

**M. Dupré (Verchères):** Je veux rendre hommage à mes fidèles électeurs de Verchères pour l'attachement et la fidélité qu'ils ont toujours eus envers le Parti libéral de même qu'envers leur député.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte à ce que le député lise un texte<sup>1</sup>.

**M. Dupré (Verchères):** Ce sont des notes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député les laisse sur son pupitre.

**M. Dupré (Verchères)<sup>2</sup>:** J'offre mes sympathies au député de Québec (M. Chaloult) qui vient de perdre sa mère, de même qu'au député de Beauce (M. Poulin) qui a perdu son frère.

Je suis heureux de travailler au milieu de mes collègues de l'opposition, plus spécialement sous un chef parlementaire tel que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler). Il est pour toute la Chambre un modèle de courtoisie, de travail, de compétence et d'honnêteté. Je lui offre l'hommage de toute mon admiration.

Représentant un comté agricole, je vais parler d'agriculture. À entendre les gens de l'Union nationale, on croirait que c'est à cause d'eux que nous avons une agriculture prospère et une classe agricole possédant de magnifiques qualités. Ils tentent de se donner le mérite de tout ce qui a été accompli dans la province depuis le début du siècle, mais ce sont les libéraux qui, en réalité, ont lancé la province dans la voie de la prospérité actuelle.

Examinons un peu ce qu'ont fait les libéraux dans ce domaine. En 1888, sous Mercier, institution d'une station expérimentale et d'un laboratoire de chimie agricole à Saint-Hyacinthe; en 1906, sous Gouin, adoption de la loi des syndicats coopératifs; en 1908, loi des coopératives agricoles; en 1913, M. J.-É. Caron, ministre de l'Agriculture, retient les services des cinq premiers agronomes du gouvernement; en 1914, création des services provinciaux d'arboriculture fruitière et d'aviculture; en 1915, le gouvernement contribue à la formation du premier Cercle de fermières; en 1917, organisation du service de production animale; en 1919, organisation du service de la grande culture et des fermes de démonstration; en 1926, sous Taschereau, ouverture de la première école moyenne d'agriculture; en 1928, organisation des premiers concours de fermes et ouverture de la ferme expérimentale de L'Assomption; en 1929, lancement du vaste programme agricole de M. J.-L. Perron; en 1931, établissement de la ferme provinciale des semences et ouverture de la première école régionale d'agriculture à Saint-Rémi; en 1933, ouverture de l'école moyenne de Sainte-Martine et des écoles régionales de Saint-Barthélemy et de Mont-Laurier; en 1934, ouverture de l'école régionale de Sainte-Croix; en 1935, inauguration de la politique d'assistance pour l'établissement des fils de cultivateurs, et finalement, en 1942, fondation de la corporation des agronomes.

Non seulement le Parti libéral a passé des lois adéquates pour aider à organiser l'agriculture québécoise sur une base scientifique, non seulement il a songé à encourager les classes rurales, mais il l'a prouvé et a été logique avec lui-même en accordant à l'agriculture une part de ses revenus plus grosse que l'Union nationale n'a jamais fait.

Je rends hommage aux agronomes pour tout le bien qu'ils ont fait à notre classe agricole.

De 1941 à 1945, jamais le gouvernement libéral n'a consacré à l'agriculture moins que 6.68 % du budget. En 1944-1945, ce pourcentage s'est élevé à 8.92 %. Le budget total était alors de \$105,505,453 dont \$9,442,499 ont été consacrés à la classe agricole. Sous l'Union nationale, depuis 1945-1946, jamais l'agriculture n'a reçu plus que 6.12 % du budget, avec un minimum de 4.86 % en 1951-1952, alors que le budget général fut de \$247,214,400 et la part de l'agriculture, \$13,842,500.

Si l'Union nationale avait continué de consacrer pour l'agriculture le même pourcentage des argents dépensés que sous les administrations libérales, nous aurions voté cette année, pour

l'agriculture, \$23,279,049, soit \$9,234,049 de plus que le montant inscrit à ce budget.

Contrairement à ce qu'avancent le premier ministre et sa trinité de ministres de l'Agriculture, le revenu moyen du cultivateur québécois, après huit années d'administration de l'Union nationale, n'est que de \$3,300, comparativement à \$4,400 pour le cultivateur ontarien et \$5,100 pour le cultivateur de la Saskatchewan.

Le crédit agricole est une mesure qui est arrivée à son heure, quand la chose était mûre. La première phase, celle de 1921 à 1926, fut la période de la crainte de l'intervention de l'État. En effet, beaucoup d'apôtres sociaux, et pas les moindres, semblaient craindre l'intervention de l'État en ce domaine. Une commission formée par le gouvernement provincial et composée de deux prêtres, de trois cultivateurs et de deux banquiers conclut qu'il n'est pas nécessaire de recourir à l'intervention de l'État. En 1925, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) recommande la formation d'une commission pour étudier le projet. En 1925, cette commission de l'U.C.C. soumet un vaste programme de crédit agricole, venant à la fois des caisses populaires et de l'État.

C'est à cette époque que le gouvernement fédéral institue son prêt agricole, qui prête pour 23 ans, à un taux de 6.5 % d'intérêt. En 1929, le gouvernement Taschereau vote une loi pour payer 1.5 % de l'intérêt sur le prêt fédéral. En 1930, l'U.C.C. demande au gouvernement provincial de créer son propre crédit agricole. En 1935, le gouvernement fédéral réduit le taux sur ses prêts à 5 % et le gouvernement provincial absorbe 2 % de cet intérêt, ce qui laisse seulement 3 % à être payé par le cultivateur.

En 1936, l'Union nationale crée la loi du crédit agricole, qui prête pour 39 ans et demi, au taux de 2.5 %, plus un amortissement de 1.5 %. En 1940, alors que la prospérité revenait sur les terres et pour libérer plus vite celles qui étaient hypothéquées par le crédit agricole, le gouvernement Godbout abrégua la durée de l'emprunt à 25 ans, mais fut pour cela obligé de porter l'intérêt à 3 %, et l'amortissement à 2.71 %. En 1946, l'Union nationale revient aux termes de 1936.

Il (M. Dupré) vante les bienfaits du crédit agricole et l'honnêteté des cultivateurs. J'ai fait l'historique de cette mesure pour démontrer, dit-il, à ceux qui sont dénués d'esprit de parti qu'une loi, si bienfaisante soit-elle, ne vient qu'à son heure. En 1922, des hommes bien intentionnés et compétents se sont prononcés contre. C'est qu'on n'avait pas

encore assez mûri la question. En 1936, c'était le temps. C'est ce qu'on appelle l'évolution.

Mais je me permets de dire qu'en 1952 le crédit agricole ne répond plus aux besoins actuels. La limite d'emprunt de \$6,000 est désuète et je ne crois pas exagéré de proposer qu'on la porte à \$10,000. La prospérité a provoqué une hausse considérable des prix des terres, du cheptel et des machines aratoires. On devrait de plus créer un crédit à court terme pour l'achat d'articles indispensables tels qu'animaux, tracteurs, et machineries généralement en usage sur les fermes. Ce crédit à court terme fait partie du programme libéral. L'argent prêté à la classe agricole, qui est à la base de notre province économique et sociale, à tout point de vue sera toujours un actif pour notre province.

Prêter, c'est bien beau, mais un prêt se rembourse et, pour le rembourser, ça prend des revenus. C'est le Parti libéral qui a compris cela. C'est M. Godbout qui, le premier, encouragea la culture du tabac jaune, qui représente cette année un revenu de \$2,635,000 pour les comtés de Montcalm, L'Assomption, Berthier et pour la vallée de la rivière Yamaska.

La betterave à sucre a été une autre source de revenus créée par des libéraux. On peut dire sans crainte que cette culture industrielle est le plus beau monument à la mémoire de M. Godbout. L'Union nationale a annoncé qu'elle ne vendrait jamais la raffinerie. Peut-être, mais elle tente actuellement de la détruire par tous les moyens. Je répète ce que j'ai dit l'an dernier: il n'y a pas eu de sabotage au pont de Trois-Rivières, mais il y en a à la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est le gouvernement Godbout qui s'est livré au sabotage, qui a équipé la raffinerie de vieilles machines et en construit un édifice incapable de se tenir debout, dont la construction a coûté \$110,000 au gouvernement<sup>3</sup>.

**M. Dupré (Verchères):** Il y a sabotage par les moyens suivants: une mauvaise publicité, des efforts pour détruire l'association de la betterave, le refus de payer un prix raisonnable et justifié aux producteurs de betterave, la destitution du gérant, la nomination d'un contrôleur qui est organisateur politique, la diminution du nombre des agronomes spécialisés dans cette culture et le changement dans le système de comptabilité pour cacher les profits aux cultivateurs.

Toutes les publications fournies aux cultivateurs par le ministère de l'Agriculture ont laissé planer un doute sur le succès de cette entreprise. Les cultivateurs sérieux n'ont pu faire autrement que de se poser des questions, de se demander s'il valait la peine de s'organiser pour produire de la betterave.

Le gérant de la raffinerie, un homme dévoué et compétent, a conseillé aux cultivateurs de se former en association pour défendre leurs intérêts. Il avait été convenu que les cotisations des membres de l'association seraient retenues à la source par la raffinerie. L'Union nationale a gâché tout ce travail. Devant les demandes raisonnables et justifiées de l'association, elle a tenté de la détruire. Un certain député de l'Union nationale, qui n'était nullement producteur de betterave, a tenté de forcer son entrée dans l'association. En 1950, le ministre a refusé de percevoir les cotisations à la source pour les gens de Québec, alors qu'il continuait à les percevoir pour les producteurs de l'Ontario qui envoyaient leurs betteraves à Saint-Hilaire. Les cultivateurs sont indignés d'un tel procédé et les vrais conservateurs de cœur et d'âme sont les premiers à désapprouver cet acte répréhensible de sabotage.

Je ne vais pas recommencer le procès de M. Pasquier. Je veux tout simplement le remercier, au nom de tous les cultivateurs de la province, pour le grand dévouement et le grand intérêt qu'il a apportés à la culture de la betterave à sucre. À son arrivée au Canada, l'industrie de la betterave était à ses débuts dans la province. En quelques années, il a transformé le déficit en un surplus. Au seul item du charbon, il a réussi à réduire la consommation de 120 à 80 tonnes par jour, alors que le nombre de tonnes de betteraves traitées passait de 930 à 1,330 par jour.

Il a réussi de la sorte une économie de \$480 par jour ou de \$48,960 pour une saison de production de 102 jours. De plus, si l'on tient compte de l'économie sur la main-d'œuvre par la production journalière accrue, l'économie totale a été de \$183,960. M. Pasquier a demandé une hausse de salaire et le ministre lui a répondu qu'il était payé aussi cher que le ministre de l'Agriculture. Et il l'a chassé.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** C'est la quatrième fois que le député de Verchères (M. Dupré) répète ce mensonge. Nous n'avons pas mis M. Pasquier à la porte. Nous avons simplement refusé de renouveler le contrat. M. Pasquier a été si peu mis à la porte qu'il a occupé son bureau et sa maison jusqu'au mois de mai, bien que le contrat ne fût valable que jusqu'au 1<sup>er</sup> avril.

**M. Dupré (Verchères):** Je n'hésite pas à dire qu'un ministre de l'Agriculture qui agit de la sorte ne vaut réellement pas plus de \$8,000 par année et je crois que c'est l'opinion de plusieurs, pour ne pas dire d'un grand nombre, dans cette Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Verchères (M. Dupré) refait un certain discours de son chef absent. Ce n'est pas pour le grandir. Qu'il reste dans les sages bornes.

**M. Dupré (Verchères):** Je retire...

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je ne demande pas que le député retire ses paroles. Son appréciation me laisse indifférent. Il n'est pas en mesure d'apprécier.

**M. Dupré (Verchères):** On a remplacé M. Pasquier par un certain M. Pinsonnault, organisateur politique zélé du ministre de l'Agriculture. Ce contrôleur avait exigé, en 1950, que l'on embauche à l'usine de 100 à 125 hommes dont on n'avait nullement besoin, dans l'unique but de faire du patronage politique. Ces hommes ont été payés avec l'argent des cultivateurs, comme on paiera cette année à même cet argent le salaire de M. Pinsonnault, soit \$6,000. Ce que je trouve de plus scandaleux et de plus honteux pour un ministre de l'Agriculture, lui-même cultivateur, c'est de récompenser ses organisateurs politiques avec de l'argent des cultivateurs.

En 1940, le gouvernement libéral avait accordé des bourses à 12 agronomes pour se spécialiser dans la culture de la betterave. Ils sont ensuite devenus propagandistes et ont aidé les cultivateurs. Il est regrettable de constater que, de ces 12 hommes spécialisés, il n'en reste plus que deux. C'est encore une preuve de l'opinion que l'honorable ministre a de ses agronomes et de l'importance qu'il leur accorde. Je suis certain que les cultivateurs regrettent cet état de choses.

J'affirme de plus que, si le gouvernement de l'Union nationale avait voulu donner justice aux producteurs de betterave et assurer l'avenir de cette industrie, il était de son devoir de payer la betterave \$17 la tonne, montant qui a été payé dans d'autres provinces et que le gouvernement pouvait lui-même payer, tout en gardant un profit net encore bien raisonnable.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement libéral payait \$6 par tonne.

**M. Dupré (Verchères):** Le premier ministre sait quel était le prix du sucre à ce moment-là. Après étude du bilan de 1950-1951, je crois réaliser que, pour cacher aux producteurs de betterave le véritable profit touché pour l'année 1950, on a dû s'écarter des coutumes comptables établies depuis que la raffinerie existe.

Le ministre de l'Agriculture sait très bien que l'on charge à l'administration de 1950-1951 des montants que l'on ne doit pas charger. L'inventaire du sucre, au lieu d'être compté au prix du marché, comme toujours, a été calculé à \$2 le sac. On a pu ainsi diminuer les bénéfices de \$458,563.

Je suis en mesure d'établir que l'usine a fait des profits considérables en 1950. Ils s'établissent non pas à \$216,000, comme le prétend le gouvernement, mais à \$1,026,555.80. Cela prouve que le gouvernement est injustifié de ne payer que \$15 la tonne pour les betteraves, alors qu'ailleurs au Canada on paie \$18. Si l'on tient compte de la hausse du prix du sucre, de la mélasse et de la pulpe, de même que l'augmentation de huit livres de sucre dans le rendement de la tonne de betteraves, je n'hésite pas à affirmer que la corporation aurait dû payer pour la récolte de 1951 au moins \$18 la tonne et non pas \$15, ce qui aurait donné \$288,000 de plus aux cultivateurs.

Quels sont les résultats du sabotage pratiqué par l'Union nationale? C'est que l'industrie de la betterave perd du terrain. En 1950, il y avait 3,189 producteurs de betterave; en 1951, plus de 900 ont abandonné cette culture, soit une diminution de 28 %. En 1949, il y avait 12,500 acres en culture; en 1951, il n'en restait plus que 11,100. En 1950, la récolte avait été de 138,000 tonnes et elle a baissé à 96,000 en 1951, soit 42 tonnes de moins ou une perte de \$756,000 pour les producteurs.

Je tiens le gouvernement de l'Union nationale comme l'unique responsable de cet état de choses déplorable pour nos cultivateurs. Je ne crois pas faire erreur en affirmant que c'est une victoire de l'Union nationale dans ses menées pour saboter l'industrie de la betterave parce que c'est une œuvre libérale. Ce sabotage est au profit du trust du sucre au Canada.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Verchères (M. Dupré) n'a pas le droit de dire honnêtement que le gouvernement de l'Union nationale a voulu saboter l'industrie sucrière de Saint-Hilaire au profit du trust du sucre. Je demande au député de retirer ses paroles.

**M. l'Orateur:** Le député n'a pas le droit de proférer de tels propos.

**M. Dupré (Verchères):** Je retire mes paroles. L'industrie de la betterave a fait ses preuves dans la province. On pourrait ériger au moins quatre autres raffineries de sucre: dans Berthier, Joliette, L'Assomption, Montcalm, Maskinongé ou Napierville-Laprairie.

Je regrette de tout cœur la manière d'agir de l'Union nationale et je formule le vœu que, dès les prochaines élections, il faut bouter le gouvernement actuel dehors et que le Parti libéral reprenne le pouvoir pour continuer victorieusement l'œuvre qu'il avait si bien commencée.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant la fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur, bureau de revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** En 1949-1950, 16 % des dépenses du bureau de revenu ont été faites pour la perception de la taxe sur les ventes dont une partie est levée au profit des municipalités. Les municipalités dédommagent-elles suffisamment l'administration pour cette perception? Le gouvernement devrait demander un pourcentage moindre aux corporations municipales et scolaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Par cette perception, le gouvernement épargne aux

municipalités et aux commissions des écoles au moins 65 % des dépenses. Le gouvernement ne fait payer que 2 % pour frais de perception. Il perd ainsi de l'argent pour rendre service aux municipalités et aux contribuables. Nous sommes prêts à laisser aux municipalités et aux commissions scolaires la perception de la taxe sur les ventes si elles pensent faire mieux que nous et si elles en expriment le désir.

Il demande au député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) si la ville de Montréal veut faire sa propre collecte. Si oui, elle pourra la faire.

**M. Rochon (Montréal-Saint-Louis):** Je suis le seul membre du conseil municipal et je n'ai pas de point de vue sur la question.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il est incontestable qu'il vaut mieux avoir un seul percepteur. Mais encore faut-il que ce percepteur ne charge pas trop cher pour ses services.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Les municipalités ont accepté de laisser 2 % de la taxe au gouvernement pour le dédommager des frais de perception; autrefois, elles ne payaient que 1.75 %. Le gouvernement perçoit la taxe sur les ventes pour le compte de 189 municipalités. L'Assemblée législative n'a probablement pas réalisé la somme de travail que mon ministère doit accomplir pour prélever la taxe de vente auprès des 189 municipalités et commissions scolaires et refinancer le même montant.

Notre bureau du revenu est extrêmement bien organisé et fait un travail magnifique. Je suis heureux d'en rendre hommage à mes officiers. Nous n'avons pas imposé de nouvelles taxes. Puis, en ce qui concerne l'impôt en général, les impôts et taxes, existant depuis les gouvernements libéraux, rapportaient \$66,000,000 aux autorités provinciales en 1945, et rapportent \$205,000,000, en 1951-1952. Jamais les frais de perception n'ont été aussi peu élevés. Ils s'élèvent à 1.56 % du produit des impôts. C'est-à-dire que, sur tout dollar payé par le contribuable, il ne se perd que 1.56 cent en frais.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Comme je l'ai dit, les impôts ont triplé sous l'Union nationale. Les municipalités paient probablement trop cher au gouvernement pour la perception de la taxe sur les ventes, vu que les frais de perception ne sont que de 1.56 %.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si les revenus de la province ont augmenté d'une

façon aussi considérable depuis quatre ou cinq ans, c'est dû à ce que le gouvernement perçoit mieux les taxes que sous les régimes précédents. C'est dû également à l'extraordinaire période de prospérité par laquelle passe la province de Québec.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le ministre des Finances, en révélant que les taxes ont rapporté \$66,000,000, en 1945 et \$205,000,000, en 1951-1952, vient de prouver que j'avais raison, dans mon discours sur le budget, de dire que les taxes ont augmenté de trois fois et demie en six ans. Le ministre des Finances a donné le crédit de cette hausse des taxes au premier ministre. C'est un cadeau grec.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** La taxe de vente ne représente que \$35,000,000 sur \$205,000,000 et c'est celle-là qui coûte le plus cher de perception, car il faut voir tous les marchands de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On nous reproche d'avoir accru les revenus de la province. C'est d'abord qu'ils sont mieux perçus, qu'on fait payer tout le monde et ensuite que la province a progressé. Un enfant d'école se rend compte que, lorsqu'on perçoit mieux, les revenus sont plus considérables. Nous percevons mieux, nous faisons payer tout le monde et nous n'épargnons pas les favoris comme sous les régimes libéraux. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons de plus gros revenus. L'administration du ministre actuel des Finances est excellente.

Mais il y en a d'autres. Sous le règne de nos adversaires, la production industrielle totale de la province, qui était de \$800,000,000, est passée à \$4,000,000,000; nous avons 4,000 industries nouvelles; les salaires ont été augmentés de \$600,000,000; la valeur de la production minière est passée de \$90,000,000 à \$250,000,000.

Les ouvriers touchent des augmentations de salaires de plus de \$600,000,000 par année. Voilà autant de raisons pour lesquelles nos progrès ont été gigantesques et la province de Québec offre le spectacle d'une prospérité inégalée. Sous nos adversaires, c'était l'inertie, la négligence, les promesses abracadabrantes.

Le gouvernement actuel a aboli l'impôt provincial sur le revenu, que l'ancien gouvernement Godbout avait établi avec un effet rétroactif de un an et demi. D'autres taxes ont été diminuées et, malgré cela, les revenus de la province dépassent \$260,000,000. C'est une manifestation de clairvoyance et de bonne administration de l'Union nationale.



**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** C'est amusant d'entendre parler ainsi le premier ministre. J'ai donné l'autre jour à la Chambre une liste de toutes les taxes nouvelles imposées par l'Union nationale. Qui a porté la taxe sur les corporations de 5 % à 7 %, augmenté la taxe sur la gazoline de 8 à 11 puis à 13 cents le gallon, augmenté les taxes sur l'électricité, le bois de pulpe, etc.? Le peuple se rend compte du fait que le gouvernement a fait passer le montant des taxes de \$66,000,000 à \$205,000,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Union nationale a commencé par abolir une taxe libérale, l'impôt sur le revenu, et elle en a réduit d'autres. Le chef de l'opposition devrait tenir un pareil langage à ses amis d'Ottawa. L'impôt sur le revenu est tel qu'il constitue un découragement pour le travail. Il y a des médecins qui travaillent neuf mois par année seulement parce que tout le reste va à Ottawa.

Je regrette pour le chef de l'opposition ce qu'il vient de dire. Il ne veut pas que nous taxions davantage les compagnies, que nous les taxions à 7 % au lieu de 5 %. Nous avons porté à 7 % l'impôt sur les corporations alors qu'Ottawa y va à 47 %, et le chef de l'opposition s'étonne que nous ayons ajouté 2 % à la taxe sur les compagnies? C'est une singulière mentalité pour un homme public de dire que tout ce qui se fait à Ottawa est bien. Ce qui est bien à Ottawa est-il mal à Québec? La taxe sur la gazoline était perçue par Ottawa avant et c'est une restitution à Québec au lieu d'une augmentation. Les derniers deux sous (2¢) servent à l'entretien de 19,000 milles de chemins d'hiver, au lieu de 3,000 autrefois. Nous aimons mieux cette amélioration que l'accaparement dont le gouvernement fédéral s'est rendu coupable.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** D'après les *Comptes publics*, le gouvernement a perçu \$7,100,000 avec la taxe spéciale sur la gazoline, en 1951-1952. Cependant, on constate qu'on n'a dépensé, pour les chemins d'hiver, que \$2,100,000. Où est allé le reste?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au retour de l'Union nationale au pouvoir en 1944, la voirie, d'une façon générale, était dans un état délabré. Le gouvernement actuel y a remédié dans la mesure du possible. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, il n'y avait pratiquement pas de routes dans la province et surtout pas de voirie rurale. Il nous a fallu remédier à tout ça. Nous entretenons maintenant

24,000 milles de routes et nous avons construit 572 ponts.

Sous les libéraux, on ne construisait que des chemins donnant accès aux grandes villes; l'Union nationale a appliqué une politique de voirie rurale merveilleuse. Et, malgré tous ces travaux gigantesques, la dette nette de la province a diminué de \$52,000,000.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Comment il se fait qu'en 1949-1950 les revenus provenant des courses représentaient \$570,000 et qu'il y a eu remboursement de \$180,000, et qu'en 1950-1951 ces revenus se sont chiffrés à \$541,000 et qu'il y a eu des remboursements pour \$121,000? Je voudrais savoir pourquoi les remboursements sont aussi considérables.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Ce sont les exploiters de champs de courses qui perçoivent la taxe et il faut les rembourser de frais encourus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À propos de la perception de taxes provinciales sur les montants pariés aux courses, on accorde des réductions de taxes appropriées pour assurer le maintien des courses. Cela varie de 25 % à 50 %, suivant les circonstances. À Montréal, par exemple, les organisateurs ne pourraient opérer sans cela; les chevaux coûtent plus cher, il faut des bourses plus élevées, l'entretien des bêtes est plus dispendieux, tout comme celui des pistes, etc. Enfin, il faut conserver ce sport aux amateurs de courses qui se comptent par milliers. Il faut réduire l'impôt ou l'on verra disparaître les courses, au grand désespoir des amateurs.

Il n'y a pas de mal à aller aux courses. Je signale une fois de plus une situation étrange: ce que je trouve ridicule, c'est que, suivant le Code criminel, il est légal de parier sur un rond de courses et qu'il soit illégal de parier en face de ce rond, de l'autre côté de la rue. C'est ça qui encourage les barbotes, les "bookies" et autres maisons de désordre. On devrait permettre la création d'une loterie provinciale. L'argent des parieurs irait, pour une bonne part, au gouvernement qui pourrait consacrer ces sommes aux pauvres dans les hôpitaux et dans les écoles. Et il est fort probable qu'on gagerait moins sur les courses.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quel est le pourcentage de la remise faite aux propriétaires de piste?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cinquante pour cent.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** La taxe est de 5½ % et nous prenons 50 %.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Pour 1951-1952, les revenus ont été de \$141,000 à un endroit et on a remboursé \$121,000... D'après les chiffres, quelque chose ne va pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est qu'il ne s'agit pas d'une loi générale. L'arrêté ministériel s'applique aux compagnies autorisées par le Code pénal. Ça ne concerne que les compagnies existant depuis.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Au cours de l'été, on a agité la question de la perception de la taxe de vente surtout sur les liqueurs douces.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les bouteilles se vendent sept cents. Il n'y a pas de taxe sur une bouteille et il y en a sur trois bouteilles. Nous sommes en faveur de la décentralisation.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande des précisions sur la perception des taxes aux marchands.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il y a 70,000 marchands qui perçoivent la taxe de vente dans la province de Québec et qui doivent faire remise tous les mois au gouvernement des sommes qu'ils ont perçues sur la vente au détail. Cela explique qu'il est difficile de faire des vérifications des livres chaque année et cela crée parfois des divergences d'opinion entre les marchands et les vérificateurs, quand, au bout de deux ou trois ans, et parfois plus, un compte est envoyé pour réclamer ce que le gouvernement croit lui être dû par les marchands. Comme tous ces marchands ne sont pas des comptables agréés, on conçoit qu'il puisse se glisser des erreurs.

Pour régler ces difficultés, le gouvernement a formé un bureau de révision de la taxe de vente; depuis son institution, cet organisme du ministère des Finances a réglé 1,548 cas à Montréal et 776 à Québec. Il donne entière satisfaction. L'an dernier, M. Stanton, du ministère des Finances, a eu l'occasion de faire une conférence devant un congrès, à Winnipeg, et l'assemblée a reconnu que le système de perception de la province de Québec était le meilleur.

Les réviseurs sont MM. Thibault, Rinfret et Forest, à Montréal, et Pednault, Côté et Miller, à Québec. La formation de ce bureau a été rendue

nécessaire quand le chef du service de la perception de la taxe de vente a fait savoir qu'il ne pouvait pas prendre sous sa responsabilité certaines décisions quand les comptes des vérificateurs ne concordent pas avec ceux des marchands dont les livres ont été inspectés. Trois réviseurs ont été nommés à Montréal et trois à Québec.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** interroge le ministre au sujet de l'émission des licences.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il y a, cette année, 500,000 automobiles dans la province de Québec. En effet, il y a environ 500,000 licences d'automobile qui ont été émises l'an dernier. Il n'est pas question pour le présent d'adopter un nouveau système. L'an dernier, une expérience a été faite mais n'a pas été concluante dans les circonstances.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

#### Travaux de la Chambre

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un nouveau projet de loi, concernant la référence aux tribunaux, sera présenté.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée.

## NOTES

1. Les sources ne précisent pas quand a lieu cette intervention du premier ministre. Il est seulement dit, dans *L'Événement-Journal* du 17 janvier 1952, à la page 9: "Au début".

2. Selon *L'Événement-Journal* du 17 janvier 1952, à la page 9, le député de Verchères, au moment où il reprend la parole, "distrainment s'apprête à saisir le texte. La Chambre éclate de rire."

3. Les sources ne nous révèlent pas l'endroit exact où le premier ministre fait cette déclaration, mais nous pouvons présumer qu'il s'agit de cet endroit puisque c'est la première fois, lors du discours de M. Dupré, qu'il est question de sabotage.



## Première séance du jeudi 17 janvier 1952

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Dépôt de documents:

**Ministère des Travaux publics,  
rapport 1950-1951**

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1951. (Document de session no 17)

## Questions de privilège:

**Gouverneur général  
du Canada**

**M. Chaloult (Québec):** Avant de passer aux affaires du jour, je veux souligner que les journaux nous apprennent que le gouvernement du Canada s'apprête à nommer un Canadien comme gouverneur général du pays. C'est une décision que les Canadiens approuveront sans doute, car cela répond au désir de la majorité de la nation canadienne et serait conforme à l'évolution constitutionnelle du pays. Il est naturel pour un peuple de vouloir se libérer. Il est naturel pour un peuple de vouloir se gouverner lui-même, conformément aux instincts de sa nature.

En pensant qu'Ottawa songe à prendre cette heureuse décision, les journaux nous apprennent qu'un conseiller législatif, M. Frank Connors, a inscrit une motion, rédigée en un véritable jargon, pour demander que ce soit un Britannique, membre de la famille royale, qui continue à être gouverneur général.

Un tel colonialisme et un tel servilisme sont de nature à étonner, et l'on se demande si M. Connors n'est pas en faveur de cette proposition d'un sénateur américain qui voulait que les États-Unis achètent à l'Angleterre le Canada pour quelques milliers de dollars. Cela serait digne de lui. Son attitude me rappelle celle d'un certain nombre de nègres qui, au cours de la guerre de Sécession, qui avait pour but de

les délivrer de l'esclavage, se sont enrôlés dans les armées du Sud, contre leurs libérateurs du Nord, pour que dure l'esclavage. Pour combattre contre leurs frères et maintenir dans la servitude les gens de leur race. On les a nommés des "quality niggers". M. Connors est lui aussi un "quality nigger"<sup>1</sup>.

## Projets de loi:

**Destitution d'officiers municipaux**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 63 concernant la loi relative à la destitution de gérants et de certains autres officiers municipaux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Travaux de la Chambre:

**Horaire des séances**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, pendant la présente session et jusqu'à nouvel ordre, la Chambre tienne deux séances tous les jours de la semaine, sauf le dimanche: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi, et la seconde, de trois à six heures de l'après-midi et de huit à onze heures et demie du soir; et qu'à chacune de ces séances l'ordre du jour soit réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** L'opposition n'a pas du tout l'intention de prolonger indûment la présente session.

La motion est adoptée.

## Projets de loi:

**Code de procédure civile**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'approuve ces amendements; ils seront bien reçus par les intéressés.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 62 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté

pour "Frais de perception (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Comment procède-t-on cette année avec les petits numéros<sup>2</sup>?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** La liste des petits numéros ne change pas énormément d'année en année. Nous écrivons à ceux qui en avaient l'an dernier pour leur demander s'ils désirent les conserver. Je dirai même qu'hier un homme charmant, un député de l'opposition, est venu me voir pour obtenir un petit numéro et j'ai été heureux de le lui accorder.

**M. Rochon (Montréal-Saint-Louis):** Le député, c'est moi. Mais je tiens à faire une mise au point. Le petit numéro, ça n'était pas pour moi mais pour un prêtre qui m'avait demandé ce service. Moi, les petits numéros, ça ne me dit rien et je n'en veux pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que le député trouve que la pratique des petits numéros est condamnable et qu'il veut placer un prêtre dans une mauvaise situation.

(Rires)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** En ce qui me concerne, j'ai un numéro dans les 260.000. Si j'avais un petit numéro, j'aurais peur que les gens me prennent pour un de ces gens de l'Ungava! Pourquoi m'a-t-on envoyé un formulaire spécial alors que j'ai déjà mon numéro?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends le chef de l'opposition. Les petits numéros se voient facilement. Et ceux qui ont quelque chose à cacher n'aiment pas à être vus, remarqués. Le gouvernement a eu la délicatesse de faciliter à des gens qu'il connaît l'émission de leur permis. C'est tout et c'est simple.

Une formule spéciale a été envoyée au chef de l'opposition par délicatesse et par courtoisie, pour lui éviter des déplacements. Le geste ne se répétera pas, parce qu'il n'est pas apprécié.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je signalerai aussi au gouvernement que, le printemps

dernier, les gens ont éprouvé beaucoup de difficultés à obtenir leurs licences, devant parfois attendre quatre heures à la porte d'un bureau pour ensuite se voir déclarer qu'il n'y avait plus de formules.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons essayé, comme on le sait, l'an dernier, une nouvelle méthode, ceci à la suggestion d'officiers du département, dans le but d'améliorer le service; on a tenté de faire demander tous les permis au bureau de Québec où se trouvent tous les renseignements, notamment le record des condamnations pour vitesse, etc.

L'essai a été tenté de bonne foi et il n'a pas donné les résultats espérés, de sorte qu'on est revenu à l'ancien mode. Cependant, durant ce temps, la validité des permis avait été prolongée, afin de ne pas nuire à personne. Il ne faut pas oublier non plus que le nombre des autos est passé de 300,000 à 500,000, dans la province de Québec, en quelques années. Il y a des gens qui aiment mieux s'acheter une auto que faire un premier paiement sur une maison; c'est une affaire de goût. Les progrès de la province sont si vastes que l'opposition n'est pas capable de les suivre, même des yeux.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je prends note de la modestie du premier ministre. M'inspirant de son idée, je ne veux pas voir s'accroître encore le temps durant lequel les gens doivent attendre pour avoir leur permis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est un peu comme l'opposition qui a deux chefs: un en dedans et l'autre en dehors. Je ne dis pas qu'il y a deux têtes; il y en a une en Chambre.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

M'inspirant encore de ces commentaires, je dirais que je ne veux pas que les gens passent quatre heures dehors pour avoir leur permis.

Il (M. Marler) pose une question sur les permis.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'an dernier, il y a eu 2,172 annulations de permis de conduire, comparativement à 91 annulations en 1944. En raison des amendements apportés à la loi sur les véhicules motorisés, adoptée il y a deux ans, il est maintenant plus facile de s'occuper des mauvais conducteurs. L'amendement autorise qu'une cour de justice annule les permis.

Nous avons adopté des mesures plus sévères pour faire respecter la loi et il en résulte l'annulation de 2,172 permis. Je n'ai pas eu à intervenir dans

aucun cas pour limiter la sévérité de la loi. Mon propre ministère et le ministère de la justice avons travaillé avec efficacité pour faire respecter la loi. Il y a eu un changement au cours des deux dernières années dans les formulaires à remplir; des formulaires uniformes ont été adoptés pour informer les deux ministères d'infractions graves qu'il fallait traiter. Il y a deux ans, un autre changement a été apporté à la loi, à l'effet que tous les greffiers doivent informer le ministère de la Justice et notre ministère de toutes les condamnations pour conduite dangereuse.

Les compagnies d'assurance travaillent pour que le nombre d'accidents diminue et le nouveau système leur a été expliqué. Elles sont satisfaites des changements.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur, bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)<sup>3</sup>:** Le comité provincial chargé de la révision et de la refonte des lois sur les assurances avance-t-il dans son travail?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le chef de l'opposition doit comprendre l'envergure du travail que le comité doit exécuter. Il lui faut étudier les lois qui, dans tous les pays du monde, régissent les assurances, de manière à pouvoir y prendre ce qu'il y a de mieux, et rédiger une législation parfaite. Le comité doit également étudier les mémoires que lui adressent les compagnies d'assurances et les organismes intéressés, compagnies d'assurance sur la vie, compagnies d'assurance contre l'incendie, etc. Les membres du comité sont compétents et ont le désir de faire quelque chose de bien.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les gouvernements qui se sont succédé à Ottawa,

qu'ils soient rouges ou bleus, se sont ingéniés à ne pas tenir compte des jugements rendus par la Cour suprême et par le Conseil privé. Ces tribunaux ont exprimé à plusieurs reprises l'opinion que la question des assurances est du ressort des administrations provinciales. Mais le gouvernement fédéral, ne s'occupant pas de leurs jugements, a voulu légiférer pour réglementer les assurances. Et il est arrivé qu'Ottawa détienne actuellement des millions de dollars, dépôts des compagnies d'assurances, dépôts qui devraient être actuellement aux mains des administrations provinciales.

En plus de l'étude des lois des autres provinces et des autres pays, en plus de l'étude des mémoires des compagnies d'assurance, le comité chargé de la refonte des lois provinciales sur les assurances doit aborder l'étude des empiétements du gouvernement fédéral dans le domaine provincial. Le travail du comité est donc un travail de longue haleine.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires pour la garde des valeurs et dépenses diverses (service de la dette publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Que sont devenus les \$50,000,000 empruntés par le gouvernement provincial, le 1<sup>er</sup> avril 1951, à New York? Je comprends qu'une partie de l'emprunt, soit \$32,000,000, a servi ou doit servir au remboursement de trois emprunts antérieurs contractés aux États-Unis et au Canada.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je ne vois pas pourquoi cet emprunt inquiète l'opposition. C'est l'emprunt le plus favorable que la province ait jamais fait à l'étranger. Nous l'avons obtenu à un intérêt de 2.78 %. Or, la même semaine, la Banque Mondiale contractait à son tour, par l'intermédiaire des mêmes courtiers, un emprunt de \$50,000,000 sur le même marché. Et on lui a fait payer 3 % d'intérêt. Toutes les autres provinces canadiennes et des villes importantes comme Québec et Trois-Rivières ont emprunté à New York, au cours de 1941, et les taux les plus favorables sont ceux qui ont été obtenus par la province de Québec. À cause du change, nous avons retiré \$49,640,000 en espèces, soit un taux de 99.28, et il y a de bonnes chances, d'après les experts, que le dollar canadien aura acquis la parité avec le dollar américain lorsque le temps sera venu de rembourser.

Le gouvernement a placé temporairement la partie de l'emprunt dont il n'avait pas un besoin immédiat.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne dirai pas que la province n'a pas bénéficié de conditions favorables. Comme question de fait, le taux d'intérêt était déjà monté sur le marché en général lorsque le temps est venu de livrer l'emprunt. Le gouvernement a été chanceux. Mais ça ne veut pas dire que j'approuve qu'on ait emprunté \$50,000,000. On a fait des placements temporaires avant les échéances, mais, entre le 1<sup>er</sup> avril, date de l'emprunt, et le moment des échéances du 15 juillet et du 1<sup>er</sup> novembre, le gouvernement s'est trouvé à payer un intérêt double. Je voudrais savoir ce qu'on a fait du solde de \$18,000,000.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Ces \$18,000,000 étaient destinés à des travaux de voirie et de ponts. Ils ne sont pas encore entièrement dépensés et nous avons encore \$4,000,000 placés à un intérêt moyen de 2 %. Le montant de \$18,000,000 sera probablement dépensé au cours de l'année fiscale. Le pont de Valleyfield et celui de Montmagny sont financés à même cet emprunt.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Est-ce que les dépenses de \$18,000,000 faites à même l'emprunt sont comprises dans le tableau des dépenses que le ministre a présenté dans son discours sur le budget?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement. Nous avons été autorisés à emprunter \$60,000,000 pour la voirie et les ponts. Nous avons emprunté \$16,000,000 sur ces \$60,000,000. L'opposition commet une erreur en faisant référence au solde d'un prêt s'élevant à \$20,000,000. En fait, le solde est de \$18,000,000, étant donné que \$32,000,000 du prêt ont été soumis à une opération normale de refinancement.

Les \$14,000,000 dépensés pour les travaux de voirie l'ont été en vertu de la loi autorisant le gouvernement à dépenser \$60,000,000 en trois ans pour l'amélioration de notre réseau routier. Des travaux sont actuellement en cours, et il y en aura d'autres. Il ne faut pas oublier que nous avons payé 440 milles sur les 531 milles de la route de ceinture de la Gaspésie; il y a aussi le nouveau pont de Valleyfield et un nouveau pont sur la Richelieu entre Chambly-Canton et Richelieu. L'emprunt à New York a permis au gouvernement d'éviter d'emprunter comme sous M. Godbout, aux banques qui prêtent à des taux d'intérêt plus élevés.



Il y avait un solde courant de \$4,000,000 que le gouvernement a investi jusqu'au 1<sup>er</sup> février. À l'échéance de la présente année financière 1951-1952, qui se termine le 31 mars, il pourrait rester \$1,000,000.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je suis inquiet de l'utilisation des \$58,000,000 empruntés. D'après le tableau que nous a présenté le ministre, le gouvernement n'avait pas besoin de ces \$18,000,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous en avons besoin en attendant la rentrée des revenus. Les revenus n'entrent pas toujours à temps. Il y a une période dans l'année où les dépenses sont plus considérables que les revenus. L'administration Godbout avait toujours des billets qui traînaient à la banque. Nous, pendant 200 jours de l'année, nous n'avons pas dû un sou aux banques. Ça ne s'est jamais vu. C'est grâce à cet emprunt avantageux de \$18,000,000.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement, une municipalité, un corps public canadiens empruntent aux États-Unis. Par deux fois, l'Ontario a donné l'exemple d'un tel emprunt. Les municipalités d'Ottawa, de Trois-Rivières et de Québec sont allées chercher de l'argent chez nos voisins du sud, en 1951.

D'ailleurs, le change a été très favorable aux emprunteurs canadiens. Les taux les plus favorables sont ceux qui ont été obtenus par la province de Québec. Les frais du prêt de la province s'élevaient à 2.78 %. Les possédants américains aiment placer leur argent au Canada et principalement dans la province de Québec où ils estiment faire des "first class investments".

L'opposition a parlé négativement du prêt comme si le gouvernement n'avait pas bien transigé. Un examen financier américain a donné la plus haute évaluation aux obligations du Québec. L'opposition ressemble à Rip Van Winkle qui s'endort pendant des années, puis se réveille un jour en ne sachant rien de ce qui s'est passé. À la suite du refinancement, le solde du prêt a été remboursé et a été investi en partie aux États-Unis et en partie au Canada. Ces investissements à court terme ont produit des intérêts constituant un rendement de plus de \$81,150 pour la portion qui a été placée aux États-Unis et de \$318,327 pour celle qui a été placée au Canada.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remercie le chef de l'opposition d'avoir fourni au ministre des Finances l'occasion de souligner

l'excellent crédit dont jouit la province à l'étranger. Nous avons la chance d'avoir un bon ministre des Finances.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Jamais la province de Québec n'a emprunté à des conditions aussi avantageuses. L'argent emprunté a été placé en partie et a rapporté, d'une part, \$81,189 et, d'autre part, \$310,325.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
9. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** annonce qu'après les crédits de la voirie, la Chambre étudiera ceux de l'instruction publique. Il révèle que c'est lui-même qui défendra ces crédits, puisque le titulaire du ministère (l'honorable M. Côté) est absent de la Chambre pour cause de maladie. Il (l'honorable M. Duplessis) dit qu'il défendra aussi les crédits du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain), également malade.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Si ça continue, le premier ministre va tout faire seul.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il est temps que je commence à travailler.  
(Rires)

**M. Dupré (Verchères):** Les salaires sont ridicules. Comment se fait-il que vous ayez, cette année, un surplus de \$25,000 à cet item alors que les salaires sont si bas?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'était une somme prévue pour de nouveaux employés qui n'ont pas encore été embauchés.

**M. Dupré (Verchères):** Le ministre m'a dit, l'an dernier, que c'était pour des augmentations de salaire.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Nous prévoyons toujours un montant pour des salaires et un montant pour de nouveaux employés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nous faisons plus en deux mois que les libéraux en 30 ans.

**M. Dupré (Verchères):** Si le premier ministre veut parler de la perception des taxes, il a raison, mais certainement pas pour les salaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça fait 100 fois que le député pose les mêmes questions.

**M. Dupré (Verchères):** Ça fait 70 fois que le premier ministre dit que les salaires des fonctionnaires ont été augmentés de \$700,000. Je veux savoir où va cet argent. Dans l'industrie, les salaires ont doublé, depuis 1941, alors que, dans le fonctionnarisme provincial, ils sont restés pratiquement stationnaires.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons accordé des milliers d'augmentations. Je comprends que ce n'est pas encore parfait, mais...

**M. Dupré (Verchères):** Non seulement ce n'est pas parfait, mais c'est ridicule.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'était ridicule au temps des libéraux.

**M. Dupré (Verchères):** J'ai déjà entendu cela. Sous les libéraux, c'était moins grave, car le coût de la vie n'était pas aussi élevé qu'aujourd'hui.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La moyenne des salaires dans le service civil intérieur est actuellement de \$2,200.

**M. Dupré (Verchères):** C'est trop peu et le ministre est en train de perdre tous ses ingénieurs.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il y en a 40 qui sont partis du temps des libéraux.

**M. Dupré (Verchères):** Et combien sous votre administration?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Pas pour la peine.

**M. Dupré (Verchères):** Avez-vous honte de le dire?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand M. Bouchard était ministre de la Voirie, tout le monde voulait partir.

**M. Dupré (Verchères):** Restons sur l'item. Chaque année, on fait voter \$25,000 de plus pour les

salaires, sans doute pour empêcher les employés de se décourager et de partir, mais on constate toujours en lisant les *Comptes publics* que cette somme n'a pas été dépensée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Toujours les mêmes questions.

**M. Dupré (Verchères):** Toujours les mêmes raisons.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pauvres électeurs!

**M. Dupré (Verchères):** Pauvre province! Il y a des améliorations sur la route de la Pomme d'or, de Saint-Antoine à Contrecoeur, et sur celle de Saint-Marc à Verchères, dans mon comté. Des améliorations que j'avais demandées plus d'une fois au ministre. Les travaux ont été partiellement exécutés depuis et je remercie le ministre. J'espère que les travaux seront complétés. En ce qui a trait à l'entretien des chemins, c'est différent et je suis loin d'avoir des compliments à faire au gouvernement. Les chemins sont très mal entretenus dans mon comté et dans plusieurs autres que j'ai visités, à tel point que certains cultivateurs doivent aller à la messe en tracteur, le dimanche. Cela est dû à l'intervention de petits organisateurs politiques qui essaient de donner des ordres aux ingénieurs et qui entravent leur travail.

Les équipes de la voirie ne s'occupent que des routes d'amis de l'Union nationale et les ingénieurs de la voirie cèdent à des pressions politiques. On devrait donner instruction aux ingénieurs de ne pas se laisser déranger par ces organisateurs de rangs. Ils font poser de la gravelle ou paver des chemins dans certains rangs qui n'en ont pas besoin, tandis qu'ils en empêchent d'autres d'en avoir, simplement parce que ce rang n'a pas été favorable à leur candidat à une élection municipale et aux candidats de l'Union nationale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceux qui font ça ont pris cette habitude du temps des rouges. Dans ce temps-là, les travaux se terminaient la journée des élections et ne reprenaient qu'au bout de quatre ans. Nous, après 1948, nous avons continué.

**M. Dupré (Verchères):** Je connais des camionneurs qui ont dû vendre leurs camions, en 1949.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils les avaient sans doute achetés chez le député<sup>4</sup>.

**M. Dupré (Verchères):** Non, mais je puis dire que, quand un camionneur a acheté chez nous, il n'a plus d'ouvrage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les camions du député ne sont peut-être pas aussi bons que les autres.

**M. Dupré (Verchères):** Cela devrait cesser.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On va s'en occuper.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
10. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Pour les cantonniers, quels sont les salaires payés par le gouvernement?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le chef cantonnier gagne \$7 par jour; le cantonnier ordinaire, 55 cents de l'heure; le journalier, 50 cents l'heure; les contremaîtres spéciaux, 65 cents à \$1 l'heure; les contremaîtres ordinaires, 55 à 65 cents l'heure; les pointeurs, 50 à 65 cents; les chauffeurs de camion, 55 à 70 cents; les gratteurs, 50 à 70 cents; les conducteurs de tracteur, 70 cents à \$1; les conducteurs de pelle mécanique, 75 cents à \$1; celui en charge de compresseurs, 55 à 75 cents; l'opérateur de foreuse, 50 à 75 cents; les charpentiers-mécaniciens, 55 cents à \$1, etc.

**M. Dupré (Verchères):** Comment peut-on donner 50 cents l'heure aux journaliers?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'est en campagne; près des villes, on donne un peu plus. C'est une question compliquée. Il ne faut pas faire concurrence à la main-d'œuvre agricole.

**M. Dupré (Verchères):** Je suis surpris d'entendre le ministre dire ça. C'est un salaire de crève-faim, un salaire de famine, et le gouvernement le sait bien.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les libéraux payaient 15 cents, autrefois.

**M. Guévremont (Montréal-Jeanne-Mance):**

Du temps des libéraux, les gens de Montréal qui étaient employés aux travaux de voirie ont même payé 6 cents et les travailleurs devaient marcher deux ou trois milles pour aller sur les lieux.

**M. Dupré (Verchères):** Si on remonte au déluge. Mon grand-père me disait qu'il avait appris son métier en gagnant \$12 par année. Mais l'argent n'avait pas la même valeur qu'aujourd'hui et il y avait, à l'époque mentionnée par mon ami de Jeanne-Mance, des allocations de chômage en plus du salaire.

À Belœil, nous donnions 30 cents, en 1941, aux journaliers; aujourd'hui, nous leur donnons 70 et 75 cents l'heure. De plus, ils travaillent pour la ville 12 mois par année. À la Voirie, il n'y a du travail qu'en été et lorsqu'il fait beau, ce qui est encore plus désavantageux, surtout à 50 cents l'heure. Quand on paie un tel prix, on sait ce qu'on ramasse et le travail que l'on obtient.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voilà le député qui veut insulter notre brave classe agricole? De plus, il sait que les travaux de voirie sont un surplus qui fait l'affaire de beaucoup de gens. La preuve, c'est que nous devons refuser des centaines d'offres.

**M. Dupré (Verchères):** Je n'insulte personne et je suis à l'aise pour parler. Ce sont les gens qui gagnent 50 sous qui sont les premiers à se plaindre. Ils disent également qu'il sont payés 50 sous et qu'ils travaillent pour ce montant. Si on payait mieux, on obtiendrait plus de rendement et, en définitive, ça coûterait moins cher. Si le premier ministre avait une famille, il verrait ce qu'on peut faire avec 50 cents.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ma famille, c'est ma province et je m'en occupe.

La résolution est adoptée.

## Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

**Questions et réponses:****Voie charretière  
sur le pont de Québec**

**M. Dupré (Verchères):** Combien ont coûté à date les travaux entrepris par le gouvernement de la province relativement à l'élargissement de la voie charretière sur le pont de Québec, y compris les travaux d'approche, de pavage, ainsi que la construction du nouveau pont sur la rivière Chaudière?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Pour faciliter le trafic très important, entre la rive nord et la rive sud, dans la région de Québec, le gouvernement a considérablement élargi la voie carrossable sur le pont de Québec, redressé les chemins publics et construit un nouveau pont pour remplacer le vieux pont Garneau. Ces améliorations importantes, avantageuses et nécessaires ont coûté, au 27 novembre 1951, la somme de \$5,271,149,47.

**Palais de justice  
de Rimouski**

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** 1. Relativement à la construction du palais de justice de Rimouski, quel est l'estimé total du coût des travaux?

2. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions publiques par la voie des journaux?

3. À qui l'exécution des travaux a-t-elle été confiée et pour quel montant ou à quelles conditions?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** 1. Environ \$950,000, suivant les estimés faits par les architectes du ministère des Travaux publics.

2. Des soumissions ont été demandées, mais non pas par la voie des journaux.

3. Tous les contrats n'ont pas été encore adjugés, mais le contrat principal a été accordé à M. Émile Saint-Pierre, pour le prix \$610,330.

**Ponts Duplessis  
à Trois-Rivières**

**M. Dupré (Verchères):** 1. Des plans pour la reconstruction des ponts Duplessis ont-ils été déposés au bureau d'enregistrement de Trois-Rivières?

2. Dans l'affirmative:

a) À quelle date le dépôt a-t-il été fait?

b) Par qui a-t-il été fait et sous les ordres de qui?

c) Par qui ces plans ont-ils été préparés?

d) Par qui ont-ils été approuvés?

3. Des avis du dépôt de plans relatifs à la reconstruction des ponts Duplessis ont-ils été publiés dans des journaux?

4. Dans l'affirmative:

a) Dans quels journaux?

b) À quelle date?

c) Qui a donné instructions de publier tels avis?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** 1. Des plans ont été faits suivant les dispositions de la loi fédérale des eaux navigables.

2. a) Des copies de plans et la description de l'emplacement ont été transmises au registraire pour le district de Trois-Rivières, à Trois-Rivières, le 31 octobre 1951, et déposées dans les archives de son bureau d'enregistrement, le 5 novembre 1951, sous le no 171,049, vol. 228.

b) Par l'ingénieur en chef du ministère des Travaux publics, sous les ordres des autorités du ministère.

c) Par les ingénieurs du ministère.

d) Par l'ingénieur en chef du ministère des Travaux publics.

3. Oui.

4. a) *La Gazette du Canada*, Ottawa; *Le Nouvelliste*, Trois-Rivières; *The St. Maurice Valley Chronicle*, Trois-Rivières; *Nos Droits*, Cap-de-la-Madeleine.

b) 10, 17, 24 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1951; 5, 12, 19 et 26 novembre 1951; 8, 15, 22 et 29 novembre 1951; 29 novembre 1951.

c) L'ingénieur en chef, dans le cours ordinaire de ses fonctions.

**Pont sur la rivière  
Bayonne**

**M. Dupré (Verchères):** 1. Quel a été le coût des travaux de construction du pont que le gouvernement de la province a fait exécuter sur la rivière Bayonne, dans le comté de Berthier?

2. Quels étaient les estimés préliminaires?

3. Quels sont les noms des soumissionnaires et le montant de leur soumission respective?

4. Quel entrepreneur a exécuté les travaux et quel montant lui a été payé?

5. Des modifications ont-elles été apportées aux plans et devis après l'octroi du contrat et, dans l'affirmative, combien a coûté ce travail supplémentaire?

6. Quelles sont: a) la longueur; b) la largeur dudit pont?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** 1. \$135,404.07, y compris les modifications.

2. Les estimés préliminaires et approximatifs, sans les modifications apportées par la suite, étaient de \$122,200.00.

3. Alfred Mousseau,	
Berthierville .....	\$122,000.00
Léopold Gervais,	
Berthier .....	\$154,801.00
Maurice Gervais,	
Berthierville .....	\$157,656.00

*Installation d'un système d'éclairage*

Yvon Champoux,	
Berthierville .....	\$ 2,975.00
Metropole Electrique Inc.,	
Montréal.....	\$ 3,725.00

4. Pour la construction du pont:  
Alfred Mousseau, \$129,161.89. Aucun montant n'est payé à date pour le système d'éclairage.

5. Oui, \$9,112.67 pour des travaux en grande partie devenus nécessaires à la suite des inondations du printemps.

6. a) 124 pieds; b) 44'6" à cause de l'intersection de deux routes.

**Pont sur la rivière La Chaloupe**

**M. Dupré (Verchères):** 1. Quel a été le coût des travaux de construction du pont que le gouvernement de la province a fait exécuter sur la rivière La Chaloupe, dans le comté de Berthier?

2. Quels étaient les estimés préliminaires?

3. Quels sont les noms des personnes qui ont soumissionné pour l'exécution desdits travaux et les montants de leur soumission respective?

4. Quel entrepreneur a exécuté les travaux et quel montant lui a été payé?

5. Des modifications ont-elles été subséquemment apportées aux plans et devis et, dans l'affirmative, combien a coûté ce travail supplémentaire?

6. Quelles sont: a) la longueur; b) la largeur dudit pont?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** 1. \$68,871.00.

2. Les estimés préliminaires et approximatifs étaient de \$69,564.

3. Alfred Mousseau,	
Berthierville .....	\$ 68,958.50
J.-H. Aubé, Berthierville....	83,127.00
Arthur Laferrière,	
Berthierville .....	92,258.00

4. Alfred Mousseau, \$67,007.25. Le ministère a fourni le ciment dont le coût s'élève à \$1,863.75, formant un coût total de \$68,871.

5. Non.

6. a) 79'8"; b) 39' entre les garde-corps.

**Hôtellerie,  
Grand Lac Jacques-Cartier**

**M. Dupré (Verchères):** Combien ont coûté à date les travaux de construction et d'aménagement de la nouvelle hôtellerie et ses dépendances que le gouvernement a fait ériger sur les bords du Grand Lac Jacques-Cartier le long de la route Québec-Chicoutimi?

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):**  
\$131,684.08.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

17 janvier 1952

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté ses amendements aux amendements du Conseil législatif concernant le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 17 janvier 1952**

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Remboursement de droits:****Institut  
Monseigneur Courchesne**

**M. Dubé (Rimouski)** propose, du consentement unanime, que le bill 167 constituant en corporation l'Institut Monseigneur Courchesne ayant pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de charité et de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Institut  
des Sœurs du  
Perpétuel Secours**

**M. Bélanger (Bellechasse)** propose, du consentement unanime, que le bill 168 modifiant la charte de l'Institut des sœurs du Perpétuel Secours ayant pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de charité et de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Projets de loi:****Marché de produits agricoles,  
Montréal**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 pour aider à l'établissement d'un marché central des produits agricoles à Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais du bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf millions soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quelle est la politique suivie par le département du ministre dans ce domaine?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Généralement, le ministère fait lui-même les réparations mais il arrive, dans certaines régions où il y a des moulins d'asphalte, qu'il est plus économique de donner des contrats à la fois pour l'entretien et pour la réparation de l'asphalte.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Cela veut dire qu'il peut y avoir deux catégories de contrats, pour l'entretien et pour la réparation?

Il interroge le ministre sur les contrats accordés à certains entrepreneurs, parfois pour des sommes considérables.

Il cite M. P. Baillargeon, pour \$155,000, notamment, et s'informe pourquoi les contrats ont été donnés à cet entrepreneur.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** M. Baillargeon a des usines d'asphalte dans quatre ou cinq comtés. Il est plus économique de lui confier les travaux de réparation et d'entretien de l'asphalte dans ces environs que de les faire au compte du gouvernement.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Sur quelle base sont accordés les contrats? Y a-t-il des prix unitaires?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il y en a, mais ils varient suivant les régions.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande au ministre des renseignements au sujet des récents travaux de voirie entre le pont de Québec et Montmagny.

Je remarque, dit-il, que des contrats ont été signés avec Comeau Construction. L'un a entériné \$519,000 de dépenses pour des travaux sur une distance de 3.77 milles. Un deuxième contrat était pour des travaux le long de 4.26 milles de route. Un troisième contrat se rapportait à un tronçon de route de 5.73 milles de longueur.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Les travaux prévus par les trois contrats ont été exécutés du pont de Québec à Saint-Damien de Bellechasse. Jusqu'à Lévis, il a fallu faire une route entièrement nouvelle, une route de première classe. Les deux autres contrats se rapportent à des travaux de Saint-Joseph de Lévis à Beaumont et de Beaumont à Saint-Michel de Bellechasse. Pratiquement, il a fallu entièrement refaire la chaussée. Il s'agit d'une route de première importance. Et un pont sera construit à Montmagny.

Il (l'honorable M. Talbot) parle des travaux exécutés en vertu d'un autre contrat entre la paroisse de Berthier et la ville de Montmagny.

Un fait est certain, dit-il, c'est que, du pont de Québec à Rivière-du-Loup, toute la route a été entièrement refaite par l'Union nationale depuis son arrivée au pouvoir.

**L'honorable M. Rivard (Montmagny):** Je félicite le ministre de la Voirie et le gouvernement. Un des premiers efforts de l'Union nationale a été de faire disparaître les vestiges de l'administration passée. La route de Québec à Montmagny était tortueuse, mauvaise et impraticable. Cela n'a pas empêché le député actuel de se rendre à Montmagny et d'y être bien accueilli. L'Union nationale a changé cela. Dans les circonstances, je remercie le ministre, au nom des électeurs de Montmagny, des travaux qu'il a fait exécuter et qui permettent un voyage désormais facile et agréable.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Sur cette section de la route 2, on a employé un procédé

qui n'est pas complètement nouveau, mais qui n'est pas encore très bien connu, pour faire disparaître la poussière. Il s'agit d'une stabilisation à l'asphalte. Cette stabilisation a été efficace contre la poussière. Dès l'automne, on a pu poser une partie du revêtement permanent.

Nous avons commencé à poser une première couche d'asphalte, 1½ pouce d'épaisseur, qui, avec la seconde couche d'asphalte, de la même épaisseur, posée l'an prochain, constituera le revêtement définitif de la route.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je suis passé sur cette route au début de juillet. Il y avait alors beaucoup de poussière et des trous dangereux. C'était un danger. Il fallait avancer à la vitesse de 8 à 10 milles à l'heure. Je sais que des touristes qui voulaient se rendre en Gaspésie ont renoncé à leur voyage. L'état de la route dont nous parlons les a découragés. La stabilisation de la chaussée à l'aide d'asphalte, en août, a dû améliorer la situation.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Les travaux entrepris étaient considérables. Il fallait faire du terrassement. On ne peut faire une route sans bouleverser le sol.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En Gaspésie, 440 milles de route sur 631 milles sont asphaltés; il n'y en avait que 10 milles avant l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir. On ne peut refaire une route sans inconvénients et les travaux ne peuvent se faire en un jour. Il faut être raisonnable.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les sommes versées aux entreprises Comeau Construction, Montpellier et Lechasseur correspondent-elles à toutes les dépenses effectuées pour la réfection de la route du pont de Québec à Montmagny?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il faut y ajouter les sommes dépensées pour l'asphaltage.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les travaux coûtent donc \$70,000 par mille, sans compter les frais d'asphaltage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition a-t-il oublié qu'en 1931 il en a coûté \$217,000<sup>7</sup> par mille pour le boulevard Taschereau?

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les travaux n'étaient pas comparables.

Il interroge le ministre de la Voirie sur un contrat accordé à M. Ulysse Sainte-Marie pour la construction de la route de Québec à Sainte-Anne-de-Beaupré. Il s'agit d'une distance de six milles et le contrat comporte un prix global de \$865,920 pour la route elle-même, ajoute-t-il, plus \$32,833 pour des ponceaux. Cela fait environ \$900,000 pour six milles de chemin, soit \$150,000 du mille, et cela me paraît un peu fort. Y a-t-il des conditions particulières à cet endroit qui justifient un prix aussi élevé?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'est une route à trois voies, avec 33 pieds de pavage le long du fleuve, et il faut construire des murs de ciment pratiquement partout pour contenir la mer.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Certains journaux ont publié une nouvelle à l'effet que le gouvernement avait l'intention de continuer cette route de Sainte-Anne à Tadoussac. Y a-t-il quelque chose de vrai dans cette nouvelle?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'a jamais été question de cela. C'est ridicule.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Peut-être. Alors, la route s'arrêtera à Sainte-Anne?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, et le supérieur des Pères Rédemptoristes de Sainte-Anne a dit que la bonne Sainte-Anne ne fournissait pas à faire des miracles pour empêcher les gens de se tuer sur les chemins construits par les rouges.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** interroge le ministre sur les travaux de Sept-Îles à Baie-Comeau.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Un contrat a été accordé à Highway Paving Company, au prix de \$1,890,570 pour 36 milles de route sur une longueur totale de 120 milles.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quels sont les prix unitaires?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils sont plus élevés là-bas parce que Sept-Îles est à 420 milles de Québec. Il faut tout transporter là-bas.

**M. Ouellet (Saguenay):** Je remercie le premier ministre et le ministre de la Voirie de ce qu'ils ont

fait pour mon comté. Je leur demande de construire 36 milles de cette route chaque année et tout ira bien. Merci.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** La déclaration du député de Saguenay (M. Ouellet) est bien dans la note de l'Union nationale. Il a commencé par des remerciements, continué par des remerciements, et terminé par des remerciements.

**M. Ouellet (Saguenay):** Je n'ai remercié que trois fois, mais c'est mille fois que j'aurais dû le faire.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je remercie le député de s'en être tenu à trois fois.

Quelles sont les mesures que le gouvernement entend prendre pour éviter que des charges trop lourdes fassent écrouler les ponts de la province, comme ce fut le cas du pont de la pointe de Rivière-du-Loup?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement se renseigne sur ce qui se fait dans les autres provinces avant de prendre une décision.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** demande des précisions sur une somme de \$200,000 payée pour location d'outillage.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Jusqu'à 1947, mon département a eu de la difficulté à se procurer l'outillage nécessaire. La situation s'est ensuite améliorée et, à l'heure actuelle, toutes les divisions sont très bien outillées. Généralement, la Voirie possède des machines en nombre suffisant pour faire son travail dans toutes les régions, mais il arrive parfois qu'il soit nécessaire de louer de l'outillage pour effectuer des travaux plus rapidement.

**M. Dupré (Verchères):** Je suggère au gouvernement d'installer des signaux lumineux à l'entrée de la ville de Belœil.

Un petit débat s'engage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai conduit l'auto pendant 20 ans. Aujourd'hui, je n'ai pas le moyen d'en avoir une.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne veux pas qu'on multiplie les signaux, mais j'estime important d'indiquer les distances entre les points principaux. Sous le gouvernement actuel, il y a tendance à supprimer ces signaux.



**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** On ne supprime pas les signaux, mais il y a eu tant de travaux, sous le régime actuel, que les distances ont changé dans bien des cas, par suite de nouvelles routes plus directes, plus courtes. Il faut changer les signaux pour d'autres, plus adéquats. Cela demande des calculs.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ces signaux ne représentent pas une dépense extraordinaire.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il ne s'agit pas de la dépense, mais des calculs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Riant) De calculs biliaires!

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Combien de garages sont autorisés à effectuer des réparations pour le compte de la Voirie?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Vingt-deux.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Surtout à Bordeaux<sup>5</sup> et à Québec?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Oui.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Combien en coûte-t-il pour ces garages?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Trois cent mille dollars par année.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je vois pourtant, dans les *Comptes publics*, un montant de plus de \$600,000 à ce sous-item...

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La somme de \$300,000 représente ce qui est dépensé dans les garages de Québec et de Montréal seulement. Pour toute la province, on serait plus près des \$2,000,000. L'an dernier, la dépense a été d'environ un million et trois quarts. Au cours du dernier exercice financier, un montant de \$1,150,000 a été affecté à l'achat de machines et d'outillage.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le coût des chemins d'hiver comprend-il l'achat de l'outillage?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non. Le coût comprend la location de l'outillage, non pas l'achat.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le ministre des Finances a dit que le coût d'entretien des chemins d'hiver a été de \$3,210,000. Je ne vois, dans les *Comptes publics*, que \$2,300,000 pour cela. Que signifie cette différence de \$900,000?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le chiffre cité par mon collègue des Finances représente tout ce qui a été payé pour les chemins d'hiver pour la saison 1950-1951, mais ces dépenses ne s'arrêtent pas nécessairement au 31 mars, comme l'exercice financier. Certains comptes, pour des travaux exécutés durant l'hiver, ne sont payés qu'à l'été, après les vérifications, etc. Mais il s'agit de dépenses faites pour les chemins d'hiver.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Dans ce cas, des dépenses indiquées dans les *Comptes publics* n'auraient pas été effectuées pour des travaux exécutés l'hiver précédent.

Le ministre admet qu'il peut y avoir chevauchement, mais ajoute que l'on a modifié la politique des chemins d'hiver, changé le système, et que l'on entretient à présent une bien plus grande longueur de routes.

Il (M. Marler) pose une question au ministre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Si mon ministère achète de l'outillage, une souffleuse par exemple, ceci est chargé à l'item des achats; mais, si l'on se sert ensuite de cette souffleuse pour l'entretien des chemins d'hiver, la location de cette machine est chargée à l'item des chemins d'hiver.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Pour la somme de \$65,000 à l'item outillage, je me demande si je dois comprendre, d'après les explications du ministre, que cette somme représente la location pour l'entretien des chemins d'hiver.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il s'agit plutôt de location d'accommodation. Dans certains comtés, surtout ruraux, des particuliers demandent toutes sortes de choses au ministère de la Voirie: matériaux, machines, etc. Le ministère, afin d'accommoder ces gens, leur cède des matériaux ou leur loue des machines.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Qu'est-ce que l'on fait des machines usagées?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Elles sont vendues à l'enchère, après annonce dans les journaux deux fois par année, à Québec et à Montréal.

**M. Dupré (Verchères):** Dans le cas des grosses machines comme les "bulldozers", etc., les donne-t-on en échange pour les nouvelles, pour être déduites sur le coût de celles-ci?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non, les machines étant tellement usées, quand on les abandonne, l'on ne recevrait rien en retour.

**M. Dupré (Verchères)** pose des questions au sujet de l'entretien des routes d'hiver.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** D'après le système mis en vigueur par le gouvernement actuel, les chemins sont divisés en trois catégories. Le gouvernement entretient lui-même, à ses frais, ceux de la première catégorie. Ce sont les routes de grand trafic, comme la route Montréal-Québec-Matane, la route Québec-Chicoutimi, etc. Il paie des subventions de \$200 à \$225 le mille pour les routes de la seconde catégorie et de \$100 à \$125 le mille pour celles de la troisième catégorie. La classification a été faite par la Commission de classification et le gouvernement n'y a rien changé. Elle est basée sur la densité de la circulation.

**M. Dupré (Verchères):** Y a-t-il des changements de faits dans cette classification, d'une année à l'autre?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il n'y a des changements que dans de très rares cas, lorsqu'il y a eu erreur de classification.

**M. Dupré (Verchères):** La taxe de deux sous le gallon sur la gasoline, pour l'entretien des routes, rapporte au-delà de \$7,000,000. Il me semble que les chemins communaux entre certaines municipalités, surtout celles qui ne sont pas desservies par des chemins de fer, devraient tomber dans la catégorie 2 et recevoir \$200 du mille, le montant de \$100 n'étant pas suffisant.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La suggestion est intéressante, mais son application

entraînerait une dépense additionnelle très considérable. Il faut aussi tenir compte de la rareté de la machinerie.

La loi statutaire consacrant \$2,000,000 à l'entretien des chemins d'hiver n'est pas suffisante pour couvrir toutes les dépenses que représente cet entretien. Si l'on calculait tout ce que coûte au gouvernement l'entretien des chemins d'hiver, y compris les dégâts causés par la gelée, on en arriverait facilement à un total de \$8,000,000 à \$10,000,000 par année. Ce crédit ne couvre que les dépenses faites pour déblayer le réseau d'hiver, qui comprend maintenant plus de 19,000 milles de chemins. Il ne comprend pas les millions qu'il faut dépenser chaque année pour réparer les dégâts causés par la gelée, dégâts qui sont beaucoup plus considérables sur les routes que l'on maintient ouvertes pendant la saison froide. Parfois, ce n'est qu'à l'été que se produisent des dommages exigeant des réparations, qui seraient pourtant imputables à l'entretien d'hiver.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Verchères (M. Dupré) estime que la loi, telle qu'elle est, ne convient pas aux besoins, il n'a qu'à demander qu'elle soit changée.

**M. Dupré (Verchères):** J'insiste pour que l'on octroie plus de \$100 au mille aux routes de communication interparoissiales. Ces routes sont plus difficiles d'entretien et, par conséquent, elles coûtent plus cher.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quel est le montant prévu pour les municipalités pour l'entretien des routes d'hiver en 1951-1952 et 1952-1953?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** On prévoit un peu plus de \$2,000,000 pour chacune des années.

**M. Dupré (Verchères)** questionne le ministre sur la classification pour l'entretien des chemins l'hiver.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement entretient complètement les routes de la catégorie 1; pour les autres, il verse une subvention estimée au mille. Dans le cas de la route Mont-Laurier-Senneterre, il paie \$200 du mille. Quant à la route Québec-Gaspé, elle est entretenue directement par le gouvernement jusqu'à Matane;

pour le reste, le gouvernement paie une subvention de \$200 par mille.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'interviens pour souligner l'énorme amélioration des routes dans la province depuis quelques années, aussi bien l'été que l'hiver. Avec son humilité coutumière, le ministre de la Voirie n'a pas parlé de cette amélioration qui lui est due pour une bonne part. Je tiens à l'en féliciter au nom de toute la population de la province. Les cultivateurs tout comme les industriels et les commerçants ont besoin de bonnes routes, de routes entretenues durant l'hiver. Les anciens gouvernements n'ont jamais eu de politique bien définie. Ils pratiquaient la politique du petit bonheur, du cataplasme sur une jambe de bois. On ne peut rien réaliser de grand ni de bien quand on laisse tout au hasard. La négligence des gouvernements qui ont précédé l'Union nationale a coûté des millions à la province. M. Godbout a tenté un semblant de politique, mais c'était une politique de bouts de chandelles.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons trouvé un véritable imbroglio qu'il nous a fallu démêler. Grâce à la politique stable de l'Union nationale, le gouvernement entretient directement ou indirectement 24,000 milles de chemins durant l'été et 19,000 milles de chemins durant l'hiver. Nous n'agissons pas par patronage ou quelque but mesquin, mais dans le seul intérêt de la totalité de la population. Le Québec est la seule province du Canada qui ait une politique définie en matière d'entretien des chemins d'hiver. La province de Québec est le seul État de l'Amérique du Nord qui donne des octrois aussi généreux pour le déneigement.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les libéraux ont commencé une politique rationnelle d'entretien de chemins d'hiver. Il (M. Marler) cite des chiffres pour démontrer que pendant les premières années du gouvernement actuel, les sommes consacrées à l'entretien des chemins d'hiver n'étaient pas plus élevées que celles des dernières années du gouvernement libéral. Elles furent même moindres dans un cas ou deux, précise-t-il. Il n'est pas surprenant qu'avec le budget dont il dispose le gouvernement consacre plus d'argent aux chemins d'hiver que les libéraux. La dernière administration libérale avait un budget qui ne dépassait que légèrement les \$100,000,000. Aujourd'hui, le budget est de \$260,000,000. Le gouvernement n'a pas beaucoup changé de système. Il consacrait proportionnellement

au budget autant d'argent que le gouvernement en consacre aujourd'hui.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le problème des chemins d'hiver existait de tout temps. Lorsque nous avons pris le pouvoir, nous nous sommes trouvés devant un nombre incalculable de problèmes que les libéraux n'ont pas réglés pendant les 45 ans qu'ils demeurèrent au pouvoir sur 50. Le problème des chemins d'hiver est un de ces problèmes-là. Nous l'avons réglé comme nous avons réglé bon nombre de ceux que les libéraux n'ont même pas abordés ou même tenté de régler. Il fallait le régler pour l'essor économique de la province et nous l'avons réglé.

Le chef de l'opposition soutient que la taxe sur l'essence devait servir à l'entretien des routes d'hiver. Qu'il lise la loi et il verra que les deux sous d'impôt sur l'essence avaient pour but de payer l'intérêt et l'amortissement de l'emprunt de \$60,000,000 que nous avons contracté pour doter la province d'un système de voirie qui réponde aux exigences de l'heure. Cet impôt devait aussi servir à la construction de ponts et nous avons prélevé une somme de \$2,000,000 pour l'entretien des chemins d'hiver. Nous avons voulu en même temps que nous contractions une dette en assurer l'amortissement. Il ne faut pas oublier que toutes les sommes dépensées proviennent de l'argent payé par le peuple. Et, si la province de Québec est prospère, c'est parce qu'il y a des routes, des ponts et que nous entretenons les chemins d'hiver. Le gouvernement distribue l'argent dans toutes les régions de la province, pour toutes les classes de la population. Il ne peut y avoir de prospérité sans routes.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il reste toujours un fait important: les automobilistes ont payé \$7,000,000 en taxes supplémentaires.

**M. Rochon (Montréal-Saint-Louis):** Il faudrait non seulement passer la charrue, mais aussi sabler les routes en temps utile. Le sablage tarde beaucoup trop au nord de Montréal, la glace cause des accidents fréquents. La route du nord de Montréal, la route du lac Millette, est très dangereuse. Un accident est survenu, le 24 novembre, où cinq citoyens furent tués alors que le camion qui les conduisait au travail à l'église de Sainte-Adèle glissa sur la chaussée.

Pourquoi le sablage de la route n'est pas fait immédiatement après que la route est devenue glissante? Parfois, ils attendent trop longtemps, aussi longtemps que huit heures. Les employés du service

de la voirie sont paresseux. Sur les routes ontariennes et américaines, sur l'autoroute entre Buffalo et New York par exemple, des barils sont disposés le long de la route avec du sable ou du calcium, ce qui permet aux automobiles d'en étendre sur la route lorsqu'elle est glissante.

Le gouvernement qui perçoit \$7,000,000 avec sa taxe de deux cents sur la gazoline devrait employer une plus grande partie de cette somme au sablage des routes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député devrait comprendre que nous avons des hivers extraordinaires avec des changements brusques de température. Les chauffeurs doivent user de leur cerveau. Le gouvernement ne peut poser des chaînes aux automobiles imprudentes. Le climat n'est pas le même ici qu'en Ontario où il se produit des fruits qu'on ne peut récolter ici. C'est la théorie de l'opposition de toujours rapetisser la province de Québec pour grandir les États-Unis et l'Ontario. Notre idée, nous, c'est de grandir la province.

**M. Rochon (Montréal-Saint-Louis):** Le gouvernement se vante de dépenser \$3,500,000 sur les routes d'hiver. Qu'il en dépense \$7,000,000 s'il le faut et qu'il sable les routes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député sait que, lorsqu'il pleut, le sable s'en va et c'est à recommencer.

**M. Rochon (Montréal-Saint-Louis):** Qu'il mette du mâchefer.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** On parle de la route située au nord de Montréal. S'il y a quelqu'un qui la connaît, c'est bien moi. J'y fais 104 voyages par année. Le voyage se fait aussi bien en hiver qu'en été, preuve que le chemin est bien entretenu. La semaine dernière, après le vote des crédits de mon ministère, je suis parti pour Mont-Laurier et j'ai fait le voyage de 320 milles en sept heures, sans grande vitesse, mais à une vitesse raisonnable.

Depuis quatre ans, je n'ai mis les chaînes qu'une seule fois et c'était dans le comté de Portneuf. La route est entretenue à l'asphalte. Évidemment, s'il pleut, on s'expose à ce que la route soit un peu plus glissante. Mais nous avons, l'hiver, le confort de la circulation d'été, et je dois remercier mon collègue de la Voirie pour ce qu'il fait. Ceux qui se plaignent ne sont certainement pas au courant des faits.

Il faut évidemment tenir compte des caprices subits de la température. Hier, on ne pouvait pas circuler à pied à Québec.

**M. Rochon (Montréal-Saint-Louis):** Je ne vois pas comment le ministre peut dire que la route est bien entretenue lorsque cinq personnes sont tuées parce que la route est trop glissante. La route près de Sainte-Adèle est dangereuse et on en parle dans un rapport d'accident publié dans un journal qui a été mentionné précédemment.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Sur quoi se base le député pour dire ça? Qu'il aille donc chercher ses petits quarts en Ontario pour le sable et le calcium. Si le député de Montréal-Saint-Louis juge que les routes sont mieux entretenues dans l'État de New York, il devrait déménager là-bas.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je suis surpris de l'attitude du premier ministre. Il ne laisse pas parler le député et, au lieu de lui répondre, il fait des farces. Le député vient de citer un cas où cinq personnes ont été tuées. Il y a trop d'accidents sur ces routes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député n'a pas le droit de citer des articles de journaux et de dire ensuite que les accidents sont survenus par la faute du gouvernement. Le député ne devrait pas prendre pour acquis ce que raconte le journal sans vérifier les faits. L'accident peut avoir eu des causes diverses. À moins d'une enquête minutieuse, comment déterminer la cause d'un accident?

**M. Rochon (Montréal-Saint-Louis):** J'ai mené une enquête et j'ai parlé à des témoins de l'accident.

**M. Dupré (Verchères):** Une enquête conclurait peut-être à l'opportunité d'un produit scientifique inconnu pour détruire la glace<sup>7</sup>.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Combien ont coûté les travaux de la route 19?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces travaux ont coûté \$1,000,000 à \$1,500,000 depuis 1945. C'est l'une des routes les plus pittoresques de la province de Québec.

Si ce n'étaient les chutes de Shawinigan et celles de la Gabelle, la Canada Steamship pourrait conduire ses bateaux jusqu'à La Tuque. Ce serait une excellente chose pour le tourisme.

La Saint-Maurice est une grande rivière; elle vient même alimenter le Saint-Laurent. Sans la Saint-Maurice, il n'y aurait pas de Saint-Laurent. (Blaguant) Le Saint-Laurent conduit en Europe, la Saint-Maurice reste dans la province.

Il y a longtemps que la population de La Tuque demandait cette route. Lorsque je m'y suis rendu, au cours d'une campagne électorale, on m'a fait des représentations très éloquentes. Je leur ai dit que nous ferions la route. Elle est maintenant presque terminée.

On rencontre des côtes très difficiles, comme la Pointe-à-la-Mine qui est très escarpée, très dangereuse. Il reste encore la côte à Marineau à faire disparaître.

Je conseille fortement à tous les députés de visiter cette route et d'y admirer le panorama. Ils constateront comme la province est belle, comme le Saint-Maurice est généreuse.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** (Après avoir consulté ses notes) Les travaux ont coûté à date \$1,600,000. Il y a huit milles de travaux à compléter et 10 milles qui sont sous contrat.

Il (l'honorable M. Talbot) révèle à la Chambre que les travaux sont terminés sur la route de la Pointe-du-Lac, à l'entrée de Trois-Rivières et à Berthier. Ces travaux ont coûté au total \$300,000.

Il parle ensuite des autres grandes routes en voie d'aménagement: routes de la Gaspésie, Mont-Laurier-Senneterre, boulevard Talbot, route de La Tuque. L'opposition, dit-il, n'a parlé en 1948 que de la route de Chicoutimi pour laisser croire que c'était la seule route sur laquelle nous avions travaillé. Or, tous ces travaux marchaient alors.

Il parle ensuite de la voirie rurale. Près de 1,100 villages, dit-il, ont bénéficié de l'asphaltage de leurs routes. Les routes de campagne ont été améliorées sur 12,000 milles à 13,000 milles. Cela aide l'agriculture en rendant l'accès aux marchés plus facile. Il y a plus de véhicules automobiles à la campagne. On compte évidemment plus d'automobiles en ville, mais à la campagne les camions, tracteurs et remorques forment un nombre considérable de véhicules.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** Des travaux ont été faits dans mon comté. Je suggère que les routes de la Gaspésie s'éloignent des montagnes, afin de rendre la circulation plus facile pour les camions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remercie le député de Gaspé-Nord du témoignage qu'il rend au gouvernement. Cela signifie que nous

faisons des travaux dans tous les comtés sans considération de parti.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** (Riant) Sur tous les millions que le gouvernement a dépensés, il n'a pas eu un sou pour Westmount, mon comté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chemin, de Québec à Stoneham, est croche, tortueux et barboteux. Le boulevard Talbot est large et droit. C'est une route excellente, et l'on a l'exemple des chemins construits par les deux régimes. La route de Stoneham a été construite par nos adversaires et le boulevard Talbot est l'une des œuvres de l'Union nationale.

La région de Chicoutimi avait été abandonnée depuis longtemps. Nous avons jugé à propos de faire cette route qui traversera la région du Saguenay pour conduire vers les pays nouveaux de l'Ungava, en passant par Sainte-Anne, Tadoussac, Baie-Comeau, Sept-Îles et peut-être directement à l'Ungava. Le ministre de la Voirie a droit à des félicitations pour avoir donné une excellente voirie à l'une des régions les plus progressives de la province.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je veux maintenant parler de la politique générale du ministère de la Voirie en matière de contrats. Depuis le 31 mars 1945, en sept ans, le gouvernement a dépensé un minimum de \$150,000,000 en immobilisations seulement, c'est-à-dire en ne tenant pas compte des frais d'entretien. Or, tous les contrats ont été accordés sans demande de soumissions. C'est ainsi qu'un ponceau qui a coûté \$12,830 à (le chef de l'opposition nomme l'endroit) aurait dû coûter \$6,525; un autre, le ponceau Labbé, a coûté \$8,525 et aurait dû, selon des contracteurs que nous avons consultés, coûter \$4,800. Soit un tiers et un quart trop cher. Ces deux exemples illustrent bien la règle générale qui prévaut dans ce régime. S'il avait procédé au moyen de soumissions publiques par la voie des journaux, il aurait réalisé des économies considérables. Il n'y a pas de concurrence véritable et seuls quelques contracteurs favoris sont encouragés.

D'ailleurs, on n'a qu'à jeter un regard sur les prix payés par la voirie en Ontario et dans Québec pour constater la différence énorme du coût des travaux. Dans Québec, on paie \$3 et, récemment, \$3.50 pour l'extraction d'une verge cube de terre; dans l'Ontario, de \$1.50 à \$1.70. Pour l'excavation de la terre, 75 et 80 cents la verge cube dans Québec et 25 à 50 cents en Ontario. On devine quelle différence cela produit quand l'on considère les

quantités énormes mises en cause. De sorte que c'est infiniment moins que \$150,000,000 que tous ces travaux de voirie auraient dû coûter.

C'est la conséquence claire du système actuel. Pourtant, en Ontario, les contracteurs vivent quand même, ne perdent pas d'argent. Cette situation doit cesser et le gouvernement doit recourir à un système de soumissions publiques honnête par la voie des journaux.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le chef de l'opposition a parlé de deux ponceaux. Qu'est-ce que cela prouve? Est-il au courant des plans, des devis? On peut différer d'opinion sur la valeur d'un travail et il nous arrive souvent de refuser une soumission parce que nous savons que l'entrepreneur ne peut arriver à ce prix-là et que nous ne sommes pas en faveur des extras. On peut émettre toutes les théories. Un jour, le maire de La Tuque m'a dit qu'il pouvait construire une route de 75 milles menant à sa ville pour \$100,000.

Les soumissions, telles que pratiquées au temps des libéraux, c'est un attrape-nigaud! Les gens soumissionnent pour un prix qu'ils savent trop bas et se reprennent ensuite avec les extras. Le gouvernement ne s'engage pas à prendre la plus basse ou la plus haute, mais celle qu'il voudra. D'ailleurs, aucun gouvernement ne peut s'engager à accepter la plus basse soumission, car il y a des soumissions qui ne sont pas sérieuses. Mais avec notre système, tous les entrepreneurs sont servis.

Le 20 août 1942, les libéraux ont accordé un contrat sur le boulevard Laurier à L. Sicotte, pour des excavations, à \$4.90 la verge cube; ça vaut \$2 la verge. Le 23 septembre 1942, à J. O'Connell, sur la voie Laurier, un contrat à \$4.90 encore. Nous n'avons jamais payé plus de \$2 la verge cube pour des travaux de ce genre, bien que les prix aient beaucoup monté depuis 1942. Nous prenons toutes les garanties imaginables pour que les intérêts de la province soient protégés.

Avant l'été, les ingénieurs sont réunis et nous fixons les prix unitaires, avec minimum et maximum, avant que les contrats ne soient accordés. Pas un contrat n'est accordé sans que l'ingénieur divisionnaire, l'ingénieur de district, l'ingénieur en chef et l'assistant ingénieur en chef ne donnent leur avis et signent la recommandation. Va-t-on prétendre que ces gens, qui sont là depuis 10 ou 15 ans, sont malhonnêtes?

Le gouvernement Godbout a donné \$500 l'acre pour du déboisement, en 1944. Jamais nous n'avons payé plus de \$350, en dépit de la hausse des prix.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'opposition prend une attitude bien décevante. Son chef part comme un grand batailleur, parle de courage, donne l'impression qu'il va faire éclater des bombes atomiques sur le gouvernement. Mais a-t-il proféré une seule accusation? Il a procédé par insinuations dans un dédale de contradictions. Il commence par dire: Vous avez fait des travaux pour \$150,000,000, et ajoute: deux de mes amis m'ont déclaré que vous avez payé \$18,000 pour deux ponceaux qui auraient dû coûter \$14,000. S'imagine-t-on la découverte? Quatre mille dollars de trop sur \$150,000,000 de dépenses. Quelle trouvaille! C'est véritablement la montagne en travail qui enfante une souris.

A-t-il porté une accusation précise? Non. A-t-il accusé quelqu'un en particulier? Non. Il procède à la manière des chemins que construisaient ses amis et qui sont tortueux, étroits et rocailleux. Le chef de l'opposition a procédé avec un déluge d'enfantillages et de contradictions.

Il prétend que ça coûte plus cher à la province sous l'Union nationale. Je lui parle du chemin Sir-Wilfrid-Laurier, construit par ses amis en 1931, et qui a coûté \$217,000 du mille. Depuis ce temps-là, le coût de toutes les choses a doublé et, pourtant, jamais un chemin n'a coûté aussi cher que cela sous l'Union nationale. Qui vient nous dire que les routes coûtent cher? Pas un autre que le successeur de ceux qui, en 1932, ont construit le boulevard Taschereau qui a coûté \$217,000 le mille. Pas un chemin n'a coûté autant sous l'Union nationale, bien que les prix aient doublé et triplé depuis.

Il a dit que l'Ontario paie tel prix pour ceci, tel prix pour cela. Il devrait comparer des choses semblables et se demander si les conditions en Ontario et au Québec sont les mêmes, si la pierre est de même nature, si les distances peuvent se comparer. Non, cela ne l'intéresse pas. Tout ce qui l'intéresse, c'est de faire des insinuations d'une façon bien digne de l'opposition, mais peu digne de son talent à lui.

Voyez-moi ces vierges offensées qui demandent des contrats avec soumissions publiques. Ce sont les descendants de ceux qui ont toujours fait payer la province pour récompenser des favoris. J'affirme sans crainte d'être contredit que, du temps de leurs amis, les contrats donnés après soumissions publiques et accordés au plus bas soumissionnaire coûtaient, dans 90 % des cas, plus cher que le prix demandé par le plus haut soumissionnaire à cause de la multiplication des extras. On faisait semblant de demander des soumissions et l'on exigeait, dans les

devis, des produits que des amis du régime contrôlaient en exclusivité.

Les gens qui le renseignent actuellement, comme celui qu'il suit aveuglément, que faisaient-ils encore? J'étais député, moi-même, et je me rappelle qu'un ancien ministre de la Voirie, en accordant des contrats, obligeait l'entrepreneur à payer les routes avec de l'amitié parce que l'un de ses amis était le seul à contrôler la vente de ce produit. Les amis du chef de l'opposition accordaient aussi des contrats pour les écoles en spécifiant qu'il fallait poser des fenêtres et des portes Morga parce que l'un de leurs favoris était seul à les vendre. Pauvre chef de l'opposition! Lui qui est intelligent, s'il n'était pas accroché à l'absent, il reconnaîtrait que les entrepreneurs qui l'ont renseigné sont ceux-là mêmes qui se plaignent de ne plus avoir de contrats.

Le chef de l'opposition a parlé de l'Ontario. Là aussi, ils avaient un chef libéral qui avait abandonné son siège à Ottawa. Le chef libéral, qui a laissé son siège à Ottawa pour venir subir dans sa province l'aplatissement qui attend celui qui inspire mon honorable ami, a fait la lutte en reprochant au gouvernement de l'Ontario de payer plus cher pour les travaux de voirie que ce que ne paie l'Union nationale dans le Québec. On recommence les mêmes rengaines qu'en 1948. Mais le peuple, qui constate le progrès, s'est déjà prononcé là-dessus.

Ce sont des hommes rougis par les scandales et noircis par leurs tactiques de ce soir. C'est la jalousie qui les mine. Leurs amis ont tous eu des contrats pendant 40 ans; il est juste que d'autres qui sont compétents et honnêtes en aient à leur tour.

Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) va recevoir le sort qu'il mérite, car le peuple sait maintenant à quoi s'en tenir parce qu'il voit les réalisations et se rend compte que la province est lancée dans une ère de prospérité unique au monde.

(Applaudissements à droite)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le gouvernement paie des prix plus élevés que dans la province d'Ontario, où, notamment, on paie \$1.50 la verge cube pour la pierre, tandis que dans Québec on paie \$3.50. Il (M. Marler) cite d'autres exemples. Si l'on procédait par voie de soumissions publiques, dit-il, et si on tient compte des différences entre les prix d'Ontario et de Québec, il y a une économie de millions à faire.

M. Sainte-Marie reçoit des prix unitaires plus élevés que les autres pour des travaux de même catégorie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je défie le chef de l'opposition de dire que le gouvernement et M. Sainte-Marie ne sont pas honnêtes ou que ce dernier n'est pas compétent.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je n'ai rien à ajouter.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est archi-faux de dire que M. Sainte-Marie a des prix plus élevés qu'en Ontario. Il faut comparer les mêmes choses dans les mêmes circonstances. Les comparaisons sont fausses et injustes parce qu'on ne possède pas les données nécessaires pour établir les difficultés des travaux. Il n'y a rien de comparable aux difficultés que nous avons rencontrées sur la route de Chicoutimi.

La route de Chicoutimi a été construite en montagne, sur du terrain où l'on trouvait de la glace en plein mois d'août. C'est la même chose dans bien des endroits. Ainsi, M. Sainte-Marie fait des travaux sur la route de Sainte-Anne-de-Beaupré. Il est obligé de construire un mur de soutènement pour empêcher que la route ne soit détériorée par la marée. Malgré tout, ça coûte encore moins cher qu'au temps des libéraux.

**M. Dupré (Verchères):** Je trouve M. Sainte-Marie bien "badlucké". D'après ce que dit l'Union nationale, ce pauvre M. Sainte-Marie est toujours dans les mauvais endroits. C'est à croire que ce n'est pas un ami du gouvernement. Il est donc maltraité par l'Union nationale!

En 1936, le premier ministre actuel reprochait au gouvernement du temps d'accorder des crédits sans soumission et de faire perdre ainsi à la province \$2,000,000 sur un budget de \$40,000,000. Si l'Union nationale avait gardé la même politique, on pourrait en conclure qu'elle aurait pu faire épargner \$14,000,000 à la province cette année.

Il (M. Dupré) relève une déclaration du premier ministre, à l'effet que l'Union nationale ne fait pas de travaux de voirie seulement en temps d'élections mais tout le temps.

Il cite les *Comptes publics* pour dire que, lors des années pré-électorales de 1945, 1946, 1947, les salaires des employés de la voirie restent presque tout le temps à \$2,000,000 par année, tandis qu'en 1948, ce chiffre est passé à \$7,000,000. Voilà une politique non affectée par les élections.

Les augmentations de salaire dont parle le gouvernement représentent surtout des augmentations de personnel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai déjà dit et je répète que les *Comptes publics* ne comprennent pas les journaliers.

**M. Dupré (Verchères):** Ces \$7,000,000 ne représentent-ils pas une augmentation de personnel, l'année de l'élection? Ce ne sont sûrement pas les augmentations de salaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député joue avec les chiffres comme un enfant avec sa bebel. Je suis étonné de l'attitude prise par le député de Verchères. Je ne croyais pas que le Parti libéral pouvait descendre aussi bas. Que le député de Verchères porte donc des accusations contre M. Sainte-Marie ou qu'il précise ce qu'il veut laisser entendre. Je vais m'asseoir en attendant.

(Silence)

L'opposition semble oublier que M. Sainte-Marie exécute des contrats pour les libéraux d'Ottawa, pour diverses municipalités, et on n'entend jamais dire que M. Sainte-Marie n'a pas bien rempli son mandat.

Que diriez-vous, M. le président, d'un homme qui serait maire de sa municipalité et par surcroît député d'un comté, qui s'arrangerait pour faire faire des chemins sur sa propriété privée pour faire monter le prix du terrain qu'il possède et qu'il veut vendre?

**M. Dupré (Verchères):** On peut juger de la vérité de ce que j'ai dit par la réaction du premier ministre d'une province qui se défend de cette façon en faisant des personnalités!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Vous vous êtes reconnu? Je ne vous ai pas nommé!

**M. Dupré (Verchères):** Je n'ai jamais demandé qu'on fasse des chemins sur ma propriété. C'est la municipalité de Saint-Basile qui a demandé cela au gouvernement. Si j'avais fait des choses répréhensibles comme veut le faire croire le premier ministre, il y a longtemps qu'il aurait agi. D'ailleurs, le gouvernement actuel entretient ce chemin. Il ne le ferait pas si c'était sur une propriété privée.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 42 relatif aux monuments, sites et objets historiques ou artistiques;
- bill 44 relatif à l'exécution de certains jugements en matière alimentaire;
- bill 47 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 48 concédant certaines amendes aux municipalités;
- bill 50 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie;
- bill 51 concernant la juridiction de la Cour supérieure;
- bill 53 pourvoyant au paiement des traitements et salaires des fonctionnaires de la province;
- bill 57 modifiant la loi de la curatelle publique;
- bill 58 modifiant la loi de l'électrification rurale;
- bill 59 concernant l'enseignement ménager;
- bill 194 confirmant le titre de propriété de certains immeubles acquis par Jacques Cousineau, Simon Cousineau et Gérard Cousineau;
- bill 226 concernant la ville de Cowansville.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 35 modifiant le Code municipal, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est modifié:



a) en remplaçant, dans la troisième ligne du troisième alinéa, les mots "la part contributive" par les mots "la part contributive";

b) en biffant, dans la huitième ligne du troisième alinéa, les mots "déterminés par le règlement".

### Projets de loi:

#### Code municipal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 35 modifiant le Code municipal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 49 modifiant la loi concernant la municipalisation de l'énergie électrique par la ville de Mégantic;
- bill 60 modifiant le Code civil;
- bill 61 modifiant la loi des accidents du travail.

À 5 h 30, la Chambre suspend ses travaux<sup>8</sup>.

### Reprise de la séance à 8 heures

### Subsides:

#### Budget des dépenses 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million soixante-quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

### Travaux de la Chambre:

#### Projets de loi au Feuilleton

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Deux nouvelles lois figureront à l'ordre du jour demain.

La première concerne le Barreau et sera présentée à la Chambre par le député de Bagot (M. Johnson). Elle précisera, d'une part, les attributions du Conseil général du Barreau pour la

création de nouvelles sections; d'autre part, elle augmentera le nombre des examinateurs du Barreau de 17 à 20 et instituera un système de rotation.

La deuxième loi interdira à un homme trouvé coupable d'une offense criminelle pouvant être punie par deux ans de pénitencier, de se présenter à des élections provinciales pendant les cinq années qui suivront sa sortie du pénitencier, la date où la sentence a été suspendue, ou le paiement de l'amende.

Le Code municipal et la loi des cités et villes ont été modifiés pour interdire à un criminel de se présenter à des élections municipales. Je trouve étrange qu'on n'ait pas la même chose dans la loi provinciale. Fred Rose pourrait être candidat<sup>9</sup>. Je trouve ça inconcevable. La loi sera similaire, dans bien des aspects, à celle qui a été adoptée hier par le Conseil législatif et qui vise à empêcher les criminels condamnés à se présenter comme candidats à la fonction publique. La différence entre le domaine municipal et le domaine provincial, c'est qu'au provincial le gouvernement peut procéder à la suite d'une simple demande qui peut être contestée devant un juge.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. *Le Devoir* du 18 janvier 1952, à la page 5, nous apprend que la motion en question n'a pas été discutée lors de la séance au Conseil législatif. Elle est restée à l'ordre du jour de la Chambre haute et n'a pas été appelée. Son parrain Francis L. Connors n'était pas présent à la séance. Le journal met au jour des rumeurs qui veulent que cette motion n'aille pas plus loin et qu'elle meure au *Feuilleton* ou qu'elle soit retirée.

2. Les "petits numéros" font référence aux numéros des plaques minéralogiques. Plusieurs critiques ont été faites par l'opposition, au cours des années

cinquante, sur l'attribution de ces numéros à des amis du parti de l'Union nationale. Ceux-ci pouvaient favoriser leurs possesseurs lors des patrouilles policières sur les routes.

3. Il est question d'un item faisant partie du bureau des assurances, mais qui est statutaire et ne nécessite pas un vote pour ses crédits.

4. *L'Événement-Journal* du 18 janvier 1952, à la page 9, précise que le député de Verchères (M. Dupré) est garagiste.

5. *L'Action catholique* du 18 janvier 1952, à la page 21, parle plutôt d'un montant de \$232,000,000.

6. *L'Action catholique* du 18 janvier 1952, à la page 3, parle plutôt de Montréal.

7. Selon plusieurs journaux tels que *The Montreal Star* du 18 janvier 1952, à la page 8, le député fait référence implicitement à l'enquête sur l'effondrement du pont Duplessis dans la région de Trois-Rivières.

8. Selon *L'Action catholique* du 18 janvier 1952, à la page 21, la séance a été suspendue une demi-heure plus tôt que d'habitude pour permettre aux députés d'assister à une première de deux films préparés sous les auspices de l'Office provincial de publicité. Le premier, intitulé *Ils sont tous nos enfants*, traite du problème de la délinquance juvénile. Le second s'intitule *L'école du succès* et concerne l'organisation de l'enseignement spécialisé dans la province. La représentation a eu lieu dans la salle du comité des bills privés, sous le patronage de l'honorable Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse.

9. Selon le *Montreal Star* du 18 janvier 1952, à la page 8, Fred Rose est "un ancien député fédéral de Montréal-Cartier, qui se présente comme candidat aux prochaines élections provinciales générales".

## Première séance du vendredi 18 janvier 1952

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

## Élections provinciales

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 64 concernant les élections provinciales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Loi du Barreau

**M. Johnson (Bagot)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 228 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Destitution  
d'officiers municipaux

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 concernant la loi relative à la destitution de gérants et de certains autres officiers municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans les cas de suspension d'employés municipaux, l'intérêt public exige qu'on procède rapidement. La Cour supérieure, souvent surchargée de besogne,

prend trop de temps à décider de ces causes. Dans certains cas, il a fallu attendre jusqu'à deux ou trois ans pour obtenir une décision.

Dans le cas de la Cour de magistrat, les décisions sont rendues beaucoup plus vite, très souvent dans les deux ou trois mois de l'audition au mérite. Le projet de loi permettra de hâter les procédures.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le vérificateur et ses assistants sont-ils couverts par cette loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet officier supérieur est déjà couvert par la loi 14-15 George VI, chapitre 61, qui mentionne le vérificateur et le chef de police.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne suis pas aussi certain que cela que le vérificateur soit protégé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je promets que cet officier est mis sur le même pied que les autres.

La présente loi est conforme à la saine administration de la justice. Elle reconnaît les droits de la province, assure une diligence opportune dans le règlement des conflits et s'applique à tous les fonctionnaires municipaux.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

## Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 63 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions quatre cent trente-trois mille six cent soixante-treize dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>1</sup>:  
Le gouvernement de l'Union nationale songe à établir un nouveau système d'octrois pour les commissions scolaires, afin de dégrever davantage leur budget annuel. Les octrois seraient plus considérables et le gouvernement les paierait plus tôt.

Le gouvernement ne songe pas cependant à payer d'un seul coup la totalité des octrois parce que cela l'empêcherait d'aider un plus grand nombre de commissions scolaires. Tous les engagements que la province prend dans ce domaine sont largement couverts par la réserve du fonds d'éducation.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**  
interroge le premier ministre sur la distribution des octrois, notamment sur la somme de \$2,700,000 que le gouvernement demande pour les primes sur le salaire des instituteurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**:  
Le montant de \$2,700,000 dépensé pour assurer des augmentations de salaire au personnel enseignant n'apparaît pas au budget parce qu'il a été pris à même le fonds pour l'éducation. Le fonds de l'éducation a été une véritable planche de salut. La pratique courante veut que le gouvernement paie d'avance 40 % des primes pour assurer des salaires généreux aux instituteurs et aux institutrices. Autrefois, les allocations pour les salaires n'étaient payées que l'année suivante. Depuis 1951, le gouvernement paie

d'avance 40 %. Cette contribution du gouvernement aux salaires des instituteurs était de \$685,000, en 1935, et de \$2,000,000, en 1944. Elle est aujourd'hui de \$7,900,000. Dans la province de Québec, à cause de la loi d'aide à l'éducation, votée en 1946 malgré l'opposition des prétendus libéraux, qui a permis au gouvernement de payer \$100,000,000 des dettes scolaires, les commissions scolaires sont dans une position meilleure que dans n'importe quel pays au monde.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**: Est-ce que toute la prime de 1950-1951 a été payée?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**:  
Oui.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**:  
J'invite le gouvernement à réviser ses barèmes. Les commissions scolaires urbaines ont reçu l'équivalent de 22 cents par tête, contre 55 cents pour les corporations scolaires rurales. L'on sait que c'est dans les villes que le problème financier des commissions scolaires est le plus aigu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**:  
Il faut examiner la situation dans son ensemble et ne pas amener injustement les grands centres contre les campagnes. Sur les \$100,000,000 de dettes scolaires que nous avons assumées, il y avait \$97,000,000 pour les villes, dont \$70,000,000 pour Montréal et Québec seulement. Les grands centres ont des écoles spécialisées, des universités et des hôpitaux. Ce sont des avantages qui n'existent pas à la campagne. Chacun a eu sa part et nous avons aidé d'abord ceux qui en avaient le plus besoin. C'est notre intention de ne jamais négliger les campagnes, surtout en ce qui concerne l'enseignement.

Nous avons effectué le développement de centres d'éducation avec justice et générosité, autant dans les villes que dans les régions rurales, que nous voulons rendre prospères. La population des centres urbains est capable de payer plus, car il y a plus de personnes et plus de commerces dans ces centres.

Ce n'est pas vrai que Montréal paie les taxes les plus élevées de la province et supporte le poids des dépenses provinciales. La plupart des grandes industries des autres régions ont leur siège social à Montréal, celles-ci engendrant beaucoup de retombées.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**:  
L'absorption de la dette des écoles est un fardeau pour les contribuables de la province.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis 1945 au 31 mars 1951, on a ajouté 5,797 classes nouvelles et 1,030 autres sont sur le point d'être terminées et mises à la disposition des instituteurs et institutrices de la province pour qu'ils puissent instruire la jeunesse. On a bâti, depuis la même époque, 1,290 écoles qui ont été officiellement acceptées; de plus, 387 sont en voie d'achèvement mais pas encore acceptées, ce qui fait un total de 1,677.

(Un peu plus loin dans la discussion) Il (l'honorable M. Duplessis) annonce que le gouvernement étudie actuellement la mise en vigueur d'un nouveau système d'octrois aux commissions scolaires, afin de rendre les octrois plus généreux sans grever davantage les finances. Les commissions scolaires pourront bénéficier des octrois plus tôt. Il affirme que, s'il payait d'un seul coup la totalité de l'octroi, le gouvernement ne pourrait aider autant d'écoles. Il dit que les engagements que peut prendre la province sont largement couverts par la réserve du fonds de l'éducation.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Pourquoi le budget alloué au transport des enfants de l'école protestante est-il supérieur à celui de l'année dernière?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les protestants aiment les écoles centralisées au lieu d'avoir les écoles de paroisse, que les catholiques préfèrent. Étant donné que les écoles protestantes sont centralisées, les coûts du transport des élèves des régions rurales sont supérieurs. Le gouvernement a autorisé la construction de 15 nouvelles écoles protestantes. Le département de l'Éducation a donné \$15,000 en subvention à chacune des cinq écoles protestantes qui donnent des cours classiques. Cinquante collèges classiques catholiques reçoivent le même montant chaque année. Les protestants ont géré leur éducation à leur façon dans la province de Québec et le gouvernement n'est pas intervenu.

Nulle part au monde les minorités ne sont mieux traitées que dans notre province. Et je parle non seulement de la minorité protestante, mais de toutes les minorités. Je crois que c'est un exemple pour tout le Canada et pour le monde entier.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le premier ministre sait que je partage entièrement son opinion à ce sujet. Comme membre de la minorité

protestante, j'abonde absolument dans le même sens. Je me demande si cela a quelque chose à voir avec le budget pour l'éducation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement. Dans une certaine autre province, le budget dont nous discutons ne serait pas \$15,000, mais \$100,000.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent huit mille cinq cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions à certaines institutions et à des particuliers (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a 30 collèges classiques dans la province et chacun reçoit du gouvernement un octroi annuel de \$15,000. Le gouvernement accorde en outre des octrois spéciaux. Il a, depuis 1945, contribué à l'érection des collèges d'Amos et de Rouyn, accordé des octrois de \$250,000 à Gaspé, \$100,000 à Sherbrooke, Saint-Laurent, Trois-Rivières, etc.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de l'instruction publique (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Journaux d'éducation (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>3</sup>:**  
Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler)

est trop modeste d'accomplir toute la besogne pour un autre qui se dit chef du parti. Les électeurs de Westmount trouvent sans doute ça humiliant. Il a perdu la face dans son comté parce qu'il est devenu l'écho d'un chef absent.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je dirai au premier ministre qu'il est dans l'erreur. Je lui offrirai même un pari de \$1, car il ne faut pas mettre un gros montant, que je vais avoir une plus grosse majorité que la sienne, s'il est élu dans son comté, aux prochaines élections. Ma majorité dans le comté de Westmount sera plus considérable que celle du premier ministre dans Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition n'est pas juste pour ses électeurs de les évaluer à \$1, d'estimer leur confiance à \$1. Je trouve que ce n'est pas convenable.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** C'est accepté?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt à gager sur cette proposition. Je vais accepter plus que ça. Je suis prêt à parier \$100.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne suis pas le gouvernement et \$100 est trop pour un pauvre homme comme moi, mais je suis prêt à parier \$1.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends. Le chef de l'opposition est pauvre et le chef absent reçoit \$20,000 par année. En outre, le chef de l'opposition a un petit bureau de notaire qui ne lui rapporte pas grand-chose, une petite étude, il ne bénéficie pas des avantages offerts par des contrats... Mais je trouve étrange qu'il mesure ses chances à \$1.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** C'est accepté?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui. Certainement<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**  
7. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Imprimeur de roi (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je suis surpris du texte des annonces de la *Gazette officielle*. Il y aurait place à amélioration surtout au point de vue de la traduction.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On cherche de bons traducteurs depuis longtemps. C'est plus difficile qu'on ne pense d'en trouver. Il faut donner le sens exact et en même temps respecter la langue. Il y a quelque chose à faire dans ce domaine et le gouvernement s'en occupe.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**  
10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Musées, archives et services culturels divers (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Toutes les archives ne sont pas au même endroit. Nous en avons à Saint-Sulpice, dans les collèges et chez bien des particuliers. Toutes ces archives constituent une richesse. Un jour ou l'autre, il faudra construire un édifice spécial pour les archives. M. Paul Gouin s'occupe de repérer les archives qui ont de la valeur.

On m'a envoyé récemment un volume d'une grande valeur. Il y a aussi des pièces très intéressantes des particuliers, entre autres un contrat de mariage d'Indiens. Je suis étonné de voir que le Musée provincial a été construit croche, l'édifice où se trouve mon bureau est croche, le palais de justice est croche, et le pont de l'Île d'Orléans est croche. Je ne sais pas ce que ça veut dire.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Et le pont de Trois-Rivières?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah non! Tout est droit dans le domaine provincial. Le pont de Trois-Rivières est droit.

Les trésors polonais se trouvent encore au Musée provincial. Ces trésors sont très intéressants et j'invite le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) à venir les voir.

Au Musée Laurier à Arthabaska, on y trouve plusieurs phrases du grand homme d'État. C'est ainsi que Laurier a déclaré que l'autonomie est une chose sacrée et que Québec, tout particulièrement, a intérêt à garder la sienne, parce qu'il y a chez nous une minorité de race, de langue et de religion. Le chef absent a parlé récemment de l'autonomie. Il voulait savoir qu'est-ce que cela mange en hiver. Je lui conseille d'aller au Musée Laurier. Il s'instruira.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École des hautes études commerciales, Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Combien y a-t-il d'élèves à l'École des hautes études commerciales?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'École compte 930 élèves. L'École ne répond plus aux besoins. M. Esdras Minville a attiré notre attention sur la situation. Les agrandissements sont nécessaires, mais l'École est mal située et il faudra probablement songer à une reconstruction.

La résolution est adoptée.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 18 janvier 1952**

##### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Projets de loi:**

###### **Loi du Barreau**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 228 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**M. Johnson (Bagot)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 228 sans l'amender.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y aurait peut-être une réforme à faire. L'examen que le Barreau fait passer à l'étudiant en droit qui est sorti avec succès de la faculté ne serait-il pas superflu?

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Subsides:**

###### **Budget des dépenses 1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts et de la musique (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Je demande au gouvernement d'augmenter l'octroi de \$5,000 qu'il donne chaque année à l'Académie de musique de Québec qui décerne le prix d'Europe.

Cette somme n'est pas suffisante car elle permet tout juste à l'Académie de musique de décerner un seul prix. Je suggère de faire trois sections et de donner trois prix à autant d'élèves prometteurs. Il y a tant de talents à encourager dans la province de Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il n'y a pas de doute que l'Europe, à cause de l'ambiance qui règne dans les grandes villes, présente des avantages que nous n'avons pas ici en Amérique.

D'un autre côté, l'Europe a atteint son apogée et les pays d'avenir sont en Amérique. Les grands artistes s'en viennent chez nous et aux États-Unis où les élèves de talent peuvent se perfectionner. On a aux États-Unis ce qu'il y a de mieux au monde et des élèves m'ont dit déjà qu'ils préféreraient aller aux États-Unis plutôt qu'en Europe. Les États-Unis sont devenus un foyer lumineux. Plusieurs des grands maîtres du monde entier y sont déjà installés, attirés par les offres des mécènes américains. Ne faudrait-il pas réaliser cela et diriger nos gens vers les États-Unis?

Aucun pays d'Europe ne compte plus de 200 ou 300 personnes influentes par génération, même si ces pays ont des populations de 40,000,000 à 75,000,000. Le Canada est un terreau fertile sans égal et ne se compare à aucun autre pays.

Il n'y a pas de doute que la meilleure solution serait de faire venir ici les grands maîtres pour enseigner à nos élèves. Déjà quelques célébrités sont arrivées chez nous. À tout événement, le gouvernement étudie cette question.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit

ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École supérieure de commerce (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École polytechnique, Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-deux mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocation spéciale à l'enseignement protestant (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix-sept mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois, Université Laval, Québec (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** L'octroi à l'Université Laval a-t-il été payé en entier?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Presque tout a été payé. Il reste peut-être \$500,000 sur \$4,000,000 qui a été promis à l'occasion de la souscription organisée en 1948 pour financer les travaux de construction des premiers édifices de la cité universitaire. Il se peut même que ce montant de \$500,000 ait été versé. Je n'en suis pas certain. Le gouvernement de l'Union nationale prévoit dépenser \$367,000 en subventions pendant la présente année financière pour Laval. Cinquante mille seront réservés pour la création et l'entretien d'un institut biologique. L'octroi promis à l'Université McGill a été tout payé.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quelle est la raison du retard à payer Laval en entier?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons donné un octroi de \$600,000 à l'École de commerce, à raison de \$100,000 par année. Ce



montant a été payé en entier. Ces gens ont été si contents qu'après cela ils nous ont demandé autre chose. Demandez et vous recevrez...

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Va-t-il falloir que Laval demande de nouveau pour recevoir ce qui lui est dû?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. L'Université Laval a été bien traitée par nous. Mgr Vandry, le recteur, a déjà dit de celui qui parle qu'il a été le second fondateur de l'Université Laval. Nous avons donné à Laval plusieurs écoles nouvelles dont celles d'arpentage, de génie, de commerce, etc. Nous voulons bien développer nos universités, mais il faut que celles-ci réalisent que l'enseignement a besoin de l'aide du gouvernement à tous les paliers. Nous n'avons pas le droit de négliger l'enseignement secondaire.

Rien ne servirait de saper les fondations pour embellir le toit. Nous avons une province qui se développe dans tous les domaines et il ne faut pas mettre tout l'argent à la même place. Il faut chercher le progrès suivant ses moyens.

Aux États-Unis, il y a une crise grave dans les finances des universités. Il ne faut pas être atteint de mégalomanie, il faut vivre selon ses moyens. Il faut nécessairement réaliser la nécessité du sens de responsabilité personnelle. Il y a des organisations qui peuvent être bonnes mais qui sont des sources de dépenses inutiles. À mon avis, le devoir du gouvernement est de donner ses octrois pour favoriser d'abord les œuvres urgentes, puis les nécessaires, pour finir par les choses utiles. Depuis 1944, à part l'octroi de \$600,000 à l'École de commerce, nous avons versé à Laval des octrois dont le total se monte à \$6,552,000.

Les universités, comme les étudiants, doivent réaliser la nécessité du sens des responsabilités. Quand j'étais étudiant, je n'avais pas de "full dress". Par contre, je ne faisais pas payer mes cours par les autres. Il y a des organisations qui sont bonnes en soi, mais qui sont des sources de dépenses inutiles.

Il faudrait insister sur l'orientation vers les carrières économiques. Les techniciens font plus d'argent que les professionnels. Il n'y a dans la province de Québec qu'une seule noblesse: celle du travail et du mérite. Il importe de décongestionner les professions libérales et d'insister davantage sur les professions spécialisées qui offrent des avantages beaucoup plus considérables. Et il faut apprendre aussi à vivre selon ses moyens. S'il est bon d'avoir des choses utiles, il est encore plus important d'avoir les choses nécessaires.

Nous avons beaucoup de talents naturels, dit-il, mais ces talents doivent être cultivés par le travail. J'ai observé aussi que beaucoup de nos Canadiens sont très riches et qu'ils devraient se montrer généreux pour les universités et l'enseignement en général.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** pose une question sur le montant de \$1,000,000 dans les crédits pour les universités.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aucune décision précise n'a encore été prise au sujet de l'utilisation ou de la répartition de cette somme.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois, Université de Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octroi, Bishop's College, Lennoxville (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocation spéciale à l'enseignement protestant (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**Un député de l'opposition** pose une question concernant l'octroi de \$5,000 à la Maison des étudiants canadiens à Paris.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Le Québec est le seul gouvernement provincial qui ait voté des crédits pour les résidences étudiantes. Le Québec verse \$5,000 par année pour aider nos étudiants à Paris.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a une rumeur qui circule, à l'effet que le général Vanier serait nommé gouverneur général. (En regardant M. Chaloult) Qu'en pensez-vous?

**M. Chaloult (Québec)** hausse les épaules.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
12. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Divers projets de construction (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il y a 30 collèges classiques dans la province de Québec qui reçoivent du gouvernement provincial un octroi annuel de \$15,000, en plus de certains octrois spéciaux donnés pour la construction des collèges. C'est ainsi que, depuis 1945, le gouvernement a contribué à l'érection des collèges d'Amos et de Rouyn. Il a accordé \$250,000 au collège de Gaspé et \$100,000 à chacun des séminaires et collèges de Sherbrooke, de Saint-Laurent et de Trois-Rivières. Il existe 45 écoles normales au Québec et 30 scolasticats.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>5</sup>:**  
Il y a plus d'institutrices depuis quelques années dans les territoires de colonisation. Les colons font de la colonisation et de la multiplication.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** La multiplication? C'est sans doute dû aussi à l'Union nationale?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Oui, car les gens ont confiance en l'avenir depuis que nous sommes au pouvoir. Autrefois, ils avaient peur de mettre des enfants au monde dans la misère.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
13. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord)** s'enquiert au ministre des salaires payés dans son ministère.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Au service civil intérieur, il y a 281 employés et, au service civil extérieur, 271, soit, en tout, une trentaine de moins que l'an dernier, par suite d'une redistribution des crédits dans la province; les districts ont été agrandis ou fusionnés, ce qui a

diminué le nombre des employés, lesquels ont aussi bénéficié, à deux reprises, l'an dernier, d'augmentation de salaires. La moyenne des salaires, qui était de \$1,616 en 1944, est maintenant de \$2,200 au service civil intérieur et elle est passée de \$1,882 à \$2,500 au service civil extérieur.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**  
Pourtant, le dernier rapport annuel du ministère disait qu'au service extérieur la moyenne de salaire était de \$1,480.

**M. Dupré (Verchères)** interroge le ministre au sujet des salaires payés dans son département.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Depuis 1944, les employés ont bénéficié d'une augmentation de 50 %. La moyenne, qui était de \$1,882 à la fin du régime libéral, est aujourd'hui de \$2,517. Deux augmentations successives ont été accordées en 1951, l'une en mai et l'autre en décembre. La Commission du service civil a fait une classification complète de tous les employés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
14. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** L'avion coûte environ \$15,600 par année, mais, au ministère de la Colonisation, c'est une nécessité. L'appareil sert aussi à plusieurs autres ministères.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'est nécessaire. Si nous n'avions pas eu ça, je n'aurais pas pu évangéliser la province comme je l'ai fait.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** L'avion du ministère se vendait \$135,000 neuf. On l'a payé \$24,000 et on lui a fait subir des réparations pour \$17,000. De sorte qu'il n'a coûté que \$41,000.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
16. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** À la fin de l'exercice financier 1952-1953, le ministère aura dépensé \$1,000,000 pour ce classement. Cela me paraît beaucoup.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Les travaux de reconnaissance, à l'ouest du lac Matagami, du côté de la province d'Ontario, ont révélé que, sur  $\frac{1}{3}$  environ du territoire, la colonisation n'est pas recommandable. Il existe une savane qu'il faudra assécher avant de pouvoir faire de la culture. On étudie présentement la possibilité de faire une tranchée à travers la savane. Mais, d'après un éminent géologue français, M. Raoul Blanchard, ce n'est pas avant 25 ans que la terre aura été suffisamment asséchée pour être cultivée.

À l'heure actuelle, le ministère de la Colonisation fait du travail de reconnaissance entre le lac Chibougamau et le lac Matagami. Nous avons l'impression qu'il s'agit d'un territoire très riche. La région comprise entre ces deux lacs était jusqu'ici considérée comme impropre à la colonisation. Mais il paraît que les premiers rapports ne rendaient pas justice à cette partie de la province.

Il est important de s'emparer du territoire pour la colonisation, si le terrain est réellement avantageux, avant que les compagnies ne s'en emparent. Il est possible qu'un chemin soit construit, avant longtemps, entre les deux lacs. Le ministère fait actuellement de la reconnaissance sur une bande de territoire de 20 milles, depuis le lac Chibougamau jusqu'au lac Matagami.

**M. Chaloult (Québec):** Combien le ministre croit-il pouvoir établir de paroisses dans la bonne partie du lac Matagami?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Environ 75.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose une question au ministre.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Il faut continuer à préparer des lots pour la colonisation, car il suffirait d'une petite poussée pour que tous les lots actuels soient occupés. C'est notre devoir d'être prévoyants, même si les gens ne semblent guère attirés vers les pays neufs à l'heure actuelle. Advenant une crise économique, il y aura une poussée vers les pays de colonisation et nous serons prêts. C'est malheureusement à ce moment-là que nous aurions des sujets. Nous serions à même de les recevoir sans improvisation comme cela s'est fait dans le passé.

Jusqu'à date, 19,381<sup>6</sup> lots ont été classifiés; plus de 6,000 parmi ceux-ci sont en Abitibi et 5,000 peuvent donner des établissements immédiats. L'an dernier, les officiers du ministère ont classifié 3,005 lots. L'an dernier, 2,166 lots ont été concédés et 1,051 ont été arpentés; 40,000 sont sous billet de location.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il y en avait 2,500 de plus, il y a deux ans.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** On a demandé aux inspecteurs de faire un travail d'épuration. Il y avait beaucoup de cultivateurs qui n'avaient pas de titre de propriété. J'en ai invité des centaines à faire patenter leurs lots.

La résolution est adoptée.

## Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

## Projets de loi:

### Marché de produits agricoles, Montréal

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 56 pour aider à l'établissement d'un marché central des produits agricoles à Montréal.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose:  
1. Que le gouvernement soit autorisé, après entente avec le comité exécutif de la cité de Montréal et la Compagnie du marché central métropolitain ltée, à constituer un organisme de régie pour l'établissement, le maintien et l'administration d'un marché central de produits agricoles à Montréal; à donner respectivement aux cultivateurs, au gouvernement, à la cité de Montréal et aux autres cités et villes de l'Île de Montréal qui contribueront financièrement à la réalisation de ce projet, une représentation qu'il estimera juste et appropriée dans cet organisme; et à déterminer le mode de cette représentation.

Adopté.

2. Que cet organisme ait les pouvoirs, droits, obligations et devoirs qui lui seront assignés par le décret du Conseil exécutif qui le constituera.

Adopté.

3. Que le gouvernement soit autorisé à conclure avec la cité de Montréal, représentée par son comité exécutif et la Compagnie du marché central métropolitain ltée, les conventions qu'il jugera opportunes pour le paiement, par la province, à l'organisme constitué en vertu de la résolution 1, ou à la Compagnie du marché central métropolitain ltée, des contributions et subventions qu'il est autorisé à verser, pour coopérer à la construction d'un marché central des produits agricoles, en vertu de la loi 14-15 George VI, chapitre 16, et pour le paiement des dépenses et rétributions des membres et des employés de cet organisme.

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 56 pour aider à l'établissement d'un marché central des produits agricoles à Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le texte ne précise pas comment les cultivateurs seront représentés au sein de l'organisme ci-dessus mentionné.

Le bill est trop vague, d'autant plus que, depuis que la Chambre a voté \$1,000,000 pour la réalisation du projet, un an s'est écoulé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *a)* de l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. La cité de Montréal pourra, par résolution de son comité exécutif:

"*a)* céder gratuitement à cet organisme un terrain lui appartenant, situé sur le boulevard Crémazie, à l'ouest du boulevard Saint-Laurent, dans la partie sud du quartier Ahuntsic, en la cité de Montréal pour y construire ce marché."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Malgré le fait que je sois certain que le conseil municipal va généralement approuver le projet, il n'est pas raisonnable de laisser au conseil exécutif de Montréal le choix de décider de la cession d'un terrain de \$100,000 à \$150,000. Le conseil municipal devrait pouvoir s'exprimer sur la question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le conseil exécutif n'a certainement pas objection à céder le terrain.

Le comité étudie le premier alinéa du paragraphe *b)* de l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. La cité de Montréal pourra, par résolution de son comité exécutif:

"*b)* accorder à cet organisme, ou à la Compagnie du marché central métropolitain ltée, aux conditions déterminées par le comité exécutif, pour l'érection, le maintien et l'administration de ce marché,

les contributions et subventions qu'elle jugera à propos.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il serait dangereux d'accorder à une compagnie commerciale des subventions qui peuvent être considérables.

Il y a également danger d'accorder la permission de contracter des emprunts qui peuvent être élevés.

Les membres du conseil municipal de Montréal devraient être consultés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Rien n'empêchera le comité exécutif de consulter le conseil de ville. Tout le monde est en faveur de la création de ce marché. Nous ne faisons donc qu'attribuer les pouvoirs nécessaires à la réalisation de ce projet. Les intéressés prendront ensuite leurs responsabilités.

Pour les subventions, les autorités jugeront ce qu'il sera bon de donner. Nous donnons la faculté d'agir; les intéressés feront ce qu'ils voudront. La compagnie n'est pas une véritable compagnie commerciale. Des cultivateurs se sont groupés, ils ont versé \$300,000 et seraient prêts à verser jusqu'à \$500,000.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 56 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'annonce mon intention de soumettre un amendement à la Chambre pour permettre au conseil municipal d'approuver la transaction et je demande le report de la troisième lecture du projet de loi à la semaine prochaine.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement veut simplement éviter des pourparlers inutiles au conseil municipal en les contournant et en disant qu'il n'y a rien, dans aucun cas, pour empêcher le comité exécutif de soumettre la proposition au conseil, s'il le désire.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 150 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "sept cent mille dollars" par les mots "sept cent soixante-cinq mille dollars".

2. L'article 3 est modifié:

a) en ajoutant, après le paragraphe 1<sup>o</sup> du sous-article 162c, l'alinéa suivant:

"Si un pensionnaire décède avant d'avoir bénéficié de ladite pension pendant dix ans, la veuve ou les enfants mineurs, selon le cas, auront droit à la moitié de la pension ci-dessus établie jusqu'à l'expiration des dix années de sa mise à la pension.";

b) en biffant, dans la deuxième ligne de la page 3, le mot "d'jà";

c) en biffant, à la page 3, le deuxième alinéa qui commence par les mots "Si un pensionnaire" et qui finit par les mots "à la pension";

d) le paragraphe 5<sup>o</sup> est modifié dans la version anglaise seulement.

3. L'article 6 est modifié en remplaçant, dans les deux dernières lignes du dernier alinéa du sous-article 303, à la page 6, les mots "soixante et dix mille" par les mots "soixante et quinze mille".

4. L'article 8 est modifié en ajoutant à la fin de la deuxième ligne de la page 8, immédiatement après le mot "religieuses", les mots ", où le taux ne s'appliquera que sur l'évaluation des terrains".

5. L'article 20 est modifié dans la version anglaise seulement.

6. L'article 22 est modifié en ajoutant, à la fin, les alinéas suivants:

"Dans le bureau de cotisation, le recorder sera remplacé par le directeur des services municipaux. Dans le bureau de révision des listes électorales, il sera remplacé par l'un des avocats de la cité.

"Le recorder en chef pourra siéger sur le comité de compétence des services intérieurs jusqu'au 30 avril 1952."

7. Ce qui suit est ajouté après l'article 22 comme articles 23 et 24:

"23. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 326, le suivant:

"326a. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, tout bon ou obligation émis en vertu d'un règlement ou d'une résolution adoptés conformément aux dispositions de la charte de la cité de Québec ou de ses amendements doit, avant sa livraison, être

revêtu du sceau du département des Affaires municipales et d'un certificat du ministre des Affaires municipales, ou d'une personne spécialement autorisée par ce dernier, attestant que le règlement ou la résolution autorisant son émission a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre des Affaires municipales ou la Commission municipale de Québec, selon le cas, et que ce bon ou obligation est émis conformément à ce règlement ou à cette résolution.

"Tout bon ou obligation émis par la cité de Québec en vertu d'un règlement ou d'une résolution approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par le ministre des Affaires municipales ou par la Commission municipale de Québec, selon le cas, et portant ce sceau et ce certificat, est valide, et sa validité ne peut être contestée pour aucune raison quelconque.

"24. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 69, le suivant:

"69a. Pour les fins de l'article 18a de la présente charte, tel qu'édicte par la loi 7 George VI, chapitre 50, article 3, chaque candidat devra joindre à son bulletin de présentation les documents suivants:

"a) Un certificat du chef-cotiseur démontrant la valeur, inscrite au rôle d'évaluation, du ou des immeubles mentionnés au bulletin de présentation;

"b) Un certificat émis par le registraire de la division d'enregistrement de Québec, dans les quinze (15) jours précédant immédiatement la mise en nomination, démontrant les rentes, hypothèques ou autres charges grevant le ou les immeubles mentionnés au bulletin de présentation.

"Les certificats indiqués aux paragraphes a et b ci-dessus serviront à établir si le candidat a la qualification foncière exigée par la loi, et cette qualification devra avoir été constante pendant les douze (12) mois précédant immédiatement la mise en nomination. Le candidat devra également fournir la preuve authentique que cette qualification a été constante pendant ladite période.

"Nul ne pourra être mis en nomination pour la charte de maire ou d'échevin s'il ne remplit pas les conditions fixées par le présent article."

8. L'article 23 devient article 25.

## Projets de loi:

### Charte de la cité de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 150 modifiant la charte de la cité de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 54 concernant l'usurpation des charges publiques, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "l'alinéa suivant:" par les mots "les alinéas suivants:";

b) ce qui suit est ajouté comme second alinéa:

"Nonobstant l'exécution provisoire la charge, franchise ou prérogative en question n'est réputée vacante qu'à compter du jugement définitif, à moins qu'elle ne le devienne plus tôt pour quelque autre cause prévue par la loi. Le défendeur n'a pas droit aux indemnités, allocations, traitements ou rémunérations attachés à l'exercice de cette charge, franchise ou prérogative pour le temps que dure cette exécution provisoire."

## Projets de loi:

### Charges publiques

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 54 concernant l'usurpation des charges publiques.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 46 concernant la Commission de transport de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme article 4:

"4. L'article 19 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "suivant," dans la deuxième ligne, les mots "dans ce dernier cas,".

2. Les articles 4, 5 et 6 deviennent respectivement articles 5, 6 et 7.

3. Ce qui suit est ajouté, après l'article 6 qui devient article 7, comme article 8:

"8. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 58, le suivant:

"58a. Nonobstant toute disposition de la charte ou d'un règlement de la cité de Montréal inconciliable avec le présent article, la garantie du remboursement de tout emprunt de la Commission par la cité de Montréal, visée par le troisième alinéa de l'article 58, peut être valablement consentie et donnée par résolution de son comité exécutif, sans autre formalité ou restriction que l'approbation de cette résolution par la Commission municipale de Québec.

"Aucune garantie donnée par la cité de Montréal pour le remboursement d'un emprunt de la Commission ne doit entrer en ligne de compte pour le calcul de la dette fondée de cette cité, ni pour l'établissement de sa situation financière, ni pour les fins des articles 16, 39 et 42 du règlement no 1735 de ladite cité.

"Le comité exécutif, agissant pour la cité de Montréal, et la Commission peuvent, à l'occasion de la garantie de tout emprunt de la commission par la cité, conclure une entente pour le paiement, par la Commission, des intérêts de l'emprunt et de tels amortissements ou annuités qui seront convenus entre elles.

"La cité de Montréal, lorsqu'elle garantit un emprunt de la Commission, peut intervenir dans les obligations ou titres émis par cette dernière, pour en garantir le paiement des intérêts et le remboursement du principal."

4. Les articles 7, 8 et 9 deviennent respectivement articles 9, 10 et 11.

#### Projets de loi:

##### **Commission de transport de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 46 concernant la Commission de transport de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Travaux de la Chambre**

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La parole sera au député de Gaspé-Nord (M. Lévesque), mardi après-midi, pour la suite du débat sur le budget. Un ministériel lui répondra.

#### **Ajournement**

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

#### **NOTES**

1. Selon nos sources telles que *Le Soleil* du 18 janvier 1952, à la page 11, M. Duplessis remplace le secrétaire de la province, Omer Côté, qui est resté chez lui pour cause de maladie.

2. Selon *La Presse* du 18 janvier 1952, à la page 8, l'étude des crédits de l'instruction publique s'est terminée à 1 heure.

3. Selon toutes les sources, ce débat a lieu pendant les crédits de l'instruction publique, sans spécifier le moment ou l'item où il a lieu.

4. Selon le *Montréal-Matin* du 19 janvier 1952, à la page 20, le président du comité plénier, M. Tellier (Montcalm) faisait signe aux deux leaders de déposer leurs billets verts devant lui, sur le bureau de la Chambre. De plus, les journaux démontrent que la majorité à la dernière élection de M. Duplessis dans son comté était de 12,261 voix, tandis que M. Marler avait une majorité de 8,879 voix.

5. Il n'est pas possible de trouver l'endroit exact de cette discussion. Selon *Le Soleil* du 19 janvier 1952, à la page 24, elle a eu lieu lors des crédits du secrétaire de la province, sans plus de spécifications.

6. Dans le *Montreal Star* du 19 janvier 1952, à la page 5, il est plutôt question de 19,361 lots.



## Première séance du mardi 22 janvier 1952

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

## Code municipal

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 65 modifiant les articles 522 et 523 du Code municipal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Élections provinciales

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 concernant les élections provinciales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 64 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Nous n'avons pas d'objection au bill. Il est bien convenable qu'une personne condamnée pour offense criminelle ne puisse pas siéger à l'Assemblée législative. Mais je me demande si on ne devrait pas faire une différence, par exemple, dans le cas d'une personne trouvée coupable d'homicide involontaire, dans un accident d'automobile.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi des véhicules-moteurs n'est jamais appliquée assez sévèrement, au gré de l'opposition. Celle-ci ne

devrait donc pas intervenir en faveur de ceux qui violent cette loi. Le bill que discute la Chambre doit s'appliquer à tous ceux qui sont trouvés coupables d'une offense criminelle, même à un degré moindre.

La motion est adoptée. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Marché de produits agricoles,  
Montréal

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 56 pour aider à l'établissement d'un marché central des produits agricoles à Montréal.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué et que ledit bill soit alors renvoyé de nouveau au comité plénier.

Adopté.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le premier ministre aurait dû apporter un projet défini. La disposition est trop vague et ne fournit pas assez d'information relativement à la nomination d'un organisme, constitué de représentants de la ville de Montréal et d'autres des régions suburbaines de la métropole qui veulent contribuer et de la Greater Montreal Central Metropolitan Market Co. Ltd.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai voulu respecter l'autonomie de tous les intéressés. La loi facilite une entente avec la Compagnie du marché métropolitain. Si nous étions arrivés avec un projet défini, les cultivateurs auraient eu raison de protester. Le problème qui consiste à donner à Montréal un nouveau marché central est urgent. La présente loi a pour but de faire disparaître tout retard et de donner à tout le monde sa place au soleil.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Nous allons voter la loi, car nous voulons que la population ait ce marché. Cependant, je dois faire remarquer qu'il y a déjà un an que la Chambre a voté \$1,000,000 pour ça et que l'on est encore au stade de la formation d'un organisme. Ça n'avance pas très vite.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 56 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Subsides:

#### Budget des dépenses 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million neuf cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide au maintien des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Chaloult (Québec):** Est-ce que le ministre de la Colonisation pourrait nous dire combien de

colons ont été établis depuis cinq ans et depuis un an? Combien de paroisses ont été établies depuis cinq ans et depuis un an?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Cinq ou six paroisses par année. Il y en a eu plus d'une douzaine. Voici le nom de quelques-unes: Despinassy, en 1948; Val-Limoges, en 1948; Lamy, en 1949; Vassan, en 1945; Saint-Émile-de-Guyenne, en 1947; Rochebaucourt, en 1949; Senneville et Languedoc, en 1949; Lac-Castor et Chazel, en 1951; Sainte-Félicité et Saint-Robert-Bellarmin, en 1945, etc.

En ce qui a trait aux colons, 2,600 cette année et 12,000 depuis cinq ans. Je tiens à signaler à la Chambre que, cette année, nous avons eu des activités particulièrement considérables et que nous avons fait beaucoup de publicité dans les journaux; nous avons eu 6,000 applications, nous en avons accepté 5,000 et, quand nous avons appelé les intéressés, seulement la moitié des appelés ont répondu à l'appel, les autres ayant changé d'idée. Les résultats sont souvent décevants. Une semaine particulièrement, nous avions en main 80<sup>1</sup> applications de chefs de famille acceptées; seulement 21 se sont rapportés au départ.

Au sujet des nouvelles paroisses, toutes ne sont nécessairement pas situées en Abitibi. Il y en a dans d'autres coins de la province où il y a encore des terres de la couronne à la disposition des colons, comme dans Témiscamingue, Rimouski, et chez nous dans Dorchester.

**M. Chaloult (Québec):** Y a-t-il eu des paroisses entièrement nouvelles?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Oui, comme à Sainte-Félicité où il n'y avait rien, pas de chemins, pas d'église. Nous avons même dû construire cette dernière deux fois, car elle a brûlé il y a quelques années.

Les sociétés de colonisation font enquête lorsqu'il s'agit de placer un colon, mais le ministère fait ensuite sa propre enquête, laquelle est encore plus sévère.

Il y a peu d'abandons et c'est notre consolation, même si le nombre n'est pas élevé.

**M. Chaloult (Québec):** Combien de ces 2,600 colons sont allés en Abitibi? Et ailleurs?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Six cents en Abitibi et le reste des 2,000 un peu partout dans la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il ne faut pas oublier qu'à part les 12,000 colons placés depuis 1945, le prêt agricole a permis l'établissement de 14,000 fils de cultivateurs.

**M. Chaloult (Québec):** Combien le gouvernement a-t-il de "bulldozers" actuellement en Abitibi et ailleurs?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** En 1944, il y en avait 34. Actuellement, il y en a 80 dont la moitié en Abitibi. De plus, nous en avons loué 131, l'an dernier, dont la moitié sont allés en Abitibi.

**M. Chaloult (Québec):** Ces chiffres me surprennent, mais je me réjouis; je dois dire qu'ils sont contraires aux renseignements que j'ai.

Les trois ministères les plus importants pour notre survivance sont ceux de l'Instruction publique, de l'Agriculture, et de la Colonisation. Voilà pourquoi je me sens tenu, à titre de représentant dans cette Chambre de l'élément nationaliste, de faire quelques remarques.

J'ai parlé récemment des dangers de l'immigration; il y a aussi ceux de l'émigration, c'est-à-dire le départ de trop de nos jeunes pour les États-Unis. Nous pourrions remédier à ces deux maux par la colonisation, par l'établissement sur les terres du surplus de nos fils de cultivateurs. Actuellement, nous perdons chaque année des milliers de fils du sol qui seraient aptes à continuer le travail ancestral, parce que leurs parents sont incapables de les installer sur des terres. Ils s'en vont à la ville où le climat physique et moral est moins bon.

J'admets que notre province est devenue surtout industrielle, et il y a à cela certains avantages, mais, au point de vue de la race, je me demande si ce n'est pas là quelque chose d'inquiétant, car la terre bien mieux que l'industrie assurera notre survivance. J'aimerais que l'on parle un peu moins de nouvelles industries dans la province et un peu plus de l'augmentation du nombre des colons.

Nous avons des terres et des sujets pour la colonisation. Nous possédons, dans ce qu'on a justement appelé le "royaume de l'Abitibi", un sol extrêmement riche, comparable à celui des Cantons-de-l'Est, où l'on trouve les meilleures terres de la province. Nous avons là-bas des forêts riches, des rivières, des chutes pour la production de l'énergie électrique, des mines qui sont devenues l'industrie complémentaire.

On pourrait établir 75 paroisses entre Amos et le lac Matagami. Les informations que j'ai sont à

l'effet que l'on pourrait fonder 200 paroisses<sup>2</sup>. Il y a actuellement 200,000 lots de disponibles pour des colons. Il faut maintenant un chef. Nous avons un ministre de la Colonisation pour qui j'ai de l'estime, qui a de la vision et de l'expérience, mais je me demande parfois s'il a le temps de s'occuper de colonisation ou s'il a cette foi sans laquelle la colonisation est impossible.

Il y a eu des progrès sous son administration. C'est lui qui a mécanisé la colonisation et qui l'a en quelque sorte rendue plus humaine, mais, en regard de nos immenses besoins, est-ce assez? On doit blâmer le gouvernement non pas tant pour ce qu'il a fait que pour ce qu'il n'a pas fait.

On dit que nous n'avons pas de colons ou pas assez de colons. Il y a du vrai dans cela et aussi du faux. C'est d'ailleurs de la mauvaise propagande que de dire cela. Si on manque de colons, pourquoi ne pas en provoquer? Il y a des moyens de le faire quand on veut vraiment.

Je demande au gouvernement de mettre plus de "bulldozers", et plus longtemps, à la disposition des colons. Je suggère de leur fournir des machines à creuser les fossés.

Il faudrait augmenter la publicité. On l'a fait cette année par rapport aux années précédentes. Il faut que cela continue. Cette publicité devrait s'adresser aux cultivateurs, aux bûcherons. Le gouvernement devrait peut-être songer à organiser des excursions gratuites en Abitibi à l'époque des moissons, alors que tout est beau. Ne pourrait-on pas organiser une pulperie là-bas? Il y a du bois en quantité et l'on doit actuellement le transporter à 300 ou 400 milles pour le faire ouvrir. Nous nous acheminons actuellement vers une période de chômage et cela viendra peut-être favoriser les projets du ministre. Comme en Ontario, le Québec devrait avoir son propre programme d'immigration. Et, si on manque de colons, pourquoi ne pas faire appel à des Belges ou à des Français?

Je suis en faveur de la consolidation des colonies, mais le gouvernement ne doit pas employer une trop grande partie de son argent à cette fin, car, si une colonie n'est pas viable après un certain temps, mieux vaut tenter l'expérience ailleurs. Ce qui est le plus pressé, c'est l'établissement des fils de cultivateurs.

À l'occasion d'un voyage organisé, l'automne dernier, en pays de colonisation, le ministre a dit que, depuis 1944, on avait établi à cet endroit 5,210 familles. Mes informations sont à l'effet que 1,500 nouveaux établissements seulement ont eu lieu. Comment expliquer l'écart entre les deux

chiffres? Peut-être que le ministre compte comme nouveaux établissements les transferts de lots ou les permis de coupe de bois? Un colon qui revient et qui est remplacé par un autre, ce n'est pas un nouvel établissement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est certainement mieux que d'établir un étranger. On n'est certainement pas pour donner nos terres à des étrangers.

**M. Chaloult (Québec):** L'important, c'est de garder l'équilibre entre les deux groupes ethniques qui forment notre population. Nous devons éviter d'être noyés. Le problème essentiel, c'est celui de l'établissement du surplus de notre population.

On me dit que le ministère de la Colonisation a établi quatre paroisses seulement en Abitibi et qu'une cinquième est en voie d'établissement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député nous dirait-il qui lui a fourni ces chiffres?

**M. Chaloult (Québec):** Un bon nombre de personnes. Pas seulement les colons de la rue Bleury, les RR. PP. Jésuites.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce colon de la rue Bleury que nous connaissons aurait pu commencer par garder sa propre famille sur la terre. Ils sont tous partis. Nous avons, grâce au crédit agricole, assuré l'établissement de 14,000 fils de cultivateurs.

**M. Chaloult (Québec):** Ce ne sont pas des colons.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est mieux que d'organiser des excursions en Abitibi. Le député est assez réaliste pour comprendre que des centaines de gens voudront profiter de ces excursions gratuites. Ce ne sont pas ces excursionnistes que nous voulons, mais des colons.

**M. Chaloult (Québec):** Le gouvernement a fait quelque chose pour la colonisation, mais je crois que nous pouvons faire davantage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons fait du drainage dans toute la province et redonné des régions entières à l'agriculture. C'est de la colonisation, cela. Le gouvernement fait tout ce qu'il est possible de faire pour encourager et

promouvoir la colonisation. Toutefois, on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif. Le gouvernement est en train de faire son possible pour garder le meilleur équilibre entre l'accroissement de la population rurale et l'accroissement de la population urbaine en versant des sommes importantes pour que les agriculteurs restent sur leurs terres et pour établir leurs sols. Le programme du gouvernement comprend l'électrification d'une bonne partie des régions rurales et le drainage agricole.

**M. Chaloult (Québec):** C'est trop peu. Nous perdons chaque année des milliers de jeunes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est dans le Québec que l'hémorragie est la moins considérable.

**M. Chaloult (Québec):** Peut-être, mais chaque Canadien français qui part est une perte irréversible. Ce qui a fait notre force, c'est l'agriculture et la colonisation. Le curé Labelle disait souvent: "Plantons des hommes à la place des épinettes."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le malheur, c'est qu'il les a plantés dans de la roche.

**M. Chaloult (Québec):** Il reste quand même le modèle des colonisateurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Modèle de bonne volonté.

**M. Chaloult (Québec):** Le premier ministre porte un jugement trop sévère.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nombre d'évêques pensent comme moi.

**M. Chaloult (Québec):** C'est l'agriculture qui sauvera notre race, car elle est source de moralité, de fécondité et de stabilité.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Le député de Québec a dit qu'il y avait de l'espace pour la fondation de quelque 400 nouvelles paroisses. J'ai ici la carte. La superficie de la région est environ celle de cinq cantons.

Cela pourrait permettre tout au plus l'établissement de 100 paroisses<sup>3</sup>. Et, si l'on tient compte des terres qui ne sont pas propices à la culture, il faut réduire à 75 le nombre de paroisses qu'il serait possible d'établir.

Le député de Québec a avancé que le ministère semble posséder moins de matériel que ce que j'ai dit. Le fait est là. Nous possédons 80 tracteurs, 80 tracteurs neufs, pas brisés. Nous avons pour politique d'échanger nos tracteurs tous les cinq ou six ans contre du matériel neuf. Nous croyons que c'est plus économique. De plus, nous avons loué 131 tracteurs au cours de l'année dernière.

**M. Chaloult (Québec):** Est-ce que les tracteurs du ministère de la Colonisation sont assez nombreux pour répondre à la demande?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Je vais vous répondre par des chiffres: 59,000 acres de terre ont été défrichées, l'an dernier. Cela veut dire que nous avons défriché 20 acres de plus de terre que ce que nos colons peuvent ensemençer. Nous avons fait du défrichement pour un an d'avance environ. Nous allons être obligés de ralentir momentanément les travaux.

Nous avons établi, depuis 1944, de 13,000 à 14,000 colons, quoi qu'en dise le député de Québec. Il ne faut pas oublier que nous n'établissons pas les nouveaux colons qu'en Abitibi. Mon plus ferme désir est d'établir toujours un plus grand nombre de Canadiens sur des terres, et nous travaillons pour cela.

C'est pourquoi nous faisons tellement de publicité par l'entremise des sociétés de colonisation d'abord et par nos agents. M. l'abbé Girard, accompagné de M. l'abbé Fortin et de M. Boutin, a fait une tournée de propagande dans Bagot et dans les comtés avoisinants. Des milliers de pamphlets ont été distribués. Il y a eu des conférences. Or, seulement quatre nouveaux colons se sont présentés. J'aurais voulu établir 10,000 colons, cette année, au lieu du quart. Mais que faire? Placer les gens de force sur des terres ne serait pas de bonne guerre.

À vrai dire, si l'on tient compte des salaires élevés payés par l'industrie, on doit considérer que la politique de colonisation a été couronnée de succès.

Il y a un projet de fabrique de pâte à papier en Abitibi. La réalisation d'un tel projet serait contraire aux intérêts de la colonisation.

Les gouvernements de l'Union nationale ont toujours consacré plus de fonds à la colonisation que les gouvernements libéraux. De 1936 à 1939, le gouvernement Duplessis a fait voter \$37,000,000 pour la colonisation; de 1939 à 1944, les libéraux n'ont accordé à la colonisation qu'un budget réduit de \$20,000,000; depuis 1944, le gouvernement de l'Union nationale a consacré à la colonisation plus de \$80,000,000.

En 1944, la colonisation n'avait que 34 tracteurs; aujourd'hui, elle en a 80 sans compter les 131 tracteurs qu'elle loue.

En 1942, on avait défriché des terres d'une superficie de 19,000 acres; en 1951, on a défriché 50,000 acres. En 1940, il ne s'était fait que 1,500 acres de labours; en 1950, des terres d'une superficie de 13,990 acres ont été labourées. Même progrès en fait de hersage. On a hersé, en 1951, 13 fois plus de terres qu'en 1942.

Nous mettons tout en action pour encourager la colonisation. Nous prenons tous les moyens pour faire de bons cultivateurs en l'espace de trois ou quatre ans. Et nous sommes prêts à améliorer encore la situation.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne veux pas revenir sur tout ce qui a été dit au cours du débat. Mais je note que l'une des paroisses citées comme ayant été fondées sous l'Union nationale, celle de Sainte-Félicité, d'après mes notes, a été fondée en 1890. Je comprends que la méthode du gouvernement de l'Union nationale est de s'attribuer tout ce qui a été fait avant lui.

Quant au nombre d'établissements, j'ai été frappé par le chiffre de 5,219 cité précédemment et qui apparaissait dans une série d'articles de Pierre Vigeant, dans *Le Devoir*. Ce nombre inclurait les transports de lots et des permis de coupe de bois, ce qui donne des chiffres tout à fait inexacts.

En reprenant les dépenses effectuées au cours de cinq années, on constate que, sur un total de \$45,000,000, \$18,000,000 ont été faites pour des travaux. Les dépenses faites ne touchent pas directement la colonisation.

Je me demande s'il n'y aurait pas moyen de faire des dépenses qui touchent le colon de plus près, ce qui serait plus encourageant pour lui. Je me demande aussi si la publicité est bien conçue. L'année passée, on a publié des annonces au sujet de paroisses fondées par le gouvernement actuel. Trois de ces paroisses au moins sont fondées depuis longtemps: Sainte-Félicité, Saint-Adalbert et Saint-Omer. Ces annonces qui ont paru dans les journaux étaient plus une défense du gouvernement qu'un encouragement aux colons à s'y rendre. Il faudrait faire de la publicité d'une autre façon, rendre la colonisation plus attrayante. Il s'agit non pas de se défendre, mais d'encourager les gens à s'établir sur des terres.

Il y a une autre suggestion que je fais et qui est inspirée des artistes de M. Vigeant. Il y a beaucoup de fils de cultivateurs qui sont aptes à

s'établir et qui ne croient pas posséder les qualités nécessaires à un défricheur. On pourrait leur offrir des terres déjà défrichées. Ce serait le meilleur moyen d'en tirer parti.

**M. Dupré (Verchères)** cite des chiffres pris dans les *Comptes publics*. Il accuse le gouvernement et le ministre de la Colonisation de dépenser beaucoup plus d'argent pour les colons en temps d'élections que durant les années qui précèdent ou qui suivent l'appel au peuple. Dans le cas des primes de défrichement et de labour, par exemple, dit-il, en 1948-1949-1950, le gouvernement a dépensé \$1,800,000 sur les \$3,143,000 qu'il a dépensés depuis 1945 pour ces primes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député veut-il insinuer que les colons se vendent en période électorale?

**M. Dupré (Verchères):** Je ne dis pas cela. Je dis que le gouvernement se sert de ces primes en période d'élections pour faire des élections.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je proteste contre cette insulte aux colons. Pour ces gens-là, si on fait des travaux, c'est toujours pour acheter les électeurs.

**M. Dupré (Verchères):** Je dis ce que je trouve dans les *Comptes publics*. Ce sont les agissements du gouvernement en temps d'élections qui sont une moquerie à l'égard des colons. On leur donne des primes en masse durant le temps des élections, puis on les diminue ensuite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tous les colons ont voté pour l'Union nationale.

**M. Dupré (Verchères):** Ils ont changé d'idée et le gouvernement s'en apercevra en temps et lieu. Je puis prédire que, cette année, ce sera encore la même chose. Les crédits aux colons vont augmenter encore, mais ce ne sera pas pour favoriser l'élection des candidats du gouvernement. C'est curieux, mais ça adonne comme cela.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** La revue subventionnée par le gouvernement et destinée aux colons tire à 20,000 exemplaires. Elle coûte maintenant 90 cents l'exemplaire.

**M. Dupré (Verchères)** énumère les articles du budget et les trouve tous plus considérables en

temps d'élections que durant les années qui suivent, sauf celui qui a trait aux primes pour l'achat de vaches laitières, où il y a diminution. On devrait consacrer davantage à l'industrie laitière et moins aux chemins.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député n'est pas conséquent avec lui-même. Il dit depuis le début de la séance que ça augmente toujours à la veille des élections.

**M. Dupré (Verchères):** Il y a des primes plus flatteuses. Si le premier ministre veut que je continue ma liste, je puis le faire. Il y a par exemple la prime sur les loups. De 1945 à 1948, on a payé \$15,000 pour ça; en l'an 1948-1949 seulement, année des élections, \$26,000; en 1950-1951, c'est tombé à \$3,000. Je vois que dans le budget de cette année c'est remonté à \$30,000. Est-ce que le gouvernement s'attend de faire la chasse?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On va voir à ça.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Télégrammes à M. Duplessis

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je vois par les journaux que des milliers de télégrammes ont été envoyés au premier ministre par les membres du Crédit social pour réclamer la mise en force du programme créditiste dans cette province. Le premier ministre a-t-il répondu?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'habitude de répondre aux télégrammes qu'on m'envoie. Je note l'intérêt que le chef de l'opposition porte au Crédit social et je me ferai un devoir de faire part de ce fait à ses électeurs de Westmount. Cela concorde avec les déclarations du chef absent sur l'Iran.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 22 janvier 1952

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Remboursement de droits:

#### Les Frères mineurs capucins

**M. Matte (Québec-Est)** propose, du consentement unanime, que, le bill 152 modifiant la charte des Frères mineurs capucins de Québec ayant pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de charité et de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

### Projets de loi:

#### Loi des accidents du travail

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 66 modifiant les articles 12 et 34 de la loi des accidents du travail.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il n'y aurait pas moyen de traiter plus largement les accidentés invalides pour le restant de leurs jours?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les changements apportés à la loi sont un essai. Ils rapporteront tout de même \$600,000 par année à ceux qui tombent dans cette catégorie d'accidents. Nous allons faire un essai d'un an.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 66 sans l'amender.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Code municipal

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 modifiant les articles 522 et 523 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** interroge le ministre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Cette loi a été passée pour couvrir particulièrement le cas de Sainte-Catherine où des difficultés se sont élevées relativement à l'application d'un arrêté pour la municipalisation des routes.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 65 sans l'amender.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Voies et moyens:****Débat sur le budget  
1952-1953 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 16 janvier courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord)** complimente le premier ministre pour son anniversaire de naissance et fait l'éloge du chef de l'opposition libérale (M. Marler), qui jouit de l'admiration du peuple de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi l'avez-vous changé, alors?

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** J'ai parlé du chef de l'opposition et non du chef libéral.

Je vois dans la prospérité de l'agriculteur gaspésien une garantie de bonheur pour toute la population et j'invite le ministre de l'Agriculture à travailler à l'amélioration des sols dans Gaspé-Nord. Les cultivateurs de Gaspé-Nord sont dans une situation spéciale qui leur mérite des égards particuliers. Ils sont loin des marchés et doivent payer très cher pour le transport des engrais chimiques. C'est un produit qui craint l'humidité et ne peut être confié aux goélettes. Il faut payer un premier taux de fret sur le CNR jusqu'à Mont-Joli, puis un second sur le Canada and Gulf Terminal de Mont-Joli à Matane. De là, il faut confier la cargaison à des camionneurs pour la rendre à destination.

Je réclame une augmentation de l'octroi pour le transport des engrais chimiques et de la terre à chaux. Cela coûte trop cher. Je demande d'augmenter de \$1 la tonne l'octroi du gouvernement pour le transport. Je dois admettre que le ministre de l'Agriculture a répondu généreusement aux appels que je lui ai faits dans le passé. J'espère qu'il va se rendre à la demande qui lui a été formulée, la semaine dernière, par le conseil de comté et donner un octroi additionnel d'un dollar la tonne pour le transport des engrais dans les parties éloignées du comté.

Je demande que l'on aide mes gens à se trouver des marchés pour leurs produits. Ils n'ont pas l'avantage, comme ceux qui sont près des villes, de vendre facilement les fruits et les légumes de la terre.

Relativement à la voirie, il y a eu des travaux de chemins dans mon comté, mais il reste une distance de 125<sup>+</sup> milles à paver, de Ruisseau-Castor à Gaspé. Il y a de sérieuses difficultés techniques à vaincre, mais, avec l'outillage dont on dispose aujourd'hui, ces difficultés sont loin d'être insurmontables. C'est déplorable pour la population de l'endroit. Il s'est fait, au sujet des routes de la Gaspésie, une publicité nuisible qui a éloigné bien des touristes de la péninsule. Actuellement, le touriste, à cause de la poussière et de l'état des routes, fuit la Gaspésie et s'en va aux États-Unis.

Plusieurs ponts seraient aussi à refaire pour répondre aux besoins du trafic moderne. Il semble certain qu'un chemin de fer sera construit de Matane à Gaspé, en passant par Sainte-Anne-des-Monts, pour l'exploitation des importantes ressources minières de la péninsule. Mais, en attendant, le gouvernement devrait attacher une importance spéciale à la voirie de Gaspé-Nord, puisque c'est le seul moyen de communication.

Le parc de la Gaspésie est trop vaste, ce qui a pour désavantage de priver les citoyens de la



péninsule des plaisirs de la chasse et de la pêche. On devrait prendre les moyens voulus pour permettre aux gens du comté d'avoir un accès facile à ce territoire. Je suggère qu'on en rétrécisse les limites.

Je regrette que le gouvernement fasse tort à la colonisation en Gaspésie en permettant la coupe du bois par des marchands au lieu de laisser ce bois aux colons. Il y a encore des terres propres à la culture, en arrière de ces coupes de bois, et le ministre de la Colonisation devrait y voir rapidement. Ces terres devraient être distribuées aux colons. On devrait créer des réserves forestières suffisantes pour tenir compte des besoins actuels et futurs des colons.

Quant aux pêcheries, j'admets que le ministre des Pêcheries, le député de Gaspé-Sud (l'honorable M. Pouliot), a fait beaucoup. Je lui conseille de favoriser encore davantage les pêcheurs.

Il n'y a pas assez d'officiers de circulation sur les routes du comté et l'on devrait les équiper avec des automobiles plutôt qu'avec des motocyclettes qui sont très dangereuses lorsqu'il y a beaucoup de poussière. Je réclame plus de sévérité envers les chauffeurs ivres au volant de leur automobile. Je demande d'augmenter la pension des mères nécessiteuses.

L'allocation devrait être augmentée pour tenir compte de la hausse du coût de la vie. En Ontario, elles sont de \$50 par mois pour la mère et l'enfant. Dans le Québec, elles ne sont que de \$30 dans les centres de moins de 5,000 âmes, et personne ne peut vivre aujourd'hui avec \$360 par année.

Je demande également d'aider les conseils municipaux de mon comté à construire des aqueducs. J'insiste pour que le gouvernement prenne les moyens de mettre fin à l'érosion de la côte de la Gaspésie. On devrait prendre les moyens voulus pour arrêter l'érosion qui cause tant de dommages chaque année le long de la côte et pour indemniser les personnes dont les agrès de pêche ou les bâtisses sont emportés par les flots.

J'entrevois un développement immense pour mon comté et pour la Gaspésie, à la suite des découvertes minières qui y ont été faites. Un chemin de fer sera bientôt construit dans le centre de la péninsule jusqu'à Gaspé. J'espère que cela gardera sur les terres les fils de cultivateurs de mon comté.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** présente les souhaits d'usage à l'Orateur de la Chambre et au premier ministre. Cent cinquante électeurs de mon comté, dit-il, sont venus à Québec rendre hommage au premier ministre. Ils sont actuellement dans les galeries.

Le député de Gaspé-Nord (M. Lévesque) s'est lui-même décerné le titre d'étoile libérale du district de Québec. Il constatera aux prochaines élections qu'il n'aura été qu'une étoile filante. Il a prétendu aussi que la Gaspésie a été négligée. Cela est parfaitement vrai, s'il parle des régimes libéraux et absolument faux, s'il parle de la présente administration.

La province a vécu pendant 45 ans sous un régime libéral qui a fait quelque bien à la province, mais qui l'a entourée de tant de mal qu'il a fallu l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement d'Union nationale, avec de la vision, de la sympathie pour la population, pour que les choses rentrent dans l'ordre.

Au sujet du boulevard Perron, qui avait été construit croche, tortueux et poussiéreux par les libéraux et qui encercle la Gaspésie, le député de Gaspé-Nord a probablement oublié de mentionner que le gouvernement actuel a refait et pavé cette route sur une distance de 440 milles, sur un total de 561. C'est cela peut-être qu'il appelle ne rien faire? Non seulement nous avons donné des dizaines de millions dans le comté de Gaspé-Nord, mais nous avons donné plus que n'en a jamais donné le régime Godbout.

Ce même député a déclaré que les régimes libéraux dépensaient "relativement autant que l'Union nationale pour la santé". Je ne sais pas exactement ce qu'il nomme "relativement", car nous consacrons à la santé 27 fois plus que ne le faisaient les libéraux. Il ne faut pas s'attendre aux compliments de la part de l'opposition. Ces gens-là sont là pour dire que ce que nous avons fait a été mal fait et que, s'ils avaient été à notre place, ils auraient fait ce que nous n'avons pas fait. Pendant 40 ans, ils ont fait un peu de bien sous un amas de mal.

Et ce fut la même chose dans tous les domaines. Qui a donné, pas loué, nos pouvoirs d'eau pour une chanson? Ce sont les libéraux. Sur le Saguenay, ils ont vendu pour \$3,000 un pouvoir de 100,000 chevaux-vapeur. Je pourrais citer toute une liste de pouvoirs d'eau de 60,000 à 200,000 forces que les libéraux ont vendus pour des prix variant entre \$6,000 et \$9,000. Il (l'honorable M. Paquette) donne une liste de transactions: 200,000 chevaux-vapeur pour \$9,000; 200,000 chevaux-vapeur pour \$2,000; 37,000 chevaux-vapeur pour \$6,700; 60,000 chevaux-vapeur (à la McLaren) pour \$6,000; 180,000 chevaux-vapeur (au rapide des Cèdres) pour \$1,000.

Quand ces messieurs disposaient de nos richesses naturelles, ils les donnaient. Sous leur régime, nos forêts ont été dilapidées. Des concessions ont été faites à vil prix pour 99 ans.

Nous n'avons pas de reproches à recevoir de gens qui ont fait le mal pendant si longtemps.

Qui a placé la colonisation dans un état pitoyable? Ce sont les libéraux. C'est par contre l'Union nationale qui a insufflé la politique du colon libre sur une terre libre. Les libéraux ont négligé l'agriculture et il a fallu l'arrivée du chef actuel pour que les cultivateurs ne soient pas toujours dans l'obligation de quitter leurs terres. À la même époque, les ouvriers recevaient des salaires de famine et le bûcheron était traité de façon ignoble et recevait un salaire de 45 à 50 cents par jour. Et ce sont ces gens-là qui prétendent sauver la province!

Personne ne veut revenir au régime d'autrefois. L'opposition le sait, mais ne veut pas en convenir.

Dans sa rage à vouloir reprendre le pouvoir, il y a quelques semaines, le chef "extra-mural" du Parti libéral a déclaré que, s'il fallait tant d'hôpitaux et de sanatoria, c'était parce que notre peuple consommait trop d'alcool et que nous sommes les plus grands consommateurs d'alcool au pays. Paroles indignes d'un chef. Personne n'a le droit d'insulter toute une race et toute une province.

C'est en 1936 qu'a été organisé le premier ministère provincial de la Santé. C'était là une initiative de l'Union nationale. Avant 1936, le Québec était la seule province où il n'y avait pas de ministère de la Santé. De plus, nous avons organisé des unités sanitaires dans tous les comtés. La dernière l'a été dans le comté de Jacques-Cartier, voilà quelques mois. Nous avons à présent des organismes complets, qui accomplissent un travail admirable. Avant cette innovation (création du ministère de la Santé), le capital argent dominait le capital humain. C'était le bon vieux temps des libéraux, alors que des dizaines de milliers d'enfants partaient chaque année pour les cimetières, que des dizaines de milliers de personnes succombaient à la tuberculose, que nous possédions le championnat des maladies contagieuses.

Dès 1936, le gouvernement de l'Union nationale fonde une école d'hygiène supérieure pour former les personnes appelées à diriger les services de santé de la province. Avant cela, on envoyait nos médecins à Toronto pour leur faire suivre des cours préparatoires à la direction des unités sanitaires. Nous avons fait disparaître cette anomalie. Nous formons nous-mêmes le personnel dont nous avons besoin.

L'Union nationale a aussi créé un Institut de microbiologie à l'Université de Montréal. C'est une réplique et un rayonnement de l'Institut Pasteur de France. Cette institution est tellement reconnue dans le monde entier qu'elle fabrique des vaccins qui sont expédiés aux quatre coins de la terre.

Il (l'honorable M. Paquette) cite ensuite des chiffres qui sont, souligne-t-il, des chiffres officiels: la mortalité infantile a diminué de 50 % depuis 12 ans; la mortalité par typhoïde, de 80 %; la mortalité par diphtérie, de 67 %; la mortalité par la coqueluche, de 40 %; la mortalité par la tuberculose, de 60 %. Ce sont là des chiffres qui parlent d'eux-mêmes. Nous avons récupéré 10,000 vies humaines chaque année. Du point de vue national, patriotique, c'est un fait très important et, au point de vue humain, c'est un fait que l'on peut souligner. Sur une période de 20 ans seulement, la tuberculose a fait 60,000 victimes dans la province avant que des efforts importants ne soient déployés pour mettre un terme aux ravages de cette maladie.

Le gouvernement de l'Union nationale a entrepris, en 1945, une lutte intense contre la tuberculose. Grâce à la bienveillance du premier ministre, qui a mis \$10,000,000 à la disposition du ministère de la Santé, celui-ci a pu ouvrir des institutions pour recueillir les tuberculeux, acheter les appareils nécessaires; cela a permis également d'intensifier la campagne menée par le truchement des ligues antituberculeuses. L'an dernier, 620,000 personnes ont subi l'examen aux rayons X, qui permet de dépister la tuberculose. Il y a sans doute encore du chemin à faire, des progrès à accomplir, mais nous les accomplirons et la tuberculose va disparaître.

Nous avons l'intention bien arrêtée d'éradiquer complètement ce fléau. Le gouvernement assume tous les frais du traitement des tuberculeux. L'an dernier, nous avons payé pour 98 % des tuberculeux. On me demandera: pourquoi payer pour les tuberculeux et non pour les autres malades? Parce que la tuberculose est une maladie insidieuse qui exige des traitements prolongés et que nos gens ne sont pas en mesure de payer dans la grande majorité des cas. Une personne de revenus moyens ne peut payer ces traitements. Ce n'est pas comme dans le cas des maladies aiguës que l'on peut guérir rapidement. Cependant, dans quelques cas, on guérit aujourd'hui la tuberculose en quelques mois. Mais ce sont là des exceptions, et cela demeure une maladie longue et coûteuse.

La lutte antituberculeuse a commencé en retard, dans notre province, à cause de l'inertie qui s'est prolongée pendant 45 années de régime libéral. Il y a une côte à remonter, parce que nous avons commencé en retard, que nous avons commencé quand d'autres achevaient. Pour cela, nous devons redoubler d'efforts. Le dernier gouvernement libéral a dépensé en cinq ans \$30,800,000, alors que l'Union nationale, de 1947 à 1951, a approprié \$138,000,000.

Chaque année depuis quatre ans, le gouvernement actuel dépense plus pour la santé que les libéraux de 1940 à 1945. Ce sont ces gens-là qui prétendent que, s'ils étaient à notre place, ils feraient beaucoup. Ils ont été à notre place et ils n'ont rien fait.

La loi de l'assistance publique existe depuis longtemps, mais il n'y a pas eu d'augmentation de taux avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. L'Union nationale a relevé le taux de l'assistance publique. Les libéraux ne l'avaient jamais relevé. Les tarifs ont été relevés en 1945, 1948 et 1951.

Dans les hôpitaux de première classe, on donnait, en 1944, \$3; le gouvernement donne aujourd'hui \$8.25. Dans les hôpitaux de deuxième classe, le tarif a été porté de \$2.01 à \$6.30. Dans les hôpitaux spéciaux, le taux fut élevé de \$1.50 à \$4.80<sup>5</sup>. Dans les institutions de convalescents, la contribution du gouvernement a passé de \$1.05 à \$3.75. Leur charité sociale envers les vieillards s'est soldée par un délaissement complet de sept ans. Alors que toutes les autres provinces avaient la pension de vieillesse, le Québec n'en avait pas. À un vieillard, ils ont donné jusqu'à \$1 par mois; j'ai déjà produit le chèque en Chambre.

Le même gouvernement libéral payait 30 cents par jour pour l'hospitalisation des vieillards, et cela, pour les nourrir, les loger, les chauffer, les blanchir et même les vêtir. Aujourd'hui, nous donnons aux hospices \$1.65 par jour, par personne. Les orphelins avaient \$0.36 par jour des libéraux et, de l'Union nationale, \$1.80 par jour. Et ces gens-là sont surpris de n'être pas à notre place.

Pour un cas de maternité, ce n'était pas au temps de Napoléon 1<sup>er</sup> mais d'Adélard 1<sup>er</sup>; nous donnons \$4.50 et eux donnaient jusqu'à \$0.51 par jour. Et vous voyez encore la cent. C'est un parti à une cent. Le gouvernement de l'Union nationale a donné \$7,000,000 par année aux hôpitaux, uniquement en augmentation de taux. Si les libéraux avaient été au pouvoir, les hôpitaux auraient été privés de \$100,000,000.

Le ministre nie que le gouvernement fédéral contribue un seul sou à l'hospitalisation. L'an dernier, le gouvernement provincial a payé 14,000,000 de journées d'hospitalisation, précise-t-il. Cela démontre l'importance de la santé et surtout de la bonne<sup>6</sup>... Cela montre l'attention que nous portons à la santé de la population; la santé est la base de tout. Comme le disait le premier ministre: "À quoi servent les diplômes les plus magnifiques, si on les dépose sur une tombe?"

Le gouvernement de l'Union nationale a fait un effort gigantesque pour rendre meilleures les

conditions existantes. Ce n'est pas un miracle, mais nous avons fait tout ce que nous avons pu, et le jour où je ne pourrais pas le faire, je m'en irais. Mais je sais que notre chef est assez fier, lui qui a donné un drapeau à sa province, pour ne pas permettre qu'on diminue cet effort.

Depuis 1944, je mets nos adversaires au défi de prouver que nous n'avons pas construit ou agrandi 64 hôpitaux ou sanatoria. Nous avons donné pour aider ces constructions ou ces agrandissements \$54,500,000, dont \$31,850,000 payés comptant. C'est de l'argent, ça! Sous l'Union nationale, les octrois que nous donnons sont de plus en plus à court terme.

Le nombre de lits d'hôpitaux a été augmenté depuis cinq ans de 14,850 lits, dont 2,450 lits pour les tuberculeux seulement. Sur la Côte-Nord, trois hôpitaux sont déjà construits et deux autres le seront bientôt. En Abitibi, on ne possédait que 60 lits et il fallait payer jusqu'à \$40,000 par année en billets de chemin de fer pour transporter les malades à Montréal. Aujourd'hui, on compte 1,680 lits et deux autres projets sont en préparation. L'Union nationale a donné des hôpitaux à toutes les régions de la province. À l'heure actuelle, on en compte cinq sur la Côte-Nord. Deux autres grands projets seront bientôt réalisés. Les services de santé ont suivi les colons. Des services de gardes-malades ont été donnés aux régions les plus reculées.

Les postes de secours pour les colons ont été multipliés. Il n'y a plus de colons à 50 ou 100 milles des médecins. Il y a, de plus, des postes d'infirmières où les malades peuvent obtenir des soins urgents. Si la colonisation est un succès, c'est que des services médicaux ont été organisés sur place. Tout le monde sait les formidables développements menés de façon intelligente. Des centaines de millions ont été dépensés depuis quelques années. C'est notre orgueil que cela ait été fait tout en diminuant la dette de \$52,000,000. Tout a été amélioré, et l'on peut avoir confiance tant que nous aurons à la tête de la province l'homme qui possède la vision, la générosité, l'esprit de travail.

Il reste une petite poignée de mécontents devant nous, ayant à leur tête un chef "extra-mural". Mais chacun se souvient du retour de Napoléon de Russie, en 1812. On sait qu'il dut passer la Berezina. C'est ce qui se produira pour nos amis de l'opposition. Elle devra passer la Berezina, aux prochaines élections.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** présente les félicitations d'usage et ses vœux au premier ministre à l'occasion de son anniversaire. Le discours sur le budget, prononcé par le ministre des Finances et

député de Matane (l'honorable M. Gagnon), dit-il, fut une immense déception dans toute la province, du fait qu'il n'annonçait aucune abolition, aucune diminution de taxes.

On ne pouvait pas attendre une abolition de taxes, une diminution de taxes de la part d'un gouvernement qui, depuis la première session de la dernière législature, a taxé, retaxé et surtaxé. En pensant au montant formidable de taxes reçues par le gouvernement de la province depuis 1945, la population s'attendait à une réduction sensible des taxes au cours du prochain exercice financier.

Les revenus dérivés des taxes se montaient à \$65,000,000, en 1944, et aujourd'hui ils atteignent le montant colossal de \$223,000,000. En d'autres termes, le montant des taxes par tête est passé de \$18.57, en 1944-1945, à \$55.76, en 1951-1952, soit une augmentation de \$37.19 par tête, après sept ans d'administration d'Union nationale. Je reproche au gouvernement d'avoir porté la taxe sur le gallon de bière de 5.5 sous à 14.5 sous et d'avoir imposé une surtaxe sur le vin.

Je peux citer plusieurs autres taxes imposées pour le fonds d'éducation, le droit de coupe additionnel de 15 sous par corde de bois destiné à la fabrication de la pulpe et du papier, à une redevance supplémentaire de 15 sous par 1,000 kilowatts-heure d'électricité, ainsi qu'un versement de \$2,800,000 du fonds de l'éducation à l'Hydro-Québec.

Je reproche aussi au gouvernement l'augmentation de l'impôt sur l'essence de 8 à 11 sous, puis à 13 sous le gallon, la taxe sur les compagnies de téléphone, la taxe sur le capital et les places d'affaires des corporations, qui a été portée de 5 % à 7 % du revenu de leur année financière, etc.

J'accuse le gouvernement de favoriser la hausse du coût de la vie par ses nombreuses taxes. Je dénonce la taxe sur les repas de 60 sous et plus. Je ne suis pas opposé à un impôt spécial sur les repas de luxe, dans les circonstances actuelles; un repas de 60 sous est un repas bien modeste. Je dénonce aussi la taxe sur l'huile à chauffage. Le gouvernement libéral avait, en 1942, supprimé la taxe sur le bois de chauffage et le charbon. Je demande au gouvernement actuel de faire la même chose au sujet de l'huile, car le nombre de personnes qui se chauffent à l'huile, parce qu'elle est d'un maniement plus facile, augmente sans cesse. L'huile est aujourd'hui un combustible aussi commun que le charbon. Cette taxe empêche bien des gens qui ont un revenu modeste de se chauffer à l'huile.

Dans le domaine des mesures sociales, je suis d'avis que le gouvernement ne fait pas assez. Je rappelle le système fédéral et provincial qui prévaut

actuellement<sup>7</sup> et j'en tire la conclusion qu'il faudrait faire quelque chose pour les infirmes et les accidentés. Je préconise un système d'assistance aux invalides qui compléterait notre régime d'allocations sociales.

Je demande une aide plus substantielle à l'enseignement secondaire ainsi que la création de bourses pour les élèves remplis de talents, mais démunis de moyens.

Je trouve désuète la pétition de droit qui impose à la personne qui veut poursuivre le gouvernement l'obligation de lui en demander la permission. Je suggère que cette procédure soit ou supprimée ou changée et qu'on remette à la Cour supérieure le droit de donner cette autorisation. Je déplore enfin la lenteur de la Cour supérieure, lenteur que j'attribue au nombre trop restreint de juges et à l'exiguïté des locaux de justice. Je demande au gouvernement la construction d'un nouveau palais de justice pour les causes civiles à Montréal. Il faut à la province une autre équipe d'hommes qui sauront la diriger vers ses hautes destinées. Ce sera la mission du Parti libéral de la province et la victoire du peuple.

La motion est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité siège durant quelque temps.

#### **Rapport du comité des voies et moyens:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### **Questions et réponses:**

##### **Protection civile**

**M. Kirkland (Jacques-Cartier):** 1. Quels sont les nom et prénom des officiers et employés que le gouvernement a nommés en vertu de la loi

concernant la protection civile dans la province, chapitre 50, 14-15 George VI, et quel traitement ou indemnité a été attribué à chacun?

2. Combien le gouvernement a-t-il dépensé à date pour l'application de ladite loi?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai été nommé coordonnateur provincial de la protection civile, sans traitement ni indemnité. Avec l'aide de quelques officiers de mon département, dit-il, et d'autres ministères, un travail considérable a été accompli, consistant principalement en un inventaire de nos ressources pouvant servir à la protection civile, préparation de plans, sélection du personnel qui a suivi plusieurs cours variés, conférences avec le gouvernement fédéral et avec les municipalités, etc. Il n'est pas dans l'intérêt public, à l'heure actuelle, de fournir plus de renseignements.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Dupré (Verchères):** Je remarque que le ministre de la Colonisation consacre de plus fortes sommes pour les puits quand les élections sont proches. C'est ainsi qu'il a dépensé \$232,000 en moyenne par an au cours des deux années proches des élections de 1948. Il n'a dépensé que \$92,000 par an au cours des deux années qui ont précédé et des deux années qui ont suivi cette période.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Cette année, nous n'avons dépensé que \$65,000 pour les puits. On a aménagé beaucoup de puits au cours des 10 dernières années: 102, en 1942; 277, en

1943-1944; et 528, en 1944-1945. Il est à prévoir que le nombre des puits aménagés chaque année diminuera.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisation: honoraires et dépenses diverses (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de colonisation (Colonisation)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Dupré (Verchères):** Je m'étonne de ne pas trouver le détail dans la brochure contenant les prévisions budgétaires.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Deux millions quatre cent cinquante mille dollars serviront pour la réparation et l'entretien des chemins et des ponts et \$400,000 pour le drainage.

**M. Dupré (Verchères):** En temps d'élections, vous faites toujours plus de travaux de voirie. Il s'est dépensé ainsi: \$1,241,000, en 1944-1945; \$2,101,000, en 1946-1947; \$5,592,000, en 1947-1948; \$4,475,000, en 1948-1949; \$1,500,000, en 1949-1950; \$1,475,000, en 1950-1951. On voit qu'il s'est dépensé plus en 1947-1948 et 1948-1949 que les quatre autres années.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Mon ministère compte dépenser, en 1952-1953, non seulement pour les chemins les \$2,200,000 qu'il demande à la Chambre de voter et qui sont compris dans les \$3,000,000 pour "Travaux de colonisation", mais \$3,000,000 prévus par la loi. Ce qui fait qu'il se dépensera plus de \$5,000,000 pour les chemins dépendant de la Colonisation.

Cette année, soit en 1951-1952, nous avons dépensé environ \$3,000,000 et la valeur des travaux en cours est d'environ \$700,000 à \$800,000. La longueur des chemins qui dépendent du ministère de la Colonisation augmente de 200, 250 à 300 milles par année. C'est ce qui explique que le ministère soit obligé de demander des crédits de plus en plus élevés pour la réparation, l'entretien et la construction des ponts et des chemins.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts et garages: matériaux, outillage et gages (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins et ponts de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 52 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 55 relatif à la construction des écoles et à l'agrandissement d'une école à Sillery.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 227 modifiant la loi des dentistes de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) en ajoutant immédiatement après le mot "peut", dans la deuxième ligne du sous-article 88a, les mots "entre autres";

b) en ajoutant immédiatement après les mots "licencié et", dans la dernière ligne du sous-article 88a, les mots "la commission d'un ou de plusieurs des actes mentionnés aux paragraphes a, b, c et d du présent article".

#### **Projets de loi:**

##### **Loi des dentistes de Québec**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 227 modifiant la loi des dentistes de Québec

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 heures**

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service

civil intérieur (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il n'est pas raisonnable que certains employés du département du procureur général gagnent le même salaire depuis les sept dernières années alors que le coût de la vie augmente.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dès la prochaine séance du Conseil des ministres, un très grand nombre d'augmentations de salaires seront accordées aux employés civils provinciaux, notamment à ceux de la Commission des liqueurs. Dans ce dernier compartiment de l'administration, la somme des augmentations atteindra probablement \$250,000.

La moyenne des salaires a été augmentée et la situation des employés est bien meilleure que sous les régimes libéraux. Au cours du régime du premier ministre Godbout, le gouvernement a mis à la porte un grand nombre d'employés et certains hommes compétents gagnaient \$1,200 par an, et ce, après 25 ans de service.

**M. Chaloult (Québec):** Les employés civils, en grand nombre, ne sont pas suffisamment payés en regard du coût très élevé de la vie. Est-ce l'intention du gouvernement de se servir de la loi votée à la présente session pour accorder des augmentations générales?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous les régimes libéraux, la justice sociale était une question de paroles et de promesses. Pour l'Union nationale, la justice sociale est affaire d'actions. C'est notre intention d'utiliser cette loi, qui est une mesure de justice sociale contre laquelle l'opposition a voté, pour rajuster les salaires le plus tôt possible. Lors des deux prochaines séances du cabinet provincial, un arrêté ministériel sera adopté pour accorder des augmentations de salaires à un très grand nombre d'employés, à plusieurs catégories de fonctionnaires provinciaux. Il y aura des augmentations dans plusieurs ministères.

**M. Chaloult (Québec):** Il me semble que le gouvernement devrait se hâter de faire un rajustement des salaires. C'est long pour ceux qui n'ont pas le salaire nécessaire pour faire vivre leur famille.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais les employés n'ont été aussi mal payés que sous les régimes libéraux.

**M. Chaloult (Québec):** Qu'est-ce que ça veut dire, le plus tôt possible? Pour ceux qui attendent, c'est parfois long. Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de hâter ce rajustement? C'est bien beau de dire que, sous les régimes libéraux, on a fait ceci ou cela. Mais ce n'est pas un argument pour justifier ce que fait le gouvernement en attendant longtemps pour régler une situation urgente.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis 1945, c'est au moins \$8,000,000 que nous donnons de cette façon aux employés de la province. C'est déjà pas mal. Et ce n'est que le commencement. Jamais les employés civils n'ont été aussi bien traités à tous les points de vue. Je sais qu'il faut encore des améliorations et nous allons en faire. Le cabinet n'a pu siéger au cours des deux dernières semaines, à cause de la session et aussi parce que le gouverneur était parti pour aller à un baptême. Je ne pense pas qu'il puisse siéger cette semaine non plus. Mais, dès la prochaine séance, il y aura des augmentations nombreuses dans plusieurs départements; il y en aura également à la séance qui suivra.

Depuis 1945, 60 % des employés ont été augmentés et nous n'avons pas fait de destitutions inhumaines comme sous l'ancien régime. À sa prochaine séance des ministres, nous accorderons de très nombreuses augmentations dans plusieurs départements.

**M. Chaloult (Québec):** Il en resterait donc environ 35 % qui n'auraient eu aucune augmentation depuis six ans. Est-ce que le premier ministre trouve que c'est juste, en raison du coût de la vie?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de savoir quels sont ceux qui constituent ces 35 %. C'est peut-être les gens qui prenaient toutes les augmentations auparavant et ne laissaient rien aux autres. Il est juste de s'occuper d'abord de ceux qui n'ont rien eu parce que les autres ont tout pris.

**M. Chaloult (Québec):** Est-ce que ces 35 % ne seraient pas des libéraux, par hasard?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si ce sont des gens qui ont tout pris en ne laissant rien aux autres, ce ne sont sûrement pas des partisans de l'Union nationale.

**M. Chaloult (Québec):** Je sais que beaucoup d'employés du palais de justice, dont j'ai plaidé la cause déjà, ont reçu des augmentations et semblent

satisfaits. J'en remercie le premier ministre. Je reconnais que la situation a été améliorée. J'ai reçu des plaintes, comme député du comté de Québec, des employés de la Commission des liqueurs. N'ont-ils pas été oubliés?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Là aussi, il y aura une substantielle augmentation des salaires avant la fin de la présente année fiscale. Depuis 1944, nous avons augmenté de \$700,000 les salaires des employés de la Commission des liqueurs, et il y en a eu pour \$357,000, en 1951. La prochaine augmentation atteindra probablement \$250,000, ce qui fera près du million en sept ans.

Il y a 48 personnes employées au bureau d'enregistrement de Québec et 150 à celui de Montréal. Nous avons l'intention de présenter, à la prochaine session, une loi déclarant que la position de registraire est inamovible.

Certains registraires sont à salaire comme ceux de Montréal et de Québec, tandis que d'autres travaillent moyennant commission, comme à Sherbrooke et Trois-Rivières; dans ce dernier cas, ils sont responsables des frais de bureau.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Je vois dans les *Comptes publics* un nommé G. Lapalme qui a reçu \$1,300. Est-ce que cette mention a quelque rapport avec celui qui fait des discours à la radio?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pourquoi insulter ce pauvre employé?

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureaux d'enregistrement,

dépenses appliquées contre le revenu (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale, traitements (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si je le fais, je ne veux pas être accusé de donner des positions avant les élections... s'il y a des élections cette année, ce que je ne sais pas encore.

Des augmentations de salaires ont été accordées aux policiers provinciaux ainsi que de la C.D.L.<sup>8</sup> et de la route. D'autres leur sont destinées pour le début de 1952. De sorte que tous ces policiers auront des augmentations de plusieurs centaines de dollars, selon une échelle nouvelle.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** réclame que le gouvernement augmente le nombre des policiers de la route, afin de diminuer la fréquence des accidents. Le Québec compte maintenant 330 policiers de la route et, avec les congés de maladie, il ne doit pas y avoir plus de 275 agents à la fois sur la route. Le nombre est insuffisant, d'autant plus que le gouvernement a comme objectif d'avoir un policier pour chaque 200 milles d'autoroute.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Notre police de la route est aussi considérable que celle des États-Unis et elle a augmenté de 30 hommes, l'an dernier. La province compte 24,000 milles de route et c'est l'intention du procureur général d'accentuer encore la surveillance. Il y a aussi les forces policières des villes qui aident à la patrouille des routes.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** suggère que la police de la route soit plus sévère, afin de diminuer le nombre des accidents.

**M. Chaloult (Québec):** On m'a signalé le cas des commis de bureau de la police provinciale à Québec, où 61 employés sur 67 ne gagneraient pas plus de \$1,800 par année.

Dans un mémoire qui m'a été remis par des employés de bureau de la Sûreté provinciale, des signataires prétendent retirer des salaires de famine allant même, dans certains cas, jusqu'à \$1,200. Je trouve cela extraordinaire, mais je sou mets le mémoire tel qu'on me l'a exposé.



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ridicule de prétendre ça<sup>9</sup>.

**M. Chaloult (Québec):** C'est ce que je pense, mais on a signé le mémoire que j'ai.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a les cas où des gens travaillent à temps partiel; d'autres où des pensionnaires d'industries reçoivent de l'aide en accomplissant un travail utile mais pas nécessaire. Il y a des améliorations à faire à certains endroits, c'est évident, et nous allons les faire. Je ferai encore remarquer que nous avons humanisé le service de police, notamment en donnant aux policiers des costumes d'été et d'hiver; ces vêtements coûtent cher.

**M. Chaloult (Québec):** Ma liste comporte des noms. Je ne veux évidemment pas mettre des gens qui ne sont peut-être pas au courant du mémoire dans une situation difficile. Je peux citer quelques noms, notamment un nommé Matte...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Matte? Matte! Le capitaine Matte de la Sûreté provinciale. Qu'il ne vienne pas se plaindre, celui-là! Il n'y a pas moyen de faire une arrestation dans le district de Québec sans voir son portrait dans le journal, même si ce n'est pas lui qui a fait l'enquête. Cet individu-là cherche constamment à s'attribuer le mérite des autres. On voit son nom dans toutes les arrestations, mais le nom de ceux qui ont fait le travail est ignoré. Il oublie de donner le mérite à qui mérite est dû. Chaque fois qu'il y a un meurtre, qu'une personne est arrêtée pour un acte criminel, on aperçoit toujours son portrait! À Québec, c'est toujours le capitaine Matte qui est en avant. Il veut avoir son portrait partout. C'est lui qui arrête tous les criminels!

**M. Chaloult (Québec):** Je parle de Jacques Matte.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est son garçon?

**M. Chaloult (Québec):** Je l'ignore, je ne connais pas ces personnes, on m'a donné leurs noms.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans la police, un capitaine ou un chef n'a pas le droit de prendre le mérite de ses hommes, ce qui se produit souvent à Québec. C'est toujours le capitaine

Matte qui fait prendre son portrait à la place des autres. Je crois qu'il va être averti avec ça. Au procès Guay, il faisait prendre son portrait plus souvent que Guay; finalement, les gens l'ont pris pour Guay!

Lors de la prochaine session, nous présenterons une loi pour rendre inamovibles les registrateurs qui font leur devoir.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** soulève la question des camions sur la route. D'après les journaux, dit-il, le pont de Trois-Rivières<sup>10</sup> se serait effondré sous un poids de 50 tonnes. Il s'agissait d'un camion tirant une remorque dans laquelle il y avait un tracteur et une niveleuse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'étudie le problème et j'ai beaucoup de documentation sur le sujet, mais le travail n'est pas encore fini. Il y a plusieurs aspects à considérer, non seulement la pesanteur, mais aussi la largeur et la longueur. On est à préparer une loi qui sera présentée à une prochaine session, afin de limiter la pesanteur et la largeur des camions sur les routes. C'est un travail long et difficile, mais je crois que nous les limiterons à 25 tonnes sur les grands ponts et beaucoup moins sur les autres.

Ce qui semble certain, c'est qu'on ne tolérera pas plus de 40 tonnes sur les grands ponts et beaucoup moins que cela sur les petits. Il s'agit de faire un règlement qui ne comporte aucune injustice. Il ne faut pas y aller trop brusquement et risquer de ruiner certains entrepreneurs. Il y a certaines compagnies, amies de l'opposition, qui sont les plus tapageuses. Il faudra les mettre à raison. C'est plus difficile qu'on ne croit. Il y a beaucoup d'aspects à considérer.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale, dépenses diverses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je promets que le gouvernement va réduire graduellement le nombre des licences pour la vente des boissons

alcooliques et que la loi sera observée plus rigide­ment à l'avenir. Mais il y a des difficultés pour la police à contrôler efficacement un commerce comme celui de l'alcool.

En tenant compte de l'augmentation de la population, bien que le nombre des débits de boissons paraisse considérable, ce nombre est moins grand qu'il ne l'était sous les administrations libérales. Il y aura toujours des abus. Je remercie Nos Seigneurs les évêques d'avoir averti la population des dangers qu'elle court et des abus qu'il faut réprimer<sup>11</sup>. Notamment à Montréal, le gouvernement a fermé quatre clubs importants qui violaient la loi: le Pigalle, le Gumbo, le Ciro et le Roncarelli. Le gouvernement est toujours prêt à agir, quand la plainte est fondée.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

L'observance de la loi des liqueurs a été meilleure durant le temps des fêtes. Si le gouvernement, pendant une période donnée, peut réprimer tous les abus, il peut le faire pendant toute l'année.

**M. Chaloult (Québec)** rend hommage au premier ministre pour ce qui a été fait dans ce domaine, mais il accuse certains membres de la police des liqueurs d'être de connivence avec des vendeurs quand, par ordre du procureur général, un débit a été fermé mais continue de vendre quand même par la suite.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** parle des ordres qui ont été donnés pour la fermeture des établissements où l'on vend de l'alcool, à l'occasion de Noël et du jour de l'An. La majorité de ces établissements, dit-il, ont respecté les règlements édictés par le premier ministre. Mais, selon les journaux, il y a quatre ou cinq établissements de Montréal qui n'auraient pas respecté les heures de fermeture.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les lois ne sont pas observées, dans le Québec, comme elles devraient l'être. Je remercie l'épiscopat d'avoir attiré l'attention du public sur certains abus. Les abus ne sont pas aussi nombreux que certaines personnes le laissent croire<sup>12</sup>. Les lois ne sont pas parfaites. Notre peuple dans sa grande majorité est toujours respectueux des lois, mais il y a toujours une minorité qui a tendance à violer les lois. De 1939 à 1944, la loi des liqueurs a été violée effrontément et publiquement.

Il y a aujourd'hui moins de permis de vente d'alcool que dans le passé par rapport à la population

de la province. Si on ne considère que le nombre des permis, il peut paraître plus considérable, mais, si on tient compte de la population, il y en a en réalité deux fois moins sous l'Union nationale que sous le régime précédent.

Sous l'administration Godbout, les "grills" étaient de véritables lieux de prostitution, les salles où l'on buvait communiquant avec les chambres à coucher. C'est la première chose qu'a fait disparaître l'Union nationale.

Lorsque je reçois des plaintes, il faut faire bien attention. Certaines plaintes viennent de gens dont la bonne foi a été surprise ou qui ont été mal renseignés; d'autres viennent de compétiteurs désireux de nuire déloyalement à des concurrents. Il (l'honorable M. Duplessis) cite quelques cas en exemple.

J'ai donné, l'an dernier, des ordres sévères concernant la fermeture des débits de boissons la veille de Noël et du jour de l'An. Pour ce geste, dit-il, j'ai reçu des félicitations des autorités civiles et religieuses; beaucoup d'autres m'ont maudit sans doute. Je ne conçois pas que l'on prenne prétexte des Fêtes pour se livrer à des orgies et à des abus au lieu de prendre part à des réjouissances familiales.

Malgré des désavantages politiques certains, je n'ai pas craint de donner des ordres qui, d'une manière générale, ont été observés. Nous avons reçu quelques plaintes et, après enquête, nous avons établi un seul cas de violation. La licence a été suspendue et il en a coûté \$1,000 à \$1,200 à l'hôtelier en question qui avait vendu jusqu'à 10 h 15 alors qu'il aurait dû fermer à 9 heures.

Cela ne m'a pas empêché, cette année, de me montrer encore plus sévère. Je ne vois pas pourquoi les employés d'hôtels et de restaurants n'auraient pas le droit de passer la nuit de Noël et du jour de l'An dans leur famille comme les autres. Quant à ceux qui boivent et dérangent en ces nuits de fêtes, cela ne leur donne rien, ne les avance pas.

J'ai fait fermer moi-même quatre clubs importants de Montréal et, plusieurs fois, j'ai fait enlever les permis à des gens qui ne se conformaient pas à la loi. J'ai eu de nombreuses lettres de félicitations. Mais la province est grande, 611,000 milles carrés, et compte 24,000 milles de routes; on ne peut avoir connaissance de tout ce qui se passe. Chaque fois qu'il y a eu des plaintes sérieuses, nous avons procédé.

Dans des cas comme ceux-là, il faut procéder de façon spéciale. Nous envoyons sur les lieux des hommes de police qui ne sont pas connus. J'ai moi-même envoyé des policiers de Québec arrêter la barbote de Côte-de-Liesse à Montréal.

Pas parce que je n'avais pas confiance à la police de Montréal, mais parce que les violateurs de la loi connaissent trop bien les hommes de police de leur localité. Les agents de Québec qui ont été envoyés à Montréal ne savaient pas eux-mêmes où ils allaient. Il y a eu 216 arrestations et nous avons récolté \$35,000 d'amendes. La police est trop connue de ceux qui débitent illégalement l'alcool. C'est la même chose pour les tenanciers de tripot où l'on organise des jeux de hasard.

Pour montrer combien c'est un problème difficile, le gouvernement Gouin a passé une loi, à un moment donné, pour établir des vendeurs licenciés. Deux ans après, M. Taschereau déclarait que cette loi avait servi à empoisonner la population. On a ensuite essayé la prohibition et ça a été pire. La prohibition s'est avérée inutile et impossible.

D'ailleurs, le premier miracle du Christ, à la demande de la mère de Dieu, a été de changer l'eau en vin, aux noces de Cana. Le Christ n'a jamais condamné l'usage modéré du vin. Ce qui est mal, ce n'est pas l'usage mais l'abus. Jamais nous n'avons refusé de procéder sur réception d'une plainte, même quand ça pouvait être nuisible au point de vue politique.

Montréal est une ville cosmopolite, une ville difficile, qui est La Mecque des touristes américains. Une ville comme Montréal ne peut être soumise au même régime que des petites agglomérations. Il n'y a pas moyen de faire mieux, malgré notre bonne volonté. Il (l'honorable M. Duplessis) rappelle comment, au cours de la présente session, on a passé une loi permettant aux municipalités de réglementer les salles de danse. Je n'ai pas peur de passer des lois susceptibles d'améliorer la situation, même si elles risquent de me nuire au point de vue électoral, clame-t-il.

Nous avons fait de multiples réformes dans le domaine de la morale, comme pour la loi de censure des films 16 mm, puis la loi de censure des magazines, toutes deux votées par l'Union nationale. Aucun gouvernement n'a accompli plus de réformes que le mien.

Je n'ai pas pris une goutte d'alcool depuis des années et je conseille à tout le monde de faire pareil. Je reconnais cependant que cela peut ne pas être l'opinion de tous. À chacun son goût! Encore une fois, c'est l'abus et non pas l'usage qui est mal. On peut même l'employer comme remède. La principale réforme à faire, c'est celle de l'individu. Certes, il faut que les autorités coopèrent. Mais la nature humaine étant ce qu'elle est, il nous est impossible de faire plus.

J'ai l'intention de réduire le nombre des permis de vente d'alcool. Il y a une distinction à établir entre les permis de taverne et de club et les permis d'épicerie. Ces derniers permis sont accordés surtout pour donner aux petits épiciers une chance de se défendre contre la concurrence des "chain stores" ou des grands établissements. Les petites épiceries du coin sont les seules à consentir encore du crédit aux familles qui peuvent en avoir besoin. Il faut les aider.

Les "grills", ça n'existe pas. Ce sont en réalité des cafés, c'est-à-dire des établissements où l'on peut boire et manger. C'est le régime Godbout qui a établi les "grills".

Je ne crois pas qu'il s'agisse là d'une question politique. Si nous examinons la situation, personne ne peut nier qu'il y a eu des améliorations immenses sous l'Union nationale. C'est notre désir d'améliorer continuellement en tenant compte de toutes les contingences.

Il faut prendre garde de provoquer, par excès de sévérité, le foisonnement des débits clandestins. Si l'on est trop sévère, au lieu d'avoir des hôtels honnêtes vendant de la bonne boisson ouvertement, légalement, on aura des "blind pigs", des maisons où l'on débitera de la boisson frelatée, nuisible à la santé, à toutes les heures du jour et de la nuit. Il faut choisir entre le mal et le moins mal. On ne peut pas changer la nature humaine. Jamais la sévérité excessive des lois n'a eu d'autre résultat que d'augmenter les abus. Le droit strict, sévère, suprême, c'est l'injustice suprême.

Je demande à tous de coopérer pour restreindre les ravages de l'alcoolisme. Ces ravages ne sont pas le fait de la population du Québec, de la population canadienne-française. Je proteste quand on vient dire que le peuple canadien-français est un peuple d'ivrognes. Ce n'est pas vrai. Il n'est pas vrai que ce soit dans notre province que les abus de l'alcool soient les plus grands. C'est vrai qu'il y a des abus, des réformes à faire, mais nous voulons réaliser des améliorations. Nous allons faire ces améliorations en procédant de façon raisonnée. C'est un problème qui exige la coopération de tous les esprits bien pensants et qui ne justifie personne de faire de la petite politique.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je crois que tous sont d'accord et que l'adoption d'un système de fermeture des débits de boissons, "grills" et autres est conforme à la mentalité canadienne. Je crois qu'on ne doit pas vendre d'alcool après 2 heures à Montréal, 1 heure à Québec, et minuit à la

campagne. Les raisons sont nombreuses: la moralité d'abord, la protection de la jeunesse et le respect de l'ordre.

Je crois que depuis quelque temps, notamment aux fêtes, la loi des liqueurs a été mieux observée dans les cités et villes et généralement dans la province. Les gens se disent: "Si, sur un simple ordre du procureur général et du gouvernement, cela marche mieux, pourquoi la précédente situation a-t-elle tellement duré?" Il y a des moyens de faire respecter la loi des liqueurs, mais est-ce l'intention du gouvernement de continuer à la faire respecter? Le gouvernement possède tous les outils nécessaires pour appliquer et faire respecter la loi des liqueurs.

Nous admettons que c'est une question qui est au-dessus de la politique partisane et nous ne ferons pas de politique avec ce problème si le gouvernement fait respecter la loi.

**M. Chaloult (Québec):** Je me réjouis de constater que la question est maintenue au-dessus de la politique. J'ai parlé l'an dernier de la question de la tempérance. Il me paraît toujours incontestable que notre population s'alcoolise de plus en plus. Comme l'a dit le premier ministre, il y a certainement des abus. J'ai cité l'an dernier, à ce propos, des statistiques officielles montrant que le nombre des établissements ayant la permission de vendre de la bière et des boissons alcooliques augmente continuellement. Leur nombre a presque doublé depuis 1944. La consommation de la bière a doublé, dans le Québec, en quelques années.

Je crois qu'il est admis que la loi est ouvertement violée. Je dis donc: Qu'on applique la loi ou qu'on la change! Si la loi est bonne, qu'on l'applique! Si la loi est bonne et qu'on permet qu'elle ne soit pas appliquée, n'est-ce pas inciter la population à ne pas respecter les autres lois? Si la loi n'est pas bonne, qu'on la change!

Je félicite le gouvernement d'avoir coopéré avec les autorités religieuses. Si ces autorités religieuses sont intervenues, c'est à la demande de Rome. Et Rome n'agit pas sans qu'il y ait des motifs sérieux et agit toujours avec prudence.

Trop souvent, après la fermeture officielle d'un établissement, le propriétaire continue son petit commerce au su de la population et sans que les représentants de la loi n'interviennent.

Il y aurait un choix à faire pour la nomination des agents. Dans certains cas, des agents ont paru intéressés à la vente de l'alcool. Dans plusieurs des cas, les ordres ne sont pas respectés. Quand le premier ministre est intervenu, la loi a été observée.

Les "grills", ces endroits où se réunissent les représentants des deux sexes pour boire, y aurait-il moyen de les faire disparaître?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est que je ne suis pas intervenu à temps et à contretemps. Si j'étais intervenu tous les jours, ça n'aurait pas eu le même effet. À Montréal, c'est impossible. Les gens iraient à l'hôtel où il y a des chambres, ce qui n'est pas mieux. Peut-être avec 50,000 agents? Et encore, ça ne servirait à rien. Il est impossible d'empêcher certaines choses. Il n'est pas possible de choisir entre la perfection et le mal. L'alternative est de choisir entre le mal et le moins mal.

Il (l'honorable M. Duplessis) s'en prend à des amis du chef de l'opposition qui auraient dit à des propriétaires de débit de boissons: vous serez bien mieux quand nous serons au pouvoir.

Les autorités provinciales ne peuvent s'occuper que de la vente des boissons alcooliques, ajoute-t-il. L'administration, ce n'est pas que du whisky et des barbotes. Et l'on ne peut intervenir tout le temps, car alors les interventions gouvernementales ne vaudraient plus rien.

**M. Chaloult (Québec):** Je sais que le premier ministre est intervenu avec une remarquable fermeté et que son intervention a eu des résultats étonnants. Je me réjouis de voir les bonnes dispositions du gouvernement et j'espère que toute la population va s'unir pour travailler contre ce fléau de l'alcoolisme.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):** Le premier ministre a été très sévère en exigeant la fermeture à 10 heures du soir pour la veille du jour de l'An, alors qu'à New York l'heure de fermeture a été prolongée jusqu'à 8 heures du matin et, à Toronto, c'est jusqu'à 3 heures du matin pour le jour de l'An.

Je proteste contre toutes ces campagnes qui sont destinées à ternir le bon renom de la ville de Montréal, autant qu'une observance plus sévère de la loi des liqueurs entraînerait l'apparition de centaines de "trous" et de "blind pigs" où les autorités n'auraient plus aucun contrôle et où irait se perdre notre jeunesse. Si les villes de Verdun, Lachine, etc., situées dans la banlieue de Montréal, payaient davantage pour les services municipaux qu'elles reçoivent de la métropole, celle-ci pourrait être moins intéressée dans l'argent que lui rapporte le tourisme.

Pour ma part, je suis d'accord pour que certains endroits demeurent ouverts après 2 heures du matin, pour permettre aux gens qui travaillent

jusqu'à cette heure de s'amuser un peu avant de rentrer à la maison.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Je me lève pour protester, au nom de mes commettants, contre la déclaration du député de Montréal-Sainte-Anne. La population de Verdun est saine, progressiste et intelligente; elle n'a que faire des discours du député. Son député n'a pas l'intention de suivre celui-ci sur son terrain.

Certains journaux, notamment le *Herald*, ont dit que la loi continuait d'être violée à Montréal?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai eu plusieurs rapports là-dessus, disant qu'il y a eu amélioration énorme et que la loi est respectée intégralement. J'ai aussi reçu des rapports venant de gens dignes de foi et me disant que des intéressés font circuler des requêtes dans le but de nuire à des compétiteurs. Je répète que nous devons remercier l'épiscopat d'avoir signalé à la province le danger de l'alcoolisme et d'avoir attiré l'attention publique sur les façons d'améliorer la situation.

C'est notre devoir de coopérer avec les autorités religieuses et civiles en faisant tout ce qui est humainement possible. Mais il ne faut pas aggraver le mal en voulant y remédier. L'expérience a prouvé que des mesures trop sévères entraînaient l'apparition de "blind pigs", de "trous" où la boisson se vend jour et nuit. S'il y avait moyen d'envoyer la Commission des liqueurs au pôle Sud, je serais fier de le faire. Mais on ne peut refaire la nature humaine.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Récemment, à Montréal, un individu a été condamné pour refus de pourvoir et sa femme a déclaré que son mari dépensait tout son argent à la barbote. Pourtant, on nous disait qu'il n'y avait plus de barbotes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis assez occupé que je n'ai pas le temps d'aller dans toutes les cours pour écouter les commérages qui se font là. Mais je sais une chose. Le Créateur est venu sur la terre, il y a deux mille ans, pour sauver le monde. Il aurait pu écraser tous ceux qui l'ont persécuté. Au lieu de ça, avant de partir, il a institué le tribunal de la pénitence. Il savait que la nature humaine déchue en aurait besoin.

Personne n'est capable de la changer, mais ce n'est pas une raison pour ne pas essayer de l'améliorer, mais pas pour l'aggraver. Le passé est là pour prouver que la trop grande sévérité a amené

l'apparition de centaines de "blind pigs". Si tous les gens faisaient comme moi, les marchands de boisson ne feraient pas beaucoup d'argent. Je ne demande pas aux gens de m'imiter dans mes défauts mais dans ça. Et je respecte les opinions des autres.

Je répète qu'il ne faut pas faire de petite politique avec ça. Les gens qui le font rapetissent la question à leur taille et provoquent des conditions qui ne sont pas à leur avantage et qui nuisent à l'établissement de réformes salutaires.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
9. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, etc. des palais de justice et prisons (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (juges de la Cour des sessions de la paix (procureur général))", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coroners, honoraires et déboursés (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**  
Pourquoi le coroner n'a pas tenu d'enquête sur les pertes de vie dans l'écroulement du pont de Trois-Rivières?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il y a certainement eu un commencement d'enquête. Le coroner, le Dr Rochefort, a démissionné dans l'intervalle et cela explique peut-être qu'il n'y ait pas eu d'enquête. D'autant plus que l'enquête a pour but de constater la mort et d'établir des responsabilités, et qu'il s'agissait de circonstances particulières. Mais il y aura probablement une enquête sur le cadavre de l'opposition après les élections.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
12. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 10.

à celle du *Soleil* que nous avons jugée plus probable et que nous avons retenue. Voici cette intervention: "La moyenne de salaire qu'on donne est parfaitement ridicule."

10. Selon *La Presse* du 23 janvier 1952, à la page 22, il s'agit plutôt du pont de Rivière-du-Loup.

11. M. Duplessis fait sans doute référence à l'importante pétition sur le respect de la loi sur les liqueurs que les évêques ont fait circuler en 1951.

12. Selon le *Montreal Star* du 23 janvier 1952, à la page 10, il est fait allusion ici à M. Georges-Émile Lapalme, alors chef du Parti libéral du Québec.

---

**NOTES**

1. Dans *L'Action catholique* du 23 janvier 1952, à la page 9, il est plutôt question de 90 personnes.

2. Dans *Le Devoir* du 23 janvier 1952, à la page 5, il est plutôt question de 400 paroisses.

3. *L'Événement-Journal* du 23 janvier 1952, à la page 3, parle plutôt de 75 paroisses.

4. Selon *L'Action catholique* du 23 janvier 1952, à la page 8, il est question de 124 milles de route.

5. Dans *L'Action catholique* du 23 janvier 1952, à la page 8, il est plutôt question de \$4.50.

6. *Le Soleil* du 23 janvier 1952, à la page 7, ne termine pas la phrase. Nous pouvons présager qu'il s'agit de la "bonne santé".

7. *Le Soleil* du 23 janvier 1952, à la page 7, semble ne pas rapporter la phrase dite par le député.

8. Il s'agit probablement de la Commission des liqueurs.

9. Dans *L'Action catholique* du 23 janvier 1952, à la page 3, l'intervention de Duplessis est contradictoire

## Première séance du mercredi 23 janvier 1952

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions de privilège:

Paroles du député  
de Québec, M. Chaloult<sup>1</sup>

**M. Chaloult (Québec):** Au sujet de celui que j'ai appelé un "quality nigger"...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Suivons les règlements de la Chambre.

**M. Chaloult (Québec):** Ceci est une question de privilège.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'oppose à cette déclaration. Le Règlement interdit à un représentant de cette Chambre de s'en prendre à un membre de l'autre Chambre<sup>2</sup>.

## Remboursement de droits:

Filles de la charité  
du Sacré-Cœur de Jésus

**M. Gérin (Stanstead)** propose, du consentement unanime, que le bill 181 modifiant la loi constituant en corporation Les Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus ayant pour objet de favoriser l'expansion publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.  
Adopté.

## Dépôt de documents:

Chemins de fer,  
rapport 1950

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des

chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1950. (Document de session no 18)

Chemins de fer,  
états et statistiques 1950

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1950. (Document de session no 19)

Commission des eaux courantes,  
rapport 1951

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** dépose sur le bureau de la Chambre le quarantième rapport annuel de la Commission des eaux courantes de Québec, 1951. (Document de session no 20)

Salaires payés  
à la Sûreté provinciale

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait allusion au mémoire qu'un groupe d'employés de bureau de la Sûreté provinciale avaient présenté au député de Québec (M. Chaloult) relativement aux salaires. Le mémoire disait que les salaires n'étaient pas raisonnables et que certains employés ne recevaient que \$1,200.

Hier, le député de Québec s'est fait jouer un tour.

**M. Chaloult (Québec):** J'ai cité des chiffres sous toutes réserves.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** cite des chiffres pour démontrer que les salaires ont été considérablement augmentés depuis que l'Union nationale est au pouvoir. M. Jacques Matte, qui gagnait \$1,000 en 1941, en gagne aujourd'hui \$2,000. Tous ces gens-là sont sur la liste pour de nouvelles augmentations.

## Subsides:

## Budget des dépenses 1952-1953

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur et extérieur (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Un montant additionnel de \$70,000 est prévu pour de nouvelles augmentations et pour de nouveaux emplois.

**M. Dupré (Verchères):** Les crédits demandés lors de l'étude du précédent budget n'étaient que de \$740,000. Ne serait-ce pas à cause des prochaines élections?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député a toujours le mot "élections" dans la bouche. Est-ce que les élections lui feraient peur? Des \$740,000 votés pour 1951-1952, il restera, me dit-on, \$40,000. C'est que le nombre des employés du ministère a diminué de 28. En janvier 1951, le nombre des employés des services extérieurs était de 232; en novembre 1951, il est tombé à 230. En janvier 1951, le nombre des employés des services intérieurs était de 80; en novembre 1951, il est tombé à 54. Pour 1952-1953, nous demandons \$770,000: \$700,000 permettront de payer les traitements et les \$70,000 restants sont pour les ajustements.

**M. Dupré (Verchères):** Pourquoi le ministère demande-t-il toujours pour les services intérieurs et extérieurs des crédits plus élevés que les sommes qu'il dépense? En 1950-1951 et 1951-1952, plus de \$100,000 sont restés inutilisés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Les employés sont bien traités, notamment les malades.

**M. Dupré (Verchères):** Je ne veux pas discuter la question des malades qui viennent au ministère deux heures par jour, mais le problème posé par les employés mal payés qui, après avoir passé leur journée au ministère, doivent, le soir, faire des à-côtés pour pouvoir assurer la subsistance de leur famille.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Les employés n'ont jamais été aussi bien payés. Dans les services extérieurs, les employés gagnaient en moyenne \$1,860, du temps des libéraux; ils reçoivent maintenant, sous l'Union nationale, \$2,256 en moyenne.

**M. Dupré (Verchères):** Un journalier pouvait plus facilement vivre avec \$1,860 autrefois qu'avec \$2,400 aujourd'hui. Les augmentations accordées sont loin de correspondre à l'augmentation générale des salaires. Il ne faut pas oublier qu'un salaire doit compter avec les risques de chômage et de maladie. Normalement, il lui faudrait mettre de l'argent de côté en prévision de ces risques. C'est d'ailleurs l'opinion des évêques.

En effet, les évêques, dans une lettre collective, ont recommandé de payer des salaires qui permettent de mettre un peu d'argent de côté pour les mauvais jours. Le gouvernement devrait être le premier à donner l'exemple.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Les libéraux sont passés maîtres dans l'art de tronquer les lettres des évêques. Le député de Verchères (M. Dupré) se garde bien de mentionner que les évêques ont demandé au fédéral de baisser l'impôt sur le revenu pour les célibataires qui gagnent \$1,500 et les gens mariés qui gagnent \$3,000.

Ses amis d'Ottawa n'ont rien fait, bien au contraire. Le premier ministre du Canada a déclaré, à Sherbrooke, que la réduction demandée était impossible parce qu'elle représentait un montant de \$240,000,000. Que le député de Verchères fasse pression auprès d'Ottawa et un montant de \$240,000,000 sera réparti sur les petits salariés.

C'est \$240,000,000 par année que le gouvernement d'Ottawa arrache chaque année aux citoyens de la province de Québec. Nous, nous l'avons aboli, l'impôt sur le revenu. Nous nous sommes conformés au désir des évêques. Au lieu de percevoir l'impôt sur le revenu, nous avons augmenté les salaires. Que le gouvernement fédéral baisse ses impôts et le peuple aura \$240,000,000 de plus pour vivre. Les employés civils ont reçu au-delà de \$8,000,000 en augmentations de salaires depuis quelques années.

**M. Dupré (Verchères):** Chaque fois que le premier ministre est mal pris, il saute sur Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
L'impôt est levé dans la province.



**M. Dupré (Verchères):** Je suis favorable à ce qu'Ottawa supprime l'impôt sur les petits salaires. Mais qui paie les impôts levés par le gouvernement provincial? Ce sont encore les petits salariés. Prenez la taxe sur les repas à \$0.60. Je reproche au premier ministre d'avoir laissé subsister la taxe sur les repas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député devrait se rappeler que ce sont les libéraux, ses amis, qui ont imposé la taxe sur les repas.

**M. Dupré (Verchères):** Le gouvernement aurait pu l'enlever ou au moins décréter que la taxe ne s'appliquera que sur les repas à prix élevé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette taxe fut imposée pour construire des hôpitaux et pour aider les indigents. Or, les libéraux n'ont pas construit d'hôpitaux. Quant aux indigents, ils payaient pour eux \$4,000,000 et nous payons \$23,000,000.

**M. Dupré (Verchères):** J'ai ici le rapport de la Commission du service civil. On y lit que, de 1945 à 1951, la hausse des salaires pour les employés soumis à la Commission a été de \$5,559,537.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les augmentations pour les employés soumis à la Commission du service civil ont été d'au-delà de \$5,500,000 et, à part de cela, il y a d'autres employés de la province, qui ne sont pas soumis à la Commission, qui ont reçu environ \$3,000,000 d'augmentations. Que le député n'essaie donc pas de torturer (sic) les chiffres comme il le fait. Et, je le répète, ce n'est qu'un commencement. Depuis janvier dernier, nous avons accordé de nombreuses augmentations au-delà du \$8,000,000 dont j'ai parlé. Nous donnons en plus des avantages considérables, comme des assurances, du temps supplémentaire et des congés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 23 janvier 1952

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Remboursement de droits:

##### Hôpital d'Argenteuil

**M. Cottingham (Argenteuil)** propose, du consentement unanime, que le bill 142 constituant en corporation l'hôpital d'Argenteuil ayant pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de charité et de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

## CONSEIL LÉGISLATIF

23 janvier 1952

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill B modifiant les articles 2126 et 2127 du Code civil, qu'il la prie d'agréer.

**Projets de loi:****Code civil**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill B modifiant les articles 2126 et 2127 du Code civil soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill B sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 228 modifiant la loi du Barreau, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié:

a) en remplaçant les deux premières lignes de la page 2, qui se lisent "remplaçant les alinéas 5, 6 et 7 par les suivants", par "remplaçant les sixième, septième et huitième alinéas par les suivants";

b) en biffant l'indication numérique de chacun des paragraphes 5, 6 et 7.

**Projets de loi:****Loi du Barreau**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 228 modifiant la loi du Barreau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 56 pour aider à l'établissement d'un marché central des produits agricoles à Montréal;
- bill 62 modifiant le Code de procédure civile;
- bill 63 concernant la loi relative à la destitution de gérants et de certains autres officiers municipaux;
- bill 65 modifiant les articles 522 et 523 du Code municipal;
- bill 66 modifiant les articles 12 et 34 de la loi des accidents du travail;
- bill 169 concernant la Compagnie d'immeubles Atlas - Atlas Realities Co.;
- bill 193 relatif à la succession de Léo Allaire.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts, routes: réparations et entretien, construction de ponts en bois (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Selon certains renseignements, un pont situé sur la rivière Verte, à Saint-Modeste, à 12 milles de Rivière-du-Loup, aurait été construit au cours de la saison de 1951. Au début de décembre, avant que les travaux ne soient terminés, on a ôté les formes et l'on a constaté que trois fissures s'étaient produites dans des piliers et une travée au moins. Ce pont doit coûter un montant considérable. Le premier ministre pourrait-il nous dire qui a eu le contrat, combien a-t-on payé, et s'il y a eu recours contre le contracteur.

**M. Gagné (Rivière-du-Loup):** Ce que vient de dire le chef de l'opposition n'est pas exact. Aucun camion n'est passé sur le pont. Aucune fissure ne s'est produite dans la structure du pont quand on a enlevé les formes. Ces fissures ne sont apparues qu'un mois plus tard. Il s'est produit quelque chose quand on a rempli la partie des approches. J'ai pris des informations au ministère des Travaux publics et on m'a dit qu'il n'y avait aucun danger, que ce sont des choses qui se produisent occasionnellement. Les Travaux publics préparent un dossier sur cette affaire. Ils n'ont pas accepté le pont. Il se trouve à la charge de l'entrepreneur et celui-ci continuera les travaux jusqu'à l'été prochain.

On semble attacher beaucoup d'importance aux ponts de mon comté. Je dirai à l'opposition qu'on en a construit un chez nous, à Saint-Clément, en 1931, et qu'en ôtant les formes<sup>3</sup>, lui, il a basculé. On a parlé du pont du Moulin, à Rivière-du-Loup, qui s'est récemment effondré au passage d'une lourde machinerie de Michaud & Frères. Ce pont n'appartient pas au gouvernement, mais à la cité de Rivière-du-Loup. Les procédures pour céder ce pont au ministère des Travaux publics ne sont pas complétées.

Cependant, c'est le ministère qui l'a fait réparer, entièrement à ses frais, depuis que l'Union

nationale est au pouvoir. Les plans pour la construction d'un nouveau pont, qui sera situé à 250 pieds en aval de l'ancien, sont terminés. Le tablier du vieux pont avait été réparé à diverses reprises par le ministère des Travaux publics. Je tiens à remercier le ministre des Travaux publics auquel je souhaite, incidemment, un prompt rétablissement<sup>4</sup>.

Depuis 21 ans que le comté de Rivière-du-Loup était représenté ici par un libéral, celui-ci ne s'en était jamais occupé. Cela a changé avec l'Union nationale. En 1951 seulement, on a réparé et reconstruit, dans Rivière-du-Loup, plus de 12 ponts sans qu'il n'en coûte un sou aux corporations municipales.

Et, pour montrer que nous ne faisons pas de politique avec les ponts, à Saint-Épiphanie, paroisse où j'ai eu une petite minorité de votes, on a reconstruit, en 1951, cinq ponts entièrement payés par le gouvernement. Le pont de Rivière-du-Loup a été reconstruit de façon temporaire en 10 jours seulement, ce qui a valu au gouvernement trois résolutions de remerciement du conseil municipal de Rivière-du-Loup. Il a remercié le gouvernement de la bienveillante attention qu'il a donnée au problème causé par l'écroulement du pont du Moulin.

J'ai été averti de l'accident par téléphone et j'ai immédiatement communiqué avec le ministère. Une demi-heure après, les ingénieurs partaient de Québec pour se rendre à Rivière-du-Loup. Trois heures plus tard, on commençait à déblayer le terrain pour la construction d'un pont temporaire. Ce pont temporaire a été construit en 10 jours; il a 84 pieds de longueur et il a fallu couler un pilier au centre. La population est très satisfaite.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je prends note du fait qu'aucun camion n'est passé sur le pont. Le pont écroulé à Rivière-du-Loup date de 1879. À propos de celui de la rivière Verte, à qui a été accordé le contrat, quel prix a été payé et ce pont a-t-il été accepté? Quelles mesures ont été prises pour protéger les intérêts du gouvernement en ce qui concerne le pont de Saint-Modeste?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Rivière-du-Loup (M. Gagné) vient de le dire: ce pont est encore en construction et les travaux ne sont pas acceptés. Toute la responsabilité reste à l'entrepreneur. Je me demande pourquoi on insiste. Ça me fait rire d'entendre les libéraux parler de ponts quand on se souvient que le grand philosophe de la justice sociale, M. T.-D. Bouchard, a fait construire, près de Québec, au coût de \$60,000, un pont qui n'aboutit à aucun chemin, dans un

champ de pacage. On en voit encore une partie; l'autre s'est effondrée dans le terrain mouvant.

Lui qui a fait construire la route Sir-Wilfrid-Laurier, au coût de \$217,000 du mille, à une époque où les salaires et les matériaux coûtaient cinq fois moins cher qu'aujourd'hui. Il a fait terminer cette route dans le bout de Lacolle, près de l'État de New York, dans un champ de pacage, avec un pont qui a coûté \$80,000. Or, il n'y a pas eu de sondage et, deux semaines plus tard, le pont s'est enfoncé dans un marais, il a disparu.

Ce sont des gens aussi fins, aussi capables, aussi experts qui veulent nous parler de ponts? Filles de Jérusalem, pleurez sur vous-mêmes et sur vos péchés.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

Comme d'habitude, le premier ministre n'a pas répondu à la question et a tenté de déplacer le sujet. Combien a coûté le pont et quel prix a été payé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le contrat a été accordé à J.-A. Ratté et Fils, de Rivière du Loup, pour \$149,000 dont \$100,000<sup>5</sup> ont été payés. Le reste ne sera payé que lorsque les travaux seront acceptés. Nous sommes entièrement protégés. Nous avons d'ailleurs affaire à un bon entrepreneur. Je ne sais pas si c'est parce qu'il est de Rivière-du-Loup que l'opposition s'acharne à parler de ce pont.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le ministère des Travaux publics a-t-il surveillé les travaux?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est une question enfantine. Il y a, à Rivière-du-Loup comme ailleurs, des intempéries de saisons, des inondations, des dégels subits, des curiosités du sol. Il reste encore \$50,000 à payer, le tiers, ce qui ne sera versé que lorsque le pont sera livré. Je suis persuadé que le contracteur de Rivière-du-Loup est un bon contracteur.

Qu'a-t-on contre lui et contre la population de Rivière-du-Loup? Qu'on les laisse tranquilles, qu'on parle plutôt du pont de Trois-Rivières. Pourquoi discréditer des contracteurs honnêtes? Tout ça vient du chef absent qui aurait dû venir en Chambre au lieu de faire porter ses paquets par les autres, lui qui n'a pas eu le courage d'accepter une élection par acclamation.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je suis désolé, mais je dois ramener le débat sur la

question discutée. Par qui ont été faits les plans du pont de la rivière Verte?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Par les techniciens du ministère des Travaux publics.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Et

le premier ministre sera sans doute satisfait si on lui dit, encore une fois, que l'accident au pont est dû à une cause scientifique inconnue<sup>6</sup>?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition veut se moquer des conclusions des enquêteurs. Qu'il aille répéter ses paroles aux électeurs de Westmount. Qu'il aille donc mettre en doute la compétence du major Kennedy, celle du capitaine Guy D'Artois, un héros de la guerre, qu'il a déjà qualifiés tous deux de "prétendus experts". Cause inconnue? Mais le monde est rempli de catastrophes devant lesquelles la science demeure muette.

Qu'on parle donc du pont de l'Île d'Orléans, qui a coûté \$3,500,000. Nous avons été obligés d'y faire des réparations pour \$600,000 parce que l'eau passait dans les piliers et que le pont était à la veille de s'écrouler. Le chef de l'opposition parle de cause scientifique inconnue? Aux États-Unis, pendant la guerre, 60 bateaux construits par une firme dont on ne peut nier la compétence, la firme Kaiser, se sont coupés en deux.

Cause inconnue? Mais, quand Blanche Garneau<sup>7</sup> a été assassinée dans les circonstances que l'on connaît et dont tout le monde se souvient, on a conclu à un meurtrier inconnu; meurtre, mais l'assassin inconnu. Et ce sont les descendants de ces inconnus qui osent venir mettre en doute le rapport d'experts. Que ces prétendus libéraux se lavent donc les mains avant de venir tenter de salir les honnêtes gens.

Ils ne disent rien. Oseront-ils dire que le juge Lippé et que Me Dansereau ne sont pas compétents? Ils ne répondent pas davantage. Ils se taisent. Alors, s'ils sont honnêtes et compétents, que veut-on de plus? J'attends. Ils savent en effet que le juge Lippé est un magistrat intègre, que M. Lucien Dansereau est un ingénieur de talent, aux services duquel a eu recours le gouvernement fédéral et qui fut nommé récemment par Ottawa membre de la Commission des eaux limitrophes. Quand ils auront trouvé le meurtrier de Blanche Garneau, ils pourront parler de cause inconnue.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le pont que le gouvernement est à construire sur le Saint-Laurent, pour relier Valleyfield à Coteau, portera le nom de pont Mgr-Langlois, en l'honneur de Son Excellence Mgr Alfred Langlois, évêque du diocèse dont les deux parties se trouveront ainsi reliées entre elles.

Ce pont doit coûter de \$5,000,000 à \$6,000,000. On a déjà dépensé \$1,500,000 et le budget de 1952-1953 prévoit un montant de \$2,000,000 à \$3,000,000 pour continuer les travaux. La construction du pont comporte plus de difficultés qu'on ne l'avait envisagé. La Dufresne Engineering Company Limited détient le contrat.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'élargissement de la voie carrossable du pont de Québec, y compris les travaux d'approche et la construction d'un nouveau pont sur la Chaudière, a coûté \$5,271,000.

Le nouveau pont que le gouvernement se propose de construire au pied de la chute Montmorency, pour joindre le boulevard d'Orléans au boulevard Sainte-Anne, coûtera entre \$600,000 et \$700,000 d'après les estimés.

Il (l'honorable M. Duplessis) annonce aussi la construction, au cours de la prochaine année fiscale, d'un nouveau bureau d'enregistrement à Saint-Pascal de Kamouraska.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le gouvernement a-t-il pris des mesures au sujet du pont qui s'est écroulé en Gaspésie, à Douglastown?

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Le pont en question s'est effondré à peu près en même temps que plusieurs autres dans la région à la suite d'inondations désastreuses comme on n'en avait pas encore vues dans la région. Un pont de chemin de fer a été endommagé au point de bloquer la circulation.

À Grande-Rivière, un pont construit par M. Bouchard a vu sa travée centrale emportée par la crue des eaux. Mais le pont dont parle le chef de l'opposition a été rouvert à la circulation; il est maintenant réparé. La reconstruction a clairement démontré que la faute ne pouvait être imputable aux entrepreneurs.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Combien a-t-il coûté?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Environ \$175,000. Je m'étonne que l'opposition ne puisse pas distinguer entre un pont qui s'écroule par suite d'un défaut de construction et un pont qui s'écroule à cause d'une inondation, du déchaînement des éléments. Personne ne peut être responsable des cas fortuits. Je loue une maison; la foudre tombe dessus; je n'en suis pas responsable. La foudre, l'inondation, les raz de marée, le déluge, toute chose fortuite inévitable!

Je pense bien que Noé n'eût pas pris l'opposition dans son arche, parce que c'est une espèce dont il n'aurait pas jugé utile la conservation.

Depuis 1945, nous avons construit 562 ponts; nous avons réparé 2,600 ponts. Un seul pont a fait défaut. Un sur 3,000, ça n'est pas si mal! C'est une meilleure proportion que celle qui restera de l'opposition après les élections.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Qui prépare les plans et devis des ponts?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les plans des petits ponts sont faits par les ingénieurs du ministère. Pour les gros ponts, les entrepreneurs font des plans qui sont soumis aux ingénieurs du ministère, puis vérifiés par des ingénieurs consultants. Dans les ingénieurs du ministère des Travaux publics, il y a des hommes qui ont jusqu'à 25 ans d'expérience. La plupart furent nommés par les libéraux. Tous les ponts ont été construits sous leur direction. Si l'opposition pense qu'ils ne sont pas compétents, encore une fois, qu'elle le dise.

Au sujet du pont de Trois-Rivières, le ministère a fait effectuer les spécifications préliminaires pour la mise en soumissions. De plus, lorsque les soumissions ont été accordées, à des compagnies compétentes, les plans et devis ont été repris par les ingénieurs de ces compagnies, puis étudiés avec les ingénieurs du gouvernement. Toutes les précautions comme toujours ont été prises.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne mets pas en doute la compétence ou l'honnêteté d'aucun employé du ministère. Si j'avais à m'en prendre à qui que ce soit, je le ferais assez clairement pour qu'il n'y ait pas de doute.

A-t-on pris en considération la recommandation faite par la compagnie Dominion Bridge à la suite des réparations faites à la suite des fissures dans le pont Duplessis, en février 1950, recommandation qui soulignait qu'il serait bon de faire une révision des plans et devis quant à la qualité de l'acier?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement a produit en Chambre tous les documents relatifs au pont. Nous avons déposé ces documents il y a un an. L'opposition s'en est emparée, bien qu'ils appartiennent à tous les députés, et nous n'avons pas protesté. Elle a donc pu les examiner à son aise. Ils établissent que les travaux ont été effectués par la compagnie Dominion Bridge pour la suprastructure et par la Dufresne Construction pour l'infrastructure, deux compagnies compétentes et solvables, que l'opposition n'oserait pas attaquer.

Les experts de la compagnie Dominion Bridge ont fait exécuter des travaux sur la partie du pont entre l'île Saint-Christophe et le Cap-de-la-Madeleine, c'est-à-dire sur la partie du pont qui est demeurée intacte. Si, comme voudrait le laisser entendre le chef de l'opposition, la compagnie Dominion Bridge avait cru au danger d'écroulement du pont, pense-t-on qu'elle eût fait travailler jusqu'à 100 hommes sous le tablier dudit pont?

Et tous ces travaux, au coût de \$187,000, ont été payés par la compagnie. Pas un sou par le gouvernement. C'est de l'autre côté qu'il y eut manquement. Les experts ne s'entendent pas sur le point de rupture. D'ailleurs, les experts s'entendent rarement. Ils discutent pendant des années sans arriver à des conclusions unanimes. On discute encore sur la façon dont furent construites les pyramides d'Égypte, sur le procédé de momification dont se servaient les Égyptiens, et il y a 30 siècles de cela.

Le pont de Trois-Rivières s'est écroulé; pourtant, de nombreux autres ponts ont été construits selon le même procédé et tiennent encore debout. Je veux croire que l'on n'ira pas jusqu'à penser que le gouvernement n'aurait pas pris toutes les précautions qui s'imposaient, précisément pour un pont construit dans le comté du premier ministre.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le premier ministre n'a pas répondu à ma question. Est-ce que les plans et devis au sujet de la qualité de l'acier ont été modifiés comme le demandait la Dominion Bridge?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Certainement que j'ai répondu, puisque j'ai dit que l'on avait décidé d'employer la soudure pour certaines pièces pour lesquelles, auparavant, on ne prévoyait pas ce traitement. Et, encore une fois, je n'ai aucune hésitation à affirmer que je n'exclus pas la possibilité de sabotage. Depuis deux ou trois ans, il se fait du sabotage continuellement. Chacun sait

que les espions russes se rencontrent, courent le monde et qu'ils se livrent partout à des sabotages.

Au Canada comme aux États-Unis, une foule d'avions tombent ces temps-ci sans que l'on puisse définir les causes des chutes ou prennent en feu sans raison apparente. Seulement ceux qui ferment les yeux sur ce qui se passe peuvent ne pas voir le travail des communistes.

J'ai le droit de supposer que dans le cas du pont Duplessis, construit avec toutes les précautions employées ailleurs, il y ait quelque chose d'anormal. Le sabotage est une tactique communiste. Est-ce qu'il y a eu du sabotage chez nous? Je ne le sais pas. Je n'ai jamais affirmé qu'il y avait sabotage, mais j'ai dit que l'on ne pouvait a priori en exclure l'hypothèse. Le sabotage peut avoir été fait à la source. Le sabotage peut avoir été fait au stade de la fabrication de l'acier, sinon dans le pont. Tout ce que je puis dire, c'est que nous allons reconstruire le pont et que nous allons prendre toutes les précautions humainement possibles.

Partout où se fabrique de l'acier, on sait qu'il y a de l'agitation communiste. J'espère que ce n'est pas cela. Mais, encore une fois, on peut trouver étrange que des ponts comme celui de Sainte-Thérèse, le pont de Charlemagne, de Saint-Eustache et de Jacques-Cartier, par exemple, construits d'après les mêmes données, tiennent toujours avec une circulation beaucoup plus intense que celle qu'il y avait sur le pont de Trois-Rivières. Dans le cas du pont de Trois-Rivières, il s'agit d'un accident qui échappe aux connaissances scientifiques connues.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je m'adresserai directement au ministère, puisque le premier ministre ne peut me répondre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai répondu. Il y a eu des changements, puisqu'on a fait des soudures.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le premier ministre ne semble pas se rendre compte que les plans et devis généraux ont besoin d'être révisés de temps en temps. Je voudrais maintenant poser au gouvernement une question d'ordre général. Les plans et devis généraux sur les charges maximums des ponts ont-ils été révisés?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je n'ai aucune objection à laisser se continuer ce débat, bien qu'il soit hors d'ordre, puisqu'il y en a déjà eu un d'analogue au cours de la présente

session. Au sujet de la question que me pose le chef de l'opposition, je pense que le gouvernement ne peut révéler tous ses plans.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne veux pas poser de questions embarrassantes au gouvernement. Je ne lui pose qu'une question d'ordre général.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je puis, encore une fois, affirmer que l'on continue à prendre toutes les précautions nécessaires.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)<sup>8</sup>:** A-t-on ou va-t-on entreprendre la construction d'un pont sur le Richelieu?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui. Le gouvernement a décidé de construire un nouveau pont sur le Richelieu, mais les plans ne sont pas encore faits. Il faut d'abord savoir où passera le chemin. La construction du pont est décidée, parce qu'elle s'impose. Il y a là embouteillage chaque fois qu'un camion passe sur le pont actuel, trop étroit. On n'a pas encore terminé les plans, mais on étudie les détails. Le gouvernement ne veut pas, comme du temps de M. Bouchard, construire des ponts qui débouchent dans des champs. Il faut étudier les voies d'entrée et de sortie qui doivent être dans le prolongement de la grande route.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparation, aménagement et loyers d'édifices publics, palais de justice et prisons (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues, frais légaux (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition, transformation, construction d'immeubles et bureaux d'enregistrement (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont de Valleyfield-Coteau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-six mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions sept cent soixante et un mille sept cent quatre-vingt-huit dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles professionnelles (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent trente-deux mille huit cent soixante-huit dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection de la jeunesse (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses pour cours additionnels (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante-sept mille cinq cents dollars soit ouvert à

Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des jeunes (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-huit mille six cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Clinique d'aide à l'enfance (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocations d'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose une question au ministre.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

La contribution du gouvernement central a été d'un maximum de \$600,000 par année. Ottawa a accepté de souscrire ce montant pour dédommager notre province qui a perdu, pendant la guerre, une partie de sa main-d'œuvre spécialisée et qui n'a pu la remplacer. Cette aide a d'ailleurs été accordée à toutes les autres provinces, au *pro rata* de la population.

À l'heure actuelle, les cas de 3,500 personnes ayant droit à la pension de \$40 par mois ont été acceptés et les formules remplies après enquête.

Je m'apprête à signer des mandats relatifs au paiement des premiers chèques de pension de vieillesse à 3,500 personnes âgées de 65 à 70 ans. Pour la pension de janvier, les chèques seront postés avant la fin du mois pour que les destinataires les reçoivent le 1<sup>er</sup> février. La Commission des allocations sociales a révisé sa première estimation du nombre de demandeurs de 40,000 pour le réduire à 35,000. Il faut s'attendre à un nombre beaucoup plus considérable de demandes et d'acceptations. S'il se produisait une période de chômage, on prévoit que le nombre des personnes qui pourraient bénéficier de la pension pourrait atteindre 40,000. Ces premiers chèques seront postés à la fin du mois.

Sept mille cinq cents chèques seront envoyés pour le mois de février et ce nombre augmentera graduellement jusqu'à ce que tous les demandeurs soient couverts. Dans les cas où les demandes remontent au 1<sup>er</sup> janvier, les chèques seront émis rétroactivement jusqu'à cette date.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il s'est fait une plus grande publicité au sujet de la

pension à 70 ans, plus qu'au sujet de la pension de 65 à 70 ans. Il n'y a pas eu assez de publicité de la part du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse au sujet de l'adoption de la nouvelle convention sur la pension de vieillesse, et très peu de personnes, qui pourraient être admissibles à une pension, en connaissent les détails.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Incidemment, une plus grande publicité sera faite d'ici peu autour de ces pensions, afin de mettre tous les intéressés, de 65 à 70 ans, au courant. Plusieurs s'adressent à Québec pour les pensions payées aux personnes de 70 ans et plus, tandis que l'inverse se produit pour celles de 65 à 70 ans. On sait qu'Ottawa paie seul les pensions aux Canadiens de 70 ans et plus, tandis que Québec paie les pensions aux nécessiteux de 65 à 70 ans, pensions payées sur une base de 50-50 par Ottawa et Québec.

Sans aucun doute, en raison de la conjoncture actuelle du marché du travail, certaines personnes ne font pas de demande de pension, préférant garder leur emploi.

Quant aux pensions de vieillesse pour le groupe d'âge allant de 65 à 69 ans, les deux partis représentés en Chambre considèrent que ce n'est pas une question de charité, mais plutôt de faire des réserves pour les personnes plus âgées qui ont payé leurs taxes.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

18. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-deux mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocations aux aveugles (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles pour les aveugles (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante-sept mille six cent soixante-dix-huit dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Loi relative à la délinquance juvénile (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent cinquante-six mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Loi pour faciliter



l'établissement des jeunes (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1953.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Les établissements destinés à la délinquance juvénile, situés à Cap-Rouge et à Boscoville, recevront, cette année, des octrois respectifs de \$167,000 et \$400,000.

La résolution est adoptée.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)<sup>9</sup>:** Le gouvernement de l'Union nationale a le mérite d'avoir instauré les allocations aux mères nécessiteuses. Mais, dans ce domaine, les comparaisons avec l'Ontario nous sont défavorables.

Je réclame des allocations aux mères nécessiteuses plus considérables, au moins égales à celles payées en Ontario, et une révision du mode d'enquête dans les octrois de pensions.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Il est bien difficile de tirer des conclusions. Ces pensions sont inférieures à celles d'Ontario, mais il faut tenir compte du fait que nous avons plusieurs organismes corollaires subventionnés par le gouvernement et qui n'existent pas là-bas.

De sorte que, si l'on considère la situation dans son ensemble, si nous prenons l'ensemble des montants pour les mêmes fins, nous arrivons à la conclusion que le gouvernement de la province de Québec fait autant que toutes les autres du pays. En ce qui a trait à un rajustement des taux, cette question est à l'étude.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**Voies et moyens:**

**Budget des dépenses  
1952-1953**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1953, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme ne dépassant pas \$158,340,472.  
Adopté.

**Rapport du comité des voies et moyens:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**Projets de loi:**

**Loi des subsides No 2,  
1951-1952**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1953, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 64 concernant les élections provinciales.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

23 janvier 1952

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 39 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1953, et pour d'autre fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nous allons proroger. Après cela, chacun s'en ira de son côté. Quand l'Union nationale reviendra en Chambre, l'opposition s'en ira chez elle.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** On verra bien.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

**Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture.

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

B Loi modifiant les articles 2126 et 2127 du Code civil;

35 Loi modifiant le Code municipal;

40 Loi modifiant l'article 227 de la loi des mines de Québec;

42 Loi relative aux monuments, sites et objets historiques ou artistiques;

43 Loi diminuant les taxes sur les petites successions;

44 Loi relative à l'exécution de certains jugements en matière alimentaire;

46 Loi concernant la Commission de transport de Montréal;

47 Loi modifiant la loi électorale de Québec;

48 Loi concédant certaines amendes aux municipalités;

49 Loi modifiant la loi concernant la municipalisation de l'énergie électrique par la ville de Mégantic;

50 Loi modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie;

51 Loi concernant la juridiction de la Cour supérieure;

52 Loi modifiant la loi des cités et villes;

53 Loi pourvoyant au paiement des traitements et salaires des fonctionnaires de la province;

54 Loi concernant l'usurpation des charges publiques;

55 Loi relative à la construction des écoles et à l'agrandissement d'une école à Sillery;

56 Loi pour aider à l'établissement d'un marché central des produits agricoles à Montréal;

57 Loi modifiant la loi de la curatelle publique;

58 Loi modifiant la loi de l'électrification rurale;

59 Loi concernant l'enseignement ménager;

60 Loi modifiant le Code civil;

61 Loi modifiant la loi des accidents du travail;

62 Loi modifiant le Code de procédure civile;

63 Loi concernant la loi relative à la destitution de gérants et de certains autres officiers municipaux;

64 Loi concernant les élections provinciales;

65 Loi modifiant les articles 522 et 523 du Code municipal;

66 Loi modifiant les articles 12 et 34 de la loi des accidents du travail;

100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal;

126 Loi constituant en corporation la ville de Saint-Vincent-de-Paul;

136 Loi concernant la municipalité du canton Langelier, la municipalité scolaire de Rivière-Croche, les limites de ces municipalités et l'évaluation de certains biens situés dans lesdites limites;

145 Loi relative à la constitution en corporation de la ville de Fort-Chambly;

150 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;

160 Loi de la Corporation des horlogers-bijoutiers de la province de Québec;

167 Loi constituant en corporation l'Institut Monseigneur Courchesne;

169 Loi concernant la Compagnie d'Immeubles Atlas - Atlas Realities Co.;

172 Loi concernant un acte de donation par Philomène et Élise Desmarchais à la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs;

179 Loi concernant la Commission scolaire de Saint-Laurent et ses commissaires;

191 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean-Noël A. Thibert au nombre de ses membres;

192 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme;

193 Loi relative à la succession de Léo Allaire;

194 Loi confirmant le titre de propriété de certains immeubles acquis par Jacques Cousineau, Simon Cousineau et Gérard Cousineau;

226 Loi concernant la ville de Cowansville;

227 Loi modifiant la loi des dentistes de Québec;

228 Loi modifiant la loi du Barreau.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

39 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1953, et pour d'autres fins.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la quatrième session de la vingt-troisième législature de la province de Québec par le discours suivant:

**L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je proroge aujourd'hui la quatrième session de la vingt-troisième législature. Elle a été particulièrement

remarquable par les lois nombreuses et salutaires que vous avez adoptées.

Cette législation s'inspire d'une saine politique sociale et témoigne une fois de plus du désir sincère de mon gouvernement que notre législation soit parfaitement adaptée à nos excellentes traditions religieuses et nationales et corresponde aux meilleurs intérêts de notre province et de sa population.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir voté les crédits nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je prie la divine Providence de répandre ses plus abondantes bénédictions sur notre chère province et d'assurer au monde une paix juste et durable, fondée sur les enseignements de Jésus-Christ.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:** C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*; et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 6 heures.

---

**NOTES**

1. Le moment exact de cet échange est absent des sources. Selon *Le Soleil* du 24 janvier 1952, à la page 3, "Le député de Québec (M. Chaloult) s'est levé hier après-midi pendant la dernière séance de l'Assemblée législative."

2. Il s'agirait du conseiller législatif Francis Lawrence Connors.

3. *L'Événement-Journal* du 24 janvier 1952, à la page 9, parle plutôt de coffrage.

4. Le ministre est retenu chez lui pour cause de maladie.

5. Selon le *Montréal-Matin* du 24 janvier 1952, à la page 8, il s'agit plutôt de \$109,000.

6. Le chef de l'opposition fait référence à l'effondrement du pont Duplessis.

7. L'affaire Blanche Garneau remonte au 28 juillet 1920 lorsqu'on découvre le corps de cette jeune femme dans le parc Victoria. L'enquête policière qui suivit ne donna jamais de résultat probant. Des adversaires du premier ministre et procureur général lui reprochent d'avoir condamné trop tôt de présumés meurtriers, Binet et Palmer, dont le procès (28 octobre au 2 novembre 1921) n'a pu prouver la culpabilité hors de tout doute. En janvier 1922, l'affaire couve toujours et les rumeurs courent. Le 27 octobre suivant, *The Axe*, un petit journal de Montréal, accuse M. Taschereau d'être directement relié à cette affaire. *The Axe* offre de plus \$5,000 de récompense à quiconque fera la lumière autour de cette affaire. C'est à la suite de ces accusations que le propriétaire de *The Axe*, John H. Roberts, sera appelé à comparaître (2 novembre) devant un comité de l'Assemblée législative. Pour plus de détails, voir Réal Bertrand, *Qui a tué Blanche Garneau?*, Montréal, Les Quinze, 1983, 230 p. Voir également les *Débats de l'Assemblée législative* de la 4e session de la 15e législature.

8. Selon *L'Action catholique* du 24 janvier 1952, à la page 19, cette question a été posée par M. Dupré.

9. Les crédits pour les mères nécessiteuses sont statutaires et il est probable qu'ils aient été discutés à la fin de l'étude des crédits du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse.